

Mohamed Amra garde le silence sur son évasion meurtrière lors de son premier interrogatoire

Par Clara WRIGHT, avec Mathieu CHAMPEAU à Condé-sur-Sarthe

Paris, 11 juin 2025 (AFP) - Le narcotrafiquant Mohamed Amra, extrait mercredi matin sous haute sécurité de la prison de Condé-sur-Sarthe (Orne), n'a pas répondu aux questions des juges spécialisés sur son évasion meurtrière en mai 2024, lors de son premier interrogatoire au tribunal de Paris.

Le suspect a été ramené sous haute surveillance policière mercredi après-midi dans sa prison ultrasécurisée.

Entendu pendant trois heures par les trois juges de la Juridiction nationale de lutte contre le crime organisé (Junalco) chargés des investigations sur son évasion au péage d'Incarville qui a coûté la vie à deux agents pénitentiaires, M. Amra a fait "de simples déclarations" sans répondre sur le fond, a indiqué son avocat Lucas Montagnier.

Mohamed Amra, poursuivi pour meurtres en bande organisée en récidive, a notamment évoqué "ses conditions" de détention "au quotidien", a précisé son autre avocat, Benoît David.

Me Montagnier a balayé tout "procédé" ou "défiance", et avancé l'impossibilité de "préparer cet interrogatoire dans des conditions sereines et conformes aux droits de la défense".

Lors de leurs entretiens, un surveillant, posté derrière une porte vitrée, "peut entendre les échanges, voir les documents", a accusé Me Montagnier, dénonçant une "absence de confidentialité" et une "atteinte grave" aux droits de la défense.

L'audition du jour devait permettre de le questionner sur la préparation de son évasion, sur le jour J de l'opération puis sur sa longue cavale. "M. Amra répondra aux questions des juges lorsque la confidentialité de nos échanges sera pleinement garantie", a assuré Me Montagnier.

- Casque antibruit et bandeau -

Dans un communiqué, Laure Beccuau, procureure de Paris et de la Junalco a indiqué que cet interrogatoire avait été préparé en amont "avec l'administration pénitentiaire" mais aussi avec la défense du mis en cause "afin de s'assurer que l'intéressé était disposé à s'expliquer, afin que ces efforts ne soient pas déployés en vain."

Elle a confirmé le refus de s'exprimer de Mohamed Amra "en arguant d'un manque de confidentialité de ses entretiens avec ses avocats sur son lieu de détention."

Au moins 41 autres personnes sont mises en examen, dont 30 sont en détention provisoire, dans cette affaire tentaculaire qui a mobilisé des moyens exceptionnels pour interpellier les suspects, dont certains étaient en fuite à l'étranger. Deux protagonistes sont attendus du Maroc.

Mohamed Amra, surnommé La Mouche, s'était évadé le 14 mai 2024 dans l'Eure lors d'une précédente extraction qui s'est transformée en véritable guet-apens: deux agents pénitentiaires ont été abattus, trois autres grièvement blessés.

Il se trouvait dans un fourgon pénitentiaire au péage d'Incarville quand un commando l'a libéré dans une attaque ultraviolente. Il est ensuite parti en cavale pendant neuf mois, mais a été arrêté le 22 février à Bucarest avant d'être remis à la France.

Mercredi, cette nouvelle extraction a été réalisée sous haute sécurité, avec à la manoeuvre le Groupe d'intervention de la gendarmerie nationale (GIGN), unité d'élite spécialisée dans la gestion de crises et les missions dangereuses.

Peu après 07h30, Mohamed Amra a été extrait par hélicoptère de sa prison dans l'Orne. A bord, il était équipé d'un casque antibruit, avec un bandeau sur les yeux "pour l'empêcher de mémoriser le trajet", selon une source proche du dossier.

- Indignation -

Puis il a été conduit de la base aérienne de Vélizy-Villacoublay (Yvelines) au tribunal de Paris où il est arrivé vers 09H30, escorté par quatre véhicules et deux motards.

Les syndicats pénitentiaires s'étaient indignés de cette extraction, appelant à une audition en visioconférence ou à un déplacement des magistrats au sein même de la prison de Condé, pour minimiser les risques.

Cette "pression" mise pour "empêcher une quelconque extraction" est "un réel problème", a souligné Me Benoît David. "Une bonne justice a certes un coût, mais elle n'a pas de prix dans une société démocratique", a-t-il insisté.

Les juges ont estimé "impératif" de le faire venir pour qu'il s'explique "dans des conditions procédurales, matérielles et de confidentialité adaptées et incontestables", a justifié Laure Becquau.

M. Amra a été invité à s'exprimer sur "des pièces de la procédure, notamment des photographies et un document vidéo" a souligné la procureure. En vain.



Extraction de Mohamed Amra : combien a coûté son transfert sous haute sécurité ?

Mohamed Amra, narcotrafiquant évadé en 2024 lors d'une attaque meurtrière, a été extrait ce mardi sous très haute sécurité pour être entendu à Paris. Un transfert coûteux... pour un interrogatoire lors duquel il est resté silencieux.

Ce mardi s'est déroulé l'extraction sous haute surveillance du narcotrafiquant Mohamed Amra de sa prison de Condé-sur-Sarthe. Le narcotrafiquant était auditionné au tribunal judiciaire de Paris pour son évasion en 2024, qui avait coûté la vie à deux agents pénitentiaires au péage d'Incarville.

Gérald Darmanin avait évoqué que l'action se passerait "très bien" sous la responsabilité et le budget de son collègue de l'Intérieur, Bruno Retailleau. Mais à quel prix ? Europe 1 fait le point.

De gros moyens déployés

Pour cause, l'escorte classée 4 sur une échelle maximum de 5 a mobilisé de nombreux moyens, notamment un hélicoptère. Un trajet d'environ 30 à 40 minutes pour faire les 250 km depuis sa prison de Condé-sur-Sarthe jusqu'à Villacoublay, là où il a atterri. Il faut compter approximativement 1.500 euros l'heure de vol selon le dernier bilan de la Cour des Comptes, soit au moins 3.000 euros l'aller-retour.

Lors du trajet, il était équipé d'un casque anti-bruit et d'un bandeau sur les yeux pour l'empêcher de mémoriser le trajet, et à ce coût, il faut ajouter celui du dispositif impressionnant, avec notamment le GIGN réquisitionné, des dizaines de membres et des véhicules blindés.

Au total, ce transfert aurait coûté plusieurs dizaines de milliers d'euros, et cela, pour ne rien en ressortir. Pendant trois heures, Mohamed Amra a gardé le silence face au juge en charge des investigations. Pour son avocat, le manque de confidentialité de cet entretien, avec des surveillants derrière les portes, justifie cette posture. Une sortie qui n'a pas servi à grand chose, le tout financé par le budget de l'État.

par Jean-Baptiste Marty



LINDEPENDANT.FR—ACTU

: LINDEPENDANT.FR

Extraction de Mohamed Amra : Il a refusé de parler aux juges en raison "d'un manque de confidentialité de ses entretiens avec ses avocats"

Le parquet a confirmé, ce mercredi en fin de journée, que Mohamed Amra avait refusé de s'exprimer sur les conditions de son évasion, en 2024, qui avait fait deux morts.

Le narcotrafiquant Mohamed Amra a été extrait ce mercredi 11 juin au matin sous protocole de "très haute sécurité" de la prison de Condé-sur-Sarthe dans l'Orne. Il devait répondre aux questions sur sa sanglante évasion en 2024 survenue au péage d'autoroute d'Incarville (Eure) et qui avait coûté la vie à deux agents pénitentiaires.

Le suspect a été extrait par hélicoptère dans la matinée de la prison de Condé-sur-Sarthe (Orne), puis conduit sous haute sécurité de la base aérienne de Vélizy-Villacoublay au tribunal de Paris, où il est arrivé escorté par un convoi de quatre véhicules et deux mottards.

Un dispositif justifié par Laure Beccau, procureure de la République, dans un communiqué diffusé ce mercredi en début de soirée.

Une extraction bien préparée selon les juges

"Cette extraction, effectuée avec le renfort d'une unité spécialisée des forces de sécurité intérieure, avait fait l'objet d'échanges préalables avec l'administration pénitentiaire, qui avait donné son accord aux juges d'instruction, pour qu'elle ait lieu à l'une des dates proposées avec l'engagement du GIGN dans les meilleures conditions de sécurité", justifie le parquet.

"Ne négligeant pas les reviviscences et l'émotion que cette extraction ne manquerait pas de susciter, les magistrats en charge du dossier ont considéré impératif de la réaliser, afin que Mohamed Amra soit mis en situation de s'expliquer sur les faits qui lui sont reprochés dans des conditions procédurales, matérielles et de confidentialité adaptées et incontestables", poursuivait la procureur de la République.

"Cette extraction avait également été préparée par des échanges entre les magistrats instructeurs et la défense de Mohamed Amra

afin de s'assurer que l'intéressé était disposé à s'expliquer, afin que ces efforts ne soient pas déployés en vain".

Le silence sur les faits concernant l'évasion et la cavale

Finalement, face aux trois juges d'instruction de la JUNALCO (Juridiction Nationale de Lutte contre la Criminalité Organisée) pour son premier interrogatoire sur le fond du dossier, dans lequel il est mis en examen notamment pour évasion en bande organisée, meurtres en bande organisée, tentatives de meurtres en bande organisée, association de malfaiteurs, Mohamed Amra a choisi de garder le silence.

"Il a choisi de ne répondre à aucune question des juges d'instruction sur les faits de la procédure, ni sur son évasion et les meurtres en bande organisée perpétrés au préjudice d'agents de l'administration pénitentiaire, ni sur les conditions de sa dissimulation, ayant conduit à la mise en examen de 41 personnes outre lui, dont 30 sont en détention provisoire", assurait le communiqué.

Et la procureur d'indiquer que "le mis en examen a fait le choix de ne s'exprimer que sur ses conditions de détention, préférant ne pas répondre aux questions qui lui ont été posées à partir des pièces de la procédure et notamment de photographies et d'un document vidéo". "Il a justifié son choix de garder le silence sur les faits en arguant d'un manque de confidentialité de ses entretiens avec ses avocats sur son lieu de détention".

"M. Amra répondra aux questions des juges lorsque la confidentialité de nos échanges sera parfaitement garantie", avait indiqué, un peu plus tôt dans la journée, son avocat Lucas Montagnier à l'issue de l'interrogatoire de son client.

par Stephane Sicard



FRANCE

: CNEWS.FR

Mohamed Amra ramené à la prison de Condé-sur-Sarthe après avoir gardé le silence face aux juges à Paris



Mohamed Amra a été conduit devant les juges à Paris par une escorte de quatre véhicules et deux motards. [©GEOFFROY VANDER HASSELT / AFP]

Le narcotrafiquant Mohamed Amra, extrait ce mercredi matin sous haute sécurité de la prison de Condé-sur-Sarthe (Orne), n'a pas répondu aux questions des juges spécialisés sur son évasion meurtrière en mai 2024, lors de son premier interrogatoire à Paris.

Une première qui n'aura finalement rien donné. Mohamed Amra n'a pas répondu aux juges à l'occasion d'une audition organisée à Paris ce mercredi 11 juin, plus d'un an après son évasion qui avait coûté la vie à deux surveillants pénitentiaires.

Celui qu'on surnomme «La Mouche» a finalement été ramené dans sa cellule de la prison hautement sécurisée de Condé-sur-Sarthe (Orne).

Entendu pendant trois heures par les trois juges de la Juridiction nationale de lutte contre le crime organisé (Junalco) chargés des investigations sur son évasion au péage d'Incarville, qui a coûté la vie à deux agents pénitentiaires, Mohamed Amra a fait «de simples déclarations» sans répondre sur le fond, a indiqué son avocat Lucas Montagnier.

Pour rappel, le narcotrafiquant qui avait fait l'objet d'une notice rouge émise par Interpol est poursuivi pour meurtres en bande organisée en récidive.

«Nous n'avons pas pu préparer l'interrogatoire»

«Ce choix ne résulte pas d'un procédé, ni d'une défiance vis-à-vis de l'institution judiciaire, mais d'un constat inquiétant. Nous n'avons pas pu préparer cet interrogatoire dans des conditions sereines et conformes aux droits de la défense», a poursuivi Me Montagnier.

Avec son autre confrère chargé de la défense de Mohamed Amra, Me Benoît David, il a indiqué que son client, en permanence menotté et écouté «répondra aux questions des juges lorsque la confidentialité de nos échanges sera pleinement garantie», a-t-il finalement assuré.

A noter que pour son extraction de ce mercredi matin, le détenu a été transporté en hélicoptère depuis sa prison de l'Orne, les yeux bandés et un casque anti-bruit sur les oreilles avant de se poser sur la base aérienne de Vélizy-Villacoublay (Yvelines), d'où il a été conduit par une escorte de quatre véhicules et deux motards, le tout, sous le regard du GIGN.

par Cnews



Mohamed Amra reste silencieux sur son évvasion sanglante : il a fait "de simples déclarations" sans répondre sur le fond

Mohamed Amra, surnommé "La Mouche", n'a pas répondu aux questions sur son évvasion sanglante lors de son interrogatoire à Paris.

Le narcotrafiquant français Mohamed Amra, extrait mercredi matin sous haute sécurité de sa prison de l'ouest de la France, n'a pas répondu aux questions sur sa sanglante évvasion en 2024 lors de son premier interrogatoire devant les juges d'instruction à Paris, selon ses avocats.

Il a été ramené sous haute surveillance policière mercredi après-midi dans la prison ultrasécurisée.

Entendu pendant trois heures par les trois juges spécialisés dans la lutte contre le crime organisé et qui sont chargés d'enquêter sur son évvasion qui a coûté la vie à deux agents pénitenciers, M. Amra a fait "de simples déclarations" sans répondre sur le fond, a indiqué l'un de ses avocats, Lucas Montagnier.
`var _ultimedia_host = "https://www.ultimedia.com";var _ultimedia_script = document.createElement("script");_ultimedia_script.setAttribute("type", "text/javascript");_ultimedia_script.setAttribute("src", _ultimedia_host + "/js/common/visible_player.js");document.getElementsByTagName('head')[0].appendChild(_ultimedia_script);`

Au moins quarante autres personnes sont mises en examen dans cette affaire tentaculaire qui a mobilisé des moyens exceptionnels pour interpellier les suspects, dont certains étaient en fuite en Thaïlande, en Allemagne et au Maroc.

L'évasion de celui qui est surnommé "La Mouche" s'était déroulée le 14 mai 2024 dans l'ouest de la France lors d'une précédente extraction qui s'est transformée en véritable guet-apens, coûtant la vie à deux agents pénitenciers et en blessant grièvement trois autres.

Poursuivi pour meurtres en bande organisée en récidive, il a notamment évoqué mercredi devant les juges d'instruction "ses conditions" de détention "au quotidien", a précisé son autre conseil, Benoît David.

"Ce choix ne résulte pas d'un procédé, ni d'une défiance vis-à-vis de l'institution judiciaire, mais d'un constat inquiétant":

"Nous n'avons pas pu préparer cet interrogatoire dans des conditions sereines et conformes aux droits de la défense", a affirmé Me Montagnier.

Lors de leurs entretiens, un surveillant, posté derrière une porte vitrée, "peut entendre les échanges, voir les documents", s'est indigné Me Montagnier, dénonçant une "absence de confidentialité" et une "atteinte grave" aux droits de la défense.

L'audition du jour devait permettre de le questionner sur la préparation de son évasion, sur le jour J de l'opération puis sur sa longue cavale.

"M. Amra répondra aux questions des juges lorsque la confidentialité de nos échanges sera pleinement garantie", a assuré Me Montagnier.

Mohamed Amra a été extrait de sa cellule au petit matin mercredi et transporté en hélicoptère pour être entendu à Paris.

Lors de la précédente extraction, il se trouvait dans un fourgon pénitentiaire au péage d'Incarville quand un commando l'a libéré dans une attaque ultraviolente. Il est ensuite parti en cavale pendant neuf mois, mais a été arrêté le 22 février à Bucarest avant d'être remis à la France.

Mercredi, la nouvelle extraction a été réalisée sous haute sécurité, avec à la manoeuvre le Groupe d'intervention de la gendarmerie nationale (GIGN), unité d'élite spécialisée dans la gestion de crises et les missions dangereuses.

A bord de l'hélicoptère, Mohamed Amra était équipé d'un casque antibruit avec une cagoule sur la tête "pour l'empêcher de mémoriser le trajet", a précisé l'une des sources proches du dossier.

Puis il a été conduit de la base aérienne de Vélizy-Villacoublay, près de Paris, au tribunal où il est arrivé vers 07H30 GMT, escorté par un convoi de quatre véhicules et deux motards, a constaté un journaliste de l'AFP.

La révélation par la presse de cette extraction prochaine avait suscité l'indignation de syndicats pénitentiaires, appelant à une audition en visioconférence ou à un déplacement des magistrats au sein même de la prison où est détenu Mohamed Amra, pour minimiser les risques.

Mais la procureure de Paris, Laure Beccau, a défendu le choix des juges de le faire venir à Paris.

"Lorsqu'on parle de Mohamed Amra, l'idée qu'on l'extraie pour le faire voyager dans un véhicule pénitentiaire, c'est la reviviscence de l'attaque effroyable" lors de son évasion, avait-elle reconnu.

Mais si les juges ont choisi de le faire venir, c'est "parce qu'ils veulent désormais que le dossier avance vite", avait affirmé la procureure aux radio et chaîne télé RMC/BFM TV.

"On va peut-être lui opposer des pièces de procédure, des scellés. (...) Vous n'imaginez évidemment pas trois magistrats instructeurs se déplacer avec l'intégralité des scellés. Et puis il faut aussi des conditions d'audition sur un interrogatoire qui va durer longtemps", avait-elle relevé.



PARIS

Mohamed Amra reste silencieux sur son évasion sanglante : il a fait "de simples déclarations" sans répondre sur le fond

Mohamed Amra, surnommé "La Mouche", n'a pas répondu aux questions sur son évasion sanglante lors de son interrogatoire à Paris.

Le narcotrafiquant français Mohamed Amra, extrait mercredi matin sous haute sécurité de sa prison de l'ouest de la France, n'a pas répondu aux questions sur sa sanglante évasion en 2024 lors de son premier interrogatoire devant les juges d'instruction à Paris, selon ses avocats.

Il a été ramené sous haute surveillance policière mercredi après-midi dans la prison ultrasécurisée.

Entendu pendant trois heures par les trois juges spécialisés dans la lutte contre le crime organisé et qui sont chargés d'enquêter sur son évasion qui a coûté la vie à deux agents pénitentiaires, M. Amra a fait "de simples déclarations" sans répondre sur le fond, a indiqué l'un de ses avocats, Lucas Montagnier.

```
var _ultimedia_host = "https://www.ultimedia.com";var _ultimedia_script = document.createElement("script");_ultimedia_script.setAttribute("type", "text/javascript");_ultimedia_script.setAttribute("src", _ultimedia_host + "/js/common/visible_player.js");document.getElementsByTagName('head')[0].appendChild(_ultimedia_script);
```

Au moins quarante autres personnes sont mises en examen dans cette affaire tentaculaire qui a mobilisé des moyens exceptionnels pour interpellier les suspects, dont certains étaient en fuite en Thaïlande, en Allemagne et au Maroc.

L'évasion de celui qui est surnommé "La Mouche" s'était déroulée le 14 mai 2024 dans l'ouest de la France lors d'une précédente extraction qui s'est transformée en véritable guet-apens, coûtant la vie à deux agents pénitentiaires et en blessant grièvement trois autres.

Poursuivi pour meurtres en bande organisée en récidive, il a notamment évoqué mercredi devant les juges d'instruction "ses conditions" de détention "au quotidien", a précisé son autre conseil, Benoît David.

"Ce choix ne résulte pas d'un procédé, ni d'une défiance vis-à-vis de l'institution judiciaire, mais d'un constat inquiétant":

"Nous n'avons pas pu préparer cet interrogatoire dans des conditions sereines et conformes aux droits de la défense", a affirmé Me Montagnier.

Lors de leurs entretiens, un surveillant, posté derrière une porte vitrée, "peut entendre les échanges, voir les documents", s'est indigné Me Montagnier, dénonçant une "absence de confidentialité" et une "atteinte grave" aux droits de la défense.

L'audition du jour devait permettre de le questionner sur la préparation de son évasion, sur le jour J de l'opération puis sur sa longue cavale.

"M. Amra répondra aux questions des juges lorsque la confidentialité de nos échanges sera pleinement garantie", a assuré Me Montagnier.

Mohamed Amra a été extrait de sa cellule au petit matin mercredi et transporté en hélicoptère pour être entendu à Paris.

Lors de la précédente extraction, il se trouvait dans un fourgon pénitentiaire au péage d'Incarville quand un commando l'a libéré dans une attaque ultraviolente. Il est ensuite parti en cavale pendant neuf mois, mais a été arrêté le 22 février à Bucarest avant d'être remis à la France.

Mercredi, la nouvelle extraction a été réalisée sous haute sécurité, avec à la manoeuvre le Groupe d'intervention de la gendarmerie nationale (GIGN), unité d'élite spécialisée dans la gestion de crises et les missions dangereuses.

A bord de l'hélicoptère, Mohamed Amra était équipé d'un casque antibruit avec une cagoule sur la tête "pour l'empêcher de mémoriser le trajet", a précisé l'une des sources proches du dossier.

Puis il a été conduit de la base aérienne de Vélizy-Villacoublay, près de Paris, au tribunal où il est arrivé vers 07H30 GMT, escorté par un convoi de quatre véhicules et deux motards, a constaté un journaliste de l'AFP.

La révélation par la presse de cette extraction prochaine avait suscité l'indignation de syndicats pénitentiaires, appelant à une audition en visioconférence ou à un déplacement des magistrats au sein même de la prison où est détenu Mohamed Amra, pour minimiser les risques.

Mais la procureure de Paris, Laure Beccau, a défendu le choix des juges de le faire venir à Paris.

"Lorsqu'on parle de Mohamed Amra, l'idée qu'on l'extraie pour le faire voyager dans un véhicule pénitentiaire, c'est la reviviscence de l'attaque effroyable" lors de son évasion, avait-elle reconnu.

Mais si les juges ont choisi de le faire venir, c'est "parce qu'ils veulent désormais que le dossier avance vite", avait affirmé la procureure aux radio et chaîne télé RMC/BFM TV.

"On va peut-être lui opposer des pièces de procédure, des scellés. (...) Vous n'imaginez évidemment pas trois magistrats instructeurs se déplacer avec l'intégralité des scellés. Et puis il faut aussi des conditions d'audition sur un interrogatoire qui va durer longtemps", avait-elle relevé.



PARIS

Mohamed Amra reste silencieux sur son évasion sanglante : il a fait "de simples déclarations" sans répondre sur le fond

Mohamed Amra, surnommé "La Mouche", n'a pas répondu aux questions sur son évasion sanglante lors de son interrogatoire à Paris.

Le narcotrafiquant français Mohamed Amra, extrait mercredi matin sous haute sécurité de sa prison de l'ouest de la France, n'a pas répondu aux questions sur sa sanglante évasion en 2024 lors de son premier interrogatoire devant les juges d'instruction à Paris, selon ses avocats.

Il a été ramené sous haute surveillance policière mercredi après-midi dans la prison ultrasécurisée.

Entendu pendant trois heures par les trois juges spécialisés dans la lutte contre le crime organisé et qui sont chargés d'enquêter sur son évasion qui a coûté la vie à deux agents pénitentiaires, M. Amra a fait "de simples déclarations" sans répondre sur le fond, a indiqué l'un de ses avocats, Lucas Montagnier.
`var _ultimedia_host = "https://www.ultimedia.com";var _ultimedia_script = document.createElement("script");_ultimedia_script.setAttribute("type", "text/javascript");_ultimedia_script.setAttribute("src", _ultimedia_host + "/js/common/visible_player.js");document.getElementsByTagName('head')[0].appendChild(_ultimedia_script);`

Au moins quarante autres personnes sont mises en examen dans cette affaire tentaculaire qui a mobilisé des moyens exceptionnels pour interpellier les suspects, dont certains étaient en fuite en Thaïlande, en Allemagne et au Maroc.

L'évasion de celui qui est surnommé "La Mouche" s'était déroulée le 14 mai 2024 dans l'ouest de la France lors d'une précédente extraction qui s'est transformée en véritable guet-apens, coûtant la vie à deux agents pénitentiaires et en blessant grièvement trois autres.

Poursuivi pour meurtres en bande organisée en récidive, il a notamment évoqué mercredi devant les juges d'instruction "ses conditions" de détention "au quotidien", a précisé son autre conseil, Benoît David.

"Ce choix ne résulte pas d'un procédé, ni d'une défiance vis-à-vis de l'institution judiciaire, mais d'un constat inquiétant":

"Nous n'avons pas pu préparer cet interrogatoire dans des conditions sereines et conformes aux droits de la défense", a affirmé Me Montagnier.

Lors de leurs entretiens, un surveillant, posté derrière une porte vitrée, "peut entendre les échanges, voir les documents", s'est indigné Me Montagnier, dénonçant une "absence de confidentialité" et une "atteinte grave" aux droits de la défense.

L'audition du jour devait permettre de le questionner sur la préparation de son évasion, sur le jour J de l'opération puis sur sa longue cavale.

"M. Amra répondra aux questions des juges lorsque la confidentialité de nos échanges sera pleinement garantie", a assuré Me Montagnier.

Mohamed Amra a été extrait de sa cellule au petit matin mercredi et transporté en hélicoptère pour être entendu à Paris.

Lors de la précédente extraction, il se trouvait dans un fourgon pénitentiaire au péage d'Incarville quand un commando l'a libéré dans une attaque ultraviolente. Il est ensuite parti en cavale pendant neuf mois, mais a été arrêté le 22 février à Bucarest avant d'être remis à la France.

Mercredi, la nouvelle extraction a été réalisée sous haute sécurité, avec à la manoeuvre le Groupe d'intervention de la gendarmerie nationale (GIGN), unité d'élite spécialisée dans la gestion de crises et les missions dangereuses.

A bord de l'hélicoptère, Mohamed Amra était équipé d'un casque antibruit avec une cagoule sur la tête "pour l'empêcher de mémoriser le trajet", a précisé l'une des sources proches du dossier.

Puis il a été conduit de la base aérienne de Vélizy-Villacoublay, près de Paris, au tribunal où il est arrivé vers 07H30 GMT, escorté par un convoi de quatre véhicules et deux motards, a constaté un journaliste de l'AFP.

La révélation par la presse de cette extraction prochaine avait suscité l'indignation de syndicats pénitentiaires, appelant à une audition en visioconférence ou à un déplacement des magistrats au sein même de la prison où est détenu Mohamed Amra, pour minimiser les risques.

Mais la procureure de Paris, Laure Beccau, a défendu le choix des juges de le faire venir à Paris.

"Lorsqu'on parle de Mohamed Amra, l'idée qu'on l'extraie pour le faire voyager dans un véhicule pénitentiaire, c'est la reviviscence de l'attaque effroyable" lors de son évasion, avait-elle reconnu.

Mais si les juges ont choisi de le faire venir, c'est "parce qu'ils veulent désormais que le dossier avance vite", avait affirmé la procureure aux radio et chaîne télé RMC/BFM TV.

"On va peut-être lui opposer des pièces de procédure, des scellés. (...) Vous n'imaginez évidemment pas trois magistrats instructeurs se déplacer avec l'intégralité des scellés. Et puis il faut aussi des conditions d'audition sur un interrogatoire qui va durer longtemps", avait-elle relevé.



PARIS

Mohamed Amra reste silencieux sur son évvasion sanglante : il a fait "de simples déclarations" sans répondre sur le fond

Mohamed Amra, surnommé "La Mouche", n'a pas répondu aux questions sur son évvasion sanglante lors de son interrogatoire à Paris.

Le narcotrafiquant français Mohamed Amra, extrait mercredi matin sous haute sécurité de sa prison de l'ouest de la France, n'a pas répondu aux questions sur sa sanglante évvasion en 2024 lors de son premier interrogatoire devant les juges d'instruction à Paris, selon ses avocats.

Il a été ramené sous haute surveillance policière mercredi après-midi dans la prison ultrasécurisée.

Entendu pendant trois heures par les trois juges spécialisés dans la lutte contre le crime organisé et qui sont chargés d'enquêter sur son évvasion qui a coûté la vie à deux agents pénitentiaires, M. Amra a fait "de simples déclarations" sans répondre sur le fond, a indiqué l'un de ses avocats, Lucas Montagnier.

```
var _ultimedia_host = "https://www.ultimedia.com";var _ultimedia_script = document.createElement("script");_ultimedia_script.setAttribute("type", "text/javascript");_ultimedia_script.setAttribute("src", _ultimedia_host + "/js/common/visible_player.js");document.getElementsByTagName('head')[0].appendChild(_ultimedia_script);
```

Au moins quarante autres personnes sont mises en examen dans cette affaire tentaculaire qui a mobilisé des moyens exceptionnels pour interpellier les suspects, dont certains étaient en fuite en Thaïlande, en Allemagne et au Maroc.

L'évasion de celui qui est surnommé "La Mouche" s'était déroulée le 14 mai 2024 dans l'ouest de la France lors d'une précédente extraction qui s'est transformée en véritable guet-apens, coûtant la vie à deux agents pénitentiaires et en blessant grièvement trois autres.

Poursuivi pour meurtres en bande organisée en récidive, il a notamment évoqué mercredi devant les juges d'instruction "ses conditions" de détention "au quotidien", a précisé son autre conseil, Benoît David.

"Ce choix ne résulte pas d'un procédé, ni d'une défiance vis-à-vis de l'institution judiciaire, mais d'un constat inquiétant":

"Nous n'avons pas pu préparer cet interrogatoire dans des conditions sereines et conformes aux droits de la défense", a affirmé Me Montagnier.

Lors de leurs entretiens, un surveillant, posté derrière une porte vitrée, "peut entendre les échanges, voir les documents", s'est indigné Me Montagnier, dénonçant une "absence de confidentialité" et une "atteinte grave" aux droits de la défense.

L'audition du jour devait permettre de le questionner sur la préparation de son évasion, sur le jour J de l'opération puis sur sa longue cavale.

"M. Amra répondra aux questions des juges lorsque la confidentialité de nos échanges sera pleinement garantie", a assuré Me Montagnier.

Mohamed Amra a été extrait de sa cellule au petit matin mercredi et transporté en hélicoptère pour être entendu à Paris.

Lors de la précédente extraction, il se trouvait dans un fourgon pénitentiaire au péage d'Incarville quand un commando l'a libéré dans une attaque ultraviolente. Il est ensuite parti en cavale pendant neuf mois, mais a été arrêté le 22 février à Bucarest avant d'être remis à la France.

Mercredi, la nouvelle extraction a été réalisée sous haute sécurité, avec à la manoeuvre le Groupe d'intervention de la gendarmerie nationale (GIGN), unité d'élite spécialisée dans la gestion de crises et les missions dangereuses.

A bord de l'hélicoptère, Mohamed Amra était équipé d'un casque antibruit avec une cagoule sur la tête "pour l'empêcher de mémoriser le trajet", a précisé l'une des sources proches du dossier.

Puis il a été conduit de la base aérienne de Vélizy-Villacoublay, près de Paris, au tribunal où il est arrivé vers 07H30 GMT, escorté par un convoi de quatre véhicules et deux motards, a constaté un journaliste de l'AFP.

La révélation par la presse de cette extraction prochaine avait suscité l'indignation de syndicats pénitentiaires, appelant à une audition en visioconférence ou à un déplacement des magistrats au sein même de la prison où est détenu Mohamed Amra, pour minimiser les risques.

Mais la procureure de Paris, Laure Beccau, a défendu le choix des juges de le faire venir à Paris.

"Lorsqu'on parle de Mohamed Amra, l'idée qu'on l'extraie pour le faire voyager dans un véhicule pénitentiaire, c'est la reviviscence de l'attaque effroyable" lors de son évasion, avait-elle reconnu.

Mais si les juges ont choisi de le faire venir, c'est "parce qu'ils veulent désormais que le dossier avance vite", avait affirmé la procureure aux radio et chaîne télé RMC/BFM TV.

"On va peut-être lui opposer des pièces de procédure, des scellés. (...) Vous n'imaginez évidemment pas trois magistrats instructeurs se déplacer avec l'intégralité des scellés. Et puis il faut aussi des conditions d'audition sur un interrogatoire qui va durer longtemps", avait-elle relevé.



Mohamed Amra reste silencieux sur son évasion sanglante : il a fait "de simples déclarations" sans répondre sur le fond

Mohamed Amra, surnommé "La Mouche", n'a pas répondu aux questions sur son évasion sanglante lors de son interrogatoire à Paris.

Le narcotrafiquant français Mohamed Amra, extrait mercredi matin sous haute sécurité de sa prison de l'ouest de la France, n'a pas répondu aux questions sur sa sanglante évasion en 2024 lors de son premier interrogatoire devant les juges d'instruction à Paris, selon ses avocats.

Il a été ramené sous haute surveillance policière mercredi après-midi dans la prison ultrasécurisée.

Entendu pendant trois heures par les trois juges spécialisés dans la lutte contre le crime organisé et qui sont chargés d'enquêter sur son évasion qui a coûté la vie à deux agents pénitenciers, M. Amra a fait "de simples déclarations" sans répondre sur le fond, a indiqué l'un de ses avocats, Lucas Montagnier.
`var _ultimedia_host = "https://www.ultimedia.com";var _ultimedia_script = document.createElement("script");_ultimedia_script.setAttribute("type", "text/javascript");_ultimedia_script.setAttribute("src", _ultimedia_host + "/js/common/visible_player.js");document.getElementsByTagName('head')[0].appendChild(_ultimedia_script);`

Au moins quarante autres personnes sont mises en examen dans cette affaire tentaculaire qui a mobilisé des moyens exceptionnels pour interpellier les suspects, dont certains étaient en fuite en Thaïlande, en Allemagne et au Maroc.

L'évasion de celui qui est surnommé "La Mouche" s'était déroulée le 14 mai 2024 dans l'ouest de la France lors d'une précédente extraction qui s'est transformée en véritable guet-apens, coûtant la vie à deux agents pénitenciers et en blessant grièvement trois autres.

Poursuivi pour meurtres en bande organisée en récidive, il a notamment évoqué mercredi devant les juges d'instruction "ses conditions" de détention "au quotidien", a précisé son autre conseil, Benoît David.

"Ce choix ne résulte pas d'un procédé, ni d'une défiance vis-à-vis de l'institution judiciaire, mais d'un constat inquiétant":

"Nous n'avons pas pu préparer cet interrogatoire dans des conditions sereines et conformes aux droits de la défense", a affirmé Me Montagnier.

Lors de leurs entretiens, un surveillant, posté derrière une porte vitrée, "peut entendre les échanges, voir les documents", s'est indigné Me Montagnier, dénonçant une "absence de confidentialité" et une "atteinte grave" aux droits de la défense.

L'audition du jour devait permettre de le questionner sur la préparation de son évasion, sur le jour J de l'opération puis sur sa longue cavale.

"M. Amra répondra aux questions des juges lorsque la confidentialité de nos échanges sera pleinement garantie", a assuré Me Montagnier.

Mohamed Amra a été extrait de sa cellule au petit matin mercredi et transporté en hélicoptère pour être entendu à Paris.

Lors de la précédente extraction, il se trouvait dans un fourgon pénitentiaire au péage d'Incarville quand un commando l'a libéré dans une attaque ultraviolente. Il est ensuite parti en cavale pendant neuf mois, mais a été arrêté le 22 février à Bucarest avant d'être remis à la France.

Mercredi, la nouvelle extraction a été réalisée sous haute sécurité, avec à la manoeuvre le Groupe d'intervention de la gendarmerie nationale (GIGN), unité d'élite spécialisée dans la gestion de crises et les missions dangereuses.

A bord de l'hélicoptère, Mohamed Amra était équipé d'un casque antibruit avec une cagoule sur la tête "pour l'empêcher de mémoriser le trajet", a précisé l'une des sources proches du dossier.

Puis il a été conduit de la base aérienne de Vélizy-Villacoublay, près de Paris, au tribunal où il est arrivé vers 07H30 GMT, escorté par un convoi de quatre véhicules et deux motards, a constaté un journaliste de l'AFP.

La révélation par la presse de cette extraction prochaine avait suscité l'indignation de syndicats pénitentiaires, appelant à une audition en visioconférence ou à un déplacement des magistrats au sein même de la prison où est détenu Mohamed Amra, pour minimiser les risques.

Mais la procureure de Paris, Laure Beccau, a défendu le choix des juges de le faire venir à Paris.

"Lorsqu'on parle de Mohamed Amra, l'idée qu'on l'extraie pour le faire voyager dans un véhicule pénitentiaire, c'est la reviviscence de l'attaque effroyable" lors de son évasion, avait-elle reconnu.

Mais si les juges ont choisi de le faire venir, c'est "parce qu'ils veulent désormais que le dossier avance vite", avait affirmé la procureure aux radio et chaîne télé RMC/BFM TV.

"On va peut-être lui opposer des pièces de procédure, des scellés. (...) Vous n'imaginez évidemment pas trois magistrats instructeurs se déplacer avec l'intégralité des scellés. Et puis il faut aussi des conditions d'audition sur un interrogatoire qui va durer longtemps", avait-elle relevé.



PARIS

Mohamed Amra reste silencieux sur son évvasion sanglante : il a fait "de simples déclarations" sans répondre sur le fond

Mohamed Amra, surnommé "La Mouche", n'a pas répondu aux questions sur son évvasion sanglante lors de son interrogatoire à Paris.

Le narcotrafiquant français Mohamed Amra, extrait mercredi matin sous haute sécurité de sa prison de l'ouest de la France, n'a pas répondu aux questions sur sa sanglante évvasion en 2024 lors de son premier interrogatoire devant les juges d'instruction à Paris, selon ses avocats.

Il a été ramené sous haute surveillance policière mercredi après-midi dans la prison ultrasécurisée.

Entendu pendant trois heures par les trois juges spécialisés dans la lutte contre le crime organisé et qui sont chargés d'enquêter sur son évvasion qui a coûté la vie à deux agents pénitenciers, M. Amra a fait "de simples déclarations" sans répondre sur le fond, a indiqué l'un de ses avocats, Lucas Montagnier.
`var _ultimedia_host = "https://www.ultimedia.com";var _ultimedia_script = document.createElement("script");_ultimedia_script.setAttribute("type", "text/javascript");_ultimedia_script.setAttribute("src", _ultimedia_host + "/js/common/visible_player.js");document.getElementsByTagName('head')[0].appendChild(_ultimedia_script);`

Au moins quarante autres personnes sont mises en examen dans cette affaire tentaculaire qui a mobilisé des moyens exceptionnels pour interpellier les suspects, dont certains étaient en fuite en Thaïlande, en Allemagne et au Maroc.

L'évasion de celui qui est surnommé "La Mouche" s'était déroulée le 14 mai 2024 dans l'ouest de la France lors d'une précédente extraction qui s'est transformée en véritable guet-apens, coûtant la vie à deux agents pénitenciers et en blessant grièvement trois autres.

Poursuivi pour meurtres en bande organisée en récidive, il a notamment évoqué mercredi devant les juges d'instruction "ses conditions" de détention "au quotidien", a précisé son autre conseil, Benoît David.

"Ce choix ne résulte pas d'un procédé, ni d'une défiance vis-à-vis de l'institution judiciaire, mais d'un constat inquiétant":

"Nous n'avons pas pu préparer cet interrogatoire dans des conditions sereines et conformes aux droits de la défense", a affirmé Me Montagnier.

Lors de leurs entretiens, un surveillant, posté derrière une porte vitrée, "peut entendre les échanges, voir les documents", s'est indigné Me Montagnier, dénonçant une "absence de confidentialité" et une "atteinte grave" aux droits de la défense.

L'audition du jour devait permettre de le questionner sur la préparation de son évasion, sur le jour J de l'opération puis sur sa longue cavale.

"M. Amra répondra aux questions des juges lorsque la confidentialité de nos échanges sera pleinement garantie", a assuré Me Montagnier.

Mohamed Amra a été extrait de sa cellule au petit matin mercredi et transporté en hélicoptère pour être entendu à Paris.

Lors de la précédente extraction, il se trouvait dans un fourgon pénitentiaire au péage d'Incarville quand un commando l'a libéré dans une attaque ultraviolente. Il est ensuite parti en cavale pendant neuf mois, mais a été arrêté le 22 février à Bucarest avant d'être remis à la France.

Mercredi, la nouvelle extraction a été réalisée sous haute sécurité, avec à la manoeuvre le Groupe d'intervention de la gendarmerie nationale (GIGN), unité d'élite spécialisée dans la gestion de crises et les missions dangereuses.

A bord de l'hélicoptère, Mohamed Amra était équipé d'un casque antibruit avec une cagoule sur la tête "pour l'empêcher de mémoriser le trajet", a précisé l'une des sources proches du dossier.

Puis il a été conduit de la base aérienne de Vélizy-Villacoublay, près de Paris, au tribunal où il est arrivé vers 07H30 GMT, escorté par un convoi de quatre véhicules et deux motards, a constaté un journaliste de l'AFP.

La révélation par la presse de cette extraction prochaine avait suscité l'indignation de syndicats pénitentiaires, appelant à une audition en visioconférence ou à un déplacement des magistrats au sein même de la prison où est détenu Mohamed Amra, pour minimiser les risques.

Mais la procureure de Paris, Laure Beccau, a défendu le choix des juges de le faire venir à Paris.

"Lorsqu'on parle de Mohamed Amra, l'idée qu'on l'extraie pour le faire voyager dans un véhicule pénitentiaire, c'est la reviviscence de l'attaque effroyable" lors de son évasion, avait-elle reconnu.

Mais si les juges ont choisi de le faire venir, c'est "parce qu'ils veulent désormais que le dossier avance vite", avait affirmé la procureure aux radio et chaîne télé RMC/BFM TV.

"On va peut-être lui opposer des pièces de procédure, des scellés. (...) Vous n'imaginez évidemment pas trois magistrats instructeurs se déplacer avec l'intégralité des scellés. Et puis il faut aussi des conditions d'audition sur un interrogatoire qui va durer longtemps", avait-elle relevé.



PARIS

Mohamed Amra reste silencieux sur son évvasion sanglante : il a fait "de simples déclarations" sans répondre sur le fond

Mohamed Amra, surnommé "La Mouche", n'a pas répondu aux questions sur son évvasion sanglante lors de son interrogatoire à Paris.

Le narcotrafiquant français Mohamed Amra, extrait mercredi matin sous haute sécurité de sa prison de l'ouest de la France, n'a pas répondu aux questions sur sa sanglante évvasion en 2024 lors de son premier interrogatoire devant les juges d'instruction à Paris, selon ses avocats.

Il a été ramené sous haute surveillance policière mercredi après-midi dans la prison ultrasécurisée.

Entendu pendant trois heures par les trois juges spécialisés dans la lutte contre le crime organisé et qui sont chargés d'enquêter sur son évvasion qui a coûté la vie à deux agents pénitentiaires, M. Amra a fait "de simples déclarations" sans répondre sur le fond, a indiqué l'un de ses avocats, Lucas Montagnier.

```
var _ultimedia_host = "https://www.ultimedia.com";var _ultimedia_script = document.createElement("script");_ultimedia_script.setAttribute("type", "text/javascript");_ultimedia_script.setAttribute("src", _ultimedia_host + "/js/common/visible_player.js");document.getElementsByTagName('head')[0].appendChild(_ultimedia_script);
```

Au moins quarante autres personnes sont mises en examen dans cette affaire tentaculaire qui a mobilisé des moyens exceptionnels pour interpellier les suspects, dont certains étaient en fuite en Thaïlande, en Allemagne et au Maroc.

L'évasion de celui qui est surnommé "La Mouche" s'était déroulée le 14 mai 2024 dans l'ouest de la France lors d'une précédente extraction qui s'est transformée en véritable guet-apens, coûtant la vie à deux agents pénitentiaires et en blessant grièvement trois autres.

Poursuivi pour meurtres en bande organisée en récidive, il a notamment évoqué mercredi devant les juges d'instruction "ses conditions" de détention "au quotidien", a précisé son autre conseil, Benoît David.

"Ce choix ne résulte pas d'un procédé, ni d'une défiance vis-à-vis de l'institution judiciaire, mais d'un constat inquiétant":

"Nous n'avons pas pu préparer cet interrogatoire dans des conditions sereines et conformes aux droits de la défense", a affirmé Me Montagnier.

Lors de leurs entretiens, un surveillant, posté derrière une porte vitrée, "peut entendre les échanges, voir les documents", s'est indigné Me Montagnier, dénonçant une "absence de confidentialité" et une "atteinte grave" aux droits de la défense.

L'audition du jour devait permettre de le questionner sur la préparation de son évasion, sur le jour J de l'opération puis sur sa longue cavale.

"M. Amra répondra aux questions des juges lorsque la confidentialité de nos échanges sera pleinement garantie", a assuré Me Montagnier.

Mohamed Amra a été extrait de sa cellule au petit matin mercredi et transporté en hélicoptère pour être entendu à Paris.

Lors de la précédente extraction, il se trouvait dans un fourgon pénitentiaire au péage d'Incarville quand un commando l'a libéré dans une attaque ultraviolente. Il est ensuite parti en cavale pendant neuf mois, mais a été arrêté le 22 février à Bucarest avant d'être remis à la France.

Mercredi, la nouvelle extraction a été réalisée sous haute sécurité, avec à la manoeuvre le Groupe d'intervention de la gendarmerie nationale (GIGN), unité d'élite spécialisée dans la gestion de crises et les missions dangereuses.

A bord de l'hélicoptère, Mohamed Amra était équipé d'un casque antibruit avec une cagoule sur la tête "pour l'empêcher de mémoriser le trajet", a précisé l'une des sources proches du dossier.

Puis il a été conduit de la base aérienne de Vélizy-Villacoublay, près de Paris, au tribunal où il est arrivé vers 07H30 GMT, escorté par un convoi de quatre véhicules et deux motards, a constaté un journaliste de l'AFP.

La révélation par la presse de cette extraction prochaine avait suscité l'indignation de syndicats pénitentiaires, appelant à une audition en visioconférence ou à un déplacement des magistrats au sein même de la prison où est détenu Mohamed Amra, pour minimiser les risques.

Mais la procureure de Paris, Laure Beccau, a défendu le choix des juges de le faire venir à Paris.

"Lorsqu'on parle de Mohamed Amra, l'idée qu'on l'extraie pour le faire voyager dans un véhicule pénitentiaire, c'est la reviviscence de l'attaque effroyable" lors de son évasion, avait-elle reconnu.

Mais si les juges ont choisi de le faire venir, c'est "parce qu'ils veulent désormais que le dossier avance vite", avait affirmé la procureure aux radio et chaîne télé RMC/BFM TV.

"On va peut-être lui opposer des pièces de procédure, des scellés. (...) Vous n'imaginez évidemment pas trois magistrats instructeurs se déplacer avec l'intégralité des scellés. Et puis il faut aussi des conditions d'audition sur un interrogatoire qui va durer longtemps", avait-elle relevé.



Mohamed Amra reste silencieux sur son évvasion sanglante : il a fait "de simples déclarations" sans répondre sur le fond

Mohamed Amra, surnommé "La Mouche", n'a pas répondu aux questions sur son évvasion sanglante lors de son interrogatoire à Paris.

Le narcotrafiquant français Mohamed Amra, extrait mercredi matin sous haute sécurité de sa prison de l'ouest de la France, n'a pas répondu aux questions sur sa sanglante évvasion en 2024 lors de son premier interrogatoire devant les juges d'instruction à Paris, selon ses avocats.

Il a été ramené sous haute surveillance policière mercredi après-midi dans la prison ultrasécurisée.

Entendu pendant trois heures par les trois juges spécialisés dans la lutte contre le crime organisé et qui sont chargés d'enquêter sur son évvasion qui a coûté la vie à deux agents pénitentiaires, M. Amra a fait "de simples déclarations" sans répondre sur le fond, a indiqué l'un de ses avocats, Lucas Montagnier.
`var _ultimedia_host = "https://www.ultimedia.com";var _ultimedia_script = document.createElement("script");_ultimedia_script.setAttribute("type", "text/javascript");_ultimedia_script.setAttribute("src", _ultimedia_host + "/js/common/visible_player.js");document.getElementsByTagName('head')[0].appendChild(_ultimedia_script);`

Au moins quarante autres personnes sont mises en examen dans cette affaire tentaculaire qui a mobilisé des moyens exceptionnels pour interpellier les suspects, dont certains étaient en fuite en Thaïlande, en Allemagne et au Maroc.

L'évasion de celui qui est surnommé "La Mouche" s'était déroulée le 14 mai 2024 dans l'ouest de la France lors d'une précédente extraction qui s'est transformée en véritable guet-apens, coûtant la vie à deux agents pénitentiaires et en blessant grièvement trois autres.

Poursuivi pour meurtres en bande organisée en récidive, il a notamment évoqué mercredi devant les juges d'instruction "ses conditions" de détention "au quotidien", a précisé son autre conseil, Benoît David.

"Ce choix ne résulte pas d'un procédé, ni d'une défiance vis-à-vis de l'institution judiciaire, mais d'un constat inquiétant":

"Nous n'avons pas pu préparer cet interrogatoire dans des conditions sereines et conformes aux droits de la défense", a affirmé Me Montagnier.

Lors de leurs entretiens, un surveillant, posté derrière une porte vitrée, "peut entendre les échanges, voir les documents", s'est indigné Me Montagnier, dénonçant une "absence de confidentialité" et une "atteinte grave" aux droits de la défense.

L'audition du jour devait permettre de le questionner sur la préparation de son évasion, sur le jour J de l'opération puis sur sa longue cavale.

"M. Amra répondra aux questions des juges lorsque la confidentialité de nos échanges sera pleinement garantie", a assuré Me Montagnier.

Mohamed Amra a été extrait de sa cellule au petit matin mercredi et transporté en hélicoptère pour être entendu à Paris.

Lors de la précédente extraction, il se trouvait dans un fourgon pénitentiaire au péage d'Incarville quand un commando l'a libéré dans une attaque ultraviolente. Il est ensuite parti en cavale pendant neuf mois, mais a été arrêté le 22 février à Bucarest avant d'être remis à la France.

Mercredi, la nouvelle extraction a été réalisée sous haute sécurité, avec à la manoeuvre le Groupe d'intervention de la gendarmerie nationale (GIGN), unité d'élite spécialisée dans la gestion de crises et les missions dangereuses.

A bord de l'hélicoptère, Mohamed Amra était équipé d'un casque antibruit avec une cagoule sur la tête "pour l'empêcher de mémoriser le trajet", a précisé l'une des sources proches du dossier.

Puis il a été conduit de la base aérienne de Vélizy-Villacoublay, près de Paris, au tribunal où il est arrivé vers 07H30 GMT, escorté par un convoi de quatre véhicules et deux motards, a constaté un journaliste de l'AFP.

La révélation par la presse de cette extraction prochaine avait suscité l'indignation de syndicats pénitentiaires, appelant à une audition en visioconférence ou à un déplacement des magistrats au sein même de la prison où est détenu Mohamed Amra, pour minimiser les risques.

Mais la procureure de Paris, Laure Beccau, a défendu le choix des juges de le faire venir à Paris.

"Lorsqu'on parle de Mohamed Amra, l'idée qu'on l'extraie pour le faire voyager dans un véhicule pénitentiaire, c'est la reviviscence de l'attaque effroyable" lors de son évasion, avait-elle reconnu.

Mais si les juges ont choisi de le faire venir, c'est "parce qu'ils veulent désormais que le dossier avance vite", avait affirmé la procureure aux radio et chaîne télé RMC/BFM TV.

"On va peut-être lui opposer des pièces de procédure, des scellés. (...) Vous n'imaginez évidemment pas trois magistrats instructeurs se déplacer avec l'intégralité des scellés. Et puis il faut aussi des conditions d'audition sur un interrogatoire qui va durer longtemps", avait-elle relevé.



France: le narcotrafiquant Mohamed Amra garde le silence sur sa sanglante évasion

Par Clara WRIGHT, avec Mathieu CHAMPEAU à Condé-sur-Sarthe

Paris, 11 juin 2025 (AFP) - Le narcotrafiquant français Mohamed Amra, extrait mercredi matin sous haute sécurité de sa prison de l'ouest de la France, n'a pas répondu aux questions sur sa sanglante évasion en 2024 lors de son premier interrogatoire devant les juges d'instruction à Paris, selon ses avocats.

Il a été ramené sous haute surveillance policière mercredi après-midi dans la prison ultrasécurisée.

Entendu pendant trois heures par les trois juges spécialisés dans la lutte contre le crime organisé et qui sont chargés d'enquêter sur son évasion qui a coûté la vie à deux agents pénitentiaires, M. Amra a fait "de simples déclarations" sans répondre sur le fond, a indiqué l'un de ses avocats, Lucas Montagnier.

Au moins quarante autres personnes sont mises en examen dans cette affaire tentaculaire qui a mobilisé des moyens exceptionnels pour interpellier les suspects, dont certains étaient en fuite en Thaïlande, en Allemagne et au Maroc.

L'évasion de celui qui est surnommé "La Mouche" s'était déroulée le 14 mai 2024 dans l'ouest de la France lors d'une précédente extraction qui s'est transformée en véritable guet-apens, coûtant la vie à deux agents pénitentiaires et en blessant grièvement trois autres.

Poursuivi pour meurtres en bande organisée en récidive, il a notamment évoqué mercredi devant les juges d'instruction "ses conditions" de détention "au quotidien", a précisé son autre conseil, Benoît David.

"Ce choix ne résulte pas d'un procédé, ni d'une défiance vis-à-vis de l'institution judiciaire, mais d'un constat inquiétant": "Nous n'avons pas pu préparer cet interrogatoire dans des conditions sereines et conformes aux droits de la défense", a affirmé Me Montagnier.

Lors de leurs entretiens, un surveillant, posté derrière une porte vitrée, "peut entendre les échanges, voir les documents", s'est indigné Me Montagnier, dénonçant une "absence de confidentialité" et une "atteinte grave" aux droits de la défense.

L'audition du jour devait permettre de le questionner sur la préparation de son évasion, sur le jour J de l'opération puis sur sa longue cavale.

"M. Amra répondra aux questions des juges lorsque la confidentialité de nos échanges sera pleinement garantie", a assuré Me Montagnier.

Mohamed Amra a été extrait de sa cellule au petit matin mercredi et transporté en hélicoptère pour être entendu à Paris.

- Hélicoptère -

Lors de la précédente extraction, il se trouvait dans un fourgon pénitentiaire au péage d'Incarville quand un commando l'a libéré dans une attaque ultraviolente. Il est ensuite parti en cavale pendant neuf mois, mais a été arrêté le 22 février à Bucarest avant d'être remis à la France.

Mercredi, la nouvelle extraction a été réalisée sous haute sécurité, avec à la manoeuvre le Groupe d'intervention de la gendarmerie nationale (GIGN), unité d'élite spécialisée dans la gestion de crises et les missions dangereuses.

A bord de l'hélicoptère, Mohamed Amra était équipé d'un casque antibruit avec une cagoule sur la tête "pour l'empêcher de mémoriser le trajet", a précisé l'une des sources proches du dossier.

Puis il a été conduit de la base aérienne de Vélizy-Villacoublay, près de Paris, au tribunal où il est arrivé vers 07H30 GMT, escorté par un convoi de quatre véhicules et deux motards, a constaté une journaliste de l'AFP.

- "Avancer vite" -

La révélation par la presse de cette extraction prochaine avait suscité l'indignation de syndicats pénitentiaires, appelant à une audition en visioconférence ou à un déplacement des magistrats au sein même de la prison où est détenu Mohamed Amra, pour minimiser les risques.

Mais la procureure de Paris, Laure Beccau, a défendu le choix des juges de le faire venir à Paris.

"Lorsqu'on parle de Mohamed Amra, l'idée qu'on l'extraie pour le faire voyager dans un véhicule pénitentiaire, c'est la reviviscence de l'attaque effroyable" lors de son évasion, avait-elle reconnu.

Mais si les juges ont choisi de le faire venir, c'est "parce qu'ils veulent désormais que le dossier avance vite", avait affirmé la procureure aux radio et chaîne télé RMC/BFMTV.

"On va peut-être lui opposer des pièces de procédure, des scellés. (...) Vous n'imaginez évidemment pas trois magistrats instructeurs se déplacer avec l'intégralité des scellés. Et puis il faut aussi des conditions d'audition sur un interrogatoire qui va durer longtemps", avait-elle relevé.



Audition de Mohamed Amra : de gros moyens pour peu de mots



Après une énième fouille, Mohamed Amra pénètre ce mercredi à 10 heures dans le bureau des trois juges d'instruction parisiens chargés d'enquêter sur la sanglante évasion du péage d'Incarville (Eure). Ses cheveux roux aperçus après son arrestation à Bucarest (Roumanie) le 22 février dernier ont repris leur couleur naturelle. Vêtu d'un survêtement gris, Mohamed Amra est démenotté. Ce qui n'empêche pas la vigilance. Son interrogatoire se déroule sous l'étroite surveillance de trois membres du GIGN.

Le narcotrafiquant débute son audition par une déclaration spontanée. En substance, il assure aux magistrats avoir de la compassion pour les deux agents de la pénitencière tués le 14 mai, ainsi que pour leurs familles. « La Mouche » explique aussi n'avoir pas eu conscience de la gravité de ce qui allait se produire le jour où un commando lourdement armé a attaqué le convoi qui le ramenait du palais de justice de Rouen et a froidement abattu Arnaud Garcia et Fabrice Moello, deux fonctionnaires du ministère de la Justice.

« Il s'en est tenu à de simples déclarations »

Durant le reste des 3h30 qu'aura duré cet interrogatoire, malgré les questions des juges sur la préparation de son évasion et sa cavale, Mohamed Amra a gardé le silence. « Il s'en est tenu à de simples déclarations », confirment Mes Lucas Montagnier et Benoit David, ses avocats.

Un silence qui s'explique selon eux par l'impossibilité de préparer la défense de leur client. En cause, « l'absence de confidentialité

lors des échanges » que les pénalistes peuvent avoir avec Amra au sein de la prison de Condé-sur-Sarthe (Orne) ou au téléphone : « Il ne peut absolument pas nous téléphoner librement, à la différence de toutes les autres personnes mises en examen. Il ne peut pas parler avec ses avocats comme tout justiciable doit pouvoir le faire. »

Malgré cela, les deux avocats assurent être, comme leur client, « conscients des enjeux de cette procédure pour la justice, pour les parties civiles ainsi que pour l'ensemble des personnes mises en examen ». Et de certifier que Mohamed Amra « répondra aux questions des juges lorsque la confidentialité de nos échanges sera pleinement garantie ».

Mohamed Amra retournera-t-il pour autant dans le bureau des juges parisiens chargés de l'enquête pour « meurtres en bande organisée » ? Pas certain. Il est en effet probable que les prochains interrogatoires de « La Mouche » se déroulent en visioconférence. Car afin d'éviter de revivre le traumatisme de mai 2024 – c'est à son retour d'une audition au palais de justice de Rouen que le narcotrafiquant était parvenu à s'évader – les autorités avaient déployé de très gros moyens.

Un casque antibruit et un masque sur les yeux durant tout le trajet

Il est 7h03, ce mercredi, lorsqu'un hélicoptère se pose au sein de la prison de Condé-sur-Sarthe (Orne). Sorti de sa cellule par des agents du GIGN, Mohamed Amra est embarqué à bord de l'appareil. L'aéronef s'envole vers 7h30 en direction de l'aéroport de Vélizy-Villacoublay (Yvelines), où d'autres opérateurs de l'unité d'élite de la gendarmerie attendent Amra pour le conduire en voiture au tribunal de Paris. Durant tout le trajet, le narcotrafiquant est équipé d'un casque antibruit et a la vue obstruée afin qu'il ne « puisse pas mémoriser le trajet ».

Moins d'une heure plus tard, à 9h24, un impressionnant 4 x 4 noir sort du périphérique parisien. Précédé de motos de la garde Républicaine et suivi par trois SUV blindés, le véhicule, conduit par un gendarme cagoulé, pénètre dans l'enceinte du tribunal de Paris. Autour du bâtiment, de nombreux policiers sont équipés de casques lourds et d'armes automatiques.

D'autres se sont postés à la sortie du périphérique, porte de Clichy, pour s'assurer que le convoi des gendarmes – survolé par un hélicoptère durant tout le trajet – ne soit pas perturbé par les embouteillages. En milieu d'après-midi, encadré par une escorte toujours aussi conséquente, Mohamed Amra a finalement regagné la prison de Condé-sur-Sarthe.

« Pas beaucoup d'illusions sur la sincérité de ses déclarations »

Sans encombre donc, mais pas sans stigmates. « Je ne me fais pas beaucoup d'illusions sur la sincérité des déclarations que Mohamed Amra a pu faire aux juges d'instruction, mais il était important qu'il soit interrogé, réagit Dominique Garcia, le père d'un des agents tués lors de l'évasion. J'apprécie qu'un hélicoptère ait été mobilisé pour assurer son transport et éviter à des agents pénitentiaires d'être exposés à de grands risques. Mais on peut quand même s'interroger sur le coût de cette opération. J'espère qu'il n'y en aura pas d'autres du même type et qu'il sera interrogé en visio. »

Avant même cette audition, la décision des magistrats parisiens d'entendre le narcotrafiquant au tribunal de Paris plutôt qu'au sein de la prison ultra-sécurisée de Condé-sur-Sarthe avait en effet généré une importante controverse. Les syndicats de la pénitentiaire avaient dénoncé un choix jugé dangereux, quand ceux de la magistrature soulignaient le caractère indispensable de rencontres physiques entre un suspect et ses juges.

Cette extraction avait même fissuré le gouvernement, Gérard Darmanin, le ministre de la Justice, s'étant montré rassurant sur la sécurité de l'opération alors que Bruno Retailleau, son collègue de l'Intérieur, avait estimé que « faire sortir des gens aussi dangereux d'une prison » représentait « des risques majeurs » et « coût (ait) cher aux contribuables ».

par Vincent Gautronneau, Ronan Folgoas



Drame de Nogent, maison écolo, ciel voilé et crues de Loire... L'actu à retenir de ce mercredi

Retrouvez chaque soir un résumé des informations marquantes du jour dans la Nièvre, en France et dans le monde.

Drame à Nogent : le collégien voulait s'en prendre à une surveillante, "n'importe laquelle"

Le collégien de 14 ans a reconnu avoir tué une surveillante à Nogent, sans exprimer de regrets ni fournir d'explication, selon le procureur. Plus d'infos dans notre article.

La Loire est belle à Fourchambault. Aucune digue pour gâcher la vue. Mais, en cas de crue, des habitations en première ligne ; sans protection. C'est pourquoi le système de digue amovible a été testé ce mercredi. On vous en dit plus.

Un hélicoptère, avec Mohamed Amra à bord, a décollé tôt mercredi matin de la prison de Condé-sur-Sarthe, dans l'ouest de la France, d'où a été extrait le narcotrafiquant pour une audition à Paris avec les juges en charge de l'enquête sur son évasion sanglante de mai 2024. Le récit de cette extraction hors normes par ici.

Une centaine d'artisans taxis de la Nièvre ont participé à une manifestation à Paris, ce mercredi, pour dénoncer la nouvelle convention avec la Caisse nationale d'assurance maladie (CNAM) pour le transport de malades. Plus d'infos dans notre article.

Dans un lieu-dit de Saint-Amand-en-Puisaye s'élève depuis trois ans une Kerterre, maison écologique très atypique. Elle accueillera bientôt Mathilde et Danny Tossé, qui, par conviction, se sont lancés dans le projet de leur vie, avec leurs quatre enfants. Ils nous racontent leur aventure.

Résidus des fumées des mégafeux au Canada, sable du Sahara : aucun département français n'est épargné par un ciel voilé, ces derniers jours. Si les fumées canadiennes sont plutôt derrière nous, les remontées de sables seront plus marquées à partir de demain. On vous explique.



visuel-l-essentiel-de-l-info_7407123.jpeg



Mohamed Amra extrait de la prison de Condé-sur-Sarthe : ce que l'on sait de son premier interrogatoire

Le narcotrafiquant, poursuivi pour meurtres en bande organisée en récidive, est arrivé mercredi matin au tribunal de Paris.



L'hélicoptère de la gendarmerie se prépare à atterrir à la prison de Condé-sur-Sarthe, avant le transfert du trafiquant de drogue condamné Mohamed Amra, le 11 juin 2025. (©JEAN-FRANCOIS MONIER / AFP)

Le narcotrafiquant Mohamed Amra, extrait mercredi matin sous haute sécurité de la prison de Condé-sur-Sarthe (Orne), n'a pas répondu aux questions des juges spécialisés sur son évasion meurtrière en mai 2024, ont indiqué à la presse ses avocats à l'issue de son premier interrogatoire au tribunal de Paris.

Le suspect a été ramené sous haute surveillance policière mercredi après-midi dans la prison ultra-sécurisée.

Une « absence de confidentialité »

Entendu pendant trois heures par les trois juges de la Juridiction nationale de lutte contre le crime organisé (Junalco) chargés des investigations sur son évasion au péage d'Incarville qui a coûté la vie à deux agents pénitentiaires, Mohamed Amra a fait « de simples déclarations » sans répondre sur le fond, a indiqué son avocat Lucas Montagnier.

Mohamed Amra, poursuivi pour meurtres en bande organisée en récidive, a notamment évoqué « ses conditions » de détention « au quotidien », a précisé son autre avocat, Benoît David.

« Ce choix ne résulte pas d'un procédé, ni d'une défiance vis-à-vis de l'institution judiciaire, mais d'un constat inquiétant » : « Nous

n'avons pas pu préparer cet interrogatoire dans des conditions sereines et conformes aux droits de la défense », a affirmé Me Montagnier.

Lors de leurs entretiens, un surveillant, posté derrière une porte vitrée, « peut entendre les échanges, voir les documents », s'est indigné Me Montagnier, dénonçant une « absence de confidentialité » et une « atteinte grave » aux droits de la défense.

Une extraction sous haute sécurité

Constamment « menotté », Mohamed Amra ne peut pas non plus « prendre de notes » pour suivre son dossier et n'a accès « qu'une fois par jour au téléphone fixe » pour appeler ses conseils.

L'audition du jour devait permettre de le questionner sur la préparation de son évasion, sur le jour J de l'opération puis sur sa longue cavale. « M. Amra répondra aux questions des juges lorsque la confidentialité de nos échanges sera pleinement garantie », a assuré Me Montagnier.

Si les juges doivent pouvoir exercer leur fonction sereinement et sans aucune pression, nous voulons rappeler qu'il en va de même pour la défense.

Me Montagnier

Mercredi, cette nouvelle extraction a été réalisée sous haute sécurité, avec à la manœuvre le Groupe d'intervention de la gendarmerie nationale (GIGN), unité d'élite spécialisée dans la gestion de crises et les missions dangereuses.

Peu après 07 h 30, Mohamed Amra a été extrait par hélicoptère de sa prison dans l'Orne. À bord, il était équipé d'un casque antibruit, avec un bandeau sur les yeux « pour l'empêcher de mémoriser le trajet », selon une source proche du dossier.

Puis il a été conduit de la base aérienne de Vélizy-Villacoublay (Yvelines) au tribunal de Paris où il est arrivé vers 09 h 30, escorté par un convoi de quatre véhicules et deux motards.

Cette extraction avait auparavant suscité l'indignation de syndicats pénitentiaires, appelant à une audition en visioconférence ou à un déplacement des magistrats au sein même de la prison de Condé, pour minimiser les risques.

Neuf mois de cavale

Au moins quarante autres personnes sont mises en examen dans cette affaire tentaculaire qui a mobilisé des moyens exceptionnels pour interpellier les suspects, dont certains étaient en fuite en Thaïlande, en Allemagne et au Maroc.

L'évasion de celui qui est surnommé « La Mouche » s'était déroulée le 14 mai 2024 dans l'Eure lors d'une précédente extraction qui s'est transformée en véritable guet-apens, coûtant la vie à deux agents pénitentiaires et en blessant grièvement trois autres.

Mohamed Amra se trouvait dans un fourgon pénitentiaire au péage d'Incarville quand un commando l'a libéré dans une attaque ultra-violente. Il est ensuite parti en cavale pendant neuf mois, mais a été arrêté le 22 février à Bucarest avant d'être remis à la France.

avec AFP.

#Justice

par Redaction Actu



EUROPE

: LIBERATION.FR

Surveillante tuée à Nogent, Amra face aux juges, excuses de Musk à Trump... L'actu de ce mercredi 11 juin



Des adolescents devant le collège de Nogent, ce mercredi 11 juin 2025.

Chaque soir, la rédaction de *Libé* sélectionne les actualités du jour qu'il ne fallait pas rater en France et dans le reste du monde.

Le profil du suspect du meurtre de la surveillante de Nogent se précise

Au lendemain du meurtre de Mélanie, surveillante tuée à coups de couteau dans un collège de Haute-Marne, le procureur a déclaré ce mercredi que le suspect, un adolescent de 14 ans, ne présente *«aucun signe évoquant un possible trouble mental»*. En garde à vue, le collégien a reconnu être l'auteur des faits, *«sans les expliquer véritablement»*. Il a seulement dit *«vouloir s'en prendre à une surveillante»*, sans toutefois cibler *«sa victime en particulier»*, contre laquelle *«il n'avait aucun grief»*.

Mohamed Amra garde le silence lors de son premier interrogatoire

Un aller-retour express, pour pas grand chose. Le narcotrafiquant, extrait ce mercredi matin sous haute sécurité de la prison de Condé-sur-Sarthe (Orne), n'a pas répondu aux questions des juges spécialisés sur son évasion meurtrière en mai 2024. Entendu pendant trois heures par les juges, Mohamed Amra a fait *«de simples déclarations»* sans répondre sur le fond, selon son avocat Lucas Montagnier.

Bateau pour Gaza : les quatre militants français retenus en Israël expulsés jeudi et vendredi, indique Barrot

Les quatre militants pro-palestiniens français encore retenus en Israël après l'interception en mer par Israël d'un bateau en route pour Gaza, dont l'eurodéputée LFI Rima Hassan, seront expulsés jeudi et vendredi, a annoncé ce mercredi le ministre des Affaires étrangères Jean-Noël Barrot. Dans la journée, François Bayrou a de son côté dénoncé une «*instrumentalisation*» de la situation de l'enclave palestinienne.

Au Groenland, la glace fond 17 fois plus vite que la moyenne

Un nouveau constat inquiétant. La glace a fondu 17 fois plus vite que la moyenne entre le 15 et le 21 mai au Groenland, résultat d'une vague de chaleur record qui a aussi touché l'Islande, a alerté ce mercredi le réseau scientifique World Weather Attribution (WWA). Les données de 2025 ont été comparées à la moyenne de fonte sur la période allant de 1980 et 2010, précise le WWA.

Elon Musk dit être «allé trop loin» contre Donald Trump

Quelques jours après leur tonitruante dispute sur les réseaux sociaux, l'homme le plus riche du monde a dit ce mercredi regretter certains de ses propos tenus contre le président américain. «*Ils sont allés trop loin*», a reconnu Musk. Les deux hommes, qui ont été très proches pendant la campagne de Trump et au début de son second mandat, se sont déchirés publiquement ces derniers jours.

A lire aussi sur Libération.fr

Œuvres d'art de Lombard, bijoux de Dati et conseils de Valls : les déclarations de patrimoine du gouvernement Bayrou à la loupe

Passage en revue des points saillants des possessions enregistrées par les ministres auprès de la Haute Autorité de la vie publique et dévoilées mardi 10 juin. Où l'on apprend notamment que la ministre de la Culture n'a toujours pas déclaré de biens de plus de 10 000 euros. Notre article.

En 2025, un «printemps exceptionnellement sec» dans le nord-ouest de l'Europe

Dans son bulletin mensuel, publié ce mercredi 11 juin, l'observatoire européen Copernicus avertit qu'une partie du Vieux Continent connaît des conditions particulièrement arides et que les rivières sont au plus bas pour la saison. Notre analyse.

«Flottille de la liberté» : dans l'affaire du voilier, Israël a perdu

Que le navire «humanitaire» ait été intercepté dans ou hors des eaux israéliennes, lundi 9 juin, et quoi qu'on pense de son équipage, il était dans le bon camp face à un gouvernement hors la loi. Notre billet.

par Liberation



« Pour ne pas qu'il mémorise le trajet » : Mohamed Amra extrait de la prison de Condé, les yeux bandés

Parce qu'il devait être entendu par des magistrats à Paris dans le cadre de son évasion sanglante, Mohamed Amra a été extrait de la prison de Condé en hélicoptère, les yeux bandés.



Mohamed Amra a été extrait de la prison de Condé-sur-Sarthe, mercredi 11 mai vers 7 h 30, par hélicoptère, pour être entendu par trois juges parisiens. ©L'Orne hebdo

Son extraction de la prison de Condé-sur-Sarthe (Orne) a fait couler beaucoup d'encre ces dernières semaines. Et si elle a surtout révolté les surveillants pénitentiaires, elle a néanmoins bien eu lieu ce mercredi 11 juin 2025 peu après 7 h 30... par les airs.

« Sous haute sécurité » avec le GIGN

C'est, en effet, par hélicoptère que Mohamed Amra a quitté l'une des deux prisons les plus sécurisées de France pour rejoindre Paris où il était attendu par **trois juges** de la Juridiction nationale de **lutte contre le crime organisé** (Junalco) chargés des investigations, ouvertes notamment pour meurtres en bande organisée en récidive.

L'extraction a été réalisée « **sous haute sécurité** », avec, à la manœuvre, le Groupe d'intervention de la gendarmerie nationale (**GIGN**), unité d'élite spécialisée dans la gestion de crises et les missions dangereuses.

À bord de l'hélicoptère, il a été **équipé d'un casque antibruit, avec un bandeau sur les yeux** « pour l'empêcher de mémoriser le trajet », selon une source proche du dossier.

« De simples déclarations »

« Puis il a été conduit de la base aérienne de Vélizy-Villacoublay (Yvelines) au **tribunal de Paris** où il est arrivé vers 9 h 30, escorté par un convoi de quatre véhicules et deux motards », a constaté une journaliste de l'AFP.

Durant ses **trois heures d'audition**, Mohamed Amra a fait « de simples déclarations » sans répondre sur le fond, a indiqué son avocat Lucas Montagnier. Le suspect a notamment évoqué « ses conditions » de détention « au quotidien », a précisé son autre avocat, Benoît David.

Il a été ramené dans sa cellule de la prison de Condé-sur-Sarthe en milieu d'après-midi après son interrogatoire.

Neuf mois de cavale

L'évasion de celui qui est surnommé « La Mouche » s'était déroulée le 14 mai 2024 dans l'Eure lors d'une précédente extraction qui s'est transformée en véritable guet-apens, coûtant la vie à deux agents pénitentiaires et en blessant grièvement trois autres.

Mohamed Amra se trouvait dans un fourgon pénitentiaire au péage d'Incarville quand un commando l'a libéré dans une attaque ultra-violente. Il est ensuite parti en cavale pendant neuf mois, mais a été arrêté le 22 février à Bucarest, en Roumanie, avant d'être remis à la France et incarcéré au centre pénitentiaire sécurisé de Condé-sur-Sarthe.

Avec L'AFP

#Centre pénitentiaire Alençon-Condé
#Communauté urbaine d'Alençon
#Prison de Condé

par Redaction Alencon



Prison : surveillants pénitentiaires, des vocations essentielles qui ne faiblissent pas malgré les difficultés

Violences, surpopulation... L'état des prisons inquiète et le personnel pénitentiaire souffre. Mais les vocations subsistent pour ce métier fort de sens, que l'État tente de rendre plus attractif.

« Gaaaarde à vous ! » Le roulement du tambour et le cri strident de la trompette s'élèvent au-dessus de la place d'honneur de l'École nationale de l'administration pénitentiaire (Énap), à Agen (Lot-et-Garonne), fin mai. Les silhouettes alignées se figent : dos droits, nuques hautes, jambes serrées et bras collés le long du corps. La 220^e promotion de surveillants pénitentiaires vient de terminer ses six mois de formation - il en faudra huit à partir de septembre. Près de 300 élèves s'apprêtent à rejoindre un centre de détention comme stagiaires, avant d'être titularisés un an plus tard. Ils grossiront les rangs des 30 000 surveillants pénitentiaires, troisième force de sécurité intérieure du pays derrière les policiers et les gendarmes. Lors de ce moment solennel, la directrice de l'école, Sophie Bondil, prévient : « Vous exercerez une profession exigeante, parfois difficile. »

À lire aussi

Dominique Simonnot : « En prison, la surpopulation est inhumaine »

Sauvegarder le contenu

Pendant leur formation, les dangers du métier ont fait les gros titres. Il y a quelques semaines, plusieurs prisons ont été ciblées par des attaques violentes et coordonnées. Elles auraient été orchestrées par des narcotrafiquants en réaction à l'annonce, par Gérard Darmanin, ministre de la Justice, de la création d'établissements de haute sécurité pour les détenus les plus dangereux. Des surveillants pénitentiaires ont été visés chez eux, leur voiture et leur domicile incendiés. Des actes traumatisants, un an après la mort de deux agents lors de l'évasion du trafiquant de drogue Mohamed Amra.

13 000 candidatures ont été reçues lors de la dernière campagne de recrutement.

À lire aussi

Témoignage. "En prison, la foi est libre"

Sauvegarder le contenu

Des salaires qui augmentent

Pourtant, Ethan* affiche un grand sourire lorsqu'on lui remet son certificat enroulé d'un ruban tricolore. « Je suis conscient des difficultés mais je suis formé et fier de pouvoir servir mon pays », raconte ce jeune homme de 26 ans, major de sa promotion et diplômé d'une licence en droit. Comme lui, nombre d'entre eux s'engagent : plus de 13 000 lors de la campagne de recrutement ce printemps, un nombre stable. Les candidats viennent souvent des territoires en difficulté, comme les Outremer. Il faut dire que le ministère de la Justice fait tout pour rendre le métier attractif : en plus de la sécurité de l'emploi, les salaires ont augmenté de 250 euros net depuis 2017, et avoisinent les 2 040 euros net par mois en début de carrière. Les métiers sont variés et les échelons se grimpent plus facilement.

Dézoomer

© Syspeo / Sipa

Sur le terrain, un quotidien difficile, mais stimulant, les attend. « Je suis conscient des difficultés, mais je suis formé », insiste Ethan, 26 ans, le major de la promotion.

À lire aussi

Gabriel Mouesca, ancien militant nationaliste basque, s'engage auprès des prisonnières

Sauvegarder le contenu

Mais ces améliorations compensent mal la dureté du terrain. « Trois ans après le début de leur formation, 30 % des surveillants abandonnent le métier, souvent par désillusion », assure Christy Nicolas, secrétaire générale du Syndicat pénitentiaire des surveillants. Avec 83 681 prisonniers pour 62 570 places disponibles, jamais la France n'avait connu une telle surpopulation carcérale. Elle concerne surtout les maisons d'arrêt, réservées aux détentions provisoires et aux courtes peines. Le taux d'occupation oscille entre 150 % et 200 %. À cela s'ajoute un univers carcéral bouleversé, gangrené par le narco-trafic et l'islamisme radical. « Il y a encore vingt ans, les deux étaient sectorisés, les caïds géraient leur étage et les radicalisés étaient moins nombreux », explique Julien*, une quinzaine d'années de métier au compteur. « Aujourd'hui, tout se mélange, il n'y a plus de hiérarchie entre les détenus, qui se sont endurcis », poursuit Christy Nicolas. En 2023, près de 5 000 agressions physiques ont été recensées à l'encontre du personnel, dont 243 armées.

À lire aussi

La marche, une véritable alternative à la prison

Sauvegarder le contenu

« Un métier très humain »

Ce climat tendu, pourtant, ne décourage pas les candidats. Pour eux, l'uniforme représente surtout une responsabilité. Ils doivent constamment être vigilants. Il faut par exemple repérer les téléphones qui font la taille d'un briquet, souvent livrés par drone aux fenêtres des cellules. « Mais parfois, on est obligé de fermer les yeux car si on faisait notre travail à 100 %, la prison serait en feu en dix minutes », confie Julien.

Dézoomer

© photos Marion Parent pour Le Pèlerin

Toutefois ce métier ne se résume pas à une lutte quotidienne. « Il est très humain, des détenus se sentent seuls et se confient », tempère Jeanne*, 28 ans, qui intègre la profession. Ce qu'elle retient de la formation: protéger son identité. Sur la cursive, elle s'appellera « surveillante » ou « collègue ». Des réflexes à garder à l'extérieur, en évitant de parler de soi sur les réseaux sociaux ou à des inconnus. « Je conseille d'habiter loin de la prison et de ne pas fréquenter certains bars ou certaines zones de stades de foot », explique Julien, qui vit à plus de 80 km de son lieu de travail.

Un quotidien sous tension, où l'engagement personnel reste la clé. À l'image d'Ethan et de ses camarades, ils sont nombreux à vouloir, coûte que coûte, « servir leur pays ». Des agents essentiels, alors que de nouvelles prisons devraient bientôt se construire.

* Le prénom a été changé.



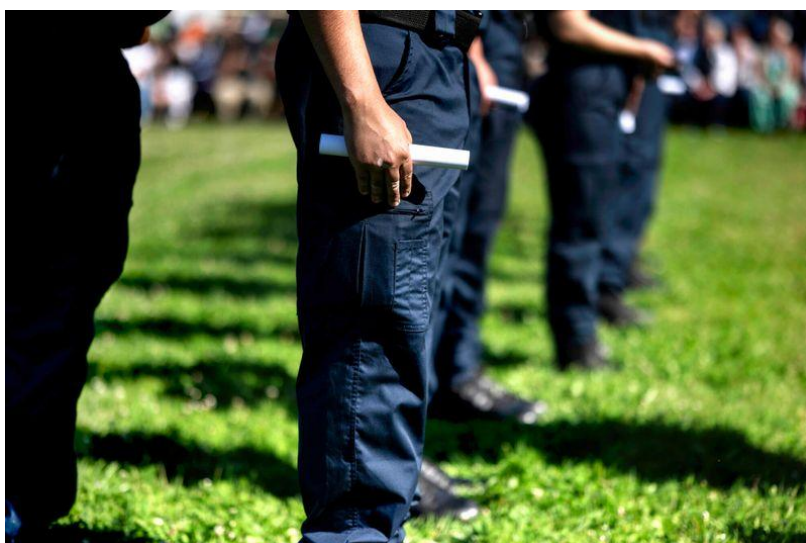
<https://i.lepelerin.com/2000x1125/smart/2025/06/11/surveillants-penitentiaire-1.jpg>



<https://i.lepelerin.com/1200x0/smart/2025/06/11/surveillants-penitentiaire-1.jpg>



<https://i.lepelerin.com/800x0/smart/2025/06/11/surveillants-penitentiaire.jpg>



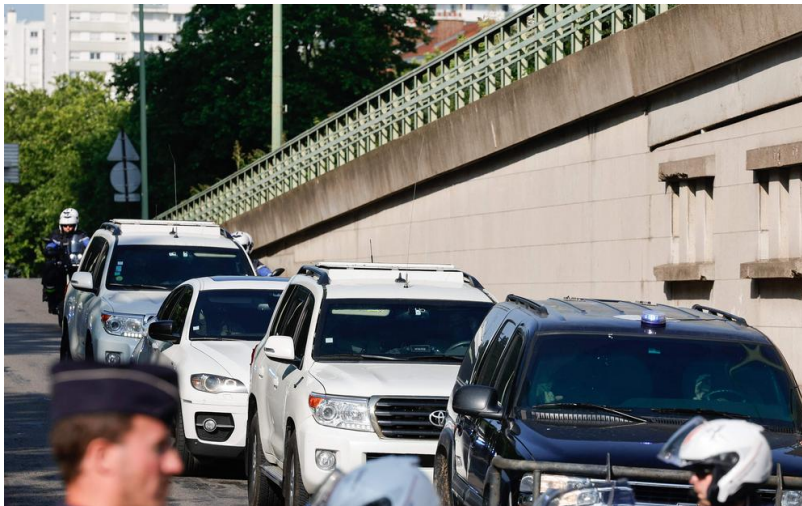
<https://i.lepelerin.com/800x0/smart/2025/06/11/surveillants-penitentiaire-2.jpg>

par Rachel Notteau



Extrait de sa cellule pour son premier interrogatoire, Mohamed Amra garde le silence sur son évvasion meurtrière

Sécurité



Le GIGN a été chargé de la sécurité autour de cette extraction, selon la gendarmerie. AFP

Le narcotrafiquant Mohamed Amra, extrait mercredi matin sous haute sécurité de la prison de Condé-sur-Sarthe (Orne), n'a pas répondu aux questions des juges spécialisés sur son évvasion meurtrière en mai 2024.



AFP

À VOIR AUSSI

Un hélicoptère a décollé tôt mercredi matin de la prison de Condé-sur-Sarthe (Orne), d'où a été extrait le narcotrafiquant Mohamed Amra pour une audition à Paris avec les juges en charge de

l'enquête sur son évasion sanglante de mai 2024. À bord, il était équipé d'un casque antibruit, avec un bandeau sur les yeux « pour l'empêcher de mémoriser le trajet », selon une source proche du dossier.

Puis il a été conduit de la base aérienne de Vélizy-Villacoublay (Yvelines) au tribunal de Paris où il est arrivé vers 9h30, escorté par un convoi de quatre véhicules et deux motards.

«Conditions de détention au quotidien»

L'annonce de l'extraction pour un interrogatoire à Paris de Mohamed Amra, arrêté en février en Roumanie et détenu dans une prison ultrasécurisée de l'Orne, avait suscité les réserves du ministre de l'Intérieur et les critiques de syndicats pénitentiaires. Lors d'une précédente extraction, en mai 2024, de Mohamed Amra, multirécidiviste détenu pour d'autres affaires judiciaires, deux agents pénitentiaires avaient été tués et trois grièvement blessés. Surnommé « La Mouche », l'homme a ensuite passé neuf mois en cavale avant d'être arrêté le 22 février à Bucarest, en Roumanie.

Entendu pendant trois heures par les trois juges de la Juridiction nationale de lutte contre le crime organisé (Junalco), Amra a fait « de simples déclarations » sans répondre sur le fond, a indiqué son avocat Lucas Montagnier. Mohamed Amra, poursuivi pour meurtres en bande organisée en récidive, a notamment évoqué « ses conditions » de détention « au quotidien », a précisé son autre avocat, Benoît David.

Lors de leurs entretiens, un surveillant, posté derrière une porte vitrée, « peut entendre les échanges, voir les documents », s'est indigné Me Montagnier, dénonçant une « absence de confidentialité » et une « atteinte grave » aux droits de la défense. Constamment « menotté », Mohamed Amra ne peut pas non plus « prendre de notes » pour suivre son dossier et n'a accès « qu'une fois par jour au téléphone fixe » pour appeler ses conseils.

L'audition du jour devait permettre de le questionner sur la préparation de son évasion, sur le jour J de l'opération puis sur sa longue cavale. « M. Amra répondra aux questions des juges lorsque la confidentialité de nos échanges sera pleinement garantie », a assuré M^e Montagnier.

par Charente Libre



: TENDANCE OUEST

Prison de Condé-sur-Sarthe. Que ressort-il de l'interrogatoire de Mohamed Amra sur l'évasion sanglante au péage d'Incarville ?

Le narcotrafiquant Mohamed Amra a été reconduit au centre pénitentiaire de Condé-sur-Sarthe en milieu d'après-midi, ce mercredi 11 juin. Il a été interrogé sur son évasion au péage d'Incarville.

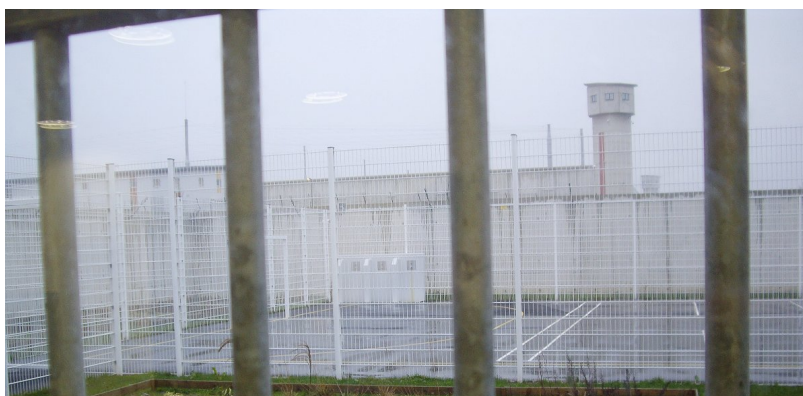
Faits Divers.

Le narcotrafiquant Mohamed Amra de retour dans l'Orne. Celui que l'on surnomme "La Mouche" a regagné, en milieu d'après-midi ce mercredi 11 juin, sa cellule dans la prison de haute sécurité de Condé-sur-Sarthe. Il avait été extrait dans la matinée et transféré à Paris par hélicoptère, sécurisé par le GIGN.

- A lire aussi. Mohamed Amra. Le narcotrafiquant a été extrait de la prison de Condé-sur-Sarthe à bord d'un hélicoptère

Il a été entendu pendant trois heures par trois juges de la juridiction nationale de lutte contre le crime organisé, chargés des investigations sur son évasion sanglante en mai 2024 au péage d'Incarville. Deux agents pénitentiaires ont été tués dans ce tragique événement et trois autres grièvement blessés. Durant son interrogatoire, Mohamed Amra n'a pas répondu aux questions des juges sur cette évasion sanglante.

Avec AFP.



<https://medias.tendanceouest.com/photos/1200/429554/?v=1749656587>

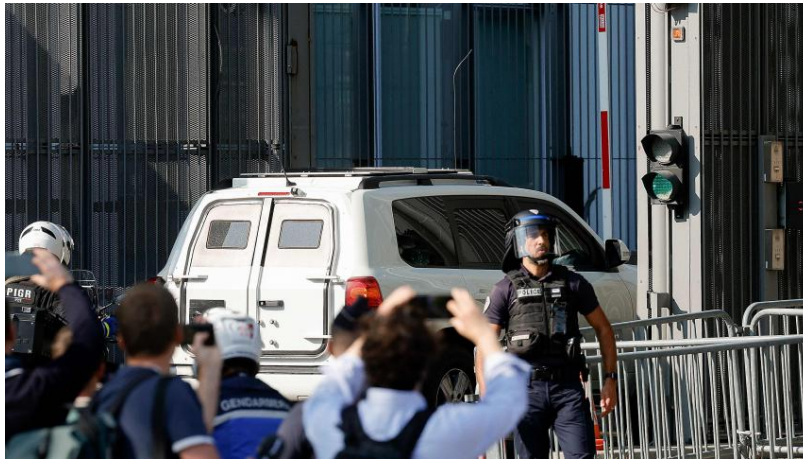


FRANCE MONDE

: COURRIER-PICARD.FR

Evasion meurtrière du péage d'Incarville : Mohamed Amra refuse de répondre aux juges

Le narcotrafiquant Mohamed Amra a été extrait mercredi 11 juin 2025 sous haute sécurité de la prison de Condé-sur-Sarthe (Orne) où il est placé après son évasion meurtrière de mai 2024. Il a gardé le silence face aux juges spécialisés.



L'extraction de Mohamed Amra de la prison de Condé-sur-Sarthe jusqu'à Paris pour son audition s'est faite sous haute sécurité. - (AFP/GEOFFROY VAN DER HASSELT)

Le narcotrafiquant Mohamed Amra, extrait mercredi 11 juin au matin sous haute sécurité de la prison de Condé-sur-Sarthe (Orne), n'a pas répondu aux questions des juges spécialisés sur son évasion meurtrière en mai 2024, ont indiqué à la presse ses avocats à l'issue de son premier interrogatoire au tribunal de Paris.

Consultez l'actualité en vidéo

Le suspect a été ramené sous haute surveillance policière mercredi après-midi dans la prison ultrasécurisée.

Entendu pendant trois heures par les trois juges de la Juridiction nationale de lutte contre le crime organisé (Junalco) chargés des investigations sur son évasion au péage d'Incarville qui a coûté la vie à deux agents pénitentiaires, M. Amra a fait «*de simples déclarations*» sans répondre sur le fond, a indiqué son avocat Lucas Montagnier.

Conditions de détention

Mohamed Amra, poursuivi pour meurtres en bande organisée en récidive, a notamment évoqué «*ses conditions*» de détention «*au quotidien*», a précisé son autre avocat, Benoît David.

« Ce choix ne résulte pas d'un procédé, ni d'une défiance vis-à-vis de l'institution judiciaire, mais d'un constat inquiétant »: « Nous n'avons pas pu préparer cet interrogatoire dans des conditions sereines et conformes aux droits de la défense », a affirmé Me Montagnier.

Lors de leurs entretiens, un surveillant, posté derrière une porte vitrée, *« peut entendre les échanges, voir les documents »*, s'est indigné Me Montagnier, dénonçant une *« absence de confidentialité »* et une *« atteinte grave »* aux droits de la défense.

Constamment *« menotté »*, Mohamed Amra ne peut pas non plus *« prendre de notes »* pour suivre son dossier et n'a accès *« qu'une fois par jour au téléphone fixe »* pour appeler ses conseils.

À lire aussi Tuerie scolaire en Autriche : une bombe artisanale a été trouvée chez le tireur¹

L'audition du jour devait permettre de le questionner sur la préparation de son évasion, sur le jour J de l'opération puis sur sa longue cavale. *« M. Amra répondra aux questions des juges lorsque la confidentialité de nos échanges sera pleinement garantie »*, a assuré Me Montagnier.

« Si les juges doivent pouvoir exercer leur fonction sereinement et sans aucune pression, nous voulons rappeler qu'il en va de même pour la défense », a-t-il insisté.

Au moins quarante autres personnes sont mises en examen dans cette affaire tentaculaire qui a mobilisé des moyens exceptionnels pour interpellier les suspects, dont certains étaient en fuite en Thaïlande, en Allemagne et au Maroc.

L'évasion de celui qui est surnommé «La Mouche» s'était déroulée le 14 mai 2024 dans l'Eure lors d'une précédente extraction qui s'est transformée en véritable guet-apens, coûtant la vie à deux agents pénitentiaires et en blessant grièvement trois autres.

Mohamed Amra se trouvait dans un fourgon pénitentiaire au péage d'Incarville quand un commando l'a libéré dans une attaque ultraviolente. Il est ensuite parti en cavale pendant neuf mois, avait un temps été hébergé dans l'Oise, mais a été arrêté le 22 février à Bucarest avant d'être remis à la France.

Mercredi, cette nouvelle extraction a été réalisée sous haute sécurité, avec à la manoeuvre le Groupe d'intervention de la gendarmerie nationale (GIGN), unité d'élite spécialisée dans la gestion de crises et les missions dangereuses.

À lire aussi Surveillante tuée à Nogent : une minute de silence dans tous les établissements scolaires jeudi midi¹

Peu après 7h30, Mohamed Amra a été extrait par hélicoptère de sa prison dans l'Orne. A bord, il était équipé d'un casque antibruit, avec un bandeau sur les yeux *«pour l'empêcher de mémoriser le trajet»*, selon une source proche du dossier.

Puis il a été conduit de la base aérienne de Vélizy-Villacoublay (Yvelines) au tribunal de Paris où il est arrivé vers 9h30, escorté par un convoi de quatre véhicules et deux motards.

Indignation de syndicats pénitentiaires

Cette extraction avait auparavant suscité l'indignation de syndicats pénitentiaires, appelant à une audition en visioconférence ou à un déplacement des magistrats au sein même de la prison de Condé, pour minimiser les risques.

Cette *«pression»* mise pour *«empêcher une quelconque extraction»* est *«un réel problème»*, a souligné Me Benoît David. *«Une bonne justice a certes un coût, mais elle n'a pas de prix dans une société démocratique»*, a-t-il insisté.

Si les juges ont choisi de le faire venir, c'est *«parce qu'ils veulent désormais que le dossier avance vite»*, avait justifié la procureure de Paris, Laure Beccau.

«On va peut-être lui opposer des pièces de procédure, des scellés. (...) Vous n'imaginez évidemment pas trois magistrats instructeurs se déplacer avec l'intégralité des scellés. Et puis il faut aussi des conditions d'audition sur un interrogatoire qui va durer longtemps», avait-elle relevé.



Mohamed Amra a été ramené à la prison de Condé-sur-Sarthe après son interrogatoire à Paris

Auditionné pour la première fois par les juges d'instruction de Paris, ce mercredi 11 juin 2025, le narcotrafiquant Mohamed Amra a été ramené à la prison de Condé-sur-Sarthe (Orne) après son interrogatoire, selon une source proche du dossier. Il avait été extrait de l'établissement pénitentiaire au petit matin, par hélicoptère.

Auditionné pour la première fois par les juges d'instruction de Paris, ce mercredi 11 juin 2025, le narcotrafiquant Mohamed Amra a été ramené dans sa cellule de la prison de Condé-sur-Sarthe (Orne) en milieu d'après-midi après son interrogatoire, selon une source proche du dossier citée par l'AFP.

Extraction par hélicoptère

Il en avait été extrait au petit matin, à 7 h 30, par hélicoptère et sous la surveillance du Groupe d'intervention de la gendarmerie nationale (GIGN), unité d'élite spécialisée dans la gestion de crises et les missions dangereuses. À bord de l'hélicoptère, Mohamed Amra était équipé d'un casque antibruit avec une cagoule sur la tête « **pour l'empêcher de mémoriser le trajet** », a précisé l'une des sources proches du dossier.

Lire aussi : Mohamed Amra n'a pas voulu répondre aux questions sur son évasion lors de son premier interrogatoire

Conduit au tribunal judiciaire de Paris, il devait pour la première fois répondre aux questions des juges chargés des investigations ouvertes, concernant son évasion sanglante du 14 mai 2024. Mais le narcotrafiquant est resté muet, refusant de répondre aux interrogations, selon son avocat.

« Nous n'avons pas pu préparer cet interrogatoire »

« **Nous n'avons pas pu préparer cet interrogatoire dans des conditions sereines et conformes des droits de la défense. [...] Mohamed Amra répondra aux questions des juges lorsque la confidentialité de nos échanges sera parfaitement garantie** », a indiqué à la presse Lucas Montagnier à l'issue de l'interrogatoire de son client. Le suspect a cependant évoqué devant les juges « **ses conditions** » de détention « **au quotidien** », a précisé son autre conseil Benoît David.

Lire aussi : Extraction de Mohamed Amra de sa prison pour une audition : la procureure défend le choix des juges

Le 14 mai 2024, Mohamed Amra, alors détenu pour plusieurs affaires, s'était évadé après l'attaque de son convoi au péage d'Incarville (Eure). Deux agents pénitentiaires, Fabrice Moello, 52 ans, et Arnaud Garcia, 34 ans, avaient perdu la vie, et trois autres avaient été grièvement blessés. Le narcotrafiquant avait ensuite été en cavale pendant de longs mois, avant d'être arrêté en Roumanie à la fin du mois de février.

Au moins quarante autres personnes sont mises en examen dans cette affaire tentaculaire qui a mobilisé des moyens exceptionnels pour interpellier les suspects, dont certains étaient en fuite en Thaïlande, en Allemagne et au Maroc.



Mohamed Amra, lors de son arrestation en Roumanie fin février 2025.
Mohamed Amra, lors de son arrestation en Roumanie fin février 2025.

EPA/MAXPPP



Mohamed Amra : interrogatoire silencieux devant les juges pour le narcotraquant

Le narcotraquant Mohamed Amra est retourné dans sa cellule après avoir refusé de répondre aux juges lors de son audition au sujet de son évasion sanglante

Le narcotraquant Mohamed Amra, extrait mercredi 11 juin au matin sous haute sécurité de la prison de Condé-sur-Sarthe (Orne) – avec, fait très rare, une partie du trajet en hélicoptère –, n’a pas répondu aux questions des juges spécialisés au sujet de son évasion meurtrière en mai 2024. Le suspect a été ramené sous haute surveillance policière mercredi après-midi dans la prison ultrasécurisée.

De « simples déclarations »

Entendu pendant trois heures par les trois juges de la Juridiction nationale de lutte contre le crime organisé (Junalco) chargés des investigations sur son évasion au péage d’Incarville qui a coûté la vie à deux agents pénitentiaires, il a fait « de simples déclarations » sans répondre sur le fond, a indiqué son avocat Lucas Montagnier.

L’audition du jour devait permettre de le questionner sur la préparation de son évasion, sur le jour J de l’opération puis sur sa longue cavale. Mohamed Amra, poursuivi pour meurtres en bande organisée en récidive, a notamment évoqué « ses conditions » de détention « au quotidien », a précisé son autre avocat, Benoît David.

Les sujets associés
Faits divers
Justice
Home

par Sudouestfr



Mohamed Amra : Pourquoi les juges prennent encore le risque d'extraire les détenus pour les entendre dans leur bureau ?

L'essentiel

Le narcotrafiquant Mohamed Amra a été transféré, ce mercredi, à Paris pour être entendu par des juges. Ce qui a suscité des critiques de la part des syndicats pénitentiaires qui auraient préféré que les magistrats se déplacent ou utilisent la visioconférence. Ces derniers défendent la nécessité d'entendre les suspects dans leurs bureaux car ces « interrogatoires auxquels ils sont soumis jusqu'à présent sont des interrogatoires longs, complexes, détaillés, nécessitant de leur soumettre des éléments de preuve ». Et donc incompatibles avec une visio.

La présidente du Syndicat de la magistrature, Judith Allenbach, met en garde contre les conséquences de ces exceptions, affirmant que « c'est toute l'architecture de la procédure pénale, fondée sur l'oralité des débats et l'égalité des armes, qui est mis à mal par ces renoncements et leurs élargissements successifs ».

Une mission extrêmement sensible. Mohamed Amra a été conduit, ce mercredi matin, à Paris, afin d'être entendu par les juges d'instruction de la Juridiction nationale de lutte contre le crime organisé (Junalco) qui enquêtent sur son évasion. Le narcotrafiquant a été escorté au tribunal par le GIGN. Les magistrats ont préféré entendre « La Mouche » dans leur bureau alors qu'ils auraient pu se déplacer à la prison ultra-sécurisée de Condé-sur-Sarthe (Orne), où il est détenu depuis février. Ou interroger le suspect à distance, par visioconférence.

Un choix mal vécu par les syndicats de l'administration pénitentiaire, encore traumatisés par la mort, en mai 2024, de deux agents, tués lors d'un transfert du multirécidiviste. « Nous avons écrit un courrier au ministre à ce sujet quand on a appris qu'il était extrait. Pour nous, ça ne justifiait pas. Surtout pour lui ! On réclamait que le juge se déplace », explique à 20 Minutes, Christy Nicolas, le secrétaire général du Syndicat pénitentiaire des surveillants (SPS).

« Un sujet sensible pour les personnels »

Pour le syndicaliste, la décision des magistrats est « un affront complet envers la profession ». « C'est un sujet sensible pour les personnels et les familles des victimes. C'était mal venu de la part du juge. C'est faire prendre des risques aux personnels, insiste Christy Nicolas. On peut comprendre qu'il a besoin de le voir physique-

ment, que cela ne soit pas aussi efficace en visio. Mais à ce moment-là, c'est au juge de se déplacer. Si on ne le fait pas avec Mohamed Amra, avec qui le fera-t-on ? »

Auparavant réalisés par les forces de police et de gendarmerie, les transferts de détenus ont été, depuis 2011, progressivement dévolus aux agents de l'administration pénitentiaire. Les forces de sécurité intérieures sont encore chargées des escortes des détenus de catégories 4 et 5, c'est-à-dire particulièrement surveillés, indique la Chancellerie.

Les policiers de la brigade d'Aide et d'Assistance Judiciaire sont en revanche toujours chargés de conduire les personnes condamnées en prison. Ces agents sont aussi chargés de surveiller les personnes placées au dépôt et certaines audiences. Interrogé par 20 Minutes après l'évasion d'un détenu du tribunal de Versailles, vendredi, Yvan Assioma, responsable du syndicat Alliance pour l'Ile-de-France, estime que « la visioconférence devrait être la règle ». « Il y a quarante ans, ça pouvait se comprendre. Mais aujourd'hui, on a les moyens technologiques pour ne plus avoir à faire d'extraction », affirme-t-il.

« Faire en sorte qu'il n'y ait plus d'extraction »

Yvan Assioma considère également que, si la visioconférence n'est pas possible, les magistrats doivent se « déplacer à la prison ». « Il faut faire en sorte qu'il n'y ait plus d'extraction. A chaque fois qu'on transporte un détenu, ça fragilise le système, ça met en danger tout le monde, on l'a vu dans l'affaire Amra. Le seul moment où une personne peut s'évader, c'est lorsqu'on la sort de la prison. »

La loi visant à lutter contre le narcotrafic, récemment adoptée mais qui attend encore l'aval du Conseil constitutionnel pour entrer en vigueur, prévoit de privilégier ces deux dernières options pour les détenus qui seront incarcérés dans les quartiers de haute sécurité, mis en place par le ministre de la Justice, Gérard Darmanin, pour les détenus les plus dangereux liés à la criminalité organisée. Dans un communiqué, publié le 18 mars dernier, l'Afmi, l'association française des magistrats instructeurs, estime pourtant nécessaire d'entendre les personnes mises en cause dans les bureaux des juges. « Les interrogatoires auxquels ils sont soumis jusqu'à présent sont des interrogatoires longs, complexes, détaillés, nécessitant de leur soumettre des éléments de preuve tels que des photographies, vidéos, documents, contenus extraits de téléphones, etc. impossibles à présenter de manière sérieuse à distance au travers de visioconférences », écrivait-elle.

L'Afmi pointait également le risque encouru par les magistrats qui se déplaceraient en détention pour entendre les détenus, « sans protection sur un trajet connu à l'avance, à une date et une heure connues à l'avance du mis en examen détenu ». L'association dénonçait « un recul de l'état de droit » car « la justice doit se rendre

dans les palais de justice ». « Ce ne peut être la dimension sécuritaire qui détermine le lieu où la justice doit être rendue. »

« Un renoncement conduit à tous les autres »

« Un renoncement conduit à tous les autres », regrette aussi la présidente du Syndicat de la magistrature, Judith Allenbach. « Le gouvernement et le législateur ont considéré qu'il était possible de faire des exceptions à l'accès aux juges et à une justice de qualité pour les détenus considérés comme dangereux. On voit se profiler, quelques semaines à peine après le vote de la loi narcotrafic, une demande d'extension de ce principe à n'importe quelle personne détenu et avec elle, la fin ou du moins la réduction drastique de la comparution en présentiel », explique-t-elle à 20 Minutes.

« On le voit, le moindre événement est désormais bon pour venir justifier la réduction des droits et de l'accès à la justice : c'est extrêmement inquiétant », poursuit la magistrate, estimant que « c'est toute l'architecture de la procédure pénale, fondée sur l'oralité des débats et l'égalité des armes, qui est mis à mal par ces renoncements et leurs élargissements successifs ».

Justice Mohamed Amra Tribunal Narcotrafiquants Magistrat Syndicat de la magistrature Prison Evasion

par Thibaut Chevillard



Mohamed Amra garde le silence sur son évasion meurtrière lors de son premier interrogatoire

Par Clara WRIGHT, avec Mathieu CHAMPEAU à Condé-sur-Sarthe

Paris, 11 juin 2025 (AFP) - Le narcotrafiquant Mohamed Amra, extrait mercredi matin sous haute sécurité de la prison de Condé-sur-Sarthe (Orne), n'a pas répondu aux questions des juges spécialisés sur son évasion meurtrière en mai 2024, ont indiqué à la presse ses avocats à l'issue de son premier interrogatoire au tribunal de Paris.

Le suspect a été ramené sous haute surveillance policière mercredi après-midi dans la prison ultrasécurisée.

Entendu pendant trois heures par les trois juges de la Juridiction nationale de lutte contre le crime organisé (Junalco) chargés des investigations sur son évasion au péage d'Incarville qui a coûté la vie à deux agents pénitentiaires, M. Amra a fait "de simples déclarations" sans répondre sur le fond, a indiqué son avocat Lucas Montagnier.

Mohamed Amra, poursuivi pour meurtres en bande organisée en récidive, a notamment évoqué "ses conditions" de détention "au quotidien", a précisé son autre avocat, Benoît David.

"Ce choix ne résulte pas d'un procédé, ni d'une défiance vis-à-vis de l'institution judiciaire, mais d'un constat inquiétant": "Nous n'avons pas pu préparer cet interrogatoire dans des conditions sereines et conformes aux droits de la défense", a affirmé Me Montagnier.

Lors de leurs entretiens, un surveillant, posté derrière une porte vitrée, "peut entendre les échanges, voir les documents", s'est indigné Me Montagnier, dénonçant une "absence de confidentialité" et une "atteinte grave" aux droits de la défense.

Constamment "menotté", Mohamed Amra ne peut pas non plus "prendre de notes" pour suivre son dossier et n'a accès "qu'une fois par jour au téléphone fixe" pour appeler ses conseils.

L'audition du jour devait permettre de le questionner sur la préparation de son évasion, sur le jour J de l'opération puis sur sa longue cavale. "M. Amra répondra aux questions des juges lorsque la confidentialité de nos échanges sera pleinement garantie", a assuré Me Montagnier.

"Si les juges doivent pouvoir exercer leur fonction sereinement et sans aucune pression, nous voulons rappeler qu'il en va de même pour la défense", a-t-il insisté.

- Casque antibruit et bandeau -

Au moins quarante autres personnes sont mises en examen dans cette affaire tentaculaire qui a mobilisé des moyens exceptionnels pour interpellier les suspects, dont certains étaient en fuite en Thaïlande, en Allemagne et au Maroc.

L'évasion de celui qui est surnommé "La Mouche" s'était déroulée le 14 mai 2024 dans l'Eure lors d'une précédente extraction qui s'est transformée en véritable guet-apens, coûtant la vie à deux agents pénitentiaires et en blessant grièvement trois autres.

Mohamed Amra se trouvait dans un fourgon pénitentiaire au péage d'Incarville quand un commando l'a libéré dans une attaque ultra-violente. Il est ensuite parti en cavale pendant neuf mois, mais a été arrêté le 22 février à Bucarest avant d'être remis à la France.

Mercredi, cette nouvelle extraction a été réalisée sous haute sécurité, avec à la manoeuvre le Groupe d'intervention de la gendarmerie nationale (GIGN), unité d'élite spécialisée dans la gestion de crises et les missions dangereuses.

Peu après 07h30, Mohamed Amra a été extrait par hélicoptère de sa prison dans l'Orne. A bord, il était équipé d'un casque antibruit, avec un bandeau sur les yeux "pour l'empêcher de mémoriser le trajet", selon une source proche du dossier.

- Indignation -

Puis il a été conduit de la base aérienne de Vélizy-Villacoublay (Yvelines) au tribunal de Paris où il est arrivé vers 09H30, escorté par un convoi de quatre véhicules et deux motards.

Cette extraction avait auparavant suscité l'indignation de syndicats pénitentiaires, appelant à une audition en visioconférence ou à un déplacement des magistrats au sein même de la prison de Condé, pour minimiser les risques.

Cette "pression" mise pour "empêcher une quelconque extraction" est "un réel problème", a souligné Me Benoît David. "Une bonne justice a certes un coût, mais elle n'a pas de prix dans une société démocratique", a-t-il insisté.

Si les juges ont choisi de le faire venir, c'est "parce qu'ils veulent désormais que le dossier avance vite", avait justifié la procureure de Paris, Laure Beccau.

"On va peut-être lui opposer des pièces de procédure, des scellés. (...) Vous n'imaginez évidemment pas trois magistrats instructeurs se déplacer avec l'intégralité des scellés. Et puis il faut aussi des conditions d'audition sur un interrogatoire qui va durer longtemps", avait-elle relevé.



: MEDIAPART.FR

Mohamed Amra garde le silence sur son évasion meurtrière lors de son premier interrogatoire

[//blogs.mediapart.fr/la-redaction-de-med\[...\]](https://blogs.mediapart.fr/la-redaction-de-med[...])¹

Le narcotraquant Mohamed Amra, extrait mercredi matin sous haute sécurité de la prison de Condé-sur-Sarthe (Orne), n'a pas répondu aux questions des juges spécialisés sur son évasion meurtrière en mai 2024, ont indiqué à la presse ses avocats à l'issue de son premier interrogatoire au tribunal de Paris.

Le suspect a été ramené sous haute surveillance policière mercredi après-midi dans la prison ultrasécurisée.

Entendu pendant trois heures par les trois juges de la Juridiction nationale de lutte contre le crime organisé (Junalco) chargés des investigations sur son évasion au péage d'Incarville qui a coûté la vie à deux agents pénitentiaires, M. Amra a fait « de simples déclarations » sans répondre sur le fond, a indiqué son avocat Lucas Montagnier.

Mohamed Amra, poursuivi pour meurtres en bande organisée en récidive, a notamment évoqué « ses conditions » de détention « au quotidien », a précisé son autre avocat, Benoît David.

« Ce choix ne résulte pas d'un procédé, ni d'une défiance vis-à-vis de l'institution judiciaire, mais d'un constat inquiétant »: « Nous n'avons pas pu préparer cet interrogatoire dans des conditions sereines et conformes aux droits de la défense », a affirmé Me Montagnier.

Lors de leurs entretiens, un surveillant, posté derrière une porte vitrée, « peut entendre les échanges, voir les documents », s'est indigné Me Montagnier, dénonçant une « absence de confidentialité » et une « atteinte grave » aux droits de la défense.

Constamment « menotté », Mohamed Amra ne peut pas non plus « prendre de notes » pour suivre son dossier et n'a accès « qu'une fois par jour au téléphone fixe » pour appeler ses conseils.

L'audition du jour devait permettre de le questionner sur la préparation de son évasion, sur le jour J de l'opération puis sur sa longue cavale. « M. Amra répondra aux questions des juges lorsque la confidentialité de nos échanges sera pleinement garantie », a assuré Me Montagnier.

« Si les juges doivent pouvoir exercer leur fonction sereinement et sans aucune pression, nous voulons rappeler qu'il en va de même pour la défense », a-t-il insisté.

- Casque antibruit et bandeau -

Au moins quarante autres personnes sont mises en examen dans cette affaire tentaculaire qui a mobilisé des moyens exceptionnels pour interpellier les suspects, dont certains étaient en fuite en Thaïlande, en Allemagne et au Maroc.

L'évasion de celui qui est surnommé « La Mouche » s'était déroulée le 14 mai 2024 dans l'Eure lors d'une précédente extraction qui s'est transformée en véritable guet-apens, coûtant la vie à deux agents pénitentiaires et en blessant grièvement trois autres.

Mohamed Amra se trouvait dans un fourgon pénitentiaire au péage d'Incarville quand un commando l'a libéré dans une attaque ultra-violente. Il est ensuite parti en cavale pendant neuf mois, mais a été arrêté le 22 février à Bucarest avant d'être remis à la France.

Mercredi, cette nouvelle extraction a été réalisée sous haute sécurité, avec à la manoeuvre le Groupe d'intervention de la gendarmerie nationale (GIGN), unité d'élite spécialisée dans la gestion de crises et les missions dangereuses.

Peu après 07h30, Mohamed Amra a été extrait par hélicoptère de sa prison dans l'Orne. A bord, il était équipé d'un casque antibruit, avec un bandeau sur les yeux « pour l'empêcher de mémoriser le trajet », selon une source proche du dossier.

- Indignation -

Puis il a été conduit de la base aérienne de Vélizy-Villacoublay (Yvelines) au tribunal de Paris où il est arrivé vers 09H30, escorté par un convoi de quatre véhicules et deux motards.

Cette extraction avait auparavant suscité l'indignation de syndicats pénitentiaires, appelant à une audition en visioconférence ou à un déplacement des magistrats au sein même de la prison de Condé, pour minimiser les risques.

Cette « pression » mise pour « empêcher une quelconque extraction » est « un réel problème », a souligné Me Benoît David. « Une bonne justice a certes un coût, mais elle n'a pas de prix dans une société démocratique », a-t-il insisté.

Si les juges ont choisi de le faire venir, c'est « parce qu'ils veulent désormais que le dossier avance vite », avait justifié la procureure de Paris, Laure Beccau.

« On va peut-être lui opposer des pièces de procédure, des scellés. (...) Vous n' imaginez évidemment pas trois magistrats instructeurs

se déplacer avec l'intégralité des scellés. Et puis il faut aussi des conditions d'audition sur un interrogatoire qui va durer longtemps », avait-elle relevé.

par France-E

1 : [//blogs.mediapart.fr/la-redaction-de-mediapart/blog/070120/mediapart-confie-l-afp-son-fil-d-actualites](https://blogs.mediapart.fr/la-redaction-de-mediapart/blog/070120/mediapart-confie-l-afp-son-fil-d-actualites)



Guadeloupe : dix personnes placées en détention pour trafic de drogues

Le parquet de Fort-de-France a annoncé ce mercredi avoir placé en détention provisoire dix personnes en Guadeloupe, soupçonnées de faire partie d'un réseau ayant introduit au moins 15 tonnes de drogues, essentiellement de la cocaïne, sur une période de deux ans via le Venezuela et la Dominique.

Dix personnes ont été placées en détention provisoire en Guadeloupe, soupçonnées de faire partie d'un réseau ayant introduit au moins 15 tonnes de drogues, essentiellement de la cocaïne, sur une période de deux ans via le Venezuela et la Dominique, a annoncé mercredi le parquet de Fort-de-France, en Martinique.

La juridiction interrégionale spécialisée (JIRS) de Fort-de-France (Martinique), compétente en matière de criminalité organisée, s'était saisie de l'affaire après la saisie de 778 kg de cocaïne et 27 kg de cannabis, le 15 juillet 2024, sur une plage de Capesterre-Belle-Eau, en Guadeloupe.

À lire aussi Mohamed Amra n'a pas répondu aux questions sur son évasion lors de son premier interrogatoire ¹
Trois personnes avaient alors été interpellées en flagrant délit de débarquement de la marchandise, en provenance de la Dominique.

Trafic à grande échelle

L'enquête, menée par la section de recherches de la gendarmerie de Guadeloupe, a permis de remonter un trafic à grande échelle, impliquant l'acheminement de drogues depuis le Venezuela "vers les plages de Guadeloupe, via des transbordements gérés par des ressortissants dominiquais et réalisés en mer au large de la Dominique", selon un communiqué du parquet.

Selon la même source, le réseau aurait également mis en place un circuit de blanchiment d'argent, avec plus de 450.000 euros transférés via Western Union vers la Dominique et le Venezuela en 17 mois.

"Entre le 30 mai 2025 et le 2 juin 2025, dix des principaux membres de ce réseau étaient interpellés en Guadeloupe", a indiqué le parquet, précisant qu'ils ont été "mis en examen et placés en détention provisoire".

Flambée de violences

L'opération a permis la saisie d'une arme de poing, un fusil double canon, des munitions, de près de 900 grammes de cocaïne, de 20,8 kg de cannabis, de véhicules, d'espèces, de bijoux et de biens de luxe, selon le communiqué.

La Guadeloupe et la Martinique font face à une flambée de violences depuis plusieurs années, largement alimentée par le narcotrafic. Depuis le début de l'année, seize personnes ont déjà été tuées en Martinique et 27 l'ont été en Guadeloupe et dans les îles du Nord (Saint-Martin et Saint-Barthélemy), la majorité par arme à feu.

Le ministre des Outre-mer Manuel Valls a évoqué dimanche sur CNews, parmi les priorités du gouvernement, "la lutte contre le narcotrafic, qui menace de faire s'effondrer les sociétés antillaises et de Guyane par (une) violence qu'on n' imagine pas", appelant à mettre plus de moyens pour lutter contre ce fléau.

par Europe



Mohamed Amra n'a pas répondu aux questions des juges sur son évasion meurtrière

Il n'a quasiment rien voulu lâcher. Le narcotraquant Mohamed Amra, extrait mercredi matin sous haute sécurité de la prison de Condé-sur-Sarthe (Orne), n'a pas répondu aux questions des juges spécialisés sur son évasion meurtrière en mai 2024, ont indiqué à la presse ses avocats à l'issue de son premier interrogatoire au tribunal de Paris.

Entendu pendant trois heures par les trois juges de la Juridiction nationale de lutte contre le crime organisé (Junalco) chargés des investigations, ouvertes notamment pour meurtres en bande organisée en récidive, Mohamed Amra a fait « de simples déclarations » sans répondre sur le fond, a indiqué son avocat Lucas Montagnier. Le suspect a notamment évoqué « ses conditions » de détention « au quotidien », a précisé son autre avocat, Benoît David. Il a ensuite été ramené à sa prison de Condé-sur-Sarthe, dans l'Orne.

« Nous n'avons pas pu préparer cet interrogatoire dans des conditions sereines »

« Ce choix ne résulte pas d'un procédé, ni d'une défiance vis-à-vis de l'institution judiciaire, mais d'un constat inquiétant » : « Nous n'avons pas pu préparer cet interrogatoire dans des conditions sereines et conformes aux droits de la défense », a affirmé Me Montagnier.

Lors de leurs entretiens, un surveillant, posté derrière une porte vitrée, « peut entendre les échanges, voir les documents », s'est indigné Me Montagnier, dénonçant une « absence de confidentialité » et une « atteinte grave » aux droits de la défense. Constamment « menotté », Mohamed Amra ne peut non plus pas « prendre de notes » pour suivre son dossier et n'a accès « qu'une fois par jour au téléphone fixe » pour appeler ses conseils.

L'audition du jour devait permettre de le questionner sur la préparation de son évasion, sur le jour J de l'opération puis sur sa longue cavale. « M. Amra répondra aux questions des juges lorsque la confidentialité de nos échanges sera pleinement garantie », a assuré Me Montagnier. « Si les juges doivent pouvoir exercer leur fonction sereinement et sans aucune pression, nous voulons rappeler qu'il en va de même pour la défense », a-t-il insisté.

Affaire tentaculaire

Au moins quarante autres personnes sont mises en examen dans cette affaire tentaculaire qui a mobilisé des moyens exceptionnels pour interpellier les suspects, dont certains étaient en fuite en Thaïlande, en Allemagne et au Maroc.

L'évasion de celui qui est surnommé « La Mouche » s'était déroulée le 14 mai 2024 dans l'Eure lors d'une précédente extraction qui s'est transformée en véritable guet-apens, coûtant la vie à deux agents pénitentiaires et en blessant grièvement trois autres.

Mohamed Amra se trouvait dans un fourgon pénitentiaire au péage d'Incarville quand un commando l'a libéré dans une attaque ultra-violente. Il est ensuite parti en cavale pendant neuf mois, mais a été arrêté le 22 février à Bucarest avant d'être remis à la France.

Casque antibruit et bandeau

Mercredi, cette nouvelle extraction a été réalisée sous haute sécurité, avec à la manœuvre le Groupe d'intervention de la gendarmerie nationale (GIGN), unité d'élite spécialisée dans la gestion de crises et les missions dangereuses.

Peu après 7h30, Mohamed Amra a été extrait par hélicoptère de sa prison dans l'Orne. A bord, il était équipé d'un casque antibruit, avec un bandeau sur les yeux « pour l'empêcher de mémoriser le trajet », selon une source proche du dossier. Puis il a été conduit de la base aérienne de Vélizy-Villacoublay (Yvelines) au tribunal de Paris où il est arrivé vers 9h30, escorté par un convoi de quatre véhicules et deux motards.

La révélation par la presse de cette extraction avait auparavant suscité l'indignation de syndicats pénitentiaires, appelant à une audition en visioconférence ou à un déplacement des magistrats au sein même de la prison de Condé, pour minimiser les risques.

Evasion Société Mohamed Amra Prison Sécurité Narcotrafiquants
Meurtre Enquête Juge GIGN

par Mickael Bosredon



A-LA-UNE—FRANCE

: LANOUELLEREPUBLIQUE.FR

À Paris, Mohamed Amra garde le silence sur son évasion, ses avocats déplorent un interrogatoire mal préparé

Home

A la Une

À Paris, Mohamed Amra garde le silence sur son évasion, ses avocats déplorent un interrogatoire mal préparé



Le narcotrafiquant Mohamed Amra, lors de son arrestation à Bucarest (Roumanie), en février 2025. © (Photo archives AFP)

Extrait dans la matinée de la prison de Condé-sur-Sarthe, Mohamed Amra est resté silencieux lors de son interrogatoire face aux juges à Paris, sur son évasion meurtrière en mai 2024.

L'interrogatoire s'est terminé sans avancée notable. Le narcotrafiquant Mohamed Amra, extrait mercredi 11 juin au matin, sous haute sécurité de la prison de Condé-sur-Sarthe (Orne), n'a pas répondu aux questions des juges portant sur son évasion le 14 mai 2024, qui a coûté la vie à deux agents pénitentiaires.

Entendu pendant trois heures par les trois juges de la Juridiction nationale de lutte contre le crime organisé (Junalco), le narcotrafiquant a fait « *de simples déclarations* » sans répondre sur le fond, a indiqué son avocat Lucas Montagnier. Le suspect a préféré évoquer « *ses conditions* » de détention « *au quotidien* », a précisé son autre avocat, Benoît David.

« Absence de confidentialité »

« Ce choix ne résulte pas d'un procédé, ni d'une défiance vis-à-vis de l'institution judiciaire », a souligné M^e Montagnier, mais lui et son client n'ont « pas pu préparer cet interrogatoire dans des conditions sereines et conformes aux droits de la défense », a-t-il affirmé.

Lors de leurs entretiens, un surveillant, posté derrière une porte vitrée, *« peut entendre les échanges, voir les documents »*, s'est indigné l'avocat, dénonçant une *« absence de confidentialité »* et une *« atteinte grave »* aux droits de la défense. Constamment *« menotté »*, Mohamed Amra ne peut non plus pas *« prendre de notes »* pour suivre son dossier et n'a accès *« qu'une fois par jour au téléphone fixe »* pour appeler ses avocats.

L'audition du jour devait permettre de le questionner sur la préparation de son évasion puis de sa cavale. *« Mohamed Amra répondra aux questions des juges lorsque la confidentialité de nos échanges sera pleinement garantie »*, a martelé M^e Montagnier.

La révélation par la presse de son extraction avait auparavant suscité l'indignation de syndicats pénitentiaires, appelant à une audition en visioconférence ou à un déplacement des magistrats à la prison de Condé pour minimiser les risques. Cette *« pression »* pour *« empêcher une quelconque extraction »* est *« un réel problème »*, a souligné l'avocat Benoît David. *« Une bonne justice a certes un coût, mais elle n'a pas de prix dans une société démocratique »*, a-t-il ajouté.

par La Nouvelle République



A Paris, Mohamed Amra garde le silence sur son évasion meurtrière devant les juges

Le narcotrafiquant Mohamed Amra, extrait mercredi matin sous haute sécurité de la prison de Condé-sur-Sarthe (Orne), n'a pas répondu aux questions des juges spécialisés sur son évasion meurtrière en m...

Le narcotrafiquant Mohamed Amra, extrait mercredi matin sous haute sécurité de la prison de Condé-sur-Sarthe (Orne), n'a pas répondu aux questions des juges spécialisés sur son évasion meurtrière en mai 2024, ont indiqué à la presse ses avocats à l'issue de son premier interrogatoire au tribunal de Paris.

Entendu pendant trois heures par les trois juges de la Juridiction nationale de lutte contre le crime organisé (Junalco) chargés des investigations, ouvertes notamment pour meurtres en bande organisée en récidive, M. Amra a fait "de simples déclarations" sans répondre sur le fond, a indiqué son avocat Lucas Montagnier. Le suspect a notamment évoqué "ses conditions" de détention "au quotidien", a précisé son autre avocat, Benoît David.

"Ce choix ne résulte pas d'un procédé, ni d'une défiance vis-à-vis de l'institution judiciaire, mais d'un constat inquiétant": "Nous n'avons pas pu préparer cet interrogatoire dans des conditions sereines et conformes aux droits de la défense", a affirmé Me Montagnier.

Lors de leurs entretiens, un surveillant, posté derrière une porte vitrée, "peut entendre les échanges, voir les documents", s'est indigné Me Montagnier, dénonçant une "absence de confidentialité" et une "atteinte grave" aux droits de la défense. Constamment "menotté", Amra ne peut non plus pas "prendre de notes" pour suivre son dossier et n'a accès "qu'une fois par jour au téléphone fixe" pour appeler ses conseils.

L'audition du jour devait permettre de le questionner sur la préparation de son évasion, sur le jour J de l'opération puis sur sa longue cavale. "M. Amra répondra aux questions des juges lorsque la confidentialité de nos échanges sera pleinement garantie", a assuré Me Montagnier.

"Si les juges doivent pouvoir exercer leur fonction sereinement et sans aucune pression, nous voulons rappeler qu'il en va de même pour la défense", a-t-il insisté.

- Casque antibruit et bandeau -

Au moins quarante autres personnes sont mises en examen dans cette affaire tentaculaire qui a mobilisé des moyens exceptionnels pour interpellier les suspects, dont certains étaient en fuite en Thaïlande, en Allemagne et au Maroc.

L'évasion de celui qui est surnommé "La Mouche" s'était déroulée le 14 mai 2024 dans l'Eure lors d'une précédente extraction qui s'est transformée en véritable guet-apens, coûtant la vie à deux agents pénitentiaires et en blessant grièvement trois autres.

Mohamed Amra se trouvait dans un fourgon pénitentiaire au péage d'Incarville quand un commando l'a libéré dans une attaque ultra-violente. Il est ensuite parti en cavale pendant neuf mois, mais a été arrêté le 22 février à Bucarest avant d'être remis à la France.

Mercredi, cette nouvelle extraction a été réalisée sous haute sécurité, avec à la manoeuvre le Groupe d'intervention de la gendarmerie nationale (GIGN), unité d'élite spécialisée dans la gestion de crises et les missions dangereuses.

Peu après 07h30, Mohamed Amra a été extrait par hélicoptère de sa prison dans l'Orne. A bord, il était équipé d'un casque antibruit, avec un bandeau sur les yeux "pour l'empêcher de mémoriser le trajet", selon une source proche du dossier.

- "Pression" -

Puis il a été conduit de la base aérienne de Vélizy-Villacoublay (Yvelines) au tribunal de Paris où il est arrivé vers 09H30, escorté par un convoi de quatre véhicules et deux motards, a constaté une journaliste de l'AFP.

La révélation par la presse de cette extraction avait auparavant suscité l'indignation de syndicats pénitentiaires, appelant à une audition en visioconférence ou à un déplacement des magistrats au sein même de la prison de Condé, pour minimiser les risques.

Cette "pression" mise pour "empêcher une quelconque extraction" est "un réel problème", a souligné son autre avocat, Benoît David. "Une bonne justice a certes un coût, mais elle n'a pas de prix dans une société démocratique", a insisté Me David.

Si les juges ont choisi de le faire venir, c'est "parce qu'ils veulent désormais que le dossier avance vite", avait justifié la procureure de Paris, Laure Beccau, sur RMC/BFM.

"On va peut-être lui opposer des pièces de procédure, des scellés. (...) Vous n'imaginez évidemment pas trois magistrats instructeurs se déplacer avec l'intégralité des scellés. Et puis il faut aussi des conditions d'audition sur un interrogatoire qui va durer longtemps", avait-elle relevé.



<https://i.notretemps.com/2000x1125/smart/2025/06/11/a-paris-mohamed-amra-interroge-pour-la-premiere-fo-.jpg>

par Publié Juin



Entendu par les juges ce mercredi, Mohamed Amra a refusé de répondre aux questions



Mohamed Amra n'a pas répondu aux juges du tribunal de Paris ce mercredi 11 juin.

Entendu pendant trois heures par les trois juges de la Juridiction nationale de lutte contre le crime organisé (Junalco) chargés des investigations, ouvertes notamment pour meurtres en bande organisée en récidive, Amra a fait "de simples déclarations" sans répondre sur le fond.

Le narcotrafiquant Mohamed Amra, extrait mercredi matin sous haute sécurité de la prison de Condé-sur-Sarthe (Orne), **n'a pas répondu aux questions** des juges spécialisés sur son évasion meurtrière en mai 2024, ont indiqué à la presse ses avocats à l'issue de son premier interrogatoire au tribunal de Paris.

Entendu pendant **trois heures** par les trois juges de la Juridiction nationale de lutte contre le crime organisé (Junalco) chargés des investigations, ouvertes notamment pour meurtres en bande organisée en récidive, Amra a fait "*de simples déclarations*" sans répondre sur le fond, a indiqué son avocat Lucas Montagnier. Le suspect a notamment évoqué "*ses conditions*" de détention "*au quotidien*", a précisé son autre avocat, Benoît David.

"Nous n'avons pas pu préparer cet interrogatoire"

*"Ce choix ne résulte pas d'un procédé, ni d'une défiance vis-à-vis de l'institution judiciaire, mais d'un constat inquiétant. **Nous n'avons pas pu préparer cet interrogatoire** dans des conditions sereines et conformes aux droits de la défense", a affirmé Maître Montagnier.*

Lors de leurs entretiens, un surveillant, posté derrière une porte vitrée, *"peut **entendre les échanges**, voir les documents"*, s'est indigné Maître Montagnier, dénonçant une *"absence de confidentialité"* et une *"atteinte grave"* aux droits de la défense. Constamment *"menotté"*, Amra ne peut non plus pas *"prendre de notes"* pour suivre son dossier et n'a accès *"qu'une fois par jour au téléphone fixe"* pour appeler ses conseils.

L'audition du jour devait permettre de le questionner sur la **préparation de son évasion**, sur le jour J de l'opération puis sur sa longue cavale. *"Mohamed Amra répondra aux questions des juges lorsque la **confidentialité de nos échanges** sera pleinement garantie"*, a assuré Maître Montagnier. *"Si les juges doivent pouvoir exercer leur fonction sereinement et sans aucune pression, nous voulons rappeler qu'il en va de même pour la défense"*, a-t-il insisté.

Il vous reste 89% à lire.

Ceci n'est pas une offre d'abonnement

Continuez de lire tous les articles gratuits en vous inscrivant

c'est simple et gratuit !

Adresse email Mot de passe Je souhaite recevoir des communications informatives et commerciales de la part de La Provence En cliquant sur "S'inscrire", vous reconnaissez avoir pris connaissance des conditions générales d'utilisation et de la politique de protection des données, et les accepter. Déjà inscrit ? Connectez-vous.

Je préfère lire la suite de cet article gratuitement en regardant une publicité :

Connexion

Adresse email Mot de passe Pas encore inscrit ? Inscrivez-vous gratuitement.

par La Provence



: EPOCHTIMES

Mohamed Amra reste muet sur son évasion meurtrière devant les juges à Paris

Le narcotraquant Mohamed Amra , extrait mercredi matin sous haute sécurité de la prison de Condé-sur-Sarthe (Orne), n'a pas répondu aux questions

des juges spécialisés sur son évasion meurtrière en mai 2024, ont indiqué à la presse ses avocats à l'issue de son premier interrogatoire au tribunal de Paris.

Entendu pendant trois heures par les trois juges de la Juridiction nationale de lutte contre le crime organisé (Junalco) chargés des investigations, ouvertes notamment pour meurtres en bande organisée en récidive, M. Amra a fait « de simples déclarations » sans répondre sur le fond, a indiqué son avocat Lucas Montagnier. Le suspect a notamment évoqué « ses conditions » de détention « au quotidien », a précisé son autre avocat, Benoît David.

« Ce choix ne résulte pas d'un procédé, ni d'une défiance vis-à-vis de l'institution judiciaire, mais d'un constat inquiétant » : « Nous n'avons pas pu préparer cet interrogatoire dans des conditions sereines et conformes aux droits de la défense », a affirmé Me Montagnier.

L'audition du jour devait permettre de le questionner sur la préparation de son évasion, sur le jour J de l'opération puis sur sa longue cavale. « M. Amra répondra aux questions des juges lorsque la confidentialité de nos échanges sera pleinement garantie », a assuré Me Montagnier.

« Si les juges doivent pouvoir exercer leur fonction sereinement et sans aucune pression, nous voulons rappeler qu'il en va de même pour la défense », a-t-il insisté.

Au moins quarante autres personnes sont mises en examen dans cette affaire tentaculaire qui a mobilisé des moyens exceptionnels pour interpellier les suspects, dont certains étaient en fuite en Thaïlande, en Allemagne et au Maroc.

L'évasion de celui qui est surnommé « La Mouche » s'était déroulée le 14 mai 2024 dans l'Eure lors d'une précédente extraction qui s'est transformée en véritable guet-apens, coûtant la vie à deux agents pénitentiaires et en blessant grièvement trois autres.

Mohamed Amra se trouvait dans un fourgon pénitentiaire au péage d'Incarville quand un commando l'a libéré dans une attaque ultra-

violente. Il est ensuite parti en cavale pendant neuf mois, mais a été arrêté le 22 février à Bucarest avant d'être remis à la France.

Extrait par hélicoptère de sa prison dans l'Orne

Mercredi, cette nouvelle extraction a été réalisée sous haute sécurité, avec à la manoeuvre le Groupe d'intervention de la gendarmerie nationale (GIGN), unité d'élite spécialisée dans la gestion de crises et les missions dangereuses.

Peu après 07h30, Mohamed Amra a été extrait par hélicoptère de sa prison dans l'Orne. A bord, il était équipé d'un casque antibruit, avec un bandeau sur les yeux « pour l'empêcher de mémoriser le trajet », selon une source proche du dossier.

Puis il a été conduit de la base aérienne de Vélizy-Villacoublay (Yvelines) au tribunal de Paris où il est arrivé vers 09h30, escorté par un convoi de quatre véhicules et deux motards, a constaté une journaliste de l'AFP.

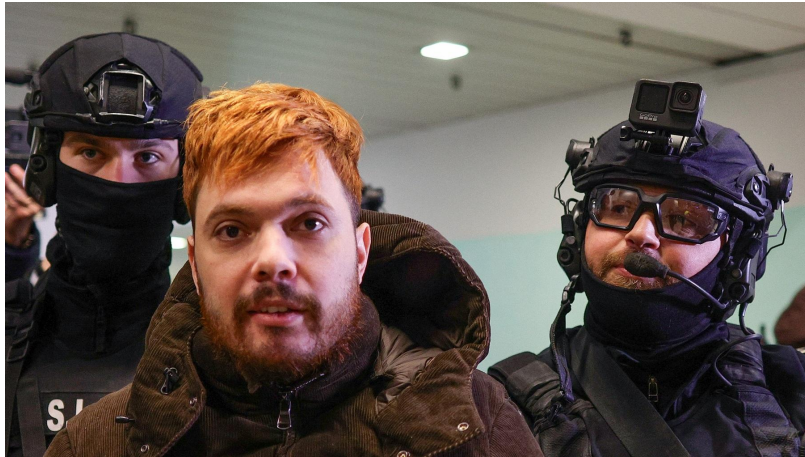
La révélation par la presse de cette extraction avait auparavant suscité l'indignation de syndicats pénitentiaires, appelant à une audition en visioconférence ou à un déplacement des magistrats au sein même de la prison de Condé, pour minimiser les risques.

Cette « pression » mise pour « empêcher une quelconque extraction » est « un réel problème », a souligné son autre avocat, Benoît David. « Une bonne justice a certes un coût, mais elle n'a pas de prix dans une société démocratique », a insisté Me David.

Si les juges ont choisi de le faire venir, c'est « parce qu'ils veulent désormais que le dossier avance vite », avait justifié la procureure de Paris, Laure Beccau, sur RMC/BFM.

« On va peut-être lui opposer des pièces de procédure, des scellés. (...) Vous n'imaginez évidemment pas trois magistrats instructeurs se déplacer avec l'intégralité des scellés. Et puis il faut aussi des conditions d'audition sur un interrogatoire qui va durer longtemps », avait-elle relevé.

Epoch Times est un média libre et indépendant, ne recevant aucune aide publique et n'appartenant à aucun parti politique ou groupe financier. Depuis notre création, nous faisons face à des attaques déloyales pour faire taire nos informations portant notamment sur les questions de droits de l'homme en Chine. C'est pourquoi, nous comptons sur votre soutien pour défendre notre journalisme indépendant et pour continuer, grâce à vous, à faire connaître la vérité.



<https://www.epochtimes.fr/assets/uploads/2025/04/Gettyimages-2201307955.jpg>

La police scientifique au travail au péage routier d'Incarville dans l'Eure le 14 mai 2024. (Photo ALAIN JOCARD/AFP via Getty Images)



<https://www.epochtimes.fr/assets/uploads/2025/04/Gettyimages-2201307955-795x447.jpg>



<https://www.epochtimes.fr/assets/uploads/2024/05/Gettyimages-2152351376.jpg>



"Je suis consterné" : Mohamed Amra extrait de prison, était-il possible de faire autrement ? par La rédaction de TF1info (nouvelle fenêtre) | Reportage TF1 : Maurine BAJAC, Emmanuelle BINET, Charlotte BIENENFELD

Mohamed Amra a quitté la prison de Condé-sur-Sarthe (Orne) ce mercredi matin pour être auditionné à Paris sur son évasion sanglante d'il y a un an qui avait causé la mort de deux agents pénitentiaires.

Un transfèrement qui interpelle, mais était-il possible de faire autrement ?

Une opération millimétrée, préparée depuis des jours. Peu après 7h ce mercredi 11 juin, un hélicoptère de la gendarmerie vient récupérer Mohamed Amra , extrait de sa cellule de Condé-sur-Sarthe (Orne). Casque anti-bruit sur les oreilles, cagoule sur la tête... Tout a été pensé pour que le détenu ne mémorise pas le trajet, ni les visages des gendarmes qui l'escortent, comme le montrent les images visibles dans le reportage en tête de cet article.

Une heure plus tard, l'appareil se pose sur la base militaire de Vélizy-Villacoublay (Yvelines), avant de rejoindre le palais de justice de Paris, encadré par le convoi du GIGN. Un transfèrement que ne comprend pas le père d'un des surveillants pénitentiaires tués au péage d'Incarville (Eure) en mai 2024. "Je suis consterné, ça oui. C'est la première audition, j'espère qu'il n'y en aura pas d'autres comme ça, surtout" , confie Dominique Garcia, joint par téléphone par le JT de TF1.

Retrouvez LCI sur le canal 15 de la TNT, et sur TF1info

Cette audition aurait-elle pu avoir lieu en visioconférence ? Nous avons posé la question à une magistrate. "Il est très important de voir les mis en examen en présentiel parce que le contact n'est pas du tout le même que par visio. Deuxièmement, il y a des problèmes de transport, notamment, je pense, de scellés. Dans un cas comme ça, on ne peut pas transporter tout ça à 300 kilomètres du tribunal" , répond Evelyne Sire-Marin, magistrate honoraire et vice-présidente de la Ligue des droits de l'homme.

Mohamed Amra devrait être confronté à des scellés, des objets précieusement conservés, saisis tout au long de l'enquête. Va-t-il collaborer face aux trois juges d'instruction ? Dès la fin de son audition, un nouveau convoi sécurisé l'escortera jusqu'à sa cellule. Il devrait être de retour avant mercredi soir.



<https://photos.tf1info.fr/images/1280/720/amra-jt-8ed0a6-0@1x.jpeg?overlay-image=bG9nby10ZjFpbmZvLWRIZmF1bHQucG5n&overlayWidth=18&overlayGravity=northwest&s=78c802>



<https://www.tf1info.fr/images/tf1info-logo-square.png>



<https://photos.tf1info.fr/images/383/215/meteo-orages-ciel-gris-pluies-672786-2@1x.jpeg>



<https://photos.tf1info.fr/images/383/215/ukraine-echange-corps-soldats-prisonniers-11-juin-2025-c356f5-0@1x.jpeg>



<https://photos.tf1info.fr/images/383/215/usine-de-reemploi-des-bouteilles-en-verre-en-france-069cb3-0@1x.jpeg>



<https://photos.tf1info.fr/images/383/215/melanie-g-assistante-d-education-a-ete-tuee-a-l-entree-du-college-francoise-dolto-ou-elle-exerçait-f60422-3@1x.jpeg>



<https://photos.tf1info.fr/images/383/215/label-le-choix-des-familles-c9af19-0@1x.jpeg>



<https://photos.tf1info.fr/images/383/280/fond-cover-welcome-62c746-1@1x.jpeg>

par *Maurine Bajac, Charlotte Bienenfeld, Emmanuelle Binet*



FRANCE

: LETELEGRAMME.FR

Présenté devant des juges, Mohamed Amra refuse de s'exprimer sur son évasion meurtrière

Le narcotrafiquant Mohamed Amra n'a pas répondu, mercredi, aux questions des juges spécialisés sur son évasion meurtrière en mai 2024, ont indiqué ses avocats à l'issue de son premier interrogatoire au tribunal de Paris.

Mohamed Amra a choisi de garder le silence : extrait mercredi matin sous haute sécurité de la prison de Condé-sur-Sarthe (Orne) pour être présenté à des juges spécialisés, le narcotrafiquant n'a pas répondu aux questions sur son évasion meurtrière en mai 2024, ont indiqué à la presse ses avocats à l'issue de son premier interrogatoire au tribunal de Paris.

Ce choix ne résulte pas d'un procédé, ni d'une défiance vis-à-vis de l'institution judiciaire mais d'un constat inquiétant : nous n'avons pas pu préparer cet interrogatoire dans des conditions sereines et conformes aux droits de la défense.

Entendu pendant trois heures par les trois juges de la Juridiction nationale de lutte contre le crime organisé (Junalco) chargés des investigations, ouvertes notamment pour meurtres en bande organisée en récidive, Mohamed Amra a fait « de simples déclarations » sans répondre sur le fond, a indiqué son avocat, Lucas Montagnier. Le suspect a notamment évoqué « ses conditions » de détention « au quotidien », a précisé son autre avocat, Benoît David.

« Absence de confidentialité »

« Ce choix ne résulte pas d'un procédé, ni d'une défiance vis-à-vis de l'institution judiciaire, mais d'un constat inquiétant : nous n'avons pas pu préparer cet interrogatoire dans des conditions sereines et conformes aux droits de la défense », a affirmé Me Montagnier.

Lors de leurs entretiens, un surveillant, posté derrière une porte vitrée, « peut entendre les échanges, voir les documents », s'est indigné Me Montagnier, dénonçant une « absence de confidentialité » et une « atteinte grave » aux droits de la défense. Constamment « menotté », Amra ne peut non plus pas « prendre de notes » pour suivre son dossier et n'a accès « qu'une fois par jour au téléphone fixe » pour appeler ses conseils.

L'audition du jour devait permettre de le questionner sur la préparation de son évasion, sur le jour J de l'opération puis sur sa longue cavale. « M. Amra répondra aux questions des juges lorsque la confidentialité de nos échanges sera pleinement garantie », a assu-

ré Me Montagnier. « Si les juges doivent pouvoir exercer leur fonction sereinement et sans aucune pression, nous voulons rappeler qu'il en va de même pour la défense », a-t-il insisté.

Au moins quarante autres personnes sont mises en examen dans cette affaire tentaculaire qui a mobilisé des moyens exceptionnels pour interpellier les suspects, dont certains étaient en fuite en Thaïlande, en Allemagne et au Maroc.

par Le Telegramme



A Paris, Mohamed Amra garde le silence sur son évasion meurtrière devant les juges

Le narcotraquant Mohamed Amra, extrait mercredi matin sous haute sécurité de la prison de Condé-sur-Sarthe (Orne), n'a pas répondu aux questions des juges spécialisés sur son évasion meurtrière en mai 2024, ont indiqué à la presse ses avocats à l'issue de son premier interrogatoire au tribunal de Paris.

Entendu pendant trois heures par les trois juges de la Juridiction nationale de lutte contre le crime organisé (Junalco) chargés des investigations, ouvertes notamment pour meurtres en bande organisée en récidive, M. Amra a fait "de simples déclarations" sans répondre sur le fond, a indiqué son avocat Lucas Montagnier. Le suspect a notamment évoqué "ses conditions" de détention "au quotidien", a précisé son autre avocat, Benoît David.

"Ce choix ne résulte pas d'un procédé, ni d'une défiance vis-à-vis de l'institution judiciaire, mais d'un constat inquiétant": "Nous n'avons pas pu préparer cet interrogatoire dans des conditions sereines et conformes aux droits de la défense", a affirmé Me Montagnier.

Lors de leurs entretiens, un surveillant, posté derrière une porte vitrée, "peut entendre les échanges, voir les documents", s'est indigné Me Montagnier, dénonçant une "absence de confidentialité" et une "atteinte grave" aux droits de la défense. Constamment "menotté", Amra ne peut non plus pas "prendre de notes" pour suivre son dossier et n'a accès "qu'une fois par jour au téléphone fixe" pour appeler ses conseils.

L'audition du jour devait permettre de le questionner sur la préparation de son évasion, sur le jour J de l'opération puis sur sa longue cavale. "M. Amra répondra aux questions des juges lorsque la confidentialité de nos échanges sera pleinement garantie", a assuré Me Montagnier.

"Si les juges doivent pouvoir exercer leur fonction sereinement et sans aucune pression, nous voulons rappeler qu'il en va de même pour la défense", a-t-il insisté.

- Casque antibruit et bandeau -

Au moins quarante autres personnes sont mises en examen dans cette affaire tentaculaire qui a mobilisé des moyens exceptionnels pour interpellier les suspects, dont certains étaient en fuite en Thaïlande, en Allemagne et au Maroc.

L'évasion de celui qui est surnommé "La Mouche" s'était déroulée le 14 mai 2024 dans l'Eure lors d'une précédente extraction qui s'est transformée en véritable guet-apens, coûtant la vie à deux agents pénitentiaires et en blessant grièvement trois autres.

Mohamed Amra se trouvait dans un fourgon pénitentiaire au péage d'Incarville quand un commando l'a libéré dans une attaque ultra-violente. Il est ensuite parti en cavale pendant neuf mois, mais a été arrêté le 22 février à Bucarest avant d'être remis à la France.

Mercredi, cette nouvelle extraction a été réalisée sous haute sécurité, avec à la manoeuvre le Groupe d'intervention de la gendarmerie nationale (GIGN), unité d'élite spécialisée dans la gestion de crises et les missions dangereuses.

Peu après 07h30, Mohamed Amra a été extrait par hélicoptère de sa prison dans l'Orne. A bord, il était équipé d'un casque antibruit, avec un bandeau sur les yeux "pour l'empêcher de mémoriser le trajet", selon une source proche du dossier.

- "Pression" -

Puis il a été conduit de la base aérienne de Vélizy-Villacoublay (Yvelines) au tribunal de Paris où il est arrivé vers 09H30, escorté par un convoi de quatre véhicules et deux motards, a constaté un journaliste de l'AFP.

La révélation par la presse de cette extraction avait auparavant suscité l'indignation de syndicats pénitentiaires, appelant à une audition en visioconférence ou à un déplacement des magistrats au sein même de la prison de Condé, pour minimiser les risques.

Cette "pression" mise pour "empêcher une quelconque extraction" est "un réel problème", a souligné son autre avocat, Benoît David. "Une bonne justice a certes un coût, mais elle n'a pas de prix dans une société démocratique", a insisté Me David.

Si les juges ont choisi de le faire venir, c'est "parce qu'ils veulent désormais que le dossier avance vite", avait justifié la procureure de Paris, Laure Beccau, sur RMC/BFM.

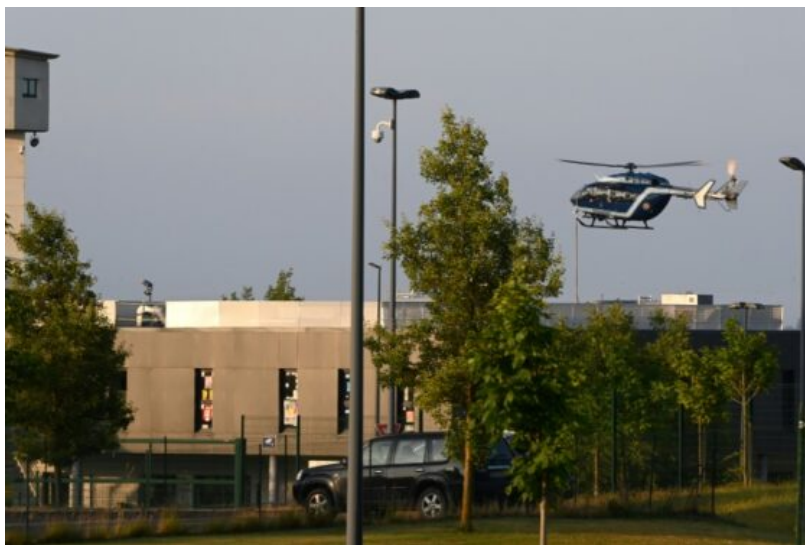
"On va peut-être lui opposer des pièces de procédure, des scellés. (...) Vous n'imaginez évidemment pas trois magistrats instructeurs se déplacer avec l'intégralité des scellés. Et puis il faut aussi des conditions d'audition sur un interrogatoire qui va durer longtemps", avait-elle relevé.

Par Clara WRIGHT, avec Mathieu CHAMPEAU à Condé-sur-Sarthe / Paris (AFP) / © 2025 AFP



<https://www.sudradio.fr/wp-content/uploads/2025/06/0c5f49e20d892bab371c6d8e139a72b81e360422.jpg>

Un médecin légiste sur le site d'une attaque à la voiture bélier contre un fourgon pénitentiaire, au péage routier à Incarville, dans l'Eure, le 14 mai 2024 Mohamed Amra (c) escorté par des policiers, le 23 février 2025 à Bucarest, en Roumanie



<https://www.sudradio.fr/wp-content/uploads/2025/06/655cb5a04e276a5a6e982263f823237f2b823392-560x373.jpg>

data:image/png;base64,iVBORw0KGgoAAAANSUhEUgAAAwAAAAH/
AQAAAADIoYfGAAAAAnRSTIMAAHaTzTgAAABHSURBVHja7cGBAAAAA-
MOg+VPf4ARVAQAAAAAAAAAAAAAAAAAAAAAAAAAAAAAAAAAAAAA
AAAAAAAAAAAAAAAAAAAAAXAPBnwABB1HO3AAAAABJR5Erk-
Jggg==



: MEDIAPART.FR

A Paris, Mohamed Amra garde le silence sur son évasion meurtrière devant les juges

//blogs.mediapart.fr/la-redaction-de-med[...]¹

Le narcotrafiquant Mohamed Amra, extrait mercredi matin sous haute sécurité de la prison de Condé-sur-Sarthe (Orne), n'a pas répondu aux questions des juges spécialisés sur son évasion meurtrière en mai 2024, ont indiqué à la presse ses avocats à l'issue de son premier interrogatoire au tribunal de Paris.

Entendu pendant trois heures par les trois juges de la Juridiction nationale de lutte contre le crime organisé (Junalco) chargés des investigations, ouvertes notamment pour meurtres en bande organisée en récidive, M. Amra a fait « de simples déclarations » sans répondre sur le fond, a indiqué son avocat Lucas Montagnier. Le suspect a notamment évoqué « ses conditions » de détention « au quotidien », a précisé son autre avocat, Benoît David.

« Ce choix ne résulte pas d'un procédé, ni d'une défiance vis-à-vis de l'institution judiciaire, mais d'un constat inquiétant »: « Nous n'avons pas pu préparer cet interrogatoire dans des conditions sereines et conformes aux droits de la défense », a affirmé Me Montagnier.

Lors de leurs entretiens, un surveillant, posté derrière une porte vitrée, « peut entendre les échanges, voir les documents », s'est indigné Me Montagnier, dénonçant une « absence de confidentialité » et une « atteinte grave » aux droits de la défense. Constamment « menotté », Amra ne peut non plus pas « prendre de notes » pour suivre son dossier et n'a accès « qu'une fois par jour au téléphone fixe » pour appeler ses conseils.

L'audition du jour devait permettre de le questionner sur la préparation de son évasion, sur le jour J de l'opération puis sur sa longue cavale. « M. Amra répondra aux questions des juges lorsque la confidentialité de nos échanges sera pleinement garantie », a assuré Me Montagnier.

« Si les juges doivent pouvoir exercer leur fonction sereinement et sans aucune pression, nous voulons rappeler qu'il en va de même pour la défense », a-t-il insisté.

- Casque antibruit et bandeau -

Au moins quarante autres personnes sont mises en examen dans cette affaire tentaculaire qui a mobilisé des moyens exceptionnels

pour interpellier les suspects, dont certains étaient en fuite en Thaïlande, en Allemagne et au Maroc.

L'évasion de celui qui est surnommé « La Mouche » s'était déroulée le 14 mai 2024 dans l'Eure lors d'une précédente extraction qui s'est transformée en véritable guet-apens, coûtant la vie à deux agents pénitentiaires et en blessant grièvement trois autres.

Mohamed Amra se trouvait dans un fourgon pénitentiaire au péage d'Incarville quand un commando l'a libéré dans une attaque ultra-violente. Il est ensuite parti en cavale pendant neuf mois, mais a été arrêté le 22 février à Bucarest avant d'être remis à la France.

Mercredi, cette nouvelle extraction a été réalisée sous haute sécurité, avec à la manoeuvre le Groupe d'intervention de la gendarmerie nationale (GIGN), unité d'élite spécialisée dans la gestion de crises et les missions dangereuses.

Peu après 07h30, Mohamed Amra a été extrait par hélicoptère de sa prison dans l'Orne. A bord, il était équipé d'un casque antibruit, avec un bandeau sur les yeux « pour l'empêcher de mémoriser le trajet », selon une source proche du dossier.

- « Pression » -

Puis il a été conduit de la base aérienne de Vélizy-Villacoublay (Yvelines) au tribunal de Paris où il est arrivé vers 09H30, escorté par un convoi de quatre véhicules et deux motards, a constaté une journaliste de l'AFP.

La révélation par la presse de cette extraction avait auparavant suscité l'indignation de syndicats pénitentiaires, appelant à une audition en visioconférence ou à un déplacement des magistrats au sein même de la prison de Condé, pour minimiser les risques.

Cette « pression » mise pour « empêcher une quelconque extraction » est « un réel problème », a souligné son autre avocat, Benoît David. « Une bonne justice a certes un coût, mais elle n'a pas de prix dans une société démocratique », a insisté Me David.

Si les juges ont choisi de le faire venir, c'est « parce qu'ils veulent désormais que le dossier avance vite », avait justifié la procureure de Paris, Laure Beccuau, sur RMC/BFM.

« On va peut-être lui opposer des pièces de procédure, des scellés. (...) Vous n'imaginez évidemment pas trois magistrats instructeurs se déplacer avec l'intégralité des scellés. Et puis il faut aussi des conditions d'audition sur un interrogatoire qui va durer longtemps », avait-elle relevé.

par France-E

1 : [//blogs.mediapart.fr/la-redaction-de-mediapart/blog/070120/mediapart-confie-l-afp-son-fil-d-actualites](https://blogs.mediapart.fr/la-redaction-de-mediapart/blog/070120/mediapart-confie-l-afp-son-fil-d-actualites)



A Paris, Mohamed Amra garde le silence sur son évasion meurtrière devant les juges

Par Clara WRIGHT, avec Mathieu CHAMPEAU à Condé-sur-Sarthe

Paris, 11 juin 2025 (AFP) - Le narcotrafiquant Mohamed Amra, extrait mercredi matin sous haute sécurité de la prison de Condé-sur-Sarthe (Orne), n'a pas répondu aux questions des juges spécialisés sur son évasion meurtrière en mai 2024, ont indiqué à la presse ses avocats à l'issue de son premier interrogatoire au tribunal de Paris.

Entendu pendant trois heures par les trois juges de la Juridiction nationale de lutte contre le crime organisé (Junalco) chargés des investigations, ouvertes notamment pour meurtres en bande organisée en récidive, M. Amra a fait "de simples déclarations" sans répondre sur le fond, a indiqué son avocat Lucas Montagnier. Le suspect a notamment évoqué "ses conditions" de détention "au quotidien", a précisé son autre avocat, Benoît David.

"Ce choix ne résulte pas d'un procédé, ni d'une défiance vis-à-vis de l'institution judiciaire, mais d'un constat inquiétant": "Nous n'avons pas pu préparer cet interrogatoire dans des conditions sereines et conformes aux droits de la défense", a affirmé Me Montagnier.

Lors de leurs entretiens, un surveillant, posté derrière une porte vitrée, "peut entendre les échanges, voir les documents", s'est indigné Me Montagnier, dénonçant une "absence de confidentialité" et une "atteinte grave" aux droits de la défense. Constamment "menotté", Amra ne peut non plus pas "prendre de notes" pour suivre son dossier et n'a accès "qu'une fois par jour au téléphone fixe" pour appeler ses conseils.

L'audition du jour devait permettre de le questionner sur la préparation de son évasion, sur le jour J de l'opération puis sur sa longue cavale. "M. Amra répondra aux questions des juges lorsque la confidentialité de nos échanges sera pleinement garantie", a assuré Me Montagnier.

"Si les juges doivent pouvoir exercer leur fonction sereinement et sans aucune pression, nous voulons rappeler qu'il en va de même pour la défense", a-t-il insisté.

- Casque antibruit et bandeau -

Au moins quarante autres personnes sont mises en examen dans cette affaire tentaculaire qui a mobilisé des moyens exceptionnels pour interpellier les suspects, dont certains étaient en fuite en Thaïlande, en Allemagne et au Maroc.

L'évasion de celui qui est surnommé "La Mouche" s'était déroulée le 14 mai 2024 dans l'Eure lors d'une précédente extraction qui s'est transformée en véritable guet-apens, coûtant la vie à deux agents pénitentiaires et en blessant grièvement trois autres.

Mohamed Amra se trouvait dans un fourgon pénitentiaire au péage d'Incarville quand un commando l'a libéré dans une attaque ultra-violente. Il est ensuite parti en cavale pendant neuf mois, mais a été arrêté le 22 février à Bucarest avant d'être remis à la France.

Mercredi, cette nouvelle extraction a été réalisée sous haute sécurité, avec à la manoeuvre le Groupe d'intervention de la gendarmerie nationale (GIGN), unité d'élite spécialisée dans la gestion de crises et les missions dangereuses.

Peu après 07h30, Mohamed Amra a été extrait par hélicoptère de sa prison dans l'Orne. A bord, il était équipé d'un casque antibruit, avec un bandeau sur les yeux "pour l'empêcher de mémoriser le trajet", selon une source proche du dossier.

- "Pression" -

Puis il a été conduit de la base aérienne de Vélizy-Villacoublay (Yvelines) au tribunal de Paris où il est arrivé vers 09H30, escorté par un convoi de quatre véhicules et deux motards, a constaté une journaliste de l'AFP.

La révélation par la presse de cette extraction avait auparavant suscité l'indignation de syndicats pénitentiaires, appelant à une audition en visioconférence ou à un déplacement des magistrats au sein même de la prison de Condé, pour minimiser les risques.

Cette "pression" mise pour "empêcher une quelconque extraction" est "un réel problème", a souligné son autre avocat, Benoît David. "Une bonne justice a certes un coût, mais elle n'a pas de prix dans une société démocratique", a insisté Me David.

Si les juges ont choisi de le faire venir, c'est "parce qu'ils veulent désormais que le dossier avance vite", avait justifié la procureure de Paris, Laure Beccau, sur RMC/BFM.

"On va peut-être lui opposer des pièces de procédure, des scellés. (...) Vous n'imaginez évidemment pas trois magistrats instructeurs se déplacer avec l'intégralité des scellés. Et puis il faut aussi des conditions d'audition sur un interrogatoire qui va durer longtemps", avait-elle relevé.



Audition de Mohamed Amra : le narcotrafiquant n'a pas répondu aux questions des juges, s'en tenant « à de simples déclarations »



Mohamed Amara « s'en est tenu à de simples déclarations ». Entendu plus de trois heures, ce mercredi, sur sa sanglante évasion en 2024, le narcotrafiquant n'a pas répondu aux questions des juges, ont fait savoir ses avocats, Mes Benoit David et Lucas Montagnier, devant la presse à la sortie de l'audition.

Réfutant tout « procédé » ou « défiance vis-à-vis de l'institution judiciaire », les avocats de Mohamed Amra ont dénoncé « l'absence de confidentialité lors des échanges » avec leur client. « Nous n'avons pas pu préparer cet interrogatoire dans des conditions sereines et conformes au droit de la défense », ont-ils poursuivi, estimant que « les conditions indispensables à l'exercice des droits de sa défense ne sont à ce jour pas réunies ».

« Ses conditions » de détention « au quotidien » évoquées

« Il ne peut absolument pas nous téléphoner librement quand il veut, à la différence de toutes les autres personnes qui peuvent être mises en examen dans certains dossiers. Il ne peut pas parler avec ses avocats comme tout justiciable doit pouvoir le faire », ont déclaré les deux conseils du narcotrafiquant devant la presse.

Si les deux avocats de Mohamed Amra sont « conscients des enjeux de cette procédure pour la justice, pour les parties civiles, pour notre client ainsi que pour l'ensemble des personnes mises en examen », le narcotrafiquant « répondra aux questions des juges lorsque la confidentialité de nos échanges sera pleinement garantie », ont poursuivi ses conseils. Le suspect a cependant évoqué devant

les juges « ses conditions » de détention « au quotidien », a précisé l'un des avocats, Me Benoît David.

Ce mercredi, à l'aube, Mohamed Amra a été extrait de sa cellule de la prison de Condé-sur-Sarthe (Orne) pour être conduit, sous haute sécurité, au tribunal de Paris pour son premier interrogatoire sur son évasion meurtrière en mai 2024. Il a été entendu par trois juges de la Juridiction nationale de lutte contre le crime organisé (Junalco) chargés des investigations, ouvertes notamment pour meurtres en bande organisée en récidive.

Quarante personnes mises en examen

L'évasion de celui qui est surnommé « La Mouche » s'était déroulée le 14 mai 2024 dans l'Eure lors d'une précédente extraction qui s'est transformée en véritable guet-apens, coûtant la vie à deux agents pénitentiaires et en blessant grièvement trois autres.

Mohamed Amra se trouvait dans un fourgon pénitentiaire au péage d'Incarville quand un commando l'a libéré dans une attaque ultraviolente. Il est ensuite parti en cavale pendant neuf mois, mais a été arrêté le 22 février à Bucarest avant d'être remis à la France.

Au moins quarante autres personnes sont mises en examen dans cette affaire tentaculaire qui a mobilisé des moyens exceptionnels pour interpellier les suspects, dont certains étaient en fuite en Thaïlande, en Allemagne et au Maroc.

par Manon Aublanc



Mohamed Amra n'a pas voulu répondre aux questions sur son évasion lors de son premier interrogatoire

Mohamed Amra, extrait ce mercredi 11 juin 2025 de la prison de Condé-sur-Sarthe (Orne), n'a pas répondu aux questions sur son évasion meurtrière en mai 2024 lors de son premier interrogatoire devant les juges d'instruction à Paris, selon ses avocats.

Auditionné pour la première fois par les juges d'instruction de Paris, ce mercredi 11 juin 2025, le narcotrafiquant Mohamed Amra n'a pas répondu aux questions sur sa sanglante évasion en 2024, selon son avocat.

« **Nous n'avons pas pu préparer cet interrogatoire dans des conditions sereines et conformes des droits de la défense. (...) Mohamed Amra répondra aux questions des juges lorsque la confidentialité de nos échanges sera parfaitement garantie** », a indiqué à la presse Lucas Montagnier à l'issue de l'interrogatoire de son client. Le suspect a cependant évoqué devant les juges « **ses conditions** » de détention « **au quotidien** », a précisé son autre conseil Benoît David.

Transporté à Paris par hélicoptère

Mohamed Amra a été extrait de la prison de Condé-sur-Sarthe (Orne) à 7 h 30, transporté par un hélicoptère en direction du tribunal judiciaire de Paris, où il est arrivé en milieu de matinée, escorté par un convoi de quatre véhicules et deux motards.

C'est le Groupe d'intervention de la gendarmerie nationale (GIGN), unité d'élite spécialisée dans la gestion de crises et les missions dangereuses, qui était chargé de la sécurité autour de cette extraction.

Une sécurité à la hauteur de l'enjeu : il y a un peu plus d'un an, le 14 mai 2024, Mohamed Amra, alors détenu pour plusieurs affaires, s'était évadé après l'attaque de son convoi au péage d'Incarville (Eure). Deux agents pénitentiaires, Fabrice Moello, 52 ans, et Arnaud Garcia, 34 ans, avaient perdu la vie, et trois autres avaient été grièvement blessés.

Le narcotrafiquant avait ensuite été en cavale pendant de longs mois, avant d'être arrêté en Roumanie à la fin du mois de février.

Au moins quarante autres personnes sont mises en examen dans cette affaire tentaculaire qui a mobilisé des moyens exceptionnels

pour interpellier les suspects, dont certains étaient en fuite en Thaïlande, en Allemagne et au Maroc.



Mohamed Amra, lors de son arrestation en Roumanie fin février 2025.
Mohamed Amra, lors de son arrestation en Roumanie fin février 2025.

AFP



POLICE / JUSTICE

: LIBERATION.FR

Pour son premier interrogatoire, Mohamed Amra a refusé de répondre aux questions des enquêteurs



Un hélicoptère de la gendarmerie atterrit à la prison de Condé-sur-Sarthe pour transférer Mohamed Amra au tribunal de Paris, ce mercredi 11 juin.

De grands moyens, inversement proportionnels aux réponses obtenues. Extrait tôt ce mercredi 11 juin par hélicoptère pour être transféré au tribunal de Paris depuis sa prison de haute sécurité à Condé-sur-Sarthe, dans l'Orne, Mohamed Amra a refusé de répondre aux questions des enquêteurs.

«*Nous n'avons pas pu préparer cet interrogatoire dans des conditions sereines et conformes des droits de la défense, a fait valoir son avocat Lucas Montagnier. Monsieur Amra répondra aux questions des juges lorsque la confidentialité de nos échanges sera parfaitement garantie.*» Le suspect a cependant évoqué devant les juges «*ses conditions*» de détention «*au quotidien*», a précisé son autre conseil Benoît David.

Une opération critiquée

L'annonce de l'extraction pour un interrogatoire à Paris de Mohamed Amra, arrêté en février en Roumanie et détenu dans une prison ultra-sécurisée de l'Orne, avait suscité les réserves du ministre de l'Intérieur et les critiques de syndicats pénitentiaires. Ils plaident plutôt pour un déplacement dans la prison de Condé-sur-Sarthe des juges d'instruction de la Juridiction nationale de lutte contre le crime organisé (Junalco) ou une audition en visioconférence.

Lors d'une précédente extraction, en mai 2024, de Mohamed Amra, multirécidiviste détenu pour d'autres affaires judiciaires, deux agents pénitentiaires ont été tués et trois grièvement blessés. Sur-

nommé «la Mouche», l'homme a ensuite passé neuf mois en cavale avant d'être arrêté le 22 février à Bucarest, en Roumanie. Il est désormais poursuivi notamment pour meurtres en bande organisée en récidive. Une quarantaine de personnes, dont le narcotrafiquant de 31 ans, sont mises en examen dans ce dossier tentaculaire.

«Première audition, premières déclarations»

Selon une source proche du dossier, l'interrogatoire devait aussi évoquer son accès aux droits de la défense et ses conditions de détention, que Mohamed Amra a déjà dénoncées par la voix de l'un de ses avocats.

Si le suspect a exprimé des réticences pour répondre sur le fond du dossier, d'après cette source, cette audition devait permettre de le questionner sur la préparation de son évasion, sur le jour J de l'opération puis sur sa longue cavale.

Un interrogatoire d'importance, selon la procureure de Paris, Laure Beccuau: cette «*première audition*» serait le temps des «*premières déclarations*», avait-elle souligné vendredi dans une interview à RMC/BFMTV. En vain.

Mise à jour à 14h53 avec les détails de l'interrogatoire.

par Liberation



France: entendu à Paris, Mohamed Amra n'a pas répondu aux questions sur son évasion

Par Clara WRIGHT, avec Mathieu CHAMPEAU à Condé-sur-Sarthe

Paris, 11 juin 2025 (AFP) - Le narcotrafiquant français Mohamed Amra, extrait mercredi matin sous haute sécurité de sa prison de l'ouest de la France, n'a pas répondu aux questions sur sa sanglante évasion en 2024 lors de son premier interrogatoire devant les juges d'instruction à Paris, selon ses avocats.

"Nous n'avons pas pu préparer cet interrogatoire dans des conditions sereines et conformes des droits de la défense. (...) M. Amra répondra aux questions des juges lorsque la confidentialité de nos échanges sera parfaitement garantie", a indiqué à la presse Lucas Montagnier à l'issue de l'interrogatoire de son client. Le suspect a cependant évoqué devant les juges "ses conditions" de détention "au quotidien", a précisé son autre conseil Benoît David.

Mohamed Amra a été extrait de sa cellule au petit matin mercredi et a été transporté en hélicoptère pour être entendu à Paris par les juges chargés des investigations ouvertes notamment pour meurtres en bande organisée en récidive.

Un interrogatoire d'importance, selon la procureure de Paris, Laure Beccuau: cette "première audition" sera le temps des "premières déclarations", a-t-elle souligné vendredi dans une interview aux radio et chaîne télé RMC/BFM TV.

- Hélicoptère -

Au moins quarante autres personnes sont mises en examen dans cette affaire tentaculaire qui a mobilisé des moyens exceptionnels pour interpellier les suspects, dont certains étaient en fuite en Thaïlande, en Allemagne et au Maroc.

L'évasion de celui qui est surnommé "La Mouche" s'était déroulée le 14 mai 2024 dans l'ouest de la France lors d'une précédente extraction qui s'est transformée en véritable guet-apens, coûtant la vie à deux agents pénitentiaires et en blessant grièvement trois autres.

Mohamed Amra se trouvait dans un fourgon pénitentiaire au péage d'Incarville quand un commando l'a libéré dans une attaque ultra-violente. Il est ensuite parti en cavale pendant neuf mois, mais a été arrêté le 22 février à Bucarest avant d'être remis à la France.

Mercredi, cette nouvelle extraction a été réalisée sous haute sécurité, avec à la manoeuvre le Groupe d'intervention de la gendarmerie

nationale (GIGN), unité d'élite spécialisée dans la gestion de crises et les missions dangereuses.

A bord de l'hélicoptère, Mohamed Amra était équipé d'un casque antibruit avec une cagoule sur la tête "pour l'empêcher de mémoriser le trajet", a précisé l'une des sources proches du dossier.

Puis il a été conduit de la base aérienne de Vélizy-Villacoublay au tribunal de Paris, où il est arrivé vers 07H30 GMT, escorté par un convoi de quatre véhicules et deux motards, a constaté une journaliste de l'AFP.

- "Avancer vite" -

La révélation par la presse de cette extraction prochaine avait suscité l'indignation de syndicats pénitentiaires, appelant à une audition en visioconférence ou à un déplacement des magistrats au sein même de la prison où est détenu Mohamed Amra, pour minimiser les risques.

Mais la procureure de Paris, Laure Beccau, a défendu le choix des juges de le faire venir à Paris.

"Lorsqu'on parle de Mohamed Amra, l'idée qu'on l'extraie pour le faire voyager dans un véhicule pénitentiaire, c'est la reviviscence de l'attaque effroyable" lors de son évasion, avait-elle reconnu. "C'est, chez les agents pénitentiaires, la crainte que les faits se reproduisent".

Mais si les juges ont choisi de le faire venir, c'est "parce qu'ils veulent désormais que le dossier avance vite", avait affirmé Mme Beccau sur RMC/BFM.

"On va peut-être lui opposer des pièces de procédure, des scellés. (...) Vous n'imaginez évidemment pas trois magistrats instructeurs se déplacer avec l'intégralité des scellés. Et puis il faut aussi des conditions d'audition sur un interrogatoire qui va durer longtemps", avait-elle relevé.



Mohamed Amra n'a pas répondu aux questions sur son évasion lors de son premier interrogatoire

"Monsieur Amra répondra aux questions des juges lorsque la confidentialité de nos échanges sera parfaitement garantie", a indiqué à la presse Lucas Montagnier à l'issue de l'interrogatoire de son client.

Le narcotrafiquant Mohamed Amra, extrait mercredi matin sous haute sécurité de la prison de Condé-sur-Sarthe (Orne), n'a pas répondu aux questions sur sa sanglante évasion en 2024 lors de son premier interrogatoire devant les juges d'instruction à Paris, selon ses avocats.

"Nous n'avons pas pu préparer cet interrogatoire dans des conditions sereines et conformes des droits de la défense. (...) M. Amra répondra aux questions des juges lorsque la confidentialité de nos échanges sera parfaitement garantie", a indiqué à la presse Lucas Montagnier à l'issue de l'interrogatoire de son client. Le suspect a cependant évoqué devant les juges "ses conditions" de détention "au quotidien", a précisé son autre conseil Benoît David.

>> Plus d'informations à suivre

par Europe



« Une pièce a été changée sur la cuve GPL » : la station-service Leclerc d'Argentan refonctionne

Les pompiers et la police nationale d'Argentan (Orne) sont intervenus à la station-service de la route de Trun à Argentan, entre 11 h 39 et 16 h, ce mercredi 11 juin 2025, pour une odeur de gaz. Le technicien attendu est intervenu rapidement.

La station-service Leclerc d'Argentan (Orne) située rue Pierre-Bérégovoy, la route qui mène vers Trun, a été temporairement fermée depuis la fin de matinée de ce mercredi 11 juin 2025, et jusqu'à 16 h. La police nationale et le service de sécurité de l'hypermarché y ont empêché tout accès.

Lire aussi : REPORTAGE. Délinquants de l'environnement, ils suivent un stage pour éviter les poursuites judiciaires

« **Nous avons été appelés à 11 h 39**, explique le chef des pompiers sur place, le lieutenant David Piret. **Nous sommes arrivés à deux fourgons et douze hommes afin d'établir un périmètre de sécurité. Les employés de Leclerc ont eu le bon réflexe et ont fermé les vannes de la station aussitôt, avant notre arrivée. Quatre employés du Centre culturel Leclerc tout proche et une dizaine de clients ont été évacués.** » Les autres magasins du centre commercial, ainsi que l'hypermarché, ont continué de fonctionner normalement.

Le Centre culturel resté fermé

« **Une odeur suspecte venue du GPL nous a fait prendre des mesures de précaution et à appeler les secours**, explique le directeur de l'hypermarché, Alain Quouillault, qui supervisait la remise en route de la station dans l'après-midi. **Le technicien est intervenu pour changer une pièce sur la cuve de GPL. La présence des pompiers et de la police a pu rassurer tout le monde.** »

VIDÉO. Mohamed Amra extrait de prison en hélicoptère pour être interrogé à Paris

Seul le Centre culturel Leclerc reste fermé. Il rouvrira jeudi.



Un périmètre de sécurité avait été dressé pour sécuriser les lieux, avec la police et le service de sécurité du supermarché. La station a rouvert à 16 h.

Un périmètre de sécurité avait été dressé pour sécuriser les lieux, avec la police et le service de sécurité du supermarché. La station a rouvert à 16 h.

Ouest-France

par Danièle Fourey.



LINDEPENDANT.FR—ACTU

: LINDEPENDANT.FR

Extraction de Mohamed Amra : s'il n'a pas hésité à parler de ses "conditions de détention", le narcotrafiquant n'a pas répondu aux questions sur son évasion mortelle

En mai dernier, il avait déposé plainte pour dénoncer les conditions "indignes" de détention dont il faisait l'objet.

Motus et bouche cousue pour Mohamed Amra. Si le détenu est resté silencieux concernant les circonstances de sa sanglante évasion en 2024, lors de son premier interrogatoire devant les juges d'instructions à Paris, il n'a pas hésité à dénoncer ses conditions de détention...

Le narcotrafiquant Mohamed Amra, extrait ce mercredi 11 juin au matin sous protocole de "très haute sécurité" de la prison de Condé-sur-Sarthe dans l'Orne, n'a pas répondu aux questions sur sa sanglante évasion en 2024 lors de son premier interrogatoire devant les juges d'instruction à Paris, selon ses avocats.

Des conditions de "confidentialité" requises par Amra ?

"Nous n'avons pas pu préparer cet interrogatoire dans des conditions sereines et conformes des droits de la défense. [...] M. Amra répondra aux questions des juges lorsque la confidentialité de nos échanges sera parfaitement garantie", a indiqué à la presse Lucas Montagnier à l'issue de l'interrogatoire de son client. Le suspect a cependant évoqué devant les juges "ses conditions" de détention "au quotidien", a précisé son autre conseil Benoît David.

Une plainte déposée en mai dernier

Mercredi 7 mai, celui qui est également surnommé "La Mouche" avait dénoncé les conditions "indignes" dans lesquelles il était détenu et avait déposé plainte, depuis classée sans suites. Dans celle-ci, il indiquait avoir été "jeté au sol" par des surveillants qui se seraient "appuyés sur son bassin, son bras et sa cheville".

Pour rappel, Mohamed Amra, est quant à lui accusé d'avoir tenté de soudoyer des policiers roumains pour s'évader, au moment de son transfert vers la France, en promettant **deux millions d'euros en cryptomonnaie**, d'après les révélations de *Radio France* en mars dernier.

Si à l'époque aucune enquête n'avait été ouverte officiellement, l'AFP a appris, ce mardi 6 mai, qu'une **enquête pour corruption était bien en cours** contre le narcotrafiquant.

par Margaux Masson



: VARMATIN

À Paris, le narcotrafiquant Mohamed Amra n'a pas répondu aux questions sur son évasion lors de son premier interrogatoire

Le narcotrafiquant Mohamed Amra, extrait mercredi 11 juin sous haute sécurité de la prison de Condé-sur-Sarthe (Orne), n'a pas répondu aux questions sur sa sanglante évasion en 2024 lors de son premier interrogatoire devant les juges d'instruction à Paris, selon ses avocats.

"Nous n'avons pas pu préparer cet interrogatoire dans des conditions sereines et conformes des droits de la défense. (...) M. Amra répondra aux questions des juges lorsque la confidentialité de nos échanges sera parfaitement garantie", a indiqué à la presse Lucas Montagnier à l'issue de l'interrogatoire de son client. Le suspect a cependant évoqué devant les juges "ses conditions" de détention "au quotidien", a précisé son autre conseil Benoît David.

Au moins quarante autres personnes sont mises en examen dans cette affaire tentaculaire, qui a mobilisé des moyens exceptionnels pour interpellier les suspects, dont certains étaient en fuite en Thaïlande, en Allemagne et au Maroc.

L'évasion de celui qui est surnommé "La Mouche" s'était déroulée le 14 mai 2024 dans l'Eure lors d'une précédente extraction qui s'est transformée en véritable guet-apens, coûtant la vie à deux agents pénitentiaires et en blessant grièvement trois autres.

Mohamed Amra se trouvait dans un fourgon pénitentiaire au péage d'Incarville quand un commando l'a libéré dans une attaque ultraviolente. Il est ensuite parti en cavale pendant neuf mois, mais a été arrêté le 22 février à Bucarest avant d'être remis à la France.

Mercredi, cette nouvelle extraction a été réalisée sous haute sécurité, avec à la manœuvre le Groupe d'intervention de la gendarmerie nationale (GIGN), unité d'élite spécialisée dans la gestion de crises et les missions dangereuses.

Peu après 7h30, Mohamed Amra a été extrait par hélicoptère de la prison de Condé-sur-Sarthe (Orne), a indiqué une autre source proche du dossier à l'AFP, comme avaient pu le constater des journalistes de l'AFP sur place.

À bord, il était équipé d'un casque antibruit avec une cagoule sur la tête "pour l'empêcher de mémoriser le trajet", a précisé l'une des sources proches du dossier.

Puis il a été conduit de la base aérienne de Vélizy-Villacoublay au tribunal de Paris, où il est arrivé vers 9h30 escorté par un convoi

de quatre véhicules et deux motards, a constaté une journaliste de l'AFP.

à voir aussi

"Avancer vite"

La révélation par la presse de cette extraction prochaine avait suscité l'indignation de syndicats pénitentiaires, appelant à une audition en visioconférence ou à un déplacement des magistrats au sein même de la prison où est détenu Mohamed Amra, pour minimiser les risques.

Mais la procureure de Paris, Laure Beccau, a défendu le choix des juges de le faire venir à Paris.

"Lorsqu'on parle de Mohamed Amra, l'idée qu'on l'extrait pour le faire voyager dans un véhicule pénitentiaire, c'est la reviviscence de l'attaque effroyable" lors de son évasion, avait-elle reconnu. "C'est, chez les agents pénitentiaires, la crainte que les faits se reproduisent."

Mais si les juges ont choisi de le faire venir, c'est "parce qu'ils veulent désormais que le dossier avance vite", avait affirmé Mme Beccau sur RMC/BFM.

"On va peut-être lui opposer des pièces de procédure, des scellés. (...) Vous n'imaginez évidemment pas trois magistrats instructeurs se déplacer avec l'intégralité des scellés. Et puis il faut aussi des conditions d'audition sur un interrogatoire qui va durer longtemps", avait-elle relevé.



https://fyooyzbm.filerobot.com/v7/afp/0185f3a4d2f145978666c08bd0e40bc3e1d19517-sYmDhvfs.jpg?vh=de313f&ci_seal=9e98536467



Évasion de Mohamed Amra : le détenu n'a pas voulu répondre aux questions sur son évasion lors de son premier interrogatoire

Mohamed Amra, surnommé "La Mouche", a été extrait mercredi matin de la prison de Condé-sur-Sarthe pour une audition à Paris dans le cadre de l'enquête sur son évasion meurtrière de mai 2024. Il n'a pas répondu aux questions à ce sujet lors de son premier interrogatoire devant les juges d'instruction.

Le narcotraffiquant Mohamed Amra, extrait mercredi matin sous haute sécurité de la prison de Condé-sur-Sarthe (Orne), n'a pas répondu aux questions sur sa sanglante évasion en 2024 lors de son premier interrogatoire devant les juges d'instruction à Paris, selon ses avocats.

Il a évoqué "ses conditions" de détention "au quotidien"

"Nous n'avons pas pu préparer cet interrogatoire dans des conditions sereines et conformes des droits de la défense. [...] M. Amra répondra aux questions des juges lorsque la confidentialité de nos échanges sera parfaitement garantie", a indiqué à la presse Lucas Montagnier à l'issue de l'interrogatoire de son client. Le suspect a cependant évoqué devant les juges "ses conditions" de détention "au quotidien", a précisé son autre conseil Benoît David.



ACTUALITÉ—FAITS DIVERS

: LEFIGARO.FR

Audition de Mohamed Amra : le narcotrafiquant n'a pas voulu répondre aux questions sur son évasion

«Nous n'avons pas pu préparer cet interrogatoire dans des conditions sereines et conformes des droits de la défense. (...), selon l'un des avocats du narcotrafiquant, poursuivi pour meurtres en bande organisée en récidive.

Le narcotrafiquant Mohamed Amra, extrait ce mercredi matin sous haute sécurité de la prison de Condé-sur-Sarthe (Orne), n'a pas répondu aux questions sur sa sanglante évasion en 2024 lors de son premier interrogatoire devant les juges d'instruction à Paris, selon ses avocats.

«*Nous n'avons pas pu préparer cet interrogatoire dans des conditions sereines et conformes des droits de la défense. (...) Mohamed Amra répondra aux questions des juges lorsque la confidentialité de nos échanges sera parfaitement garantie*», a indiqué à la presse Lucas Montagnier à l'issue de l'interrogatoire de son client. Le suspect a cependant évoqué devant les juges «ses conditions» de détention «au quotidien», a précisé son autre conseil Benoît David. Dans un communiqué, Laure Beccuau, procureure de Paris et de la Junalco a indiqué que cet interrogatoire avait été préparé en amont «avec l'administration pénitentiaire» mais aussi avec la défense du mis en cause «afin de s'assurer que l'intéressé était disposé à s'expliquer, afin que ces efforts ne soient pas déployés en vain.» Elle a confirmé le refus de s'exprimer de Mohamed Amra «en arguant d'un manque de confidentialité de ses entretiens avec ses avocats sur son lieu de détention.»

Le temps des «premières déclarations»

Le narcotrafiquant Mohamed Amra est arrivé mercredi au tribunal de Paris pour son premier interrogatoire sur son évasion meurtrière en mai 2024, après avoir été extrait le matin même de sa prison par hélicoptère. Il était entendu par les juges de la Juridiction nationale de lutte contre le crime organisé (Junalco) chargés des investigations, ouvertes notamment pour meurtres en bande organisée en récidive.

Si le suspect a exprimé des réticences pour répondre sur le fond du dossier, d'après cette source, cette audition doit permettre de le questionner sur la préparation de son évasion, sur le jour J de l'opération puis sur sa longue cavale. Un interrogatoire d'importance, selon la procureure de Paris, Laure Beccuau : cette «première audition» sera le temps des «premières déclarations», a-t-elle souligné vendredi dans une interview à RMC/BFMTV.

Sollicités mercredi par l'AFP, les avocats du suspect, Benoit David et Lucas Montagnier, n'ont pas souhaité faire de déclaration en amont de l'audition. À l'issue de cet interrogatoire, le suspect a été

ramené sous haute surveillance policière mercredi après-midi dans la prison ultrasécurisée.

par Le Figaro Avec Afp



Justice. Extrait de la prison de Condé-sur-Sarthe en hélicoptère, Mohamed Amra est resté muet

Le narcotrafiquant, auditionné à Paris avec les juges en charge de l'enquête sur son évasion sanglante de mai 2024, n'a pas voulu répondre aux questions sur son évasion lors de son premier interrogatoire.



L'hélicoptère a décollé mercredi peu après 7h30 de la prison de haute sécurité de Condé-sur-Sarthe. Photo AFP/Jean-François Monier

Le narcotrafiquant Mohamed Amra, poursuivi pour meurtres en bande organisée en récidive, a été entendu au tribunal de Paris pour son premier interrogatoire¹ sur son évasion meurtrière en mai 2024¹, qui s'était déroulée à Incarville (Eure). Ce dernier n'a pas voulu répondre aux questions devant les juges d'instruction à Paris, selon ses avocats.

« Nous n'avons pas pu préparer cet interrogatoire dans des conditions sereines et conformes des droits de la défense. (...) M. Amra répondra aux questions des juges lorsque la confidentialité de nos échanges sera parfaitement garantie », a indiqué à la presse Lucas Montagnier à l'issue de l'interrogatoire de son client. Le suspect a cependant évoqué devant les juges « ses conditions » de détention « au quotidien », a précisé son autre conseil Benoît David.

Mercredi, la nouvelle extraction a été réalisée sous haute sécurité, avec à la manoeuvre le Groupe d'intervention de la gendarmerie nationale (GIGN), unité d'élite spécialisée dans la gestion de crises et les missions dangereuses, selon la gendarmerie. Un hélicoptère, avec le détenu à bord, a décollé tôt mercredi matin de la prison de Condé-sur-Sarthe (Orne).

Casque antibruit et cagoule

A bord, il a été muni d'un casque antibruit et d'une cagoule « pour l'empêcher de mémoriser le trajet », a précisé une source proche du dossier. Puis il a été conduit de la base aérienne de Vélizy-Villacoublay au tribunal de Paris, où il est arrivé vers 9 h 30 escorté par un convoi de quatre véhicules et deux motards, a constaté un journaliste. Il doit désormais être entendu par les juges de la Juridiction nationale de lutte contre le crime organisé (Junalco).

Selon la source proche du dossier, l'interrogatoire évoquera ses conditions de détention, que Mohamed Amra a déjà dénoncées par la voix de l'un de ses avocats. Si le suspect a en revanche exprimé des réticences quant à s'exprimer sur le fond du dossier, d'après cette source, cette audition doit aussi permettre de poser de premières questions sur la préparation de son évasion, sur le jour J de l'opération puis sur sa longue cavale. Sollicités, ses avocats, Benoit David et Lucas Montagnier, n'ont pas souhaité s'exprimer en amont de l'audition.

Débat autour de l'extraction

L'annonce de l'extraction pour un interrogatoire à Paris de Mohamed Amra, arrêté en février en Roumanie et détenu dans une prison ultrasécurisée de l'Orne, a suscité les réserves du ministre de l'Intérieur Bruno Retailleau¹ et les critiques de syndicats pénitentiaires¹. Ceux-ci plaident plutôt pour un déplacement dans la prison de Condé-sur-Sarthe des juges d'instruction de la Juridiction nationale de lutte contre le crime organisé (Junalco) ou une audition en visioconférence.

Lors d'une précédente extraction, en mai 2024, de Mohamed Amra, multirécidiviste détenu pour d'autres affaires judiciaires, deux agents pénitentiaires ont été tués et trois grièvement blessés.

Surnommé « La Mouche », l'homme a ensuite passé neuf mois en cavale¹ avant d'être arrêté le 22 février à Bucarest¹, en Roumanie. Mohamed Amra est poursuivi notamment pour meurtres en bande organisée en récidive. Une quarantaine de personnes, dont le narcotrafiquant de 31 ans, sont mises en examen dans ce dossier tentaculaire.



JUSTICE

: MONACOMATIN.MC

À Paris, le narcotrafiquant Mohamed Amra n'a pas répondu aux questions sur son évvasion lors de son premier interrogatoire

FranceJustice

Au moins quarante autres personnes sont mises en examen dans cette affaire tentaculaire, qui a mobilisé des moyens exceptionnels pour interpellier les suspects, dont certains étaient en fuite en Thaïlande, en Allemagne et au Maroc.

La rédaction (avec AFP) Publié le 11/06/2025 à 14:17, mis à jour le 11/06/2025 à 14:45

Le narcotrafiquant Mohamed Amra, extrait mercredi 11 juin sous haute sécurité de la prison de Condé-sur-Sarthe (Orne), n'a pas répondu aux questions sur sa sanglante évvasion en 2024 lors de son premier interrogatoire devant les juges d'instruction à Paris, selon ses avocats.

"Nous n'avons pas pu préparer cet interrogatoire dans des conditions sereines et conformes des droits de la défense. (...) M. Amra répondra aux questions des juges lorsque la confidentialité de nos échanges sera parfaitement garantie", a indiqué à la presse Lucas Montagnier à l'issue de l'interrogatoire de son client. Le suspect a cependant évoqué devant les juges *"ses conditions"* de détention *"au quotidien"*, a précisé son autre conseil Benoît David.

Au moins quarante autres personnes sont mises en examen dans cette affaire tentaculaire, qui a mobilisé des moyens exceptionnels pour interpellier les suspects, dont certains étaient en fuite en Thaïlande, en Allemagne et au Maroc.

L'évasion de celui qui est surnommé "La Mouche" s'était déroulée le 14 mai 2024 dans l'Eure lors d'une précédente extraction qui s'est transformée en véritable guet-apens, coûtant la vie à deux agents pénitentiaires et en blessant grièvement trois autres.

Mohamed Amra se trouvait dans un fourgon pénitentiaire au péage d'Incarville quand un commando l'a libéré dans une attaque ultra-violente. Il est ensuite parti en cavale pendant neuf mois, mais a été arrêté le 22 février à Bucarest avant d'être remis à la France.

Mercredi, cette nouvelle extraction a été réalisée sous haute sécurité, avec à la manœuvre le Groupe d'intervention de la gendarmerie

nationale (GIGN), unité d'élite spécialisée dans la gestion de crises et les missions dangereuses.

Peu après 7h30, Mohamed Amra a été extrait par hélicoptère de la prison de Condé-sur-Sarthe (Orne), a indiqué une autre source proche du dossier à l'AFP, comme avaient pu le constater des journalistes de l'AFP sur place.

À bord, il était équipé d'un casque antibruit avec une cagoule sur la tête *"pour l'empêcher de mémoriser le trajet"*, a précisé l'une des sources proches du dossier.

Puis il a été conduit de la base aérienne de Vélizy-Villacoublay au tribunal de Paris, où il est arrivé vers 9h30 escorté par un convoi de quatre véhicules et deux motards, a constaté une journaliste de l'AFP.

à voir aussi

"Avancer vite"

La révélation par la presse de cette extraction prochaine avait suscité l'indignation de syndicats pénitentiaires, appelant à une audition en visioconférence ou à un déplacement des magistrats au sein même de la prison où est détenu Mohamed Amra, pour minimiser les risques.

Mais la procureure de Paris, Laure Beccau, a défendu le choix des juges de le faire venir à Paris.

"Lorsqu'on parle de Mohamed Amra, l'idée qu'on l'extrait pour le faire voyager dans un véhicule pénitentiaire, c'est la reviviscence de l'attaque effroyable" lors de son évasion, avait-elle reconnu. *"C'est, chez les agents pénitentiaires, la crainte que les faits se reproduisent."*

Mais si les juges ont choisi de le faire venir, c'est *"parce qu'ils veulent désormais que le dossier avance vite"*, avait affirmé Mme Beccau sur RMC/BFM.

"On va peut-être lui opposer des pièces de procédure, des scellés. (...) Vous n'imaginez évidemment pas trois magistrats instructeurs se déplacer avec l'intégralité des scellés. Et puis il faut aussi des conditions d'audition sur un interrogatoire qui va durer longtemps", avait-elle relevé.



JUSTICE

: NICEMATIN.COM

À Paris, le narcotrafiquant Mohamed Amra n'a pas répondu aux questions sur son évasion lors de son premier interrogatoire

Le narcotrafiquant Mohamed Amra, extrait mercredi 11 juin sous haute sécurité de la prison de Condé-sur-Sarthe (Orne), n'a pas répondu aux questions sur sa sanglante évasion en 2024 lors de son premier interrogatoire devant les juges d'instruction à Paris, selon ses avocats.

"Nous n'avons pas pu préparer cet interrogatoire dans des conditions sereines et conformes des droits de la défense. (...) M. Amra répondra aux questions des juges lorsque la confidentialité de nos échanges sera parfaitement garantie", a indiqué à la presse Lucas Montagnier à l'issue de l'interrogatoire de son client. Le suspect a cependant évoqué devant les juges *"ses conditions"* de détention *"au quotidien"*, a précisé son autre conseil Benoît David.

Au moins quarante autres personnes sont mises en examen dans cette affaire tentaculaire, qui a mobilisé des moyens exceptionnels pour interpellier les suspects, dont certains étaient en fuite en Thaïlande, en Allemagne et au Maroc.

L'évasion de celui qui est surnommé "La Mouche" s'était déroulée le 14 mai 2024 dans l'Eure lors d'une précédente extraction qui s'est transformée en véritable guet-apens, coûtant la vie à deux agents pénitentiaires et en blessant grièvement trois autres.

Mohamed Amra se trouvait dans un fourgon pénitentiaire au péage d'Incarville quand un commando l'a libéré dans une attaque ultra-violente. Il est ensuite parti en cavale pendant neuf mois, mais a été arrêté le 22 février à Bucarest avant d'être remis à la France.

Mercredi, cette nouvelle extraction a été réalisée sous haute sécurité, avec à la manœuvre le Groupe d'intervention de la gendarmerie nationale (GIGN), unité d'élite spécialisée dans la gestion de crises et les missions dangereuses.

Peu après 7h30, Mohamed Amra a été extrait par hélicoptère de la prison de Condé-sur-Sarthe (Orne), a indiqué une autre source proche du dossier à l'AFP, comme avaient pu le constater des journalistes de l'AFP sur place.

À bord, il était équipé d'un casque antibruit avec une cagoule sur la tête *"pour l'empêcher de mémoriser le trajet"*, a précisé l'une des sources proches du dossier.

Puis il a été conduit de la base aérienne de Vélizy-Villacoublay au tribunal de Paris, où il est arrivé vers 9h30 escorté par un convoi de quatre véhicules et deux motards, a constaté une journaliste de l'AFP.

à voir aussi

"Avancer vite"

La révélation par la presse de cette extraction prochaine avait suscité l'indignation de syndicats pénitentiaires, appelant à une audition en visioconférence ou à un déplacement des magistrats au sein même de la prison où est détenu Mohamed Amra, pour minimiser les risques.

Mais la procureure de Paris, Laure Beccau, a défendu le choix des juges de le faire venir à Paris.

"Lorsqu'on parle de Mohamed Amra, l'idée qu'on l'extraie pour le faire voyager dans un véhicule pénitentiaire, c'est la reviviscence de l'attaque effroyable" lors de son évasion, avait-elle reconnu. "C'est, chez les agents pénitentiaires, la crainte que les faits se reproduisent."

Mais si les juges ont choisi de le faire venir, c'est *"parce qu'ils veulent désormais que le dossier avance vite"*, avait affirmé Mme Beccau sur RMC/BFM.

"On va peut-être lui opposer des pièces de procédure, des scellés. (...) Vous n'imaginez évidemment pas trois magistrats instructeurs se déplacer avec l'intégralité des scellés. Et puis il faut aussi des conditions d'audition sur un interrogatoire qui va durer longtemps", avait-elle relevé.



En Normandie, un bus scolaire avec 16 enfants à bord percute le mur d'un cimetière : trois blessés

Ce mercredi 11 juin 2025, la conductrice d'un bus scolaire a perdu le contrôle de son véhicule à Thevray, commune déléguée de Mesnil-en-Ouche (Eure). Seize enfants étaient à bord. Deux d'entre eux sont blessés. La conductrice, âgée de 54 ans, aurait eu un malaise. Elle a été aussi hospitalisée.

Ce mercredi 11 juin 2025, vers 8 h 30, la conductrice d'un bus scolaire, avec 16 enfants à bord, a perdu le contrôle du véhicule, à Thevray, commune déléguée de Mesnil-en-Ouche (Eure), sur la route départementale 44.

Selon nos confrères d'Actu27, le car de ramassage scolaire a traversé un hangar agricole, heurté le mur du cimetière, avant de s'arrêter tout près des sépultures.

Lire aussi : Plus d'un an après son évasion, Mohamed Amra extrait de prison en hélicoptère en vue d'une audition

Deux enfants et la conductrice blessés

Selon les gendarmes, la conductrice, âgée de 54 ans, aurait probablement d'un malaise. Elle circulait en direction de La Barre-en-Ouche. Sur les seize enfants étaient à bord, deux d'entre eux ont été légèrement blessés et transportés à l'hôpital de Bernay.

Les autres ont été pris en charge soit par la société Keolis, soit par leurs parents. La conductrice, âgée de 54 ans, a été dirigée vers le centre hospitalier d'Évreux.

Le Smur (Structure mobile d'urgence et de réanimation) et les sapeurs-pompiers sont intervenus, avec les gendarmes de la communauté de brigades de Brionne et le peloton de surveillance et d'intervention de Bernay pour neutraliser la route et dévier la circulation.

Le bus a été dégagé vers 11 h.



Ce mercredi 11 juin 2025, vers 8 h 30, la conductrice d'un bus scolaire, avec 16 enfants à bord, a perdu le contrôle du véhicule, à Thevray, commune déléguée de Mesnil-en-Ouche (Eure), sur la route départementale 44. Illustration

Ce mercredi 11 juin 2025, vers 8 h 30, la conductrice d'un bus scolaire, avec 16 enfants à bord, a perdu le contrôle du véhicule, à Thevray, commune déléguée de Mesnil-en-Ouche (Eure), sur la route départementale 44. Illustration

Archives

par Claude Maine.



INFO RTL - Mohamed Amra a, pour l'instant, choisi de garder le silence sur son évasion devant les juges

Le narcotrafiquant Mohamed Amra est arrivé ce mercredi 11 juin au tribunal de Paris pour son premier interrogatoire sur son évasion meurtrière en mai 2024, après avoir été extrait le matin-même de sa prison par hélicoptère.

Le journal RTL de 12h30 du 11 juin 2025

Je m'abonne à la newsletter « Infos »

Cela fait maintenant plus de 2h30 qu'il fait face aux juges. Mohamed Amra est entendu ce mercredi 11 juin au Palais de Justice de Paris à propos de son évasion sanglante l'an dernier au péage d'Incarville (Eure).

L'évasion de celui qui est surnommé "La Mouche" s'était déroulée le 14 mai 2024 lors d'une précédente extraction qui s'est transformée en véritable guet-apens, coûtant la vie à deux agents pénitentiaires et en blessant grièvement trois autres. Mohamed Amra se trouvait dans un fourgon pénitentiaire quand un commando l'a libéré dans une attaque ultraviolente. Il est ensuite parti en cavale pendant neuf mois, mais a été arrêté le 22 février à Bucarest (Roumanie) avant d'être remis à la France.

Le narcotrafiquant a été extrait tôt ce mercredi matin de sa cellule de Condé-sur-Sarthe, puis transféré en hélicoptère au tribunal. Selon les informations de RTL, l'homme a choisi de ne pas s'exprimer sur le fond. Il ne dit rien aux trois juges qui l'interrogent, rien sur la préparation de son évasion sanglante, rien sur sa longue cavale de neuf mois, rien sur ses complices.

Son silence n'est toutefois pas total, puisqu'il évoque ses conditions de détention. Ce thème est abordé classiquement dans ce genre d'interrogatoire. Il est à ce jour le détenu le plus surveillé de France avec un isolement total. Chacun de ses déplacements est encadré par quatre surveillants et, hors de sa cellule, il est constamment menotté, même lors des parloirs avec ses avocats.

Son interrogatoire doit encore durer plusieurs heures avant son retour ultra-sécurisé en hélicoptère.



<https://images.rtl.fr/~c/2000v2000/rtl/www/1761858-mohamed-amra-a-l-aeroport-de-bucarest-le-25-fevrier-2025.jpg>

par Damien Renoulet



FRANCE

: CNEWS.FR

Mohamed Amra : à quoi correspond le niveau 4 d'escorte, utilisé pour le transfèrement du détenu à Paris ?



Le GIGN a utilisé un hélicoptère pour prendre en charge Mohamed Amra directement depuis la prison. [JEAN-FRANCOIS MONIER / AFP]

Le narcotrafiquant Mohamed Amra a été extrait de sa cellule du centre pénitentiaire de Condé-sur-Sarthe, dans l'Orne, ce mercredi 11 juin, avec une escorte exceptionnelle de niveau 4, appliquée pour les détenus au profil particulièrement dangereux.

Comme annoncé depuis plusieurs jours, Mohamed Amra a été extrait ce mercredi à 7h30 du matin de sa cellule du centre pénitentiaire de Condé-sur-Sarthe, dans l'Orne. Le narcotrafiquant doit être auditionné ce jour concernant son évvasion sanglante de mai 2024 au cours de laquelle deux agents pénitentiaires ont été tués au péage d'Incarville.

Son transfert jusqu'à Paris a été réalisé sous haute sécurité avec à la manoeuvre le Groupe d'intervention de la gendarmerie nationale (GIGN), unité d'élite spécialisée dans la gestion de crises et les missions dangereuses, qui a utilisé un hélicoptère pour prendre en charge le détenu directement depuis la prison.

A bord, il était équipé d'un casque antibruit avec une cagoule sur la tête «pour l'empêcher de mémoriser le trajet», a précisé une source proche du dossier. Il a ensuite été conduit de la base aérienne de Vélizy-Villacoublay au tribunal de Paris, où il est arrivé vers 9h30 escorté par un convoi ultra-sécurisé composé de cinq motos de la gendarmerie et de quatre voitures blindées.

Le niveau d'escorte permet de déterminer la composition du convoi pour déplacer le détenu, ainsi que les moyens de contraintes qui lui

seront attribués. Il existe quatre niveaux d'escorte prévus en fonction de la dangerosité du détenu, qui peuvent être appliqués lors des extractions.

Quatre niveaux d'escorte

Le niveau d'escorte 1 : minimum deux agents pénitentiaires dont l'un pourra être le chauffeur (ou deux agents et un chauffeur privé).

Le niveau d'escorte 2 : minimum trois agents pénitentiaires dont l'un pourra être le chauffeur (ou trois agents et un chauffeur privé).

Le niveau d'escorte 3 : même escorte que le niveau 2 avec en plus des renforts ERIS ou FSI (escorte armée). Leur nombre dépend du profil du détenu.

Le niveau d'escorte 4 : dispositif particulier mis en œuvre en collaboration étroite avec les services de la préfecture et les Forces de Sécurité Intérieure. Il s'agit d'un dispositif exceptionnel.

Dans le cadre de l'extraction de Mohamed Amra, le niveau 4 a été requis par les autorités qui ont adapté le dispositif spécialement pour répondre au profil du détenu, qui avait déjà profité d'un transfert pour organiser son évasion sanglante. D'où le choix de l'hélicoptère, qui a toutefois nécessité un renfort au sol.

En plus de la cagoule et du casque antibruit pour masquer le trajet, Mohamed Amra a été soumis, comme pour toutes les extractions effectuées avec le niveau 4 d'escorte, aux moyens de contraintes les plus importants : entraves, ceinture abdominale, menottes et/ou menottes à usage unique.

Un transfert polémique

La révélation par la presse de cette extraction avait suscité l'indignation de syndicats pénitentiaires, appelant à une audition en visioconférence ou à un déplacement des magistrats au sein même de la prison où est détenu Mohamed Amra, pour minimiser les risques. Mais la procureure de Paris, Laure Beccau, a défendu le choix des juges de le faire venir à Paris.

«Lorsqu'on parle de Mohamed Amra, l'idée qu'on l'extraie pour le faire voyager dans un véhicule pénitentiaire, c'est la reviviscence de l'attaque effroyable» lors de son évasion, avait-elle reconnu. «C'est, chez les agents pénitentiaires, la crainte que les faits se reproduisent». Mais si les juges ont choisi de le faire venir, c'est «pour que le dossier avance vite», avait affirmé Laure Beccau.

«On va peut-être lui opposer des pièces de procédure, des scellés. Vous n'imaginez évidemment pas trois magistrats instructeurs se déplacer avec l'intégralité des scellés. Et puis il faut aussi des conditions d'audition sur un interrogatoire qui va durer longtemps», avait-elle relevé.

Interrogatoire complet

Mohamed Amra sera entendu aujourd'hui par les juges de la Juridiction nationale de lutte contre le crime organisé (Junalco) chargés des investigations, ouvertes notamment pour meurtres en bande organisée en récidive. L'interrogatoire évoquera aussi son accès aux droits de la défense et ses conditions de détention, que Mohamed Amra a déjà dénoncées par la voix de l'un de ses avocats.

Si le suspect a exprimé des réticences pour répondre sur le fond du dossier, cette audition doit permettre de le questionner sur la préparation de son évasion, sur le jour J de l'opération puis sur sa longue cavale.

par Cnews



BRETAGNE

: LETELEGRAMME.FR

Minute de silence dans les écoles, tentative d'homicide près de Brest, record pour la Switch 2 : le point à la mi-journée

Une minute de silence qui sera respectée dans tous les établissements scolaires ce jeudi ; un trentenaire qui a été la cible d'une tentative d'homicide au Relecq-Kerhuon (29) ; Nintendo qui affirme avoir déjà vendu 3,5 millions de Switch 2... Ce qu'il faut retenir de cette matinée du mercredi 11 juin est à découvrir ici.

Au Relecq-Kerhuon, près de Brest, un trentenaire cible d'une tentative d'homicide

Au petit matin, les habitants d'un immeuble du Relecq-Kerhuon (29) ont été réveillés par les gendarmes, qui débutaient leur enquête pour des faits qualifiés de tentative d'homicide. Des faits qui se sont produits dans un appartement du premier étage, vers 1 h. L'un de ses deux occupants, âgé d'une trentaine d'années, a été retrouvé inconscient et portant des traces de coups suggérant l'intervention d'un tiers. La victime a été grièvement blessée, mais était encore en vie ce mercredi matin, selon nos informations. À lire : l'article de Frédéric Jacq.

Surveillante tuée : Borne demande une minute de silence dans tous les établissements scolaires ce jeudi midi

Élisabeth Borne a annoncé avoir demandé une minute de silence dans tous les établissements scolaires, ce jeudi midi, en hommage à la surveillante tuée par un collégien à Nogent (Haute-Marne), mardi. « C'est vraiment toute la communauté éducative qui est sous le choc et la Nation tout entière. C'est pour ça que j'ai demandé qu'une minute de silence soit observée demain, à 12 h, dans tous les établissements », a déclaré la ministre de l'Éducation nationale sur France Inter.

"On doit protéger l'école et celles et ceux qui la font vivre", affirme la ministre de l'Éducation nationale @Elisabeth_Borne qui annonce une minute de silence dans tous les établissements scolaires jeudi en hommage à la surveillante tuée par un collégien à Nogent#le710Interpic.twitter.com/mUqtL4aUiD

— France Inter (@franceinter) June 11, 2025

Contre la tendance « No kids », l'État va lancer un badge « Pro kids »

« On ne veut pas de cette tendance "No kids" ». Sur TF1, Sarah El Haïry, Haute-Commissaire à l'Enfance, a annoncé le lancement, à partir du 5 juillet, jour des vacances scolaires, d'un nouveau sticker

« Pro kids ». Il s'agit d'un macaron rouge et orange, avec l'inscription « Le choix des familles ». « On pourra le retrouver sur les façades des établissements qui disent "Bienvenue aux familles, bienvenue aux enfants" ». Il s'agit d'un des outils que souhaite déployer l'Exécutif contre la tendance, « venue des pays américains ou asiatiques », d'exiger des espaces interdits aux enfants.

"On ne veut pas de cette tendance 'No Kids'" :@sarahelhairy annonce dans #BonjourLaMatinaleTF1 le lancement d'"un outil", sous la forme d'un sticker "'Pro Kids' qui dit bienvenue aux familles, bienvenue aux enfants" pour les établissements "Choix des familles" pic.twitter.com/2RuI7lOvYr

— TF1Info (@TF1Info) June 11, 2025

À Paris, Mohamed Amra interrogé pour la première fois sur son évvasion meurtrière

Répondra-t-il aux questions des juges spécialisés ? Dans la matinée, Mohamed Amra est arrivé au tribunal de Paris pour son premier interrogatoire sur son évvasion meurtrière en mai 2024, après avoir été extrait de sa prison par hélicoptère. Le narcotrafiquant doit être entendu par les juges de la Juridiction nationale de lutte contre le crime organisé (Junalco) chargés des investigations, ouvertes, notamment, pour meurtres en bande organisée en récidive.

Nintendo affirme avoir vendu 3,5 millions de Switch 2 dans le monde en quatre jours

Nintendo a affirmé avoir vendu 3,5 millions d'unités de sa nouvelle console hybride Switch 2 à travers le monde en l'espace de quatre jours, après un lancement en fanfare le 5 juin. « Il s'agit d'un record pour une console Nintendo sur les quatre premiers jours de sa commercialisation », a indiqué le géant japonais du jeu vidéo. Ayant été l'objet d'une importante vague de précommandes, la Switch 2 succède à la Switch, l'une des consoles les plus populaires de l'histoire du jeu vidéo, et Nintendo mise sur cette nouvelle machine pour relancer ses ventes en dépit d'un prix jugé onéreux.

par Nathalie Andre



« Il ne veut pas être le ministre du bla-bla mais de l'action » : Gérald Darmanin veut une grande réforme de la Justice



« Peut-être que je ne l'aurai pas ce projet de loi » : en privé, Gérald Darmanin la joue officiellement (et faussement) profil bas. Mais le garde des Sceaux est déterminé à obtenir sa grande réforme de la justice. Ce jeudi, il lancera les invitations aux présidents des partis politiques et des groupes parlementaires, mais aussi aux syndicats, pour débattre de ses futurs contours. Le numéro quatre du gouvernement a déjà son calendrier en tête, et il le veut serré. Fin juillet, il remettra sa copie à François Bayrou et à Emmanuel Macron. En septembre il sera « prêt » pour un examen du texte au Parlement avant un vote possible en janvier. Gérald Darmanin est un homme pressé.

D'abord, car il sait que les Français attendent des réponses rapides et non plus des promesses. « Il ne veut pas être le ministre du bla-bla mais de l'action », assure un soutien. Après les violences survenues fin mai après la victoire du PSG en Ligue des champions, Gérald Darmanin a décidé d'accélérer et de rapidement mettre en application des mesures qu'il porte depuis longtemps, avec en tête la suppression des aménagements de peine obligatoires (« Un non-sens pour le commun des mortels » dicit le ministre), la fin du sursis et l'instauration de peines minimales. « J'espère un projet de loi court avec cinq ou six articles, pas plus », projette-t-il.

1er objectif : sanctuariser son budget ministériel

Mais pourquoi passer par un projet de loi gouvernemental, souvent long et fastidieux, alors que des textes parlementaires défendus par les députés apparaissent comme plus rapides et adéquats dans le

contexte d'instabilité politique post-dissolution ? « Une succession de propositions de loi nuit à la cohérence du Code pénal », se défend-il. Il veut donc sa loi.

Et ce n'est pas tout. Son autre exigence : un budget constant du ministère de la justice. Ce vendredi, il échangera avec sa collègue des Comptes publics, Amélie de Montchalin, qui souhaite que chaque membre du gouvernement fasse des efforts. « Je ne demande pas à avoir plus, mais pas moins non plus. Je ne suis pas trop gourmand au moment où c'est difficile », gage-t-il, alors que Bercy cherche quarante milliards d'euros d'économies pour le budget 2026.

« Moi, je suis au gouvernement et je suis loyal au président »

Une réforme de la justice, un budget sacralisé : Gérard Darmanin souhaite remporter des combats et démontrer qu'il obtient des résultats. « Certains se demandent si on sera utile durant deux ans. Moi, je veux l'être durant les quelques mois où je serai là », clame le garde des Sceaux en contestant ainsi la thèse d'Edouard Philippe, selon laquelle « rien de décisif » ne se passera d'ici à la prochaine élection présidentielle.

« Contrairement à Édouard et à Gabriel (*Attal*), je pense qu'on peut faire des choses au gouvernement, poursuit l'ex-élu de Tourcoing. Aujourd'hui, qui est utile ? Le maire et le ministre. Je ne suis pas dans l'envie de me différencier (...) mais moi, je suis au gouvernement et je suis loyal au président. »

Vraiment pas se différencier ? Gérard Darmanin reste dubitatif sur l'ambition commune des patrons d'Horizons et Renaissance de supprimer le juge d'application des peines, prend ses distances vis-à-vis du « travailler plus » martelé par Edouard Philippe en préférant le « travailler tous », et dit « comprendre contrairement au ministre de l'Intérieur » la décision « conforme à la loi » d'extraire Mohamed Amra de sa prison, ce mercredi.

Ses ambitions

Bruno Retailleau donc mais aussi Edouard Philippe et Gabriel Attal : la concurrence à droite et au centre bat son plein... et Gérard Darmanin veut participer à la course. « On est dans la montée de l'Alpe d'Huez. Il y a aujourd'hui quatre, cinq vélos, des échappées mais il y en a qui vont tomber », anticipe-t-il en filant la métaphore.

En privé, il rappelle qu'un autre Édouard (Balladur) était le grand favori en 1993, deux ans avant l'élection de Jacques Chirac. « Les sondages du moment démontrent qu'il n'y a pas de candidat incontestable, tranche le ministre. Certes, si l'élection avait lieu demain, Édouard serait au second tour, élu d'une courte tête mais ensuite, sans majorité absolue à l'Assemblée. Mais soyons clairs, si Édouard est incontestable et porte un projet, je serais heureux

d'être derrière lui. Pour le moment, ce n'est pas le cas. » Prise de distance ou coup de pression ? « Il veut faire monter les enchères pour devenir son numéro deux », persifle un proche de l'ex-Premier ministre.

Le maire du Havre a désormais deux ans pour reconquérir son « ami » avec qui il a déjeuné le mois dernier, dans un restaurant italien. « C'est long deux ans » sourit Gérard Darmanin. Le mois dernier, à notre journal, Edouard Philippe lançait : « Putain deux ans ! » Les voilà au moins d'accord sur le calendrier.

par Thomas Soulié



VIDÉOS

: JEANMARCMORANDINI.COM

Un hélicoptère, avec Mohamed Amra à bord, a décollé tôt ce matin de la prison de Condé-sur-Sarthe: Le narcotrafiquant a été extrait de sa cellule pour une audition à Paris avec les juges - VIDEO

Un hélicoptère, avec Mohamed Amra à bord, a décollé tôt ce matin de la prison de Condé-sur-Sarthe (Orne), d'où a été extrait le narcotrafiquant pour une audition à Paris avec les juges en charge de l'enquête sur son évvasion sanglante de mai 2024, a appris l'AFP de sources concordantes.

L'hélicoptère a décollé peu après 7h30 de la prison de haute sécurité, ont constaté des journalistes de l'AFP. La présence de Mohamed Amra dans cet hélicoptère a ensuite été confirmée à l'AFP par une source proche du dossier.

Le Groupe d'intervention de la gendarmerie nationale (GIGN), unité d'élite spécialisée dans la gestion de crises et les missions dangereuses, est chargé de la sécurité autour de cette extraction, selon la gendarmerie.

L'annonce de l'extraction pour un interrogatoire à Paris de Mohamed Amra, arrêté en février en Roumanie et détenu dans une prison ultrasécurisée de l'Orne, a suscité les réserves du ministre de l'Intérieur et les critiques de syndicats pénitentiaires.

Ceux-ci plaidaient plutôt pour un déplacement dans la prison de Condé-sur-Sarthe des juges d'instruction de la Juridiction nationale de lutte contre le crime organisé (Junalco) ou une audition en visioconférence.

Lors d'une précédente extraction, en mai 2024, de Mohamed Amra, multirécidiviste détenu pour d'autres affaires judiciaires, deux agents pénitentiaires ont été tués et trois grièvement blessés. Surnommé « La Mouche », l'homme a ensuite passé neuf mois en cavale avant d'être arrêté le 22 février à Bucarest, en Roumanie.

Mohamed Amra est poursuivi notamment pour meurtres en bande organisée en récidive. Une quarantaine de personnes, dont le narcotrafiquant de 31 ans, sont mises en examen dans ce dossier tentaculaire.

par Jean-Marc Morandini



A Paris, Mohamed Amra interrogé pour la première fois sur son évasion meurtrière

Par Clara WRIGHT, avec Mathieu CHAMPEAU à Condé-sur-Sarthe

Paris, 11 juin 2025 (AFP) - Répondra-t-il aux questions des juges spécialisés ? Le narcotrafiquant français Mohamed Amra est arrivé mercredi au tribunal de Paris pour son premier interrogatoire sur son évasion meurtrière en mai 2024, après avoir été extrait le matin-même de sa prison par hélicoptère.

Il doit désormais être entendu par les juges chargés des investigations ouvertes notamment pour meurtres en bande organisée en récidive.

Selon une source proche du dossier, l'interrogatoire évoquera aussi son accès aux droits de la défense et ses conditions de détention, que Mohamed Amra a déjà dénoncées par la voix de l'un de ses avocats.

Si le suspect a exprimé des réticences pour répondre sur le fond du dossier, d'après cette source, cette audition doit permettre de le questionner sur la préparation de son évasion, sur le jour J de l'opération puis sur sa longue cavale.

Un interrogatoire d'importance, selon la procureure de Paris, Laure Beccau: cette "première audition" sera le temps des "premières déclarations", a-t-elle souligné vendredi dans une interview aux radio et chaîne télé RMC/BFM TV.

Sollicités mercredi par l'AFP, les avocats du suspect, Benoit David et Lucas Montagnier, n'ont pas souhaité faire de déclaration en amont de l'audition.

- Hélicoptère -

Au moins quarante autres personnes sont mises en examen dans cette affaire tentaculaire qui a mobilisé des moyens exceptionnels pour interpellier les suspects, dont certains étaient en fuite en Thaïlande, en Allemagne et au Maroc.

L'évasion de celui qui est surnommé "La Mouche" s'était déroulée le 14 mai 2024 dans l'ouest de la France lors d'une précédente extraction qui s'est transformée en véritable guet-apens, coûtant la vie à deux agents pénitentiaires et en blessant grièvement trois autres.

Mohamed Amra se trouvait dans un fourgon pénitentiaire au péage d'Incarville quand un commando l'a libéré dans une attaque ultra-

violente. Il est ensuite parti en cavale pendant neuf mois, mais a été arrêté le 22 février à Bucarest avant d'être remis à la France.

Mercredi, cette nouvelle extraction a été réalisée sous haute sécurité, avec à la manoeuvre le Groupe d'intervention de la gendarmerie nationale (GIGN), unité d'élite spécialisée dans la gestion de crises et les missions dangereuses.

Peu après 05h30 GMT, Mohamed Amra a été extrait par hélicoptère de la prison de Condé-sur-Sarthe (Orne), a indiqué une autre source proche du dossier à l'AFP, comme avaient pu le constater des journalistes de l'AFP sur place.

A bord, il était équipé d'un casque antibruit avec une cagoule sur la tête "pour l'empêcher de mémoriser le trajet", a précisé l'une des sources proches du dossier.

Puis il a été conduit de la base aérienne de Vélizy-Villacoublay au tribunal de Paris, où il est arrivé vers 07H30 GMT, escorté par un convoi de quatre véhicules et deux motards, a constaté une journaliste de l'AFP.

- "Avancer vite" -

La révélation par la presse de cette extraction prochaine avait suscité l'indignation de syndicats pénitentiaires, appelant à une audition en visioconférence ou à un déplacement des magistrats au sein même de la prison où est détenu Mohamed Amra, pour minimiser les risques.

Mais la procureure de Paris, Laure Beccau, a défendu le choix des juges de le faire venir à Paris.

"Lorsqu'on parle de Mohamed Amra, l'idée qu'on l'extrait pour le faire voyager dans un véhicule pénitentiaire, c'est la reviviscence de l'attaque effroyable" lors de son évasion, avait-elle reconnu. "C'est, chez les agents pénitentiaires, la crainte que les faits se reproduisent".

Mais si les juges ont choisi de le faire venir, c'est "parce qu'ils veulent désormais que le dossier avance vite", avait affirmé Mme Beccau sur RMC/BFM.

"On va peut-être lui opposer des pièces de procédure, des scellés. (...) Vous n'imaginez évidemment pas trois magistrats instructeurs se déplacer avec l'intégralité des scellés. Et puis il faut aussi des conditions d'audition sur un interrogatoire qui va durer longtemps", avait-elle relevé.



Pourquoi Mohamed Amra est-il sorti de prison en hélicoptère ce mercredi ?



Mohamed Amra est jugé au tribunal de Paris ce mercredi.

Contestée par les syndicats pénitentiaires, l'extraction de Mohamed Amra vers le tribunal de Paris ce mercredi 11 juin doit permettre de mieux comprendre la planification de son évasion en mai 2024.

Mohamed Amra s'était **évadé de son convoi pénitentiaire** le 14 mai 2024 au péage d'Incarville, dans l'Eure. Aidé par un commando armé qui avait tué deux agents pénitentiaires, le trentenaire s'était réfugié dans plusieurs planques avant de finir sa cavale en Roumanie, où il a été arrêté par la police de Bucarest le 22 février dernier. Extradé vers la France, Mohamed Amra est entendu au **tribunal de Paris** ce mercredi 11 juin.

Extraction par hélicoptère

Plus d'un an après son extraction meurtrière, l'homme surnommé "La Mouche" a quitté la prison de Condé-sur-Sarthe en **hélicoptère** ce mercredi, peu après 7h30. Selon l'AFP, il a été équipé d'un casque antibruit et d'une cagoule *"pour l'empêcher de mémoriser le trajet"*. Arrivé à Paris aux alentours de 9h30, Mohamed Amra a rejoint le tribunal **sous escorterenforcée** du Groupe d'intervention de la Gendarmerie nationale (GIGN). Une extraction contestée par les syndicats pénitentiaires, qui évoquaient la dangerosité d'une telle opération, après le choc d'Incarville.

Mieux comprendre son évasion

Devant les juges de la Juridiction nationale de lutte contre le crime organisé (Junalco), le narcotrafiquant devra s'expliquer sur la **préparation de son évasion**, sur le jour de son évasion ou encore sur sa cavale. Notamment mis en examen pour meurtres en bande organisée en récidive, Mohamed Amra fait partie de la **quarantaine de personnes** poursuivies dans ce dossier.

Il vous reste 89% à lire.

Ceci n'est pas une offre d'abonnement

Continuez de lire tous les articles gratuits en vous inscrivant

c'est simple et gratuit !

Adresse email Mot de passe Je souhaite recevoir des communications informatives et commerciales de la part de La Provence En cliquant sur "S'inscrire", vous reconnaissez avoir pris connaissance des conditions générales d'utilisation et de la politique de protection des données, et les accepter. Déjà inscrit ? Connectez-vous.

Je préfère lire la suite de cet article gratuitement en regardant une publicité :

Connexion

Adresse email Mot de passe Pas encore inscrit ? Inscrivez-vous gratuitement.

par Veran Escoffier



VIDEO. Cagoule, casque anti-bruit : l'arrivée de Mohamed Amra au tribunal de Paris pour son interrogatoire

Le narcotraquant Mohamed Amra est arrivé ce mercredi 11 juin au tribunal de Paris pour être interrogé sur son évasion meurtrière de mai 2024.



Mohamed Amra va être interrogé pour la première fois depuis son évasion meurtrière (©GEOFFROY VAN DER HASSELT/AFP)

Un déplacement qui a suscité de nombreux commentaires. Le narcotraquant Mohamed Amra, poursuivi pour meurtres en bande organisée en récidive, est arrivé mercredi matin au tribunal de Paris pour son premier interrogatoire sur son évasion meurtrière en mai 2024, a indiqué une source proche du dossier à l'AFP.

Le parcours ultra sécurisé de Mohamed Amra jusqu'au tribunal de Paris

Peu après 7H30, Mohamed Amra a été extrait par hélicoptère de la prison de Condé-sur-Sarthe (Orne), ont constaté des journalistes de l'AFP. A bord, il a été muni d'un casque antibruit et d'une cagoule « pour l'empêcher de mémoriser le trajet », a précisé une source proche du dossier.

Puis il a été conduit de la base aérienne de Vélizy-Villacoublay au tribunal de Paris, où il est arrivé vers 9h30 escorté par un convoi de quatre véhicules et deux motards, a constaté une journaliste de l'AFP.

Il doit désormais être entendu par les juges de la Juridiction nationale de lutte contre le crime organisé (Junalco).

Son évasion s'était déroulée à Incarville (Eure) lors d'une précédente extraction, qui s'est transformée en véritable guet-apens, coûtant la vie à deux agents pénitentiaires et en blessant grièvement trois autres, le 14 mai 2024.

Celui qui est surnommé « La Mouche » se trouvait dans un fourgon pénitentiaire au péage d'Incarville quand un commando l'a libéré dans une attaque ultraviolente. Mohamed Amra était ensuite parti en cavale pendant neuf mois, mais a été arrêté le 22 février à Bucarest en Roumanie, puis remis à la France.

Mercredi, la nouvelle extraction a été réalisée sous haute sécurité, avec à la manoeuvre le Groupe d'intervention de la gendarmerie nationale (GIGN), unité d'élite spécialisée dans la gestion de crises et les missions dangereuses, selon la gendarmerie.

#Justice
#Meurtre
#tribunal de Paris

par Thomas Martin



A Paris, Mohamed Amra interrogé pour la première fois sur son évasion meurtrière

Paris (AFP) - Répondra-t-il aux questions des juges spécialisés ? Le narcotrafiquant Mohamed Amra est arrivé mercredi au tribunal de Paris pour son

premier interrogatoire sur son évasion meurtrière en mai 2024, après avoir été extrait le matin-même de sa prison par hélicoptère.

Il doit désormais être entendu par les juges de la Juridiction nationale de lutte contre le crime organisé (Junalco) chargés des investigations, ouvertes notamment pour meurtres en bande organisée en récidive.

Selon une source proche du dossier, l'interrogatoire évoquera aussi son accès aux droits de la défense et ses conditions de détention, que Mohamed Amra a déjà dénoncées par la voix de l'un de ses avocats.

Un interrogatoire d'importance, selon la procureure de Paris, Laure Beccuau: cette "première audition" sera le temps des "premières déclarations", a-t-elle souligné vendredi dans une interview à RMC/BFM TV.

Sollicités mercredi par l'AFP, les avocats du suspect, Benoit David et Lucas Montagnier, n'ont pas souhaité faire de déclaration en amont de l'audition.

Publicité

- Hélicoptère -

Au moins quarante autres personnes sont mises en examen dans cette affaire tentaculaire qui a mobilisé des moyens exceptionnels pour interpellier les suspects, dont certains étaient en fuite en Thaïlande, en Allemagne et au Maroc.

L'évasion de celui qui est surnommé "La Mouche" s'était déroulée le 14 mai 2024 dans l'Eure lors d'une précédente extraction qui s'est transformée en véritable guet-apens, coûtant la vie à deux agents pénitentiaires et en blessant grièvement trois autres.

Mohamed Amra se trouvait dans un fourgon pénitentiaire au péage d'Incarville quand un commando l'a libéré dans une attaque ultra-violente. Il est ensuite parti en cavale pendant neuf mois, mais a été arrêté le 22 février à Bucarest avant d'être remis à la France.

Mercredi, cette nouvelle extraction a été réalisée sous haute sécurité, avec à la manoeuvre le Groupe d'intervention de la gendarmerie nationale (GIGN), unité d'élite spécialisée dans la gestion de crises et les missions dangereuses.

Peu après 07h30, Mohamed Amra a été extrait par hélicoptère de la prison de Condé-sur-Sarthe (Orne), a indiqué une autre source proche du dossier à l'AFP, comme avaient pu le constater des journalistes de l'AFP sur place.

A bord, il était équipé d'un casque antibruit avec une cagoule sur la tête "pour l'empêcher de mémoriser le trajet", a précisé l'une des sources proches du dossier.

Puis il a été conduit de la base aérienne de Vélizy-Villacoublay au tribunal de Paris, où il est arrivé vers 09H30 escorté par un convoi de quatre véhicules et deux motards, a constaté une journaliste de l'AFP.

"Avancer vite"

La révélation par la presse de cette extraction prochaine avait suscité l'indignation de syndicats pénitentiaires, appelant à une audition en visioconférence ou à un déplacement des magistrats au sein même de la prison où est détenu Mohamed Amra, pour minimiser les risques.

Mais la procureure de Paris, Laure Beccau, a défendu le choix des juges de le faire venir à Paris.

Mais si les juges ont choisi de le faire venir, c'est "parce qu'ils veulent désormais que le dossier avance vite", avait affirmé Mme Beccau sur RMC/BFM.

"On va peut-être lui opposer des pièces de procédure, des scellés. (...) Vous n'imaginez évidemment pas trois magistrats instructeurs se déplacer avec l'intégralité des scellés. Et puis il faut aussi des conditions d'audition sur un interrogatoire qui va durer longtemps", avait-elle relevé.

© 2025 AFP



<https://s.france24.com/media/display/137b3012-4688-11f0-984e-005056bf30b7/w:1280/p:16x9/20689953b76331a331d33e189aedc11c7fbf1c34.jpg>



<https://s.france24.com/media/display/f03bc880-46a7-11f0-ba3d-005056bfb2b6/w:980/0185f3a4d2f145978666c08bd0e40bc3e1d19517.webp>



<https://s.france24.com/media/display/ef711720-46a7-11f0-adfd-005056a90284/w:980/45477502cb1f255869d7385cf8cc5a5536e1d0fe.webp>



Mohamed Amra emmené en hélicoptère au tribunal judiciaire de Paris

Mohamed Amra est arrivé ce mercredi 11 juin au tribunal de Paris. Il est interrogé sur son évasion en 2024 au cours de laquelle deux agents pénitentiaires ont été tués.

avec AFP, le

La dernière fois que Mohamed Amra a été extrait d'une prison, deux agents pénitentiaires ont été tués au péage d'Incarville (Eure), et trois grièvement blessés, le 14 mai 2024. Ce 11 juin 2025, des membres du Groupe d'intervention de la gendarmerie nationale (GIGN) sont venus chercher le criminel dans sa cellule de la prison de Condé-sur-Sarthe (Orne), vers 7h30, pour l'amener au tribunal judiciaire de Paris.

Les 200 km séparant la prison de haute sécurité normande de la juridiction de la Capitale ont été effectués par hélicoptère, puis par la route. Le narcotrafiquant de 31 ans dont la cavale de neuf mois a pris fin le 22 février dernier en Roumanie, a été conduit sous haute sécurité de la base aérienne de Vélizy-Villacoublay (Yvelines) au tribunal de Paris, escorté par un convoi de quatre véhicules et deux motards, rapporte l'AFP.

Parlera-t-il cette fois-ci ?

Depuis dix heures environ, Mohamed Amra, 31 ans, est entendu par des juges d'instruction dans l'affaire de son évasion. Il est poursuivi notamment pour meurtres en bande organisée en récidive. Dans ce dossier, une quarantaine de personnes sont mises en examen. Après son transfert de Roumanie, le criminel avait gardé le silence, le 25 février, devant les magistrats lors de l'interrogatoire de première comparution.

L'extraction de Mohamed Amra avait provoqué les réserves du ministre de l'Intérieur et les critiques de syndicats pénitentiaires. Ces derniers penchaient pour un déplacement dans la prison de Condé-sur-Sarthe des juges d'instruction de la Juridiction nationale de lutte contre le crime organisé (Junalco) ou une audition en visioconférence.



<https://mesinfos.fr/content/articles/235/A224235/initial-tribunal-paris.jpg>

© AP/ Alexandre Sarkissian - Mohamed Amra a été transféré au tribunal judiciaire de Paris sous escorte de haute sécurité, assurée par le GIGN.

content/pubs/1774/full_l1248xh250px.gif

content/pubs/1774/full_l1248xh250px.gif

content/auto/2/full_MicrosoftTeams-image.png

content/auto/2/full_MicrosoftTeams-image.png

par Alexandre Sarkissian



A Paris, Mohamed Amra interrogé pour la première fois sur son évasion meurtrière

Répondra-t-il aux questions des juges spécialisés ? Le narco-trafiquant Mohamed Amra est arrivé mercredi au tribunal de Paris pour son premier interrogatoire sur son évasion meurtrière en mai 2024, apr...

Répondra-t-il aux questions des juges spécialisés ? Le narcotrafi quant Mohamed Amra est arrivé mercredi au tribunal de Paris pour son premier interrogatoire sur son évasion meurtrière en mai 2024, après avoir été extrait le matin-même de sa prison par hélicoptère.

Il doit désormais être entendu par les juges de la Juridiction nationale de lutte contre le crime organisé (Junalco) chargés des investigations, ouvertes notamment pour meurtres en bande organisée en récidive.

Selon une source proche du dossier, l'interrogatoire évoquera aussi son accès aux droits de la défense et ses conditions de détention, que Mohamed Amra a déjà dénoncées par la voix de l'un de ses avocats.

Si le suspect a exprimé des réticences pour répondre sur le fond du dossier, d'après cette source, cette audition doit permettre de le questionner sur la préparation de son évasion, sur le jour J de l'opération puis sur sa longue cavale.

Un interrogatoire d'importance, selon la procureure de Paris, Laure Beccuau: cette "première audition" sera le temps des "premières déclarations", a-t-elle souligné vendredi dans une interview à RMC/BFM TV.

Sollicités mercredi par l'AFP, les avocats du suspect, Benoit David et Lucas Montagnier, n'ont pas souhaité faire de déclaration en amont de l'audition.

- Hélicoptère -

Au moins quarante autres personnes sont mises en examen dans cette affaire tentaculaire qui a mobilisé des moyens exceptionnels pour interpellier les suspects, dont certains étaient en fuite en Thaïlande, en Allemagne et au Maroc.

L'évasion de celui qui est surnommé "La Mouche" s'était déroulée le 14 mai 2024 dans l'Eure lors d'une précédente extraction qui s'est transformée en véritable guet-apens, coûtant la vie à deux agents pénitentiaires et en blessant grièvement trois autres.

Mohamed Amra se trouvait dans un fourgon pénitentiaire au péage d'Incarville quand un commando l'a libéré dans une attaque ultra-violente. Il est ensuite parti en cavale pendant neuf mois, mais a été arrêté le 22 février à Bucarest avant d'être remis à la France.

Mercredi, cette nouvelle extraction a été réalisée sous haute sécurité, avec à la manoeuvre le Groupe d'intervention de la gendarmerie nationale (GIGN), unité d'élite spécialisée dans la gestion de crises et les missions dangereuses.

Peu après 07h30, Mohamed Amra a été extrait par hélicoptère de la prison de Condé-sur-Sarthe (Orne), a indiqué une autre source proche du dossier à l'AFP, comme avaient pu le constater des journalistes de l'AFP sur place.

A bord, il était équipé d'un casque antibruit avec une cagoule sur la tête "pour l'empêcher de mémoriser le trajet", a précisé l'une des sources proches du dossier.

Puis il a été conduit de la base aérienne de Vélizy-Villacoublay au tribunal de Paris, où il est arrivé vers 09H30 escorté par un convoi de quatre véhicules et deux motards, a constaté une journaliste de l'AFP.

- "Avancer vite" -

La révélation par la presse de cette extraction prochaine avait suscité l'indignation de syndicats pénitentiaires, appelant à une audition en visioconférence ou à un déplacement des magistrats au sein même de la prison où est détenu Mohamed Amra, pour minimiser les risques.

Mais la procureure de Paris, Laure Beccauau, a défendu le choix des juges de le faire venir à Paris.

"Lorsqu'on parle de Mohamed Amra, l'idée qu'on l'extraie pour le faire voyager dans un véhicule pénitentiaire, c'est la reviviscence de l'attaque effroyable" lors de son évasion, avait-elle reconnu. "C'est, chez les agents pénitentiaires, la crainte que les faits se reproduisent".

Mais si les juges ont choisi de le faire venir, c'est "parce qu'ils veulent désormais que le dossier avance vite", avait affirmé Mme Beccauau sur RMC/BFM.

"On va peut-être lui opposer des pièces de procédure, des scellés. (...) Vous n'imaginez évidemment pas trois magistrats instructeurs se déplacer avec l'intégralité des scellés. Et puis il faut aussi des conditions d'audition sur un interrogatoire qui va durer longtemps", avait-elle relevé.



<https://i.notretemps.com/2000x1125/smart/2025/06/11/a-paris-moha-med-amra-interroge-pour-la-premiere-fo-.jpg>

par Publié Juin



Minute de silence pour la surveillante tuée, audition de Mohamed Amra, colère des taxis : les infos à retenir ce midi



L'info à ne pas louper

Au lendemain de la mort d'une surveillante devant un collège de Nogent (Haute-Marne), poignardée à plusieurs reprises par un élève de troisième lors d'un contrôle aléatoire des sacs, la ministre de l'Éducation Élisabeth Borne a annoncé qu'une minute de silence aurait lieu dans tous les établissements scolaires ce jeudi, à midi. Les députés en ont observé une mardi après-midi avant la séance de questions au gouvernement à l'Assemblée.

Après l'effroi de ce drame, le gouvernement a été sommé de réagir. Le Premier ministre François Bayrou a annoncé dès mardi l'interdiction immédiate de la vente de couteaux aux mineurs. La liste des armes de catégorie D (armes en vente libre sauf pour les mineurs) sera complétée par un arrêté qui est en cours de finalisation et sera pris « dans les 15 prochains jours », a précisé Matignon ce mercredi matin.

Il a également souhaité que le gouvernement travaille à « l'expérimentation » de portiques de détection d'armes à l'entrée des établissements scolaires, une mesure qui ne fait pas l'unanimité au sein de la classe politique.

Ce qu'il faut aussi retenir

Audition de Mohamed Amra. Le narcotrafiquant, poursuivi pour meurtres en bande organisée en récidive, est arrivé mercredi matin au tribunal de Paris pour son premier interrogatoire sur son évasion meurtrière en mai 2024, qui avait coûté la vie à deux

agents pénitentiaires. Son extraction de la prison de Condé-sur-Sarthe a été réalisée par hélicoptère, sous haute sécurité.

Manifestations des taxis. Les représentants des taxis se remobilisent ce mercredi, après avoir claqué la porte des négociations jeudi dernier au ministère de la Santé. Ils continuent de réclamer l'abandon de la réforme du transport des malades. Plusieurs centaines de taxis bloquaient ce matin une avenue devant le ministère de l'Économie, pendant que leurs représentants étaient en réunion au ministère de la Santé. Ils prévoient aussi de bloquer les aéroports franciliens d'Orly et Roissy.

Elon Musk fait un pas vers Donald Trump. Quelques jours après leur tonitruante dispute en place publique, le multimilliardaire a dit ce mercredi sur X qu'il regrettait d'être « allé trop loin » dans certaines de ses publications contre le président américain, son ancien allié. Plusieurs posts écrits ou partagés par Elon Musk, dont l'un appelait à destituer Donald Trump, ont également été supprimés.

Ça vous concerne

Grêle, éclairs et vent à près de 100 km/h... Des orages « forts » vont commencer à toucher l'Ouest et le Sud-Ouest ce mercredi, premier jour d'une violente séquence orageuse qui devrait toucher la quasi-totalité du pays d'ici ce week-end en progressant vers l'Est. Météo France a placé l'ensemble de la façade atlantique en vigilance jaune de même que plusieurs départements limitrophes et la partie sud de la région Occitanie.

par Le Parisien



FAITS DIVERS

: CNEWS.FR

Mohamed Amra : comment l'extraction du narcotrafiquant s'est-elle déroulée ?



Le narcotrafiquant a été escorté par un convoi de quatre véhicules et deux motards. [GEOFFROY VAN DER HASSELT / AFP]

Ce mercredi 11 juin, le narcotrafiquant Mohamed Amra a été extrait de sa cellule du centre pénitentiaire de Condé-sur-Sarthe, dans l'Orne. Il est arrivé au tribunal judiciaire de Paris aux alentours de 9h30.

Une opération sous haute surveillance. Comme annoncé depuis plusieurs jours, Mohamed Amra a été extrait, ce mercredi 11 juin vers 7h30 du matin, de sa cellule du centre pénitentiaire de Condé-sur-Sarthe, dans l'Orne. Le narcotrafiquant au profil très dangereux doit en effet être auditionné ce jour sur son évasion sanglante de mai 2024 au cours de laquelle deux agents pénitentiaires ont été tués lors de l'attaque d'Incarville.

Son transfert jusqu'à Paris a été piloté par le Groupe d'intervention de la gendarmerie nationale (GIGN). Il s'agit d'une unité d'élite spécialisée dans la gestion de crises et les missions dangereuses.

De ce fait, une fois extrait de la cellule, Mohamed Amra a été conduit jusqu'à l'hélicoptère du GIGN qui devait le transférer jusqu'au tribunal judiciaire de Paris. A bord, le narcotrafiquant était muni d'un casque antibruit et d'une cagoule, le but étant de «l'empêcher de mémoriser le trajet», a expliqué une source proche du dossier à l'AFP.

Une audition très importante

L'hélicoptère s'est finalement posé sur la base aérienne de Vélizy-Villacoublay au tribunal de Paris aux alentours de 9h30. Puis, le

narcotrafiquant a été escorté par un convoi de quatre véhicules et deux motards, a constaté un journaliste de l'AFP.

Il est utile de rappeler que c'est à la demande d'une des juges d'instruction que «La Mouche» a été transféré à Paris. Elle souhaitait l'interroger en «présentiel». Concrètement, cette audition doit permettre de poser de premières questions sur la préparation de son évasion, sur le jour de l'attaque d'Incarville puis sur ses 9 mois de cavale avant son interpellation en Roumanie en février 2025.

Au cours de cette même audition, Mohamed Amra devrait être également interrogé sur ses conditions de détention que le narcotrafiquant a déjà dénoncées par la voix de l'un de ses avocats, a indiqué la source proche du dossier à l'agence de presse française.

par Khalil Rajehi



A Paris, Mohamed Amra interrogé pour la première fois sur son évasion meurtrière

Répondra-t-il aux questions des juges spécialisés ? Le narco-trafiquant Mohamed Amra est arrivé mercredi au tribunal de Paris pour son premier interrogatoire sur son évasion meurtrière en mai 2024, après avoir été extrait le matin-même de sa prison par hélicoptère.

Il doit désormais être entendu par les juges de la Juridiction nationale de lutte contre le crime organisé (Junalco) chargés des investigations, ouvertes notamment pour meurtres en bande organisée en récidive.

Selon une source proche du dossier, l'interrogatoire évoquera aussi son accès aux droits de la défense et ses conditions de détention, que Mohamed Amra a déjà dénoncées par la voix de l'un de ses avocats.

Si le suspect a exprimé des réticences pour répondre sur le fond du dossier, d'après cette source, cette audition doit permettre de le questionner sur la préparation de son évasion, sur le jour J de l'opération puis sur sa longue cavale.

Un interrogatoire d'importance, selon la procureure de Paris, Laure Beccuau: cette "première audition" sera le temps des "premières déclarations", a-t-elle souligné vendredi dans une interview à RMC/BFM TV.

Sollicités mercredi par l'AFP, les avocats du suspect, Benoit David et Lucas Montagnier, n'ont pas souhaité faire de déclaration en amont de l'audition.

- Hélicoptère -

Au moins quarante autres personnes sont mises en examen dans cette affaire tentaculaire qui a mobilisé des moyens exceptionnels pour interpellier les suspects, dont certains étaient en fuite en Thaïlande, en Allemagne et au Maroc.

L'évasion de celui qui est surnommé "La Mouche" s'était déroulée le 14 mai 2024 dans l'Eure lors d'une précédente extraction qui s'est transformée en véritable guet-apens, coûtant la vie à deux agents pénitentiaires et en blessant grièvement trois autres.

Mohamed Amra se trouvait dans un fourgon pénitentiaire au péage d'Incarville quand un commando l'a libéré dans une attaque ultra-

violente. Il est ensuite parti en cavale pendant neuf mois, mais a été arrêté le 22 février à Bucarest avant d'être remis à la France.

Mercredi, cette nouvelle extraction a été réalisée sous haute sécurité, avec à la manoeuvre le Groupe d'intervention de la gendarmerie nationale (GIGN), unité d'élite spécialisée dans la gestion de crises et les missions dangereuses.

Peu après 07h30, Mohamed Amra a été extrait par hélicoptère de la prison de Condé-sur-Sarthe (Orne), a indiqué une autre source proche du dossier à l'AFP, comme avaient pu le constater des journalistes de l'AFP sur place.

A bord, il était équipé d'un casque antibruit avec une cagoule sur la tête "pour l'empêcher de mémoriser le trajet", a précisé l'une des sources proches du dossier.

Puis il a été conduit de la base aérienne de Vélizy-Villacoublay au tribunal de Paris, où il est arrivé vers 09H30 escorté par un convoi de quatre véhicules et deux motards, a constaté une journaliste de l'AFP.

- "Avancer vite" -

La révélation par la presse de cette extraction prochaine avait suscité l'indignation de syndicats pénitentiaires, appelant à une audition en visioconférence ou à un déplacement des magistrats au sein même de la prison où est détenu Mohamed Amra, pour minimiser les risques.

Mais la procureure de Paris, Laure Beccuau, a défendu le choix des juges de le faire venir à Paris.

"Lorsqu'on parle de Mohamed Amra, l'idée qu'on l'extraie pour le faire voyager dans un véhicule pénitentiaire, c'est la reviviscence de l'attaque effroyable" lors de son évasion, avait-elle reconnu. "C'est, chez les agents pénitentiaires, la crainte que les faits se reproduisent".

Mais si les juges ont choisi de le faire venir, c'est "parce qu'ils veulent désormais que le dossier avance vite", avait affirmé Mme Beccuau sur RMC/BFM.

"On va peut-être lui opposer des pièces de procédure, des scellés. (...) Vous n'imaginez évidemment pas trois magistrats instructeurs se déplacer avec l'intégralité des scellés. Et puis il faut aussi des conditions d'audition sur un interrogatoire qui va durer longtemps", avait-elle relevé.

Par Clara WRIGHT, avec Mathieu CHAMPEAU à Condé-sur-Sarthe / Paris (AFP) / © 2025 AFP



<https://www.sudradio.fr/wp-content/uploads/2025/06/0c5f49e20d892bab371c6d8e139a72b81e360422.jpg>

Un médecin légiste sur le site d'une attaque à la voiture bélier contre un fourgon pénitentiaire, au péage routier à Incarville, dans l'Eure, le 14 mai 2024 Mohamed Amra (c) escorté par des policiers, le 23 février 2025 à Bucarest, en Roumanie



<https://www.sudradio.fr/wp-content/uploads/2025/06/655cb5a04e276a5a6e982263f823237f2b823392-560x373.jpg>

data:image/png;base64,iVBORw0KGgoAAAANSUhEUgAAAwAAAAH/
AQAAAADIoYfGAAAAAnRSTIMAAHaTzTgAAABHSURBVHja7cGBAAAAA-
MOg+VPf4ARVAQAAAAAAAAAAAAAAAAAAAAAAAAAAAAAAAAAAAAA
AAAAAAAAAAAAAAAAAAAAAXAPBnwABB1HO3AAAAABJR5Erk-
Jggg==



A Paris, Mohamed Amra interrogé pour la première fois sur son évasion meurtrière

Répondra-t-il aux questions des juges spécialisés ? Le narco-trafiquant Mohamed Amra est arrivé mercredi au tribunal de Paris pour son premier interrogatoire sur son évasion meurtrière en mai 2024, après avoir été extrait le matin-même de sa prison par hélicoptère.

Il doit désormais être entendu par les juges de la Juridiction nationale de lutte contre le crime organisé (Junalco) chargés des investigations, ouvertes notamment pour meurtres en bande organisée en récidive.

Selon une source proche du dossier, l'interrogatoire évoquera aussi son accès aux droits de la défense et ses conditions de détention, que Mohamed Amra a déjà dénoncées par la voix de l'un de ses avocats.

Si le suspect a exprimé des réticences pour répondre sur le fond du dossier, d'après cette source, cette audition doit permettre de le questionner sur la préparation de son évasion, sur le jour J de l'opération puis sur sa longue cavale.

Un interrogatoire d'importance, selon la procureure de Paris, Laure Beccuau: cette "première audition" sera le temps des "premières déclarations", a-t-elle souligné vendredi dans une interview à RMC/BFM TV.

Sollicités mercredi par l'AFP, les avocats du suspect, Benoit David et Lucas Montagnier, n'ont pas souhaité faire de déclaration en amont de l'audition.

- Hélicoptère -

Au moins quarante autres personnes sont mises en examen dans cette affaire tentaculaire qui a mobilisé des moyens exceptionnels pour interpellier les suspects, dont certains étaient en fuite en Thaïlande, en Allemagne et au Maroc.

L'évasion de celui qui est surnommé "La Mouche" s'était déroulée le 14 mai 2024 dans l'Eure lors d'une précédente extraction qui s'est transformée en véritable guet-apens, coûtant la vie à deux agents pénitentiaires et en blessant grièvement trois autres.

Mohamed Amra se trouvait dans un fourgon pénitentiaire au péage d'Incarville quand un commando l'a libéré dans une attaque ultra-

violente. Il est ensuite parti en cavale pendant neuf mois, mais a été arrêté le 22 février à Bucarest avant d'être remis à la France.

Mercredi, cette nouvelle extraction a été réalisée sous haute sécurité, avec à la manoeuvre le Groupe d'intervention de la gendarmerie nationale (GIGN), unité d'élite spécialisée dans la gestion de crises et les missions dangereuses.

Peu après 07h30, Mohamed Amra a été extrait par hélicoptère de la prison de Condé-sur-Sarthe (Orne), a indiqué une autre source proche du dossier à l'AFP, comme avaient pu le constater des journalistes de l'AFP sur place.

A bord, il était équipé d'un casque antibruit avec une cagoule sur la tête "pour l'empêcher de mémoriser le trajet", a précisé l'une des sources proches du dossier.

Puis il a été conduit de la base aérienne de Vélizy-Villacoublay au tribunal de Paris, où il est arrivé vers 09H30 escorté par un convoi de quatre véhicules et deux motards, a constaté une journaliste de l'AFP.

"Avancer vite"

La révélation par la presse de cette extraction prochaine avait suscité l'indignation de syndicats pénitentiaires, appelant à une audition en visioconférence ou à un déplacement des magistrats au sein même de la prison où est détenu Mohamed Amra, pour minimiser les risques.

Mais la procureure de Paris, Laure Beccau, a défendu le choix des juges de le faire venir à Paris.

"Lorsqu'on parle de Mohamed Amra, l'idée qu'on l'extraie pour le faire voyager dans un véhicule pénitentiaire, c'est la reviviscence de l'attaque effroyable" lors de son évasion, avait-elle reconnu. "C'est, chez les agents pénitentiaires, la crainte que les faits se reproduisent".

Mais si les juges ont choisi de le faire venir, c'est "parce qu'ils veulent désormais que le dossier avance vite", avait affirmé Mme Beccau sur RMC/BFM.

"On va peut-être lui opposer des pièces de procédure, des scellés. (...) Vous n'imaginez évidemment pas trois magistrats instructeurs se déplacer avec l'intégralité des scellés. Et puis il faut aussi des conditions d'audition sur un interrogatoire qui va durer longtemps", avait-elle relevé.

clw-mch/cal/pta



https://medias.franceantilles.fr/api/v1/images/view/68494ef8b39328128e0f1cd5/width_1000/image.jpg

Audition d'Amra: le narcotrafiquant arrive au palais de justice de Paris • LUCIE CARBAJAL



: FRANCE GUYANE

A Paris, Mohamed Amra interrogé pour la première fois sur son évasion meurtrière

Répondra-t-il aux questions des juges spécialisés ? Le narco-trafiquant Mohamed Amra est arrivé mercredi au tribunal de Paris pour son premier interrogatoire sur son évasion meurtrière en mai 2024, après avoir été extrait le matin-même de sa prison par hélicoptère.

Il doit désormais être entendu par les juges de la Juridiction nationale de lutte contre le crime organisé (Junalco) chargés des investigations, ouvertes notamment pour meurtres en bande organisée en récidive.

Selon une source proche du dossier, l'interrogatoire évoquera aussi son accès aux droits de la défense et ses conditions de détention, que Mohamed Amra a déjà dénoncées par la voix de l'un de ses avocats.

Si le suspect a exprimé des réticences pour répondre sur le fond du dossier, d'après cette source, cette audition doit permettre de le questionner sur la préparation de son évasion, sur le jour J de l'opération puis sur sa longue cavale.

Un interrogatoire d'importance, selon la procureure de Paris, Laure Beccuau: cette "première audition" sera le temps des "premières déclarations", a-t-elle souligné vendredi dans une interview à RMC/BFM TV.

Sollicités mercredi par l'AFP, les avocats du suspect, Benoit David et Lucas Montagnier, n'ont pas souhaité faire de déclaration en amont de l'audition.

- Hélicoptère -

Au moins quarante autres personnes sont mises en examen dans cette affaire tentaculaire qui a mobilisé des moyens exceptionnels pour interpellier les suspects, dont certains étaient en fuite en Thaïlande, en Allemagne et au Maroc.

L'évasion de celui qui est surnommé "La Mouche" s'était déroulée le 14 mai 2024 dans l'Eure lors d'une précédente extraction qui s'est transformée en véritable guet-apens, coûtant la vie à deux agents pénitentiaires et en blessant grièvement trois autres.

Mohamed Amra se trouvait dans un fourgon pénitentiaire au péage d'Incarville quand un commando l'a libéré dans une attaque ultra-

violente. Il est ensuite parti en cavale pendant neuf mois, mais a été arrêté le 22 février à Bucarest avant d'être remis à la France.

Mercredi, cette nouvelle extraction a été réalisée sous haute sécurité, avec à la manoeuvre le Groupe d'intervention de la gendarmerie nationale (GIGN), unité d'élite spécialisée dans la gestion de crises et les missions dangereuses.

Peu après 07h30, Mohamed Amra a été extrait par hélicoptère de la prison de Condé-sur-Sarthe (Orne), a indiqué une autre source proche du dossier à l'AFP, comme avaient pu le constater des journalistes de l'AFP sur place.

A bord, il était équipé d'un casque antibruit avec une cagoule sur la tête "pour l'empêcher de mémoriser le trajet", a précisé l'une des sources proches du dossier.

Puis il a été conduit de la base aérienne de Vélizy-Villacoublay au tribunal de Paris, où il est arrivé vers 09H30 escorté par un convoi de quatre véhicules et deux motards, a constaté une journaliste de l'AFP.

"Avancer vite"

La révélation par la presse de cette extraction prochaine avait suscité l'indignation de syndicats pénitentiaires, appelant à une audition en visioconférence ou à un déplacement des magistrats au sein même de la prison où est détenu Mohamed Amra, pour minimiser les risques.

Mais la procureure de Paris, Laure Beccuau, a défendu le choix des juges de le faire venir à Paris.

"Lorsqu'on parle de Mohamed Amra, l'idée qu'on l'extraie pour le faire voyager dans un véhicule pénitentiaire, c'est la reviviscence de l'attaque effroyable" lors de son évasion, avait-elle reconnu. "C'est, chez les agents pénitentiaires, la crainte que les faits se reproduisent".

Mais si les juges ont choisi de le faire venir, c'est "parce qu'ils veulent désormais que le dossier avance vite", avait affirmé Mme Beccuau sur RMC/BFM.

"On va peut-être lui opposer des pièces de procédure, des scellés. (...) Vous n' imaginez évidemment pas trois magistrats instructeurs se déplacer avec l'intégralité des scellés. Et puis il faut aussi des conditions d'audition sur un interrogatoire qui va durer longtemps", avait-elle relevé.

clw-mch/cal/pta

Mohamed Amra extrait de prison en hélicoptère en vue de son audition • Mathieu CHAMPEAU

Un médecin légiste sur le site d'une attaque à la voiture bélier contre un fourgon pénitentiaire, au péage routier à Incarville, dans l'Eure, le 14 mai 2024 • ALAIN JOCARD

Mohamed Amra (c) escorté par des policiers, le 23 février 2025 à Bucarest, en Roumanie • Daniel MIHAILESCU

Un hélicoptère de la gendarmerie se prépare à atterrir à la prison de Condé-sur-Sarthe, en vue du transfert du trafiquant de drogue Mohamed Amra depuis l'établissement situé dans le nord de la France, tôt le 11 juin 2025, pour une comparution au Palais de Justice à Paris • JEAN-FRANCOIS MONIER



https://medias.franceantilles.fr/api/v1/images/view/68494ef8b39328128e0f1cd5/width_1000/image.jpg

Audition d'Amra: le narcotrafiquant arrive au palais de justice de Paris • LUCIE CARBAJAL



Mohamed Amra garde le silence sur son évasion meurtrière lors de son premier interrogatoire



Un hélicoptère de la gendarmerie se pose à la prison de Condé-sur-Sarthe, le 11 juin 2025 dans l'Orne, pour transférer le trafiquant de drogue Mohamed Amra au Palais de Justice de Paris en vue d'une comparution AFP - JEAN-FRANCOIS MONIER

Le narcotraffiquant Mohamed Amra, extrait mercredi matin sous haute sécurité de la prison de Condé-sur-Sarthe (Orne), n'a pas répondu aux questions des juges spécialisés sur son évasion meurtrière en mai 2024, lors de son premier interrogatoire au tribunal de Paris.

Le suspect a été ramené sous haute surveillance policière mercredi après-midi dans sa prison ultrasécurisée.

Entendu pendant trois heures par les trois juges de la Juridiction nationale de lutte contre le crime organisé (Junalco) chargés des investigations sur son évasion au péage d'Incarville qui a coûté la vie à deux agents pénitentiaires, M. Amra a fait "de simples déclarations" sans répondre sur le fond, a indiqué son avocat Lucas Montagnier.

Mohamed Amra, poursuivi pour meurtres en bande organisée en récidive, a notamment évoqué "ses conditions" de détention "au quotidien", a précisé son autre avocat, Benoît David.

Me Montagnier a balayé tout "procédé" ou "défiance", et avancé l'impossibilité de "préparer cet interrogatoire dans des conditions sereines et conformes aux droits de la défense".

Lors de leurs entretiens, un surveillant, posté derrière une porte vitrée, "peut entendre les échanges, voir les documents", a accusé

Me Montagnier, dénonçant une "absence de confidentialité" et une "atteinte grave" aux droits de la défense.

L'audition du jour devait permettre de le questionner sur la préparation de son évasion, sur le jour J de l'opération puis sur sa longue cavale. "M. Amra répondra aux questions des juges lorsque la confidentialité de nos échanges sera pleinement garantie", a assuré Me Montagnier.

- Casque antibruit et bandeau -

Dans un communiqué, Laure Beccuau, procureure de Paris et de la Junalco a indiqué que cet interrogatoire avait été préparé en amont "avec l'administration pénitentiaire" mais aussi avec la défense du mis en cause "afin de s'assurer que l'intéressé était disposé à s'expliquer, afin que ces efforts ne soient pas déployés en vain."

Elle a confirmé le refus de s'exprimer de Mohamed Amra "en arguant d'un manque de confidentialité de ses entretiens avec ses avocats sur son lieu de détention."

Au moins 41 autres personnes sont mises en examen, dont 30 sont en détention provisoire, dans cette affaire tentaculaire qui a mobilisé des moyens exceptionnels pour interpellier les suspects, dont certains étaient en fuite à l'étranger. Deux protagonistes sont attendus du Maroc.

Mohamed Amra, surnommé La Mouche, s'était évadé le 14 mai 2024 dans l'Eure lors d'une précédente extraction qui s'est transformée en véritable guet-apens: deux agents pénitentiaires ont été abattus, trois autres grièvement blessés.

Il se trouvait dans un fourgon pénitentiaire au péage d'Incarville quand un commando l'a libéré dans une attaque ultraviolente. Il est ensuite parti en cavale pendant neuf mois, mais a été arrêté le 22 février à Bucarest avant d'être remis à la France.

Mercredi, cette nouvelle extraction a été réalisée sous haute sécurité, avec à la manoeuvre le Groupe d'intervention de la gendarmerie nationale (GIGN), unité d'élite spécialisée dans la gestion de crises et les missions dangereuses.

Peu après 07h30, Mohamed Amra a été extrait par hélicoptère de sa prison dans l'Orne. A bord, il était équipé d'un casque antibruit, avec un bandeau sur les yeux "pour l'empêcher de mémoriser le trajet", selon une source proche du dossier.

- Indignation -

Puis il a été conduit de la base aérienne de Vélizy-Villacoublay (Yvelines) au tribunal de Paris où il est arrivé vers 09H30, escorté par quatre véhicules et deux motards.

Les syndicats pénitentiaires s'étaient indignés de cette extraction, appelant à une audition en visioconférence ou à un déplacement des magistrats au sein même de la prison de Condé, pour minimiser les risques.

Cette "pression" mise pour "empêcher une quelconque extraction" est "un réel problème", a souligné Me Benoît David. "Une bonne justice a certes un coût, mais elle n'a pas de prix dans une société démocratique", a-t-il insisté.

Les juges ont estimé "impératif" de le faire venir pour qu'il s'explique "dans des conditions procédurales, matérielles et de confidentialité adaptées et incontestables", a justifié Laure Becuau.

M. Amra a été invité à s'exprimer sur "des pièces de la procédure, notamment des photographies et un document vidéo" a souligné la procureure. En vain.

Source : AFP

par La Republique Des Pyrenees



A Paris, Mohamed Amra interrogé pour la première fois sur son évasion meurtrière



Un hélicoptère de la gendarmerie se prépare à atterrir à la prison de Condé-sur-Sarthe, en vue du transfert du trafiquant de drogue Mohamed Amra depuis l'établissement situé dans le nord de la France, tôt le 11 juin 2025, pour une comparution au Palais de Justice à Paris AFP - JEAN-FRANCOIS MONIER

Répondra-t-il aux questions des juges spécialisés ? Le narcotrafiquant Mohamed Amra est arrivé mercredi au tribunal de Paris pour son premier interrogatoire sur son évasion meurtrière en mai 2024, après avoir été extrait le matin-même de sa prison par hélicoptère.

Il doit désormais être entendu par les juges de la Juridiction nationale de lutte contre le crime organisé (Junalco) chargés des investigations, ouvertes notamment pour meurtres en bande organisée en récidive.

Selon une source proche du dossier, l'interrogatoire évoquera aussi son accès aux droits de la défense et ses conditions de détention, que Mohamed Amra a déjà dénoncées par la voix de l'un de ses avocats.

Si le suspect a exprimé des réticences pour répondre sur le fond du dossier, d'après cette source, cette audition doit permettre de le questionner sur la préparation de son évasion, sur le jour J de l'opération puis sur sa longue cavale.

Un interrogatoire d'importance, selon la procureure de Paris, Laure Beccuau: cette "première audition" sera le temps des "premières déclarations", a-t-elle souligné vendredi dans une interview à RMC/BFMTV.

Sollicités mercredi par l'AFP, les avocats du suspect, Benoit David et Lucas Montagnier, n'ont pas souhaité faire de déclaration en amont de l'audition.

- Hélicoptère -

Au moins quarante autres personnes sont mises en examen dans cette affaire tentaculaire qui a mobilisé des moyens exceptionnels pour interpellier les suspects, dont certains étaient en fuite en Thaïlande, en Allemagne et au Maroc.

L'évasion de celui qui est surnommé "La Mouche" s'était déroulée le 14 mai 2024 dans l'Eure lors d'une précédente extraction qui s'est transformée en véritable guet-apens, coûtant la vie à deux agents pénitentiaires et en blessant grièvement trois autres.

Mohamed Amra se trouvait dans un fourgon pénitentiaire au péage d'Incarville quand un commando l'a libéré dans une attaque ultra-violente. Il est ensuite parti en cavale pendant neuf mois, mais a été arrêté le 22 février à Bucarest avant d'être remis à la France.

Mercredi, cette nouvelle extraction a été réalisée sous haute sécurité, avec à la manoeuvre le Groupe d'intervention de la gendarmerie nationale (GIGN), unité d'élite spécialisée dans la gestion de crises et les missions dangereuses.

Peu après 07h30, Mohamed Amra a été extrait par hélicoptère de la prison de Condé-sur-Sarthe (Orne), a indiqué une autre source proche du dossier à l'AFP, comme avaient pu le constater des journalistes de l'AFP sur place.

A bord, il était équipé d'un casque antibruit avec une cagoule sur la tête "pour l'empêcher de mémoriser le trajet", a précisé l'une des sources proches du dossier.

Puis il a été conduit de la base aérienne de Vélizy-Villacoublay au tribunal de Paris, où il est arrivé vers 09H30 escorté par un convoi de quatre véhicules et deux motards, a constaté une journaliste de l'AFP.

- "Avancer vite" -

La révélation par la presse de cette extraction prochaine avait suscité l'indignation de syndicats pénitentiaires, appelant à une audition en visioconférence ou à un déplacement des magistrats au sein même de la prison où est détenu Mohamed Amra, pour minimiser les risques.

Mais la procureure de Paris, Laure Beccau, a défendu le choix des juges de le faire venir à Paris.

"Lorsqu'on parle de Mohamed Amra, l'idée qu'on l'extraie pour le faire voyager dans un véhicule pénitentiaire, c'est la reviviscence

de l'attaque effroyable" lors de son évasion, avait-elle reconnu. "C'est, chez les agents pénitentiaires, la crainte que les faits se reproduisent".

Mais si les juges ont choisi de le faire venir, c'est "parce qu'ils veulent désormais que le dossier avance vite", avait affirmé Mme Beccuau sur RMC/BFM.

"On va peut-être lui opposer des pièces de procédure, des scellés. (...) Vous n'imaginez évidemment pas trois magistrats instructeurs se déplacer avec l'intégralité des scellés. Et puis il faut aussi des conditions d'audition sur un interrogatoire qui va durer longtemps", avait-elle relevé.

Source : AFP

par La Republique Des Pyrenees



A Paris, Mohamed Amra garde le silence sur son évasion meurtrière devant les juges



Un hélicoptère de la gendarmerie se prépare à atterrir à la prison de Condé-sur-Sarthe, en vue du transfert du trafiquant de drogue Mohamed Amra depuis l'établissement situé dans le nord de la France, tôt le 11 juin 2025, pour une comparution au Palais de Justice à Paris AFP - JEAN-FRANCOIS MONIER

Le narcotraffiquant Mohamed Amra, extrait mercredi matin sous haute sécurité de la prison de Condé-sur-Sarthe (Orne), n'a pas répondu aux questions des juges spécialisés sur son évasion meurtrière en mai 2024, ont indiqué à la presse ses avocats à l'issue de son premier interrogatoire au tribunal de Paris.

Entendu pendant trois heures par les trois juges de la Juridiction nationale de lutte contre le crime organisé (Junalco) chargés des investigations, ouvertes notamment pour meurtres en bande organisée en récidive, M. Amra a fait "de simples déclarations" sans répondre sur le fond, a indiqué son avocat Lucas Montagnier. Le suspect a notamment évoqué "ses conditions" de détention "au quotidien", a précisé son autre avocat, Benoît David.

"Ce choix ne résulte pas d'un procédé, ni d'une défiance vis-à-vis de l'institution judiciaire, mais d'un constat inquiétant": "Nous n'avons pas pu préparer cet interrogatoire dans des conditions sereines et conformes aux droits de la défense", a affirmé Me Montagnier.

Lors de leurs entretiens, un surveillant, posté derrière une porte vitrée, "peut entendre les échanges, voir les documents", s'est indigné Me Montagnier, dénonçant une "absence de confidentialité" et une "atteinte grave" aux droits de la défense. Constamment "menotté", Amra ne peut non plus pas "prendre de notes" pour suivre son dossier et n'a accès "qu'une fois par jour au téléphone fixe" pour appeler ses conseils.

L'audition du jour devait permettre de le questionner sur la préparation de son évasion, sur le jour J de l'opération puis sur sa longue cavale. "M. Amra répondra aux questions des juges lorsque la confidentialité de nos échanges sera pleinement garantie", a assuré Me Montagnier.

"Si les juges doivent pouvoir exercer leur fonction sereinement et sans aucune pression, nous voulons rappeler qu'il en va de même pour la défense", a-t-il insisté.

- Casque antibruit et bandeau -

Au moins quarante autres personnes sont mises en examen dans cette affaire tentaculaire qui a mobilisé des moyens exceptionnels pour interpellier les suspects, dont certains étaient en fuite en Thaïlande, en Allemagne et au Maroc.

L'évasion de celui qui est surnommé "La Mouche" s'était déroulée le 14 mai 2024 dans l'Eure lors d'une précédente extraction qui s'est transformée en véritable guet-apens, coûtant la vie à deux agents pénitentiaires et en blessant grièvement trois autres.

Mohamed Amra se trouvait dans un fourgon pénitentiaire au péage d'Incarville quand un commando l'a libéré dans une attaque ultra-violente. Il est ensuite parti en cavale pendant neuf mois, mais a été arrêté le 22 février à Bucarest avant d'être remis à la France.

Mercredi, cette nouvelle extraction a été réalisée sous haute sécurité, avec à la manoeuvre le Groupe d'intervention de la gendarmerie nationale (GIGN), unité d'élite spécialisée dans la gestion de crises et les missions dangereuses.

Peu après 07h30, Mohamed Amra a été extrait par hélicoptère de sa prison dans l'Orne. A bord, il était équipé d'un casque antibruit, avec un bandeau sur les yeux "pour l'empêcher de mémoriser le trajet", selon une source proche du dossier.

- "Pression" -

Puis il a été conduit de la base aérienne de Vélizy-Villacoublay (Yvelines) au tribunal de Paris où il est arrivé vers 09H30, escorté par un convoi de quatre véhicules et deux motards, a constaté un journaliste de l'AFP.

La révélation par la presse de cette extraction avait auparavant suscité l'indignation de syndicats pénitentiaires, appelant à une audition en visioconférence ou à un déplacement des magistrats au sein même de la prison de Condé, pour minimiser les risques.

Cette "pression" mise pour "empêcher une quelconque extraction" est "un réel problème", a souligné son autre avocat, Benoît David. "Une bonne justice a certes un coût, mais elle n'a pas de prix dans une société démocratique", a insisté Me David.

Si les juges ont choisi de le faire venir, c'est "parce qu'ils veulent désormais que le dossier avance vite", avait justifié la procureure de Paris, Laure Beccau, sur RMC/BFM.

"On va peut-être lui opposer des pièces de procédure, des scellés. (...) Vous n'imaginez évidemment pas trois magistrats instructeurs se déplacer avec l'intégralité des scellés. Et puis il faut aussi des conditions d'audition sur un interrogatoire qui va durer longtemps", avait-elle relevé.

Source : AFP

par La Republique Des Pyrenees



: GUADELOUPE FRANCEANTILLES

A Paris, Mohamed Amra interrogé pour la première fois sur son évasion meurtrière

Répondra-t-il aux questions des juges spécialisés ? Le narco-trafiquant Mohamed Amra est arrivé mercredi au tribunal de Paris pour son premier interrogatoire sur son évasion meurtrière en mai 2024, après avoir été extrait le matin-même de sa prison par hélicoptère.

Il doit désormais être entendu par les juges de la Juridiction nationale de lutte contre le crime organisé (Junalco) chargés des investigations, ouvertes notamment pour meurtres en bande organisée en récidive.

Selon une source proche du dossier, l'interrogatoire évoquera aussi son accès aux droits de la défense et ses conditions de détention, que Mohamed Amra a déjà dénoncées par la voix de l'un de ses avocats.

Si le suspect a exprimé des réticences pour répondre sur le fond du dossier, d'après cette source, cette audition doit permettre de le questionner sur la préparation de son évasion, sur le jour J de l'opération puis sur sa longue cavale.

Un interrogatoire d'importance, selon la procureure de Paris, Laure Beccuau: cette "première audition" sera le temps des "premières déclarations", a-t-elle souligné vendredi dans une interview à RMC/BFM TV.

Sollicités mercredi par l'AFP, les avocats du suspect, Benoit David et Lucas Montagnier, n'ont pas souhaité faire de déclaration en amont de l'audition.

- Hélicoptère -

Au moins quarante autres personnes sont mises en examen dans cette affaire tentaculaire qui a mobilisé des moyens exceptionnels pour interpellier les suspects, dont certains étaient en fuite en Thaïlande, en Allemagne et au Maroc.

L'évasion de celui qui est surnommé "La Mouche" s'était déroulée le 14 mai 2024 dans l'Eure lors d'une précédente extraction qui s'est transformée en véritable guet-apens, coûtant la vie à deux agents pénitentiaires et en blessant grièvement trois autres.

Mohamed Amra se trouvait dans un fourgon pénitentiaire au péage d'Incarville quand un commando l'a libéré dans une attaque ultra-

violente. Il est ensuite parti en cavale pendant neuf mois, mais a été arrêté le 22 février à Bucarest avant d'être remis à la France.

Mercredi, cette nouvelle extraction a été réalisée sous haute sécurité, avec à la manoeuvre le Groupe d'intervention de la gendarmerie nationale (GIGN), unité d'élite spécialisée dans la gestion de crises et les missions dangereuses.

Peu après 07h30, Mohamed Amra a été extrait par hélicoptère de la prison de Condé-sur-Sarthe (Orne), a indiqué une autre source proche du dossier à l'AFP, comme avaient pu le constater des journalistes de l'AFP sur place.

A bord, il était équipé d'un casque antibruit avec une cagoule sur la tête "pour l'empêcher de mémoriser le trajet", a précisé l'une des sources proches du dossier.

Puis il a été conduit de la base aérienne de Vélizy-Villacoublay au tribunal de Paris, où il est arrivé vers 09H30 escorté par un convoi de quatre véhicules et deux motards, a constaté une journaliste de l'AFP.

"Avancer vite"

La révélation par la presse de cette extraction prochaine avait suscité l'indignation de syndicats pénitentiaires, appelant à une audition en visioconférence ou à un déplacement des magistrats au sein même de la prison où est détenu Mohamed Amra, pour minimiser les risques.

Mais la procureure de Paris, Laure Beccuau, a défendu le choix des juges de le faire venir à Paris.

"Lorsqu'on parle de Mohamed Amra, l'idée qu'on l'extraie pour le faire voyager dans un véhicule pénitentiaire, c'est la reviviscence de l'attaque effroyable" lors de son évasion, avait-elle reconnu. "C'est, chez les agents pénitentiaires, la crainte que les faits se reproduisent".

Mais si les juges ont choisi de le faire venir, c'est "parce qu'ils veulent désormais que le dossier avance vite", avait affirmé Mme Beccuau sur RMC/BFM.

"On va peut-être lui opposer des pièces de procédure, des scellés. (...) Vous n' imaginez évidemment pas trois magistrats instructeurs se déplacer avec l'intégralité des scellés. Et puis il faut aussi des conditions d'audition sur un interrogatoire qui va durer longtemps", avait-elle relevé.

clw-mch/cal/pta



https://medias.franceantilles.fr/api/v1/images/view/68494ef8b39328128e0f1cd5/width_1000/image.jpg

Audition d'Amra: le narcotrafiquant arrive au palais de justice de Paris • LUCIE CARBAJAL Mohamed Amra extrait de prison en hélicoptère en vue de son audition



A Paris, Mohamed Amra interrogé pour la première fois sur son évasion meurtrière

Par Clara WRIGHT, avec Mathieu CHAMPEAU à Condé-sur-Sarthe

Paris, 11 juin 2025 (AFP) - Répondra-t-il aux questions des juges spécialisés ? Le narcotraquant Mohamed Amra est arrivé mercredi au tribunal de Paris pour son premier interrogatoire sur son évasion meurtrière en mai 2024, après avoir été extrait le matin-même de sa prison par hélicoptère.

Il doit désormais être entendu par les juges de la Juridiction nationale de lutte contre le crime organisé (Junalco) chargés des investigations, ouvertes notamment pour meurtres en bande organisée en récidive.

Selon une source proche du dossier, l'interrogatoire évoquera aussi son accès aux droits de la défense et ses conditions de détention, que Mohamed Amra a déjà dénoncées par la voix de l'un de ses avocats.

Si le suspect a exprimé des réticences pour répondre sur le fond du dossier, d'après cette source, cette audition doit permettre de le questionner sur la préparation de son évasion, sur le jour J de l'opération puis sur sa longue cavale.

Un interrogatoire d'importance, selon la procureure de Paris, Laure Beccuau: cette "première audition" sera le temps des "premières déclarations", a-t-elle souligné vendredi dans une interview à RMC/BFM TV.

Sollicités mercredi par l'AFP, les avocats du suspect, Benoit David et Lucas Montagnier, n'ont pas souhaité faire de déclaration en amont de l'audition.

- Hélicoptère -

Au moins quarante autres personnes sont mises en examen dans cette affaire tentaculaire qui a mobilisé des moyens exceptionnels pour interpellier les suspects, dont certains étaient en fuite en Thaïlande, en Allemagne et au Maroc.

L'évasion de celui qui est surnommé "La Mouche" s'était déroulée le 14 mai 2024 dans l'Eure lors d'une précédente extraction qui s'est transformée en véritable guet-apens, coûtant la vie à deux agents pénitentiaires et en blessant grièvement trois autres.

Mohamed Amra se trouvait dans un fourgon pénitentiaire au péage d'Incarville quand un commando l'a libéré dans une attaque ultra-

violente. Il est ensuite parti en cavale pendant neuf mois, mais a été arrêté le 22 février à Bucarest avant d'être remis à la France.

Mercredi, cette nouvelle extraction a été réalisée sous haute sécurité, avec à la manoeuvre le Groupe d'intervention de la gendarmerie nationale (GIGN), unité d'élite spécialisée dans la gestion de crises et les missions dangereuses.

Peu après 07h30, Mohamed Amra a été extrait par hélicoptère de la prison de Condé-sur-Sarthe (Orne), a indiqué une autre source proche du dossier à l'AFP, comme avaient pu le constater des journalistes de l'AFP sur place.

A bord, il était équipé d'un casque antibruit avec une cagoule sur la tête "pour l'empêcher de mémoriser le trajet", a précisé l'une des sources proches du dossier.

Puis il a été conduit de la base aérienne de Vélizy-Villacoublay au tribunal de Paris, où il est arrivé vers 09H30 escorté par un convoi de quatre véhicules et deux motards, a constaté une journaliste de l'AFP.

- "Avancer vite" -

La révélation par la presse de cette extraction prochaine avait suscité l'indignation de syndicats pénitentiaires, appelant à une audition en visioconférence ou à un déplacement des magistrats au sein même de la prison où est détenu Mohamed Amra, pour minimiser les risques.

Mais la procureure de Paris, Laure Beccau, a défendu le choix des juges de le faire venir à Paris.

"Lorsqu'on parle de Mohamed Amra, l'idée qu'on l'extraie pour le faire voyager dans un véhicule pénitentiaire, c'est la reviviscence de l'attaque effroyable" lors de son évasion, avait-elle reconnu. "C'est, chez les agents pénitentiaires, la crainte que les faits se reproduisent".

Mais si les juges ont choisi de le faire venir, c'est "parce qu'ils veulent désormais que le dossier avance vite", avait affirmé Mme Beccau sur RMC/BFM.

"On va peut-être lui opposer des pièces de procédure, des scellés. (...) Vous n' imaginez évidemment pas trois magistrats instructeurs se déplacer avec l'intégralité des scellés. Et puis il faut aussi des conditions d'audition sur un interrogatoire qui va durer longtemps", avait-elle relevé.



: CORSE-MATIN

A Paris, Mohamed Amra interrogé pour la première fois sur son évasion meurtrière

Par AFP Un hélicoptère de la gendarmerie se prépare à atterrir à la prison de Condé-sur-Sarthe, en vue du transfert du trafiquant de drogue

Mohamed Amra depuis l'établissement situé dans le nord de la France, tôt le 11 juin 2025, pour une comparution au Palais...

PHOTO AFP / JEAN-FRANCOIS MONIER

Répondra-t-il aux questions des juges spécialisés ? Le narcotrafiquant Mohamed Amra est arrivé mercredi au tribunal de Paris pour son premier interrogatoire sur son évasion meurtrière en mai 2024, après avoir été extrait le matin-même de sa prison par hélicoptère

Il doit désormais être entendu par les juges de la Juridiction nationale de lutte contre le crime organisé (Junalco) chargés des investigations, ouvertes notamment pour meurtres en bande organisée en récidive.

Selon une source proche du dossier, l'interrogatoire évoquera aussi son accès aux droits de la défense et ses conditions de détention, que Mohamed Amra a déjà dénoncées par la voix de l'un de ses avocats.

Si le suspect a exprimé des réticences pour répondre sur le fond du dossier, d'après cette source, cette audition doit permettre de le questionner sur la préparation de son évasion, sur le jour J de l'opération puis sur sa longue cavale.

Un interrogatoire d'importance, selon la procureure de Paris, Laure Beccuau: cette "première audition" sera le temps des "premières déclarations", a-t-elle souligné vendredi dans une interview à RMC/BFMTV.

Sollicités mercredi par l'AFP, les avocats du suspect, Benoit David et Lucas Montagnier, n'ont pas souhaité faire de déclaration en amont de l'audition.

- Hélicoptère -

Au moins quarante autres personnes sont mises en examen dans cette affaire tentaculaire qui a mobilisé des moyens exceptionnels pour interpellier les suspects, dont certains étaient en fuite en Thaïlande, en Allemagne et au Maroc.

L'évasion de celui qui est surnommé "La Mouche" s'était déroulée le 14 mai 2024 dans l'Eure lors d'une précédente extraction qui s'est transformée en véritable guet-apens, coûtant la vie à deux agents pénitentiaires et en blessant grièvement trois autres.

Mohamed Amra se trouvait dans un fourgon pénitentiaire au péage d'Incarville quand un commando l'a libéré dans une attaque ultra-violente. Il est ensuite parti en cavale pendant neuf mois, mais a été arrêté le 22 février à Bucarest avant d'être remis à la France.

Mercredi, cette nouvelle extraction a été réalisée sous haute sécurité, avec à la manoeuvre le Groupe d'intervention de la gendarmerie nationale (GIGN), unité d'élite spécialisée dans la gestion de crises et les missions dangereuses.

Peu après 07h30, Mohamed Amra a été extrait par hélicoptère de la prison de Condé-sur-Sarthe (Orne), a indiqué une autre source proche du dossier à l'AFP, comme avaient pu le constater des journalistes de l'AFP sur place.

A bord, il était équipé d'un casque antibruit avec une cagoule sur la tête "pour l'empêcher de mémoriser le trajet", a précisé l'une des sources proches du dossier.

Puis il a été conduit de la base aérienne de Vélizy-Villacoublay au tribunal de Paris, où il est arrivé vers 09H30 escorté par un convoi de quatre véhicules et deux motards, a constaté une journaliste de l'AFP.

- "Avancer vite" -

La révélation par la presse de cette extraction prochaine avait suscité l'indignation de syndicats pénitentiaires, appelant à une audition en visioconférence ou à un déplacement des magistrats au sein même de la prison où est détenu Mohamed Amra, pour minimiser les risques.

Mais la procureure de Paris, Laure Beccau, a défendu le choix des juges de le faire venir à Paris.

"Lorsqu'on parle de Mohamed Amra, l'idée qu'on l'extraie pour le faire voyager dans un véhicule pénitentiaire, c'est la reviviscence de l'attaque effroyable" lors de son évasion, avait-elle reconnu. "C'est, chez les agents pénitentiaires, la crainte que les faits se reproduisent".

Mais si les juges ont choisi de le faire venir, c'est "parce qu'ils veulent désormais que le dossier avance vite", avait affirmé Mme Beccau sur RMC/BFM.

"On va peut-être lui opposer des pièces de procédure, des scellés. (...) Vous n'imaginez évidemment pas trois magistrats instructeurs se déplacer avec l'intégralité des scellés. Et puis il faut aussi des

conditions d'audition sur un interrogatoire qui va durer longtemps", avait-elle relevé.

Votre opinion compte pour nous. Rejoignez la communauté corse-matin .com en réagissant sur l'article A Paris, Mohamed Amra interrogé pour la première fois sur son évasion meurtrière



<https://pictures.corsematin.com/cdn-cgi/image//media/afp/20689953b76331a331d33e189aedc11c7fbf1c34.jpg>

Un médecin légiste sur le site d'une attaque à la voiture bélier contre un fourgon pénitentiaire, au péage routier à Incarville, dans l'Eure, le 14 mai 2024 PHOTO AFP / ALAIN JOCARD Le trafiquant de drogue français Mohamed Amra (c) escorté par des policiers hors de la Cour d'appel de Bucarest, le 23 février 2025 en Roumanie, au lendemain de son arrestation en vertu d'un mandat d'arrêt européen



<https://pictures.corsematin.com/cdn-cgi/image/width=828,format=auto,quality=80/media/afp/0185f3a4d2f145978666c08bd0e40bc3e1d19517.jpg>

Un médecin légiste sur le site d'une attaque à la voiture bélier contre un fourgon pénitentiaire, au péage routier à Incarville, dans

l'Eure, le 14 mai 2024 PHOTO AFP / ALAIN JOCARD Le trafiquant de drogue français Mohamed Amra (c) escorté par des policiers hors de la Cour d'appel de Bucarest, le 23 février 2025 en Roumanie, au lendemain de son arrestation en vertu d'un mandat d'arrêt européen



<https://pictures.corsematin.com/cdn-cgi/image/width=828,format=auto,quality=80/media/afp/45477502cb1f255869d7385cf8cc5a5536e1d0fe.jpg>



A Paris, Mohamed Amra garde le silence sur son évasion meurtrière devant les juges



Un hélicoptère de la gendarmerie se prépare à atterrir à la prison de Condé-sur-Sarthe, en vue du transfert du trafiquant de drogue Mohamed Amra depuis l'établissement situé dans le nord de la France, tôt le 11 juin 2025, pour une comparution au Palais...

Le narcotraffiquant Mohamed Amra, extrait mercredi matin sous haute sécurité de la prison de Condé-sur-Sarthe (Orne), n'a pas répondu aux questions des juges spécialisés sur son évasion meurtrière en mai 2024, ont indiqué à la presse ses avocats à l'issue de son premier interrogatoire au tribunal de Paris

Entendu pendant trois heures par les trois juges de la Juridiction nationale de lutte contre le crime organisé (Junalco) chargés des investigations, ouvertes notamment pour meurtres en bande organisée en récidive, M. Amra a fait "de simples déclarations" sans répondre sur le fond, a indiqué son avocat Lucas Montagnier. Le suspect a notamment évoqué "ses conditions" de détention "au quotidien", a précisé son autre avocat, Benoît David.

"Ce choix ne résulte pas d'un procédé, ni d'une défiance vis-à-vis de l'institution judiciaire, mais d'un constat inquiétant": "Nous n'avons pas pu préparer cet interrogatoire dans des conditions sereines et conformes aux droits de la défense", a affirmé Me Montagnier.

Lors de leurs entretiens, un surveillant, posté derrière une porte vitrée, "peut entendre les échanges, voir les documents", s'est indigné Me Montagnier, dénonçant une "absence de confidentialité" et une "atteinte grave" aux droits de la défense. Constamment "menotté", Amra ne peut non plus pas "prendre de notes" pour suivre son dossier et n'a accès "qu'une fois par jour au téléphone fixe" pour appeler ses conseils.

L'audition du jour devait permettre de le questionner sur la préparation de son évasion, sur le jour J de l'opération puis sur sa longue cavale. "M. Amra répondra aux questions des juges lorsque la confidentialité de nos échanges sera pleinement garantie", a assuré Me Montagnier.

"Si les juges doivent pouvoir exercer leur fonction sereinement et sans aucune pression, nous voulons rappeler qu'il en va de même pour la défense", a-t-il insisté.

- Casque antibruit et bandeau -

Au moins quarante autres personnes sont mises en examen dans cette affaire tentaculaire qui a mobilisé des moyens exceptionnels pour interpellier les suspects, dont certains étaient en fuite en Thaïlande, en Allemagne et au Maroc.



Un médecin légiste sur le site d'une attaque à la voiture bélier contre un fourgon pénitentiaire, au péage routier à Incarville, dans l'Eure, le 14 mai 2024 PHOTO AFP / ALAIN JOCARD

L'évasion de celui qui est surnommé "La Mouche" s'était déroulée le 14 mai 2024 dans l'Eure lors d'une précédente extraction qui s'est transformée en véritable guet-apens, coûtant la vie à deux agents pénitentiaires et en blessant grièvement trois autres.

Mohamed Amra se trouvait dans un fourgon pénitentiaire au péage d'Incarville quand un commando l'a libéré dans une attaque ultra-violente. Il est ensuite parti en cavale pendant neuf mois, mais a été arrêté le 22 février à Bucarest avant d'être remis à la France.

Mercredi, cette nouvelle extraction a été réalisée sous haute sécurité, avec à la manoeuvre le Groupe d'intervention de la gendarmerie nationale (GIGN), unité d'élite spécialisée dans la gestion de crises et les missions dangereuses.



Le trafiquant de drogue français Mohamed Amra (c) escorté par des policiers hors de la Cour d'appel de Bucarest, le 23 février 2025 en Roumanie, au lendemain de son arrestation en vertu d'un mandat d'arrêt européen PHOTO AFP / Daniel MIHAILESCU

Peu après 07h30, Mohamed Amra a été extrait par hélicoptère de sa prison dans l'Orne. A bord, il était équipé d'un casque antibruit, avec un bandeau sur les yeux "pour l'empêcher de mémoriser le trajet", selon une source proche du dossier.

- "Pression" -

Puis il a été conduit de la base aérienne de Vélizy-Villacoublay (Yvelines) au tribunal de Paris où il est arrivé vers 09H30, escorté par un convoi de quatre véhicules et deux motards, a constaté une journaliste de l'AFP.

La révélation par la presse de cette extraction avait auparavant suscité l'indignation de syndicats pénitentiaires, appelant à une audition en visioconférence ou à un déplacement des magistrats au sein même de la prison de Condé, pour minimiser les risques.

Cette "pression" mise pour "empêcher une quelconque extraction" est "un réel problème", a souligné son autre avocat, Benoît David. "Une bonne justice a certes un coût, mais elle n'a pas de prix dans une société démocratique", a insisté Me David.

Si les juges ont choisi de le faire venir, c'est "parce qu'ils veulent désormais que le dossier avance vite", avait justifié la procureure de Paris, Laure Beccau, sur RMC/BFM.

"On va peut-être lui opposer des pièces de procédure, des scellés. (...) Vous n'imaginez évidemment pas trois magistrats instructeurs se déplacer avec l'intégralité des scellés. Et puis il faut aussi des

conditions d'audition sur un interrogatoire qui va durer longtemps", avait-elle relevé.

Il vous reste 89% à lire.

Ceci n'est pas une offre d'abonnement

Continuez de lire tous les articles gratuits en vous inscrivant

c'est simple et gratuit !

Adresse email Mot de passe Je souhaite recevoir des communications informatives et commerciales de la part de La Provence En cliquant sur "S'inscrire", vous reconnaissez avoir pris connaissance des conditions générales d'utilisation et de la politique de protection des données, et les accepter. Déjà inscrit ? Connectez-vous.

Je préfère lire la suite de cet article gratuitement en regardant une publicité :

Connexion

Adresse email Mot de passe Pas encore inscrit ? Inscrivez-vous gratuitement.

par Import



A Paris, Mohamed Amra interrogé pour la première fois sur son évasion meurtrière

[//blogs.mediapart.fr/la-redaction-de-med\[...\]](#)¹

Répondra-t-il aux questions des juges spécialisés ? Le narcotrafiquant Mohamed Amra est arrivé mercredi au tribunal de Paris pour son premier interrogatoire sur son évasion meurtrière en mai 2024, après avoir été extrait le matin-même de sa prison par hélicoptère.

Il doit désormais être entendu par les juges de la Juridiction nationale de lutte contre le crime organisé (Junalco) chargés des investigations, ouvertes notamment pour meurtres en bande organisée en récidive.

Selon une source proche du dossier, l'interrogatoire évoquera aussi son accès aux droits de la défense et ses conditions de détention, que Mohamed Amra a déjà dénoncées par la voix de l'un de ses avocats.

Si le suspect a exprimé des réticences pour répondre sur le fond du dossier, d'après cette source, cette audition doit permettre de le questionner sur la préparation de son évasion, sur le jour J de l'opération puis sur sa longue cavale.

Un interrogatoire d'importance, selon la procureure de Paris, Laure Beccauau: cette « première audition » sera le temps des « premières déclarations », a-t-elle souligné vendredi dans une interview à RMC/BFMTV.

Sollicités mercredi par l'AFP, les avocats du suspect, Benoit David et Lucas Montagnier, n'ont pas souhaité faire de déclaration en amont de l'audition.

- Hélicoptère -

Au moins quarante autres personnes sont mises en examen dans cette affaire tentaculaire qui a mobilisé des moyens exceptionnels pour interpellier les suspects, dont certains étaient en fuite en Thaïlande, en Allemagne et au Maroc.

L'évasion de celui qui est surnommé « La Mouche » s'était déroulée le 14 mai 2024 dans l'Eure lors d'une précédente extraction qui s'est transformée en véritable guet-apens, coûtant la vie à deux agents pénitentiaires et en blessant grièvement trois autres.

Mohamed Amra se trouvait dans un fourgon pénitentiaire au péage d'Incarville quand un commando l'a libéré dans une attaque ultra-

violente. Il est ensuite parti en cavale pendant neuf mois, mais a été arrêté le 22 février à Bucarest avant d'être remis à la France.

Mercredi, cette nouvelle extraction a été réalisée sous haute sécurité, avec à la manoeuvre le Groupe d'intervention de la gendarmerie nationale (GIGN), unité d'élite spécialisée dans la gestion de crises et les missions dangereuses.

Peu après 07h30, Mohamed Amra a été extrait par hélicoptère de la prison de Condé-sur-Sarthe (Orne), a indiqué une autre source proche du dossier à l'AFP, comme avaient pu le constater des journalistes de l'AFP sur place.

A bord, il était équipé d'un casque antibruit avec une cagoule sur la tête « pour l'empêcher de mémoriser le trajet », a précisé l'une des sources proches du dossier.

Puis il a été conduit de la base aérienne de Vélizy-Villacoublay au tribunal de Paris, où il est arrivé vers 09H30 escorté par un convoi de quatre véhicules et deux motards, a constaté une journaliste de l'AFP.

- « Avancer vite » -

La révélation par la presse de cette extraction prochaine avait suscité l'indignation de syndicats pénitentiaires, appelant à une audition en visioconférence ou à un déplacement des magistrats au sein même de la prison où est détenu Mohamed Amra, pour minimiser les risques.

Mais la procureure de Paris, Laure Beccau, a défendu le choix des juges de le faire venir à Paris.

« Lorsqu'on parle de Mohamed Amra, l'idée qu'on l'extrait pour le faire voyager dans un véhicule pénitentiaire, c'est la reviviscence de l'attaque effroyable » lors de son évasion, avait-elle reconnu. « C'est, chez les agents pénitentiaires, la crainte que les faits se reproduisent ».

Mais si les juges ont choisi de le faire venir, c'est « parce qu'ils veulent désormais que le dossier avance vite », avait affirmé Mme Beccau sur RMC/BFM.

« On va peut-être lui opposer des pièces de procédure, des scellés. (...) Vous n' imaginez évidemment pas trois magistrats instructeurs se déplacer avec l'intégralité des scellés. Et puis il faut aussi des conditions d'audition sur un interrogatoire qui va durer longtemps », avait-elle relevé.

par France-E

1 : [//blogs.mediapart.fr/la-redaction-de-mediapart/blog/070120/mediapart-confie-l-afp-son-fil-d-actualites](https://blogs.mediapart.fr/la-redaction-de-mediapart/blog/070120/mediapart-confie-l-afp-son-fil-d-actualites)



FRANCE-MONDE

: LEST-ECLAIR.FR

Mohamed Amra garde le silence sur son évasion meurtrière lors de son premier interrogatoire



Un hélicoptère de la gendarmerie se pose à la prison de Condé-sur-Sarthe, le 11 juin 2025 dans l



Un médecin légiste sur le site d

Le narcotrafiquant Mohamed Amra, extrait mercredi matin sous haute sécurité de la prison de Condé-sur-Sarthe (Orne), n'a pas répondu aux questions des juges spécialisés sur son évasion meurtrière en mai 2024, lors de son premier interrogatoire au tribunal de Paris.

Le suspect a été ramené sous haute surveillance policière mercredi après-midi dans sa prison ultrasécurisée.

Entendu pendant trois heures par les trois juges de la Juridiction nationale de lutte contre le crime organisé (Junalco) chargés des investigations sur son évasion au péage d'Incarville qui a coûté la vie à deux agents pénitentiaires, M. Amra a fait "de simples déclara-

tions" sans répondre sur le fond, a indiqué son avocat Lucas Montagnier.

Mohamed Amra, poursuivi pour meurtres en bande organisée en récidive, a notamment évoqué "ses conditions" de détention "au quotidien", a précisé son autre avocat, Benoît David.

Me Montagnier a balayé tout "procédé" ou "défiance", et avancé l'impossibilité de "préparer cet interrogatoire dans des conditions sereines et conformes aux droits de la défense".

Lors de leurs entretiens, un surveillant, posté derrière une porte vitrée, "peut entendre les échanges, voir les documents", a accusé Me Montagnier, dénonçant une "absence de confidentialité" et une "atteinte grave" aux droits de la défense.

L'audition du jour devait permettre de le questionner sur la préparation de son évasion, sur le jour J de l'opération puis sur sa longue cavale. "M. Amra répondra aux questions des juges lorsque la confidentialité de nos échanges sera pleinement garantie", a assuré Me Montagnier.

- Casque antibruit et bandeau -

Dans un communiqué, Laure Beccuau, procureure de Paris et de la Junalco a indiqué que cet interrogatoire avait été préparé en amont "avec l'administration pénitentiaire" mais aussi avec la défense du mis en cause "afin de s'assurer que l'intéressé était disposé à s'expliquer, afin que ces efforts ne soient pas déployés en vain."

Elle a confirmé le refus de s'exprimer de Mohamed Amra "en arguant d'un manque de confidentialité de ses entretiens avec ses avocats sur son lieu de détention."

Au moins 41 autres personnes sont mises en examen, dont 30 sont en détention provisoire, dans cette affaire tentaculaire qui a mobilisé des moyens exceptionnels pour interpellier les suspects, dont certains étaient en fuite à l'étranger. Deux protagonistes sont attendus du Maroc.

Mohamed Amra, surnommé La Mouche, s'était évadé le 14 mai 2024 dans l'Eure lors d'une précédente extraction qui s'est transformée en véritable guet-apens: deux agents pénitentiaires ont été abattus, trois autres grièvement blessés.

Il se trouvait dans un fourgon pénitentiaire au péage d'Incarville quand un commando l'a libéré dans une attaque ultraviolente. Il est ensuite parti en cavale pendant neuf mois, mais a été arrêté le 22 février à Bucarest avant d'être remis à la France.

Mercredi, cette nouvelle extraction a été réalisée sous haute sécurité, avec à la manoeuvre le Groupe d'intervention de la gendarmerie

nationale (GIGN), unité d'élite spécialisée dans la gestion de crises et les missions dangereuses.

Peu après 07h30, Mohamed Amra a été extrait par hélicoptère de sa prison dans l'Orne. A bord, il était équipé d'un casque antibruit, avec un bandeau sur les yeux "pour l'empêcher de mémoriser le trajet", selon une source proche du dossier.

- Indignation -

Puis il a été conduit de la base aérienne de Vélizy-Villacoublay (Yvelines) au tribunal de Paris où il est arrivé vers 09H30, escorté par quatre véhicules et deux motards.

Les syndicats pénitentiaires s'étaient indignés de cette extraction, appelant à une audition en visioconférence ou à un déplacement des magistrats au sein même de la prison de Condé, pour minimiser les risques.

Cette "pression" mise pour "empêcher une quelconque extraction" est "un réel problème", a souligné Me Benoît David. "Une bonne justice a certes un coût, mais elle n'a pas de prix dans une société démocratique", a-t-il insisté.

Les juges ont estimé "impératif" de le faire venir pour qu'il s'explique "dans des conditions procédurales, matérielles et de confidentialité adaptées et incontestables", a justifié Laure Becquau.

M. Amra a été invité à s'exprimer sur "des pièces de la procédure, notamment des photographies et un document vidéo" a souligné la procureure. En vain.

par Clara Wright et Mathieu Champeau A Conde-Sur-Sarthe



FRANCE-MONDE

: LUNION.FR

Mohamed Amra garde le silence sur son évasion meurtrière lors de son premier interrogatoire



Un hélicoptère de la gendarmerie se pose à la prison de Condé-sur-Sarthe, le 11 juin 2025 dans l



Un médecin légiste sur le site d

Le narcotrafiquant Mohamed Amra, extrait mercredi matin sous haute sécurité de la prison de Condé-sur-Sarthe (Orne), n'a pas répondu aux questions des juges spécialisés sur son évasion meurtrière en mai 2024, lors de son premier interrogatoire au tribunal de Paris.

Le suspect a été ramené sous haute surveillance policière mercredi après-midi dans sa prison ultrasécurisée.

Entendu pendant trois heures par les trois juges de la Juridiction nationale de lutte contre le crime organisé (Junalco) chargés des investigations sur son évasion au péage d'Incarville qui a coûté la vie à deux agents pénitentiaires, M. Amra a fait "de simples déclara-

tions" sans répondre sur le fond, a indiqué son avocat Lucas Montagnier.

Mohamed Amra, poursuivi pour meurtres en bande organisée en récidive, a notamment évoqué "ses conditions" de détention "au quotidien", a précisé son autre avocat, Benoît David.

Me Montagnier a balayé tout "procédé" ou "défiance", et avancé l'impossibilité de "préparer cet interrogatoire dans des conditions sereines et conformes aux droits de la défense".

Lors de leurs entretiens, un surveillant, posté derrière une porte vitrée, "peut entendre les échanges, voir les documents", a accusé Me Montagnier, dénonçant une "absence de confidentialité" et une "atteinte grave" aux droits de la défense.

L'audition du jour devait permettre de le questionner sur la préparation de son évasion, sur le jour J de l'opération puis sur sa longue cavale. "M. Amra répondra aux questions des juges lorsque la confidentialité de nos échanges sera pleinement garantie", a assuré Me Montagnier.

- Casque antibruit et bandeau -

Dans un communiqué, Laure Beccuau, procureure de Paris et de la Junalco a indiqué que cet interrogatoire avait été préparé en amont "avec l'administration pénitentiaire" mais aussi avec la défense du mis en cause "afin de s'assurer que l'intéressé était disposé à s'expliquer, afin que ces efforts ne soient pas déployés en vain."

Elle a confirmé le refus de s'exprimer de Mohamed Amra "en arguant d'un manque de confidentialité de ses entretiens avec ses avocats sur son lieu de détention."

Au moins 41 autres personnes sont mises en examen, dont 30 sont en détention provisoire, dans cette affaire tentaculaire qui a mobilisé des moyens exceptionnels pour interpellier les suspects, dont certains étaient en fuite à l'étranger. Deux protagonistes sont attendus du Maroc.

Mohamed Amra, surnommé La Mouche, s'était évadé le 14 mai 2024 dans l'Eure lors d'une précédente extraction qui s'est transformée en véritable guet-apens: deux agents pénitentiaires ont été abattus, trois autres grièvement blessés.

Il se trouvait dans un fourgon pénitentiaire au péage d'Incarville quand un commando l'a libéré dans une attaque ultraviolente. Il est ensuite parti en cavale pendant neuf mois, mais a été arrêté le 22 février à Bucarest avant d'être remis à la France.

Mercredi, cette nouvelle extraction a été réalisée sous haute sécurité, avec à la manoeuvre le Groupe d'intervention de la gendarmerie

nationale (GIGN), unité d'élite spécialisée dans la gestion de crises et les missions dangereuses.

Peu après 07h30, Mohamed Amra a été extrait par hélicoptère de sa prison dans l'Orne. A bord, il était équipé d'un casque antibruit, avec un bandeau sur les yeux "pour l'empêcher de mémoriser le trajet", selon une source proche du dossier.

- Indignation -

Puis il a été conduit de la base aérienne de Vélizy-Villacoublay (Yvelines) au tribunal de Paris où il est arrivé vers 09H30, escorté par quatre véhicules et deux motards.

Les syndicats pénitentiaires s'étaient indignés de cette extraction, appelant à une audition en visioconférence ou à un déplacement des magistrats au sein même de la prison de Condé, pour minimiser les risques.

Cette "pression" mise pour "empêcher une quelconque extraction" est "un réel problème", a souligné Me Benoît David. "Une bonne justice a certes un coût, mais elle n'a pas de prix dans une société démocratique", a-t-il insisté.

Les juges ont estimé "impératif" de le faire venir pour qu'il s'explique "dans des conditions procédurales, matérielles et de confidentialité adaptées et incontestables", a justifié Laure Becquau.

M. Amra a été invité à s'exprimer sur "des pièces de la procédure, notamment des photographies et un document vidéo" a souligné la procureure. En vain.

par Clara Wright et Mathieu Champeau A Conde-Sur-Sarthe



FRANCE-MONDE

: LIBERATION-CHAMPAGNE.FR

Mohamed Amra garde le silence sur son évasion meurtrière lors de son premier interrogatoire



Un hélicoptère de la gendarmerie se pose à la prison de Condé-sur-Sarthe, le 11 juin 2025 dans l



Un médecin légiste sur le site d

Le narcotrafiquant Mohamed Amra, extrait mercredi matin sous haute sécurité de la prison de Condé-sur-Sarthe (Orne), n'a pas répondu aux questions des juges spécialisés sur son évasion meurtrière en mai 2024, lors de son premier interrogatoire au tribunal de Paris.

Le suspect a été ramené sous haute surveillance policière mercredi après-midi dans sa prison ultrasécurisée.

Entendu pendant trois heures par les trois juges de la Juridiction nationale de lutte contre le crime organisé (Junalco) chargés des investigations sur son évasion au péage d'Incarville qui a coûté la vie à deux agents pénitentiaires, M. Amra a fait "de simples déclara-

tions" sans répondre sur le fond, a indiqué son avocat Lucas Montagnier.

Mohamed Amra, poursuivi pour meurtres en bande organisée en récidive, a notamment évoqué "ses conditions" de détention "au quotidien", a précisé son autre avocat, Benoît David.

Me Montagnier a balayé tout "procédé" ou "défiance", et avancé l'impossibilité de "préparer cet interrogatoire dans des conditions sereines et conformes aux droits de la défense".

Lors de leurs entretiens, un surveillant, posté derrière une porte vitrée, "peut entendre les échanges, voir les documents", a accusé Me Montagnier, dénonçant une "absence de confidentialité" et une "atteinte grave" aux droits de la défense.

L'audition du jour devait permettre de le questionner sur la préparation de son évasion, sur le jour J de l'opération puis sur sa longue cavale. "M. Amra répondra aux questions des juges lorsque la confidentialité de nos échanges sera pleinement garantie", a assuré Me Montagnier.

- Casque antibruit et bandeau -

Dans un communiqué, Laure Beccuau, procureure de Paris et de la Junalco a indiqué que cet interrogatoire avait été préparé en amont "avec l'administration pénitentiaire" mais aussi avec la défense du mis en cause "afin de s'assurer que l'intéressé était disposé à s'expliquer, afin que ces efforts ne soient pas déployés en vain."

Elle a confirmé le refus de s'exprimer de Mohamed Amra "en arguant d'un manque de confidentialité de ses entretiens avec ses avocats sur son lieu de détention."

Au moins 41 autres personnes sont mises en examen, dont 30 sont en détention provisoire, dans cette affaire tentaculaire qui a mobilisé des moyens exceptionnels pour interpellier les suspects, dont certains étaient en fuite à l'étranger. Deux protagonistes sont attendus du Maroc.

Mohamed Amra, surnommé La Mouche, s'était évadé le 14 mai 2024 dans l'Eure lors d'une précédente extraction qui s'est transformée en véritable guet-apens: deux agents pénitentiaires ont été abattus, trois autres grièvement blessés.

Il se trouvait dans un fourgon pénitentiaire au péage d'Incarville quand un commando l'a libéré dans une attaque ultraviolente. Il est ensuite parti en cavale pendant neuf mois, mais a été arrêté le 22 février à Bucarest avant d'être remis à la France.

Mercredi, cette nouvelle extraction a été réalisée sous haute sécurité, avec à la manoeuvre le Groupe d'intervention de la gendarmerie

nationale (GIGN), unité d'élite spécialisée dans la gestion de crises et les missions dangereuses.

Peu après 07h30, Mohamed Amra a été extrait par hélicoptère de sa prison dans l'Orne. A bord, il était équipé d'un casque antibruit, avec un bandeau sur les yeux "pour l'empêcher de mémoriser le trajet", selon une source proche du dossier.

- Indignation -

Puis il a été conduit de la base aérienne de Vélizy-Villacoublay (Yvelines) au tribunal de Paris où il est arrivé vers 09H30, escorté par quatre véhicules et deux motards.

Les syndicats pénitentiaires s'étaient indignés de cette extraction, appelant à une audition en visioconférence ou à un déplacement des magistrats au sein même de la prison de Condé, pour minimiser les risques.

Cette "pression" mise pour "empêcher une quelconque extraction" est "un réel problème", a souligné Me Benoît David. "Une bonne justice a certes un coût, mais elle n'a pas de prix dans une société démocratique", a-t-il insisté.

Les juges ont estimé "impératif" de le faire venir pour qu'il s'explique "dans des conditions procédurales, matérielles et de confidentialité adaptées et incontestables", a justifié Laure Becquau.

M. Amra a été invité à s'exprimer sur "des pièces de la procédure, notamment des photographies et un document vidéo" a souligné la procureure. En vain.

par Clara Wright et Mathieu Champeau A Conde-Sur-Sarthe



FRANCE-MONDE

: LARDENNAIS.FR

Mohamed Amra garde le silence sur son évasion meurtrière lors de son premier interrogatoire



Un hélicoptère de la gendarmerie se pose à la prison de Condé-sur-Sarthe, le 11 juin 2025 dans l



Un médecin légiste sur le site d

Le narcotrafiquant Mohamed Amra, extrait mercredi matin sous haute sécurité de la prison de Condé-sur-Sarthe (Orne), n'a pas répondu aux questions des juges spécialisés sur son évasion meurtrière en mai 2024, lors de son premier interrogatoire au tribunal de Paris.

Le suspect a été ramené sous haute surveillance policière mercredi après-midi dans sa prison ultrasécurisée.

Entendu pendant trois heures par les trois juges de la Juridiction nationale de lutte contre le crime organisé (Junalco) chargés des investigations sur son évasion au péage d'Incarville qui a coûté la vie à deux agents pénitentiaires, M. Amra a fait "de simples déclara-

tions" sans répondre sur le fond, a indiqué son avocat Lucas Montagnier.

Mohamed Amra, poursuivi pour meurtres en bande organisée en récidive, a notamment évoqué "ses conditions" de détention "au quotidien", a précisé son autre avocat, Benoît David.

Me Montagnier a balayé tout "procédé" ou "défiance", et avancé l'impossibilité de "préparer cet interrogatoire dans des conditions sereines et conformes aux droits de la défense".

Lors de leurs entretiens, un surveillant, posté derrière une porte vitrée, "peut entendre les échanges, voir les documents", a accusé Me Montagnier, dénonçant une "absence de confidentialité" et une "atteinte grave" aux droits de la défense.

L'audition du jour devait permettre de le questionner sur la préparation de son évasion, sur le jour J de l'opération puis sur sa longue cavale. "M. Amra répondra aux questions des juges lorsque la confidentialité de nos échanges sera pleinement garantie", a assuré Me Montagnier.

- Casque antibruit et bandeau -

Dans un communiqué, Laure Beccuau, procureure de Paris et de la Junalco a indiqué que cet interrogatoire avait été préparé en amont "avec l'administration pénitentiaire" mais aussi avec la défense du mis en cause "afin de s'assurer que l'intéressé était disposé à s'expliquer, afin que ces efforts ne soient pas déployés en vain."

Elle a confirmé le refus de s'exprimer de Mohamed Amra "en arguant d'un manque de confidentialité de ses entretiens avec ses avocats sur son lieu de détention."

Au moins 41 autres personnes sont mises en examen, dont 30 sont en détention provisoire, dans cette affaire tentaculaire qui a mobilisé des moyens exceptionnels pour interpellier les suspects, dont certains étaient en fuite à l'étranger. Deux protagonistes sont attendus du Maroc.

Mohamed Amra, surnommé La Mouche, s'était évadé le 14 mai 2024 dans l'Eure lors d'une précédente extraction qui s'est transformée en véritable guet-apens: deux agents pénitentiaires ont été abattus, trois autres grièvement blessés.

Il se trouvait dans un fourgon pénitentiaire au péage d'Incarville quand un commando l'a libéré dans une attaque ultraviolente. Il est ensuite parti en cavale pendant neuf mois, mais a été arrêté le 22 février à Bucarest avant d'être remis à la France.

Mercredi, cette nouvelle extraction a été réalisée sous haute sécurité, avec à la manoeuvre le Groupe d'intervention de la gendarmerie

nationale (GIGN), unité d'élite spécialisée dans la gestion de crises et les missions dangereuses.

Peu après 07h30, Mohamed Amra a été extrait par hélicoptère de sa prison dans l'Orne. A bord, il était équipé d'un casque antibruit, avec un bandeau sur les yeux "pour l'empêcher de mémoriser le trajet", selon une source proche du dossier.

- Indignation -

Puis il a été conduit de la base aérienne de Vélizy-Villacoublay (Yvelines) au tribunal de Paris où il est arrivé vers 09H30, escorté par quatre véhicules et deux motards.

Les syndicats pénitentiaires s'étaient indignés de cette extraction, appelant à une audition en visioconférence ou à un déplacement des magistrats au sein même de la prison de Condé, pour minimiser les risques.

Cette "pression" mise pour "empêcher une quelconque extraction" est "un réel problème", a souligné Me Benoît David. "Une bonne justice a certes un coût, mais elle n'a pas de prix dans une société démocratique", a-t-il insisté.

Les juges ont estimé "impératif" de le faire venir pour qu'il s'explique "dans des conditions procédurales, matérielles et de confidentialité adaptées et incontestables", a justifié Laure Becquau.

M. Amra a été invité à s'exprimer sur "des pièces de la procédure, notamment des photographies et un document vidéo" a souligné la procureure. En vain.

par Clara Wright et Mathieu Champeau A Conde-Sur-Sarthe



FRANCE-MONDE

: LIBERATION-CHAMPAGNE.FR

Mohamed Amra garde le silence sur son évasion meurtrière lors de son premier interrogatoire



Un hélicoptère de la gendarmerie se pose à la prison de Condé-sur-Sarthe, le 11 juin 2025 dans l



Un médecin légiste sur le site d



Mohamed Amra (c) escorté par des policiers, le 23 février 2025 à Bucarest, en Roumanie

Le narcotrafiquant Mohamed Amra, extrait mercredi matin sous haute sécurité de la prison de Condé-sur-Sarthe (Orne), n'a pas répondu aux questions des juges spécialisés sur son évvasion meurtrière en mai 2024, ont indiqué à la presse ses avocats à l'issue de son premier interrogatoire au tribunal de Paris.

Le suspect a été ramené sous haute surveillance policière mercredi après-midi dans la prison ultrasécurisée.

Entendu pendant trois heures par les trois juges de la Juridiction nationale de lutte contre le crime organisé (Junalco) chargés des investigations sur son évasion au péage d'Incarville qui a coûté la vie à deux agents pénitentiaires, M. Amra a fait "de simples déclarations" sans répondre sur le fond, a indiqué son avocat Lucas Montagnier.

Mohamed Amra, poursuivi pour meurtres en bande organisée en récidive, a notamment évoqué "ses conditions" de détention "au quotidien", a précisé son autre avocat, Benoît David.

"Ce choix ne résulte pas d'un procédé, ni d'une défiance vis-à-vis de l'institution judiciaire, mais d'un constat inquiétant": "Nous n'avons pas pu préparer cet interrogatoire dans des conditions sereines et conformes aux droits de la défense", a affirmé Me Montagnier.

Lors de leurs entretiens, un surveillant, posté derrière une porte vitrée, "peut entendre les échanges, voir les documents", s'est indigné Me Montagnier, dénonçant une "absence de confidentialité" et une "atteinte grave" aux droits de la défense.

Constamment "menotté", Mohamed Amra ne peut pas non plus "prendre de notes" pour suivre son dossier et n'a accès "qu'une fois par jour au téléphone fixe" pour appeler ses conseils.

L'audition du jour devait permettre de le questionner sur la préparation de son évasion, sur le jour J de l'opération puis sur sa longue cavale. "M. Amra répondra aux questions des juges lorsque la confi-

dentialité de nos échanges sera pleinement garantie", a assuré Me Montagnier.

"Si les juges doivent pouvoir exercer leur fonction sereinement et sans aucune pression, nous voulons rappeler qu'il en va de même pour la défense", a-t-il insisté.

- Casque antibruit et bandeau -

Au moins quarante autres personnes sont mises en examen dans cette affaire tentaculaire qui a mobilisé des moyens exceptionnels pour interpellier les suspects, dont certains étaient en fuite en Thaïlande, en Allemagne et au Maroc.

L'évasion de celui qui est surnommé "La Mouche" s'était déroulée le 14 mai 2024 dans l'Eure lors d'une précédente extraction qui s'est transformée en véritable guet-apens, coûtant la vie à deux agents pénitentiaires et en blessant grièvement trois autres.

Mohamed Amra se trouvait dans un fourgon pénitentiaire au péage d'Incarville quand un commando l'a libéré dans une attaque ultra-violente. Il est ensuite parti en cavale pendant neuf mois, mais a été arrêté le 22 février à Bucarest avant d'être remis à la France.

Mercredi, cette nouvelle extraction a été réalisée sous haute sécurité, avec à la manoeuvre le Groupe d'intervention de la gendarmerie nationale (GIGN), unité d'élite spécialisée dans la gestion de crises et les missions dangereuses.

Peu après 07h30, Mohamed Amra a été extrait par hélicoptère de sa prison dans l'Orne. A bord, il était équipé d'un casque antibruit, avec un bandeau sur les yeux "pour l'empêcher de mémoriser le trajet", selon une source proche du dossier.

- Indignation -

Puis il a été conduit de la base aérienne de Vélizy-Villacoublay (Yvelines) au tribunal de Paris où il est arrivé vers 09H30, escorté par un convoi de quatre véhicules et deux motards.

Cette extraction avait auparavant suscité l'indignation de syndicats pénitentiaires, appelant à une audition en visioconférence ou à un déplacement des magistrats au sein même de la prison de Condé, pour minimiser les risques.

Cette "pression" mise pour "empêcher une quelconque extraction" est "un réel problème", a souligné Me Benoît David. "Une bonne justice a certes un coût, mais elle n'a pas de prix dans une société démocratique", a-t-il insisté.

Si les juges ont choisi de le faire venir, c'est "parce qu'ils veulent désormais que le dossier avance vite", avait justifié la procureure de Paris, Laure Beccau.

"On va peut-être lui opposer des pièces de procédure, des scellés. (...) Vous n'imaginez évidemment pas trois magistrats instructeurs se déplacer avec l'intégralité des scellés. Et puis il faut aussi des conditions d'audition sur un interrogatoire qui va durer longtemps", avait-elle relevé.

par Clara Wright et Mathieu Champeau A Conde-Sur-Sarthe



FRANCE-MONDE

: LUNION.FR

Mohamed Amra garde le silence sur son évasion meurtrière lors de son premier interrogatoire



Un médecin légiste sur le site d



Mohamed Amra (c) escorté par des policiers, le 23 février 2025 à Bucarest, en Roumanie

Le narcotrafiquant Mohamed Amra, extrait mercredi matin sous haute sécurité de la prison de Condé-sur-Sarthe (Orne), n'a pas répondu aux questions des juges spécialisés sur son évasion meurtrière en mai 2024, ont indiqué à la presse ses avocats à l'issue de son premier interrogatoire au tribunal de Paris.

Le suspect a été ramené sous haute surveillance policière mercredi après-midi dans la prison ultrasécurisée.

Entendu pendant trois heures par les trois juges de la Juridiction nationale de lutte contre le crime organisé (Junalco) chargés des investigations sur son évasion au péage d'Incarville qui a coûté la vie à deux agents pénitentiaires, M. Amra a fait "de simples déclara-

tions" sans répondre sur le fond, a indiqué son avocat Lucas Montagnier.

Mohamed Amra, poursuivi pour meurtres en bande organisée en récidive, a notamment évoqué "ses conditions" de détention "au quotidien", a précisé son autre avocat, Benoît David.

"Ce choix ne résulte pas d'un procédé, ni d'une défiance vis-à-vis de l'institution judiciaire, mais d'un constat inquiétant": "Nous n'avons pas pu préparer cet interrogatoire dans des conditions sereines et conformes aux droits de la défense", a affirmé Me Montagnier.

Lors de leurs entretiens, un surveillant, posté derrière une porte vitrée, "peut entendre les échanges, voir les documents", s'est indigné Me Montagnier, dénonçant une "absence de confidentialité" et une "atteinte grave" aux droits de la défense.

Constamment "menotté", Mohamed Amra ne peut pas non plus "prendre de notes" pour suivre son dossier et n'a accès "qu'une fois par jour au téléphone fixe" pour appeler ses conseils.

L'audition du jour devait permettre de le questionner sur la préparation de son évasion, sur le jour J de l'opération puis sur sa longue cavale. "M. Amra répondra aux questions des juges lorsque la confidentialité de nos échanges sera pleinement garantie", a assuré Me Montagnier.

"Si les juges doivent pouvoir exercer leur fonction sereinement et sans aucune pression, nous voulons rappeler qu'il en va de même pour la défense", a-t-il insisté.

- Casque antibruit et bandeau -

Au moins quarante autres personnes sont mises en examen dans cette affaire tentaculaire qui a mobilisé des moyens exceptionnels pour interpellier les suspects, dont certains étaient en fuite en Thaïlande, en Allemagne et au Maroc.

L'évasion de celui qui est surnommé "La Mouche" s'était déroulée le 14 mai 2024 dans l'Eure lors d'une précédente extraction qui s'est transformée en véritable guet-apens, coûtant la vie à deux agents pénitentiaires et en blessant grièvement trois autres.

Mohamed Amra se trouvait dans un fourgon pénitentiaire au péage d'Incarville quand un commando l'a libéré dans une attaque ultra-violente. Il est ensuite parti en cavale pendant neuf mois, mais a été arrêté le 22 février à Bucarest avant d'être remis à la France.

Mercredi, cette nouvelle extraction a été réalisée sous haute sécurité, avec à la manœuvre le Groupe d'intervention de la gendarmerie nationale (GIGN), unité d'élite spécialisée dans la gestion de crises et les missions dangereuses.

Peu après 07h30, Mohamed Amra a été extrait par hélicoptère de sa prison dans l'Orne. A bord, il était équipé d'un casque antibruit, avec un bandeau sur les yeux "pour l'empêcher de mémoriser le trajet", selon une source proche du dossier.

- Indignation -

Puis il a été conduit de la base aérienne de Vélizy-Villacoublay (Yvelines) au tribunal de Paris où il est arrivé vers 09H30, escorté par un convoi de quatre véhicules et deux motards.

Cette extraction avait auparavant suscité l'indignation de syndicats pénitentiaires, appelant à une audition en visioconférence ou à un déplacement des magistrats au sein même de la prison de Condé, pour minimiser les risques.

Cette "pression" mise pour "empêcher une quelconque extraction" est "un réel problème", a souligné Me Benoît David. "Une bonne justice a certes un coût, mais elle n'a pas de prix dans une société démocratique", a-t-il insisté.

Si les juges ont choisi de le faire venir, c'est "parce qu'ils veulent désormais que le dossier avance vite", avait justifié la procureure de Paris, Laure Beccau.

"On va peut-être lui opposer des pièces de procédure, des scellés. (...) Vous n'imaginez évidemment pas trois magistrats instructeurs se déplacer avec l'intégralité des scellés. Et puis il faut aussi des conditions d'audition sur un interrogatoire qui va durer longtemps", avait-elle relevé.

par Clara Wright et Mathieu Champeau A Conde-Sur-Sarthe



FRANCE-MONDE

: LARDENNAIS.FR

Mohamed Amra garde le silence sur son évasion meurtrière lors de son premier interrogatoire



Un hélicoptère de la gendarmerie se pose à la prison de Condé-sur-Sarthe, le 11 juin 2025 dans l



Un médecin légiste sur le site d



Mohamed Amra (c) escorté par des policiers, le 23 février 2025 à Bucarest, en Roumanie

Le narcotrafiquant Mohamed Amra, extrait mercredi matin sous haute sécurité de la prison de Condé-sur-Sarthe (Orne), n'a pas répondu aux questions des juges spécialisés sur son évasion meurtrière en mai 2024, ont indiqué à la presse ses avocats à l'issue de son premier interrogatoire au tribunal de Paris.

Le suspect a été ramené sous haute surveillance policière mercredi après-midi dans la prison ultrasécurisée.

Entendu pendant trois heures par les trois juges de la Juridiction nationale de lutte contre le crime organisé (Junalco) chargés des investigations sur son évasion au péage d'Incarville qui a coûté la vie à deux agents pénitentiaires, M. Amra a fait "de simples déclarations" sans répondre sur le fond, a indiqué son avocat Lucas Montagnier.

Mohamed Amra, poursuivi pour meurtres en bande organisée en récidive, a notamment évoqué "ses conditions" de détention "au quotidien", a précisé son autre avocat, Benoît David.

"Ce choix ne résulte pas d'un procédé, ni d'une défiance vis-à-vis de l'institution judiciaire, mais d'un constat inquiétant": "Nous n'avons pas pu préparer cet interrogatoire dans des conditions sereines et conformes aux droits de la défense", a affirmé Me Montagnier.

Lors de leurs entretiens, un surveillant, posté derrière une porte vitrée, "peut entendre les échanges, voir les documents", s'est indigné Me Montagnier, dénonçant une "absence de confidentialité" et une "atteinte grave" aux droits de la défense.

Constamment "menotté", Mohamed Amra ne peut pas non plus "prendre de notes" pour suivre son dossier et n'a accès "qu'une fois par jour au téléphone fixe" pour appeler ses conseils.

L'audition du jour devait permettre de le questionner sur la préparation de son évasion, sur le jour J de l'opération puis sur sa longue cavale. "M. Amra répondra aux questions des juges lorsque la confi-

dentialité de nos échanges sera pleinement garantie", a assuré Me Montagnier.

"Si les juges doivent pouvoir exercer leur fonction sereinement et sans aucune pression, nous voulons rappeler qu'il en va de même pour la défense", a-t-il insisté.

- Casque antibruit et bandeau -

Au moins quarante autres personnes sont mises en examen dans cette affaire tentaculaire qui a mobilisé des moyens exceptionnels pour interpellier les suspects, dont certains étaient en fuite en Thaïlande, en Allemagne et au Maroc.

L'évasion de celui qui est surnommé "La Mouche" s'était déroulée le 14 mai 2024 dans l'Eure lors d'une précédente extraction qui s'est transformée en véritable guet-apens, coûtant la vie à deux agents pénitentiaires et en blessant grièvement trois autres.

Mohamed Amra se trouvait dans un fourgon pénitentiaire au péage d'Incarville quand un commando l'a libéré dans une attaque ultra-violente. Il est ensuite parti en cavale pendant neuf mois, mais a été arrêté le 22 février à Bucarest avant d'être remis à la France.

Mercredi, cette nouvelle extraction a été réalisée sous haute sécurité, avec à la manoeuvre le Groupe d'intervention de la gendarmerie nationale (GIGN), unité d'élite spécialisée dans la gestion de crises et les missions dangereuses.

Peu après 07h30, Mohamed Amra a été extrait par hélicoptère de sa prison dans l'Orne. A bord, il était équipé d'un casque antibruit, avec un bandeau sur les yeux "pour l'empêcher de mémoriser le trajet", selon une source proche du dossier.

- Indignation -

Puis il a été conduit de la base aérienne de Vélizy-Villacoublay (Yvelines) au tribunal de Paris où il est arrivé vers 09H30, escorté par un convoi de quatre véhicules et deux motards.

Cette extraction avait auparavant suscité l'indignation de syndicats pénitentiaires, appelant à une audition en visioconférence ou à un déplacement des magistrats au sein même de la prison de Condé, pour minimiser les risques.

Cette "pression" mise pour "empêcher une quelconque extraction" est "un réel problème", a souligné Me Benoît David. "Une bonne justice a certes un coût, mais elle n'a pas de prix dans une société démocratique", a-t-il insisté.

Si les juges ont choisi de le faire venir, c'est "parce qu'ils veulent désormais que le dossier avance vite", avait justifié la procureure de Paris, Laure Beccau.

"On va peut-être lui opposer des pièces de procédure, des scellés. (...) Vous n'imaginez évidemment pas trois magistrats instructeurs se déplacer avec l'intégralité des scellés. Et puis il faut aussi des conditions d'audition sur un interrogatoire qui va durer longtemps", avait-elle relevé.

par Clara Wright et Mathieu Champeau A Conde-Sur-Sarthe



FRANCE-MONDE

: LEST-ECLAIR.FR

Mohamed Amra garde le silence sur son évasion meurtrière lors de son premier interrogatoire



Un hélicoptère de la gendarmerie se pose à la prison de Condé-sur-Sarthe, le 11 juin 2025 dans l



Un médecin légiste sur le site d



Mohamed Amra (c) escorté par des policiers, le 23 février 2025 à Bucarest, en Roumanie

Le narcotrafiquant Mohamed Amra, extrait mercredi matin sous haute sécurité de la prison de Condé-sur-Sarthe (Orne), n'a pas répondu aux questions des juges spécialisés sur son évvasion meurtrière en mai 2024, ont indiqué à la presse ses avocats à l'issue de son premier interrogatoire au tribunal de Paris.

Le suspect a été ramené sous haute surveillance policière mercredi après-midi dans la prison ultrasécurisée.

Entendu pendant trois heures par les trois juges de la Juridiction nationale de lutte contre le crime organisé (Junalco) chargés des investigations sur son évasion au péage d'Incarville qui a coûté la vie à deux agents pénitentiaires, M. Amra a fait "de simples déclarations" sans répondre sur le fond, a indiqué son avocat Lucas Montagnier.

Mohamed Amra, poursuivi pour meurtres en bande organisée en récidive, a notamment évoqué "ses conditions" de détention "au quotidien", a précisé son autre avocat, Benoît David.

"Ce choix ne résulte pas d'un procédé, ni d'une défiance vis-à-vis de l'institution judiciaire, mais d'un constat inquiétant": "Nous n'avons pas pu préparer cet interrogatoire dans des conditions sereines et conformes aux droits de la défense", a affirmé Me Montagnier.

Lors de leurs entretiens, un surveillant, posté derrière une porte vitrée, "peut entendre les échanges, voir les documents", s'est indigné Me Montagnier, dénonçant une "absence de confidentialité" et une "atteinte grave" aux droits de la défense.

Constamment "menotté", Mohamed Amra ne peut pas non plus "prendre de notes" pour suivre son dossier et n'a accès "qu'une fois par jour au téléphone fixe" pour appeler ses conseils.

L'audition du jour devait permettre de le questionner sur la préparation de son évasion, sur le jour J de l'opération puis sur sa longue cavale. "M. Amra répondra aux questions des juges lorsque la confi-

dentialité de nos échanges sera pleinement garantie", a assuré Me Montagnier.

"Si les juges doivent pouvoir exercer leur fonction sereinement et sans aucune pression, nous voulons rappeler qu'il en va de même pour la défense", a-t-il insisté.

- Casque antibruit et bandeau -

Au moins quarante autres personnes sont mises en examen dans cette affaire tentaculaire qui a mobilisé des moyens exceptionnels pour interpellier les suspects, dont certains étaient en fuite en Thaïlande, en Allemagne et au Maroc.

L'évasion de celui qui est surnommé "La Mouche" s'était déroulée le 14 mai 2024 dans l'Eure lors d'une précédente extraction qui s'est transformée en véritable guet-apens, coûtant la vie à deux agents pénitentiaires et en blessant grièvement trois autres.

Mohamed Amra se trouvait dans un fourgon pénitentiaire au péage d'Incarville quand un commando l'a libéré dans une attaque ultra-violente. Il est ensuite parti en cavale pendant neuf mois, mais a été arrêté le 22 février à Bucarest avant d'être remis à la France.

Mercredi, cette nouvelle extraction a été réalisée sous haute sécurité, avec à la manoeuvre le Groupe d'intervention de la gendarmerie nationale (GIGN), unité d'élite spécialisée dans la gestion de crises et les missions dangereuses.

Peu après 07h30, Mohamed Amra a été extrait par hélicoptère de sa prison dans l'Orne. A bord, il était équipé d'un casque antibruit, avec un bandeau sur les yeux "pour l'empêcher de mémoriser le trajet", selon une source proche du dossier.

- Indignation -

Puis il a été conduit de la base aérienne de Vélizy-Villacoublay (Yvelines) au tribunal de Paris où il est arrivé vers 09H30, escorté par un convoi de quatre véhicules et deux motards.

Cette extraction avait auparavant suscité l'indignation de syndicats pénitentiaires, appelant à une audition en visioconférence ou à un déplacement des magistrats au sein même de la prison de Condé, pour minimiser les risques.

Cette "pression" mise pour "empêcher une quelconque extraction" est "un réel problème", a souligné Me Benoît David. "Une bonne justice a certes un coût, mais elle n'a pas de prix dans une société démocratique", a-t-il insisté.

Si les juges ont choisi de le faire venir, c'est "parce qu'ils veulent désormais que le dossier avance vite", avait justifié la procureure de Paris, Laure Beccau.

"On va peut-être lui opposer des pièces de procédure, des scellés. (...) Vous n'imaginez évidemment pas trois magistrats instructeurs se déplacer avec l'intégralité des scellés. Et puis il faut aussi des conditions d'audition sur un interrogatoire qui va durer longtemps", avait-elle relevé.

par Clara Wright et Mathieu Champeau A Conde-Sur-Sarthe



FRANCE-MONDE

: LEST-ECLAIR.FR

Mohamed Amra garde le silence sur son évasion meurtrière lors de son premier interrogatoire



Un médecin légiste sur le site d



Mohamed Amra (c) escorté par des policiers, le 23 février 2025 à Bucarest, en Roumanie

Le narcotrafiquant Mohamed Amra, extrait mercredi matin sous haute sécurité de la prison de Condé-sur-Sarthe (Orne), n'a pas répondu aux questions des juges spécialisés sur son évasion meurtrière en mai 2024, ont indiqué à la presse ses avocats à l'issue de son premier interrogatoire au tribunal de Paris.

Le suspect a été ramené sous haute surveillance policière mercredi après-midi dans la prison ultrasécurisée.

Entendu pendant trois heures par les trois juges de la Juridiction nationale de lutte contre le crime organisé (Junalco) chargés des investigations sur son évasion au péage d'Incarville qui a coûté la vie à deux agents pénitentiaires, M. Amra a fait "de simples déclara-

tions" sans répondre sur le fond, a indiqué son avocat Lucas Montagnier.

Mohamed Amra, poursuivi pour meurtres en bande organisée en récidive, a notamment évoqué "ses conditions" de détention "au quotidien", a précisé son autre avocat, Benoît David.

"Ce choix ne résulte pas d'un procédé, ni d'une défiance vis-à-vis de l'institution judiciaire, mais d'un constat inquiétant": "Nous n'avons pas pu préparer cet interrogatoire dans des conditions sereines et conformes aux droits de la défense", a affirmé Me Montagnier.

Lors de leurs entretiens, un surveillant, posté derrière une porte vitrée, "peut entendre les échanges, voir les documents", s'est indigné Me Montagnier, dénonçant une "absence de confidentialité" et une "atteinte grave" aux droits de la défense.

Constamment "menotté", Mohamed Amra ne peut pas non plus "prendre de notes" pour suivre son dossier et n'a accès "qu'une fois par jour au téléphone fixe" pour appeler ses conseils.

L'audition du jour devait permettre de le questionner sur la préparation de son évasion, sur le jour J de l'opération puis sur sa longue cavale. "M. Amra répondra aux questions des juges lorsque la confidentialité de nos échanges sera pleinement garantie", a assuré Me Montagnier.

"Si les juges doivent pouvoir exercer leur fonction sereinement et sans aucune pression, nous voulons rappeler qu'il en va de même pour la défense", a-t-il insisté.

- Casque antibruit et bandeau -

Au moins quarante autres personnes sont mises en examen dans cette affaire tentaculaire qui a mobilisé des moyens exceptionnels pour interpellier les suspects, dont certains étaient en fuite en Thaïlande, en Allemagne et au Maroc.

L'évasion de celui qui est surnommé "La Mouche" s'était déroulée le 14 mai 2024 dans l'Eure lors d'une précédente extraction qui s'est transformée en véritable guet-apens, coûtant la vie à deux agents pénitentiaires et en blessant grièvement trois autres.

Mohamed Amra se trouvait dans un fourgon pénitentiaire au péage d'Incarville quand un commando l'a libéré dans une attaque ultra-violente. Il est ensuite parti en cavale pendant neuf mois, mais a été arrêté le 22 février à Bucarest avant d'être remis à la France.

Mercredi, cette nouvelle extraction a été réalisée sous haute sécurité, avec à la manœuvre le Groupe d'intervention de la gendarmerie nationale (GIGN), unité d'élite spécialisée dans la gestion de crises et les missions dangereuses.

Peu après 07h30, Mohamed Amra a été extrait par hélicoptère de sa prison dans l'Orne. A bord, il était équipé d'un casque antibruit, avec un bandeau sur les yeux "pour l'empêcher de mémoriser le trajet", selon une source proche du dossier.

- Indignation -

Puis il a été conduit de la base aérienne de Vélizy-Villacoublay (Yvelines) au tribunal de Paris où il est arrivé vers 09H30, escorté par un convoi de quatre véhicules et deux motards.

Cette extraction avait auparavant suscité l'indignation de syndicats pénitentiaires, appelant à une audition en visioconférence ou à un déplacement des magistrats au sein même de la prison de Condé, pour minimiser les risques.

Cette "pression" mise pour "empêcher une quelconque extraction" est "un réel problème", a souligné Me Benoît David. "Une bonne justice a certes un coût, mais elle n'a pas de prix dans une société démocratique", a-t-il insisté.

Si les juges ont choisi de le faire venir, c'est "parce qu'ils veulent désormais que le dossier avance vite", avait justifié la procureure de Paris, Laure Beccau.

"On va peut-être lui opposer des pièces de procédure, des scellés. (...) Vous n'imaginez évidemment pas trois magistrats instructeurs se déplacer avec l'intégralité des scellés. Et puis il faut aussi des conditions d'audition sur un interrogatoire qui va durer longtemps", avait-elle relevé.

par Clara Wright et Mathieu Champeau A Conde-Sur-Sarthe



FRANCE-MONDE

: LARDENNAIS.FR

Mohamed Amra garde le silence sur son évasion meurtrière lors de son premier interrogatoire



Un médecin légiste sur le site d



Mohamed Amra (c) escorté par des policiers, le 23 février 2025 à Bucarest, en Roumanie

Le narcotrafiquant Mohamed Amra, extrait mercredi matin sous haute sécurité de la prison de Condé-sur-Sarthe (Orne), n'a pas répondu aux questions des juges spécialisés sur son évasion meurtrière en mai 2024, ont indiqué à la presse ses avocats à l'issue de son premier interrogatoire au tribunal de Paris.

Le suspect a été ramené sous haute surveillance policière mercredi après-midi dans la prison ultrasécurisée.

Entendu pendant trois heures par les trois juges de la Juridiction nationale de lutte contre le crime organisé (Junalco) chargés des investigations sur son évasion au péage d'Incarville qui a coûté la vie à deux agents pénitentiaires, M. Amra a fait "de simples déclara-

tions" sans répondre sur le fond, a indiqué son avocat Lucas Montagnier.

Mohamed Amra, poursuivi pour meurtres en bande organisée en récidive, a notamment évoqué "ses conditions" de détention "au quotidien", a précisé son autre avocat, Benoît David.

"Ce choix ne résulte pas d'un procédé, ni d'une défiance vis-à-vis de l'institution judiciaire, mais d'un constat inquiétant": "Nous n'avons pas pu préparer cet interrogatoire dans des conditions sereines et conformes aux droits de la défense", a affirmé Me Montagnier.

Lors de leurs entretiens, un surveillant, posté derrière une porte vitrée, "peut entendre les échanges, voir les documents", s'est indigné Me Montagnier, dénonçant une "absence de confidentialité" et une "atteinte grave" aux droits de la défense.

Constamment "menotté", Mohamed Amra ne peut pas non plus "prendre de notes" pour suivre son dossier et n'a accès "qu'une fois par jour au téléphone fixe" pour appeler ses conseils.

L'audition du jour devait permettre de le questionner sur la préparation de son évasion, sur le jour J de l'opération puis sur sa longue cavale. "M. Amra répondra aux questions des juges lorsque la confidentialité de nos échanges sera pleinement garantie", a assuré Me Montagnier.

"Si les juges doivent pouvoir exercer leur fonction sereinement et sans aucune pression, nous voulons rappeler qu'il en va de même pour la défense", a-t-il insisté.

- Casque antibruit et bandeau -

Au moins quarante autres personnes sont mises en examen dans cette affaire tentaculaire qui a mobilisé des moyens exceptionnels pour interpellier les suspects, dont certains étaient en fuite en Thaïlande, en Allemagne et au Maroc.

L'évasion de celui qui est surnommé "La Mouche" s'était déroulée le 14 mai 2024 dans l'Eure lors d'une précédente extraction qui s'est transformée en véritable guet-apens, coûtant la vie à deux agents pénitentiaires et en blessant grièvement trois autres.

Mohamed Amra se trouvait dans un fourgon pénitentiaire au péage d'Incarville quand un commando l'a libéré dans une attaque ultra-violente. Il est ensuite parti en cavale pendant neuf mois, mais a été arrêté le 22 février à Bucarest avant d'être remis à la France.

Mercredi, cette nouvelle extraction a été réalisée sous haute sécurité, avec à la manœuvre le Groupe d'intervention de la gendarmerie nationale (GIGN), unité d'élite spécialisée dans la gestion de crises et les missions dangereuses.

Peu après 07h30, Mohamed Amra a été extrait par hélicoptère de sa prison dans l'Orne. A bord, il était équipé d'un casque antibruit, avec un bandeau sur les yeux "pour l'empêcher de mémoriser le trajet", selon une source proche du dossier.

- Indignation -

Puis il a été conduit de la base aérienne de Vélizy-Villacoublay (Yvelines) au tribunal de Paris où il est arrivé vers 09H30, escorté par un convoi de quatre véhicules et deux motards.

Cette extraction avait auparavant suscité l'indignation de syndicats pénitentiaires, appelant à une audition en visioconférence ou à un déplacement des magistrats au sein même de la prison de Condé, pour minimiser les risques.

Cette "pression" mise pour "empêcher une quelconque extraction" est "un réel problème", a souligné Me Benoît David. "Une bonne justice a certes un coût, mais elle n'a pas de prix dans une société démocratique", a-t-il insisté.

Si les juges ont choisi de le faire venir, c'est "parce qu'ils veulent désormais que le dossier avance vite", avait justifié la procureure de Paris, Laure Beccau.

"On va peut-être lui opposer des pièces de procédure, des scellés. (...) Vous n'imaginez évidemment pas trois magistrats instructeurs se déplacer avec l'intégralité des scellés. Et puis il faut aussi des conditions d'audition sur un interrogatoire qui va durer longtemps", avait-elle relevé.

par Clara Wright et Mathieu Champeau A Conde-Sur-Sarthe



FRANCE-MONDE

: LIBERATION-CHAMPAGNE.FR

Mohamed Amra garde le silence sur son évasion meurtrière lors de son premier interrogatoire



Un médecin légiste sur le site d



Mohamed Amra (c) escorté par des policiers, le 23 février 2025 à Bucarest, en Roumanie

Le narcotrafiquant Mohamed Amra, extrait mercredi matin sous haute sécurité de la prison de Condé-sur-Sarthe (Orne), n'a pas répondu aux questions des juges spécialisés sur son évasion meurtrière en mai 2024, ont indiqué à la presse ses avocats à l'issue de son premier interrogatoire au tribunal de Paris.

Le suspect a été ramené sous haute surveillance policière mercredi après-midi dans la prison ultrasécurisée.

Entendu pendant trois heures par les trois juges de la Juridiction nationale de lutte contre le crime organisé (Junalco) chargés des investigations sur son évasion au péage d'Incarville qui a coûté la vie à deux agents pénitentiaires, M. Amra a fait "de simples déclara-

tions" sans répondre sur le fond, a indiqué son avocat Lucas Montagnier.

Mohamed Amra, poursuivi pour meurtres en bande organisée en récidive, a notamment évoqué "ses conditions" de détention "au quotidien", a précisé son autre avocat, Benoît David.

"Ce choix ne résulte pas d'un procédé, ni d'une défiance vis-à-vis de l'institution judiciaire, mais d'un constat inquiétant": "Nous n'avons pas pu préparer cet interrogatoire dans des conditions sereines et conformes aux droits de la défense", a affirmé Me Montagnier.

Lors de leurs entretiens, un surveillant, posté derrière une porte vitrée, "peut entendre les échanges, voir les documents", s'est indigné Me Montagnier, dénonçant une "absence de confidentialité" et une "atteinte grave" aux droits de la défense.

Constamment "menotté", Mohamed Amra ne peut pas non plus "prendre de notes" pour suivre son dossier et n'a accès "qu'une fois par jour au téléphone fixe" pour appeler ses conseils.

L'audition du jour devait permettre de le questionner sur la préparation de son évasion, sur le jour J de l'opération puis sur sa longue cavale. "M. Amra répondra aux questions des juges lorsque la confidentialité de nos échanges sera pleinement garantie", a assuré Me Montagnier.

"Si les juges doivent pouvoir exercer leur fonction sereinement et sans aucune pression, nous voulons rappeler qu'il en va de même pour la défense", a-t-il insisté.

- Casque antibruit et bandeau -

Au moins quarante autres personnes sont mises en examen dans cette affaire tentaculaire qui a mobilisé des moyens exceptionnels pour interpellier les suspects, dont certains étaient en fuite en Thaïlande, en Allemagne et au Maroc.

L'évasion de celui qui est surnommé "La Mouche" s'était déroulée le 14 mai 2024 dans l'Eure lors d'une précédente extraction qui s'est transformée en véritable guet-apens, coûtant la vie à deux agents pénitentiaires et en blessant grièvement trois autres.

Mohamed Amra se trouvait dans un fourgon pénitentiaire au péage d'Incarville quand un commando l'a libéré dans une attaque ultra-violente. Il est ensuite parti en cavale pendant neuf mois, mais a été arrêté le 22 février à Bucarest avant d'être remis à la France.

Mercredi, cette nouvelle extraction a été réalisée sous haute sécurité, avec à la manœuvre le Groupe d'intervention de la gendarmerie nationale (GIGN), unité d'élite spécialisée dans la gestion de crises et les missions dangereuses.

Peu après 07h30, Mohamed Amra a été extrait par hélicoptère de sa prison dans l'Orne. A bord, il était équipé d'un casque antibruit, avec un bandeau sur les yeux "pour l'empêcher de mémoriser le trajet", selon une source proche du dossier.

- Indignation -

Puis il a été conduit de la base aérienne de Vélizy-Villacoublay (Yvelines) au tribunal de Paris où il est arrivé vers 09H30, escorté par un convoi de quatre véhicules et deux motards.

Cette extraction avait auparavant suscité l'indignation de syndicats pénitentiaires, appelant à une audition en visioconférence ou à un déplacement des magistrats au sein même de la prison de Condé, pour minimiser les risques.

Cette "pression" mise pour "empêcher une quelconque extraction" est "un réel problème", a souligné Me Benoît David. "Une bonne justice a certes un coût, mais elle n'a pas de prix dans une société démocratique", a-t-il insisté.

Si les juges ont choisi de le faire venir, c'est "parce qu'ils veulent désormais que le dossier avance vite", avait justifié la procureure de Paris, Laure Beccau.

"On va peut-être lui opposer des pièces de procédure, des scellés. (...) Vous n'imaginez évidemment pas trois magistrats instructeurs se déplacer avec l'intégralité des scellés. Et puis il faut aussi des conditions d'audition sur un interrogatoire qui va durer longtemps", avait-elle relevé.

par Clara Wright et Mathieu Champeau A Conde-Sur-Sarthe



FRANCE-MONDE

: LUNION.FR

Mohamed Amra garde le silence sur son évasion meurtrière lors de son premier interrogatoire



Un hélicoptère de la gendarmerie se pose à la prison de Condé-sur-Sarthe, le 11 juin 2025 dans l



Un médecin légiste sur le site d



Mohamed Amra (c) escorté par des policiers, le 23 février 2025 à Bucarest, en Roumanie

Le narcotrafiquant Mohamed Amra, extrait mercredi matin sous haute sécurité de la prison de Condé-sur-Sarthe (Orne), n'a pas répondu aux questions des juges spécialisés sur son évasion meurtrière en mai 2024, ont indiqué à la presse ses avocats à l'issue de son premier interrogatoire au tribunal de Paris.

Le suspect a été ramené sous haute surveillance policière mercredi après-midi dans la prison ultrasécurisée.

Entendu pendant trois heures par les trois juges de la Juridiction nationale de lutte contre le crime organisé (Junalco) chargés des investigations sur son évasion au péage d'Incarville qui a coûté la vie à deux agents pénitentiaires, M. Amra a fait "de simples déclarations" sans répondre sur le fond, a indiqué son avocat Lucas Montagnier.

Mohamed Amra, poursuivi pour meurtres en bande organisée en récidive, a notamment évoqué "ses conditions" de détention "au quotidien", a précisé son autre avocat, Benoît David.

"Ce choix ne résulte pas d'un procédé, ni d'une défiance vis-à-vis de l'institution judiciaire, mais d'un constat inquiétant": "Nous n'avons pas pu préparer cet interrogatoire dans des conditions sereines et conformes aux droits de la défense", a affirmé Me Montagnier.

Lors de leurs entretiens, un surveillant, posté derrière une porte vitrée, "peut entendre les échanges, voir les documents", s'est indigné Me Montagnier, dénonçant une "absence de confidentialité" et une "atteinte grave" aux droits de la défense.

Constamment "menotté", Mohamed Amra ne peut pas non plus "prendre de notes" pour suivre son dossier et n'a accès "qu'une fois par jour au téléphone fixe" pour appeler ses conseils.

L'audition du jour devait permettre de le questionner sur la préparation de son évasion, sur le jour J de l'opération puis sur sa longue cavale. "M. Amra répondra aux questions des juges lorsque la confi-

dentialité de nos échanges sera pleinement garantie", a assuré Me Montagnier.

"Si les juges doivent pouvoir exercer leur fonction sereinement et sans aucune pression, nous voulons rappeler qu'il en va de même pour la défense", a-t-il insisté.

- Casque antibruit et bandeau -

Au moins quarante autres personnes sont mises en examen dans cette affaire tentaculaire qui a mobilisé des moyens exceptionnels pour interpellier les suspects, dont certains étaient en fuite en Thaïlande, en Allemagne et au Maroc.

L'évasion de celui qui est surnommé "La Mouche" s'était déroulée le 14 mai 2024 dans l'Eure lors d'une précédente extraction qui s'est transformée en véritable guet-apens, coûtant la vie à deux agents pénitentiaires et en blessant grièvement trois autres.

Mohamed Amra se trouvait dans un fourgon pénitentiaire au péage d'Incarville quand un commando l'a libéré dans une attaque ultra-violente. Il est ensuite parti en cavale pendant neuf mois, mais a été arrêté le 22 février à Bucarest avant d'être remis à la France.

Mercredi, cette nouvelle extraction a été réalisée sous haute sécurité, avec à la manoeuvre le Groupe d'intervention de la gendarmerie nationale (GIGN), unité d'élite spécialisée dans la gestion de crises et les missions dangereuses.

Peu après 07h30, Mohamed Amra a été extrait par hélicoptère de sa prison dans l'Orne. A bord, il était équipé d'un casque antibruit, avec un bandeau sur les yeux "pour l'empêcher de mémoriser le trajet", selon une source proche du dossier.

- Indignation -

Puis il a été conduit de la base aérienne de Vélizy-Villacoublay (Yvelines) au tribunal de Paris où il est arrivé vers 09H30, escorté par un convoi de quatre véhicules et deux motards.

Cette extraction avait auparavant suscité l'indignation de syndicats pénitentiaires, appelant à une audition en visioconférence ou à un déplacement des magistrats au sein même de la prison de Condé, pour minimiser les risques.

Cette "pression" mise pour "empêcher une quelconque extraction" est "un réel problème", a souligné Me Benoît David. "Une bonne justice a certes un coût, mais elle n'a pas de prix dans une société démocratique", a-t-il insisté.

Si les juges ont choisi de le faire venir, c'est "parce qu'ils veulent désormais que le dossier avance vite", avait justifié la procureure de Paris, Laure Beccau.

"On va peut-être lui opposer des pièces de procédure, des scellés. (...) Vous n'imaginez évidemment pas trois magistrats instructeurs se déplacer avec l'intégralité des scellés. Et puis il faut aussi des conditions d'audition sur un interrogatoire qui va durer longtemps", avait-elle relevé.

par Clara Wright et Mathieu Champeau A Conde-Sur-Sarthe



FRANCE-MONDE

: LARDENNAIS.FR

A Paris, Mohamed Amra interrogé pour la première fois sur son évasion meurtrière



Un médecin légiste sur le site d



Mohamed Amra (c) escorté par des policiers, le 23 février 2025 à Bucarest, en Roumanie

Répondra-t-il aux questions des juges spécialisés ? Le narcotrafiquant Mohamed Amra est arrivé mercredi au tribunal de Paris pour son premier interrogatoire sur son évasion meurtrière en mai 2024, après avoir été extrait le matin-même de sa prison par hélicoptère.

Il doit désormais être entendu par les juges de la Juridiction nationale de lutte contre le crime organisé (Junalco) chargés des investigations, ouvertes notamment pour meurtres en bande organisée en récidive.

Selon une source proche du dossier, l'interrogatoire évoquera aussi son accès aux droits de la défense et ses conditions de détention,

que Mohamed Amra a déjà dénoncées par la voix de l'un de ses avocats.

Si le suspect a exprimé des réticences pour répondre sur le fond du dossier, d'après cette source, cette audition doit permettre de le questionner sur la préparation de son évasion, sur le jour J de l'opération puis sur sa longue cavale.

Un interrogatoire d'importance, selon la procureure de Paris, Laure Beccuau: cette "première audition" sera le temps des "premières déclarations", a-t-elle souligné vendredi dans une interview à RMC/BFMTV.

Sollicités mercredi par l'AFP, les avocats du suspect, Benoit David et Lucas Montagnier, n'ont pas souhaité faire de déclaration en amont de l'audition.

- Hélicoptère -

Au moins quarante autres personnes sont mises en examen dans cette affaire tentaculaire qui a mobilisé des moyens exceptionnels pour interpellier les suspects, dont certains étaient en fuite en Thaïlande, en Allemagne et au Maroc.

L'évasion de celui qui est surnommé "La Mouche" s'était déroulée le 14 mai 2024 dans l'Eure lors d'une précédente extraction qui s'est transformée en véritable guet-apens, coûtant la vie à deux agents pénitentiaires et en blessant grièvement trois autres.

Mohamed Amra se trouvait dans un fourgon pénitentiaire au péage d'Incarville quand un commando l'a libéré dans une attaque ultra-violente. Il est ensuite parti en cavale pendant neuf mois, mais a été arrêté le 22 février à Bucarest avant d'être remis à la France.

Mercredi, cette nouvelle extraction a été réalisée sous haute sécurité, avec à la manoeuvre le Groupe d'intervention de la gendarmerie nationale (GIGN), unité d'élite spécialisée dans la gestion de crises et les missions dangereuses.

Peu après 07h30, Mohamed Amra a été extrait par hélicoptère de la prison de Condé-sur-Sarthe (Orne), a indiqué une autre source proche du dossier à l'AFP, comme avaient pu le constater des journalistes de l'AFP sur place.

A bord, il était équipé d'un casque antibruit avec une cagoule sur la tête "pour l'empêcher de mémoriser le trajet", a précisé l'une des sources proches du dossier.

Puis il a été conduit de la base aérienne de Vélizy-Villacoublay au tribunal de Paris, où il est arrivé vers 09H30 escorté par un convoi de quatre véhicules et deux motards, a constaté une journaliste de l'AFP.

- "Avancer vite" -

La révélation par la presse de cette extraction prochaine avait suscité l'indignation de syndicats pénitentiaires, appelant à une audition en visioconférence ou à un déplacement des magistrats au sein même de la prison où est détenu Mohamed Amra, pour minimiser les risques.

Mais la procureure de Paris, Laure Beccau, a défendu le choix des juges de le faire venir à Paris.

"Lorsqu'on parle de Mohamed Amra, l'idée qu'on l'extraie pour le faire voyager dans un véhicule pénitentiaire, c'est la reviviscence de l'attaque effroyable" lors de son évasion, avait-elle reconnu. "C'est, chez les agents pénitentiaires, la crainte que les faits se reproduisent".

Mais si les juges ont choisi de le faire venir, c'est "parce qu'ils veulent désormais que le dossier avance vite", avait affirmé Mme Beccau sur RMC/BFM.

"On va peut-être lui opposer des pièces de procédure, des scellés. (...) Vous n' imaginez évidemment pas trois magistrats instructeurs se déplacer avec l'intégralité des scellés. Et puis il faut aussi des conditions d'audition sur un interrogatoire qui va durer longtemps", avait-elle relevé.

par Clara Wright et Mathieu Champeau A Conde-Sur-Sarthe



FRANCE-MONDE

: LUNION.FR

A Paris, Mohamed Amra interrogé pour la première fois sur son évasion meurtrière



Un médecin légiste sur le site d



Mohamed Amra (c) escorté par des policiers, le 23 février 2025 à Bucarest, en Roumanie

Répondra-t-il aux questions des juges spécialisés ? Le narcotrafiquant Mohamed Amra est arrivé mercredi au tribunal de Paris pour son premier interrogatoire sur son évasion meurtrière en mai 2024, après avoir été extrait le matin-même de sa prison par hélicoptère.

Il doit désormais être entendu par les juges de la Juridiction nationale de lutte contre le crime organisé (Junalco) chargés des investigations, ouvertes notamment pour meurtres en bande organisée en récidive.

Selon une source proche du dossier, l'interrogatoire évoquera aussi son accès aux droits de la défense et ses conditions de détention,

que Mohamed Amra a déjà dénoncées par la voix de l'un de ses avocats.

Si le suspect a exprimé des réticences pour répondre sur le fond du dossier, d'après cette source, cette audition doit permettre de le questionner sur la préparation de son évasion, sur le jour J de l'opération puis sur sa longue cavale.

Un interrogatoire d'importance, selon la procureure de Paris, Laure Beccuau: cette "première audition" sera le temps des "premières déclarations", a-t-elle souligné vendredi dans une interview à RMC/BFMTV.

Sollicités mercredi par l'AFP, les avocats du suspect, Benoit David et Lucas Montagnier, n'ont pas souhaité faire de déclaration en amont de l'audition.

- Hélicoptère -

Au moins quarante autres personnes sont mises en examen dans cette affaire tentaculaire qui a mobilisé des moyens exceptionnels pour interpellier les suspects, dont certains étaient en fuite en Thaïlande, en Allemagne et au Maroc.

L'évasion de celui qui est surnommé "La Mouche" s'était déroulée le 14 mai 2024 dans l'Eure lors d'une précédente extraction qui s'est transformée en véritable guet-apens, coûtant la vie à deux agents pénitentiaires et en blessant grièvement trois autres.

Mohamed Amra se trouvait dans un fourgon pénitentiaire au péage d'Incarville quand un commando l'a libéré dans une attaque ultra-violente. Il est ensuite parti en cavale pendant neuf mois, mais a été arrêté le 22 février à Bucarest avant d'être remis à la France.

Mercredi, cette nouvelle extraction a été réalisée sous haute sécurité, avec à la manoeuvre le Groupe d'intervention de la gendarmerie nationale (GIGN), unité d'élite spécialisée dans la gestion de crises et les missions dangereuses.

Peu après 07h30, Mohamed Amra a été extrait par hélicoptère de la prison de Condé-sur-Sarthe (Orne), a indiqué une autre source proche du dossier à l'AFP, comme avaient pu le constater des journalistes de l'AFP sur place.

A bord, il était équipé d'un casque antibruit avec une cagoule sur la tête "pour l'empêcher de mémoriser le trajet", a précisé l'une des sources proches du dossier.

Puis il a été conduit de la base aérienne de Vélizy-Villacoublay au tribunal de Paris, où il est arrivé vers 09H30 escorté par un convoi de quatre véhicules et deux motards, a constaté une journaliste de l'AFP.

- "Avancer vite" -

La révélation par la presse de cette extraction prochaine avait suscité l'indignation de syndicats pénitentiaires, appelant à une audition en visioconférence ou à un déplacement des magistrats au sein même de la prison où est détenu Mohamed Amra, pour minimiser les risques.

Mais la procureure de Paris, Laure Beccau, a défendu le choix des juges de le faire venir à Paris.

"Lorsqu'on parle de Mohamed Amra, l'idée qu'on l'extraie pour le faire voyager dans un véhicule pénitentiaire, c'est la reviviscence de l'attaque effroyable" lors de son évasion, avait-elle reconnu. "C'est, chez les agents pénitentiaires, la crainte que les faits se reproduisent".

Mais si les juges ont choisi de le faire venir, c'est "parce qu'ils veulent désormais que le dossier avance vite", avait affirmé Mme Beccau sur RMC/BFM.

"On va peut-être lui opposer des pièces de procédure, des scellés. (...) Vous n'imaginez évidemment pas trois magistrats instructeurs se déplacer avec l'intégralité des scellés. Et puis il faut aussi des conditions d'audition sur un interrogatoire qui va durer longtemps", avait-elle relevé.

par Clara Wright et Mathieu Champeau A Conde-Sur-Sarthe



FRANCE-MONDE

: LIBERATION-CHAMPAGNE.FR

A Paris, Mohamed Amra interrogé pour la première fois sur son évasion meurtrière



Un médecin légiste sur le site d



Mohamed Amra (c) escorté par des policiers, le 23 février 2025 à Bucarest, en Roumanie

Répondra-t-il aux questions des juges spécialisés ? Le narcotrafiquant Mohamed Amra est arrivé mercredi au tribunal de Paris pour son premier interrogatoire sur son évasion meurtrière en mai 2024, après avoir été extrait le matin-même de sa prison par hélicoptère.

Il doit désormais être entendu par les juges de la Juridiction nationale de lutte contre le crime organisé (Junalco) chargés des investigations, ouvertes notamment pour meurtres en bande organisée en récidive.

Selon une source proche du dossier, l'interrogatoire évoquera aussi son accès aux droits de la défense et ses conditions de détention,

que Mohamed Amra a déjà dénoncées par la voix de l'un de ses avocats.

Si le suspect a exprimé des réticences pour répondre sur le fond du dossier, d'après cette source, cette audition doit permettre de le questionner sur la préparation de son évasion, sur le jour J de l'opération puis sur sa longue cavale.

Un interrogatoire d'importance, selon la procureure de Paris, Laure Beccuau: cette "première audition" sera le temps des "premières déclarations", a-t-elle souligné vendredi dans une interview à RMC/BFMTV.

Sollicités mercredi par l'AFP, les avocats du suspect, Benoit David et Lucas Montagnier, n'ont pas souhaité faire de déclaration en amont de l'audition.

- Hélicoptère -

Au moins quarante autres personnes sont mises en examen dans cette affaire tentaculaire qui a mobilisé des moyens exceptionnels pour interpellier les suspects, dont certains étaient en fuite en Thaïlande, en Allemagne et au Maroc.

L'évasion de celui qui est surnommé "La Mouche" s'était déroulée le 14 mai 2024 dans l'Eure lors d'une précédente extraction qui s'est transformée en véritable guet-apens, coûtant la vie à deux agents pénitentiaires et en blessant grièvement trois autres.

Mohamed Amra se trouvait dans un fourgon pénitentiaire au péage d'Incarville quand un commando l'a libéré dans une attaque ultra-violente. Il est ensuite parti en cavale pendant neuf mois, mais a été arrêté le 22 février à Bucarest avant d'être remis à la France.

Mercredi, cette nouvelle extraction a été réalisée sous haute sécurité, avec à la manoeuvre le Groupe d'intervention de la gendarmerie nationale (GIGN), unité d'élite spécialisée dans la gestion de crises et les missions dangereuses.

Peu après 07h30, Mohamed Amra a été extrait par hélicoptère de la prison de Condé-sur-Sarthe (Orne), a indiqué une autre source proche du dossier à l'AFP, comme avaient pu le constater des journalistes de l'AFP sur place.

A bord, il était équipé d'un casque antibruit avec une cagoule sur la tête "pour l'empêcher de mémoriser le trajet", a précisé l'une des sources proches du dossier.

Puis il a été conduit de la base aérienne de Vélizy-Villacoublay au tribunal de Paris, où il est arrivé vers 09H30 escorté par un convoi de quatre véhicules et deux motards, a constaté une journaliste de l'AFP.

- "Avancer vite" -

La révélation par la presse de cette extraction prochaine avait suscité l'indignation de syndicats pénitentiaires, appelant à une audition en visioconférence ou à un déplacement des magistrats au sein même de la prison où est détenu Mohamed Amra, pour minimiser les risques.

Mais la procureure de Paris, Laure Beccau, a défendu le choix des juges de le faire venir à Paris.

"Lorsqu'on parle de Mohamed Amra, l'idée qu'on l'extraie pour le faire voyager dans un véhicule pénitentiaire, c'est la reviviscence de l'attaque effroyable" lors de son évasion, avait-elle reconnu. "C'est, chez les agents pénitentiaires, la crainte que les faits se reproduisent".

Mais si les juges ont choisi de le faire venir, c'est "parce qu'ils veulent désormais que le dossier avance vite", avait affirmé Mme Beccau sur RMC/BFM.

"On va peut-être lui opposer des pièces de procédure, des scellés. (...) Vous n'imaginez évidemment pas trois magistrats instructeurs se déplacer avec l'intégralité des scellés. Et puis il faut aussi des conditions d'audition sur un interrogatoire qui va durer longtemps", avait-elle relevé.

par Clara Wright et Mathieu Champeau A Conde-Sur-Sarthe



FRANCE-MONDE

: LEST-ECLAIR.FR

A Paris, Mohamed Amra interrogé pour la première fois sur son évasion meurtrière



Un médecin légiste sur le site d



Mohamed Amra (c) escorté par des policiers, le 23 février 2025 à Bucarest, en Roumanie

Répondra-t-il aux questions des juges spécialisés ? Le narcotrafiquant Mohamed Amra est arrivé mercredi au tribunal de Paris pour son premier interrogatoire sur son évasion meurtrière en mai 2024, après avoir été extrait le matin-même de sa prison par hélicoptère.

Il doit désormais être entendu par les juges de la Juridiction nationale de lutte contre le crime organisé (Junalco) chargés des investigations, ouvertes notamment pour meurtres en bande organisée en récidive.

Selon une source proche du dossier, l'interrogatoire évoquera aussi son accès aux droits de la défense et ses conditions de détention,

que Mohamed Amra a déjà dénoncées par la voix de l'un de ses avocats.

Si le suspect a exprimé des réticences pour répondre sur le fond du dossier, d'après cette source, cette audition doit permettre de le questionner sur la préparation de son évasion, sur le jour J de l'opération puis sur sa longue cavale.

Un interrogatoire d'importance, selon la procureure de Paris, Laure Beccuau: cette "première audition" sera le temps des "premières déclarations", a-t-elle souligné vendredi dans une interview à RMC/BFMTV.

Sollicités mercredi par l'AFP, les avocats du suspect, Benoit David et Lucas Montagnier, n'ont pas souhaité faire de déclaration en amont de l'audition.

- Hélicoptère -

Au moins quarante autres personnes sont mises en examen dans cette affaire tentaculaire qui a mobilisé des moyens exceptionnels pour interpellier les suspects, dont certains étaient en fuite en Thaïlande, en Allemagne et au Maroc.

L'évasion de celui qui est surnommé "La Mouche" s'était déroulée le 14 mai 2024 dans l'Eure lors d'une précédente extraction qui s'est transformée en véritable guet-apens, coûtant la vie à deux agents pénitentiaires et en blessant grièvement trois autres.

Mohamed Amra se trouvait dans un fourgon pénitentiaire au péage d'Incarville quand un commando l'a libéré dans une attaque ultra-violente. Il est ensuite parti en cavale pendant neuf mois, mais a été arrêté le 22 février à Bucarest avant d'être remis à la France.

Mercredi, cette nouvelle extraction a été réalisée sous haute sécurité, avec à la manoeuvre le Groupe d'intervention de la gendarmerie nationale (GIGN), unité d'élite spécialisée dans la gestion de crises et les missions dangereuses.

Peu après 07h30, Mohamed Amra a été extrait par hélicoptère de la prison de Condé-sur-Sarthe (Orne), a indiqué une autre source proche du dossier à l'AFP, comme avaient pu le constater des journalistes de l'AFP sur place.

A bord, il était équipé d'un casque antibruit avec une cagoule sur la tête "pour l'empêcher de mémoriser le trajet", a précisé l'une des sources proches du dossier.

Puis il a été conduit de la base aérienne de Vélizy-Villacoublay au tribunal de Paris, où il est arrivé vers 09H30 escorté par un convoi de quatre véhicules et deux motards, a constaté une journaliste de l'AFP.

- "Avancer vite" -

La révélation par la presse de cette extraction prochaine avait suscité l'indignation de syndicats pénitentiaires, appelant à une audition en visioconférence ou à un déplacement des magistrats au sein même de la prison où est détenu Mohamed Amra, pour minimiser les risques.

Mais la procureure de Paris, Laure Beccau, a défendu le choix des juges de le faire venir à Paris.

"Lorsqu'on parle de Mohamed Amra, l'idée qu'on l'extraie pour le faire voyager dans un véhicule pénitentiaire, c'est la reviviscence de l'attaque effroyable" lors de son évasion, avait-elle reconnu. "C'est, chez les agents pénitentiaires, la crainte que les faits se reproduisent".

Mais si les juges ont choisi de le faire venir, c'est "parce qu'ils veulent désormais que le dossier avance vite", avait affirmé Mme Beccau sur RMC/BFM.

"On va peut-être lui opposer des pièces de procédure, des scellés. (...) Vous n'imaginez évidemment pas trois magistrats instructeurs se déplacer avec l'intégralité des scellés. Et puis il faut aussi des conditions d'audition sur un interrogatoire qui va durer longtemps", avait-elle relevé.

par Clara Wright et Mathieu Champeau A Conde-Sur-Sarthe



ARCHIVES

: LEXPRESS.FR

A Paris, Mohamed Amra garde le silence sur son évasion meurtrière devant les juges

Entendu pendant trois heures par les trois juges de la Juridiction nationale de lutte contre le crime organisé (Junalco) chargés des investigations, ouvertes notamment pour meurtres en bande organisée en récidive, M. Amra a fait *de simples déclarations* sans répondre sur le fond, a indiqué son avocat Lucas Montagnier. Le suspect a notamment évoqué *ses conditions* de détention *au quotidien*, a précisé son autre avocat, Benoît David.

Ce choix ne résulte pas d'un procédé, ni d'une défiance vis-à-vis de l'institution judiciaire, mais d'un constat inquiétant: Nous n'avons pas pu préparer cet interrogatoire dans des conditions sereines et conformes aux droits de la défense, a affirmé Me Montagnier.

Lors de leurs entretiens, un surveillant, posté derrière une porte vitrée, *peut entendre les échanges, voir les documents*, s'est indigné Me Montagnier, dénonçant une *absence de confidentialité* et une *atteinte grave* aux droits de la défense. Constamment *menotté*, Amra ne peut non plus pas *prendre de notes* pour suivre son dossier et n'a accès *qu'une fois par jour au téléphone fixe* pour appeler ses conseils.

L'audition du jour devait permettre de le questionner sur la préparation de son évasion, sur le jour J de l'opération puis sur sa longue cavale. *M. Amra répondra aux questions des juges lorsque la confidentialité de nos échanges sera pleinement garantie*, a assuré Me Montagnier.

Si les juges doivent pouvoir exercer leur fonction sereinement et sans aucune pression, nous voulons rappeler qu'il en va de même pour la défense, a-t-il insisté.

Au moins quarante autres personnes sont mises en examen dans cette affaire tentaculaire qui a mobilisé des moyens exceptionnels pour interpellier les suspects, dont certains étaient en fuite en Thaïlande, en Allemagne et au Maroc.



Un médecin légiste sur le site d'une attaque à la voiture bélier contre un fourgon pénitentiaire, au péage routier à Incarville, dans l'Eure, le 14 mai 2024 © / afp.com/ALAIN JOCARD

L'évasion de celui qui est surnommé *La Mouche* s'était déroulée le 14 mai 2024 dans l'Eure lors d'une précédente extraction qui s'est transformée en véritable guet-apens, coûtant la vie à deux agents pénitentiaires et en blessant grièvement trois autres.

Mohamed Amra se trouvait dans un fourgon pénitentiaire au péage d'Incarville quand un commando l'a libéré dans une attaque ultra-violente. Il est ensuite parti en cavale pendant neuf mois, mais a été arrêté le 22 février à Bucarest avant d'être remis à la France.

Mercredi, cette nouvelle extraction a été réalisée sous haute sécurité, avec à la manœuvre le Groupe d'intervention de la gendarmerie nationale (GIGN), unité d'élite spécialisée dans la gestion de crises et les missions dangereuses.



Le trafiquant de drogue français Mohamed Amra (c) escorté par des policiers hors de la Cour d'appel de Bucarest, le 23 février 2025 en Roumanie, au lendemain de son arrestation en vertu d'un mandat d'arrêt européen © / afp.com/Daniel MIHAILESCU

Peu après 07h30, Mohamed Amra a été extrait par hélicoptère de sa prison dans l'Orne. A bord, il était équipé d'un casque antibruit, avec un bandeau sur les yeux *pour l'empêcher de mémoriser le trajet*, selon une source proche du dossier.

Puis il a été conduit de la base aérienne de Vélizy-Villacoublay (Yvelines) au tribunal de Paris où il est arrivé vers 09H30, escorté par un convoi de quatre véhicules et deux motards, a constaté une journaliste de l'AFP.

La révélation par la presse de cette extraction avait auparavant suscité l'indignation de syndicats pénitentiaires, appelant à une audition en visioconférence ou à un déplacement des magistrats au sein même de la prison de Condé, pour minimiser les risques.

Cette *pression* mise pour *empêcher une quelconque extraction* est un *réel problème*, a souligné son autre avocat, Benoît David. *Une bonne justice a certes un coût, mais elle n'a pas de prix dans une société démocratique*, a insisté Me David.

Si les juges ont choisi de le faire venir, c'est *parce qu'ils veulent désormais que le dossier avance vite*, avait justifié la procureure de Paris, Laure Beccau, sur RMC/BFM.

On va peut-être lui opposer des pièces de procédure, des scellés. (...) Vous n'imaginez évidemment pas trois magistrats instructeurs se déplacer avec l'intégralité des scellés. Et puis il faut aussi des conditions d'audition sur un interrogatoire qui va durer longtemps, avait-elle relevé.

par L'express



LINDEPENDANT.FR—ACTU

: LINDEPENDANT.FR

Après une extraction sous "très haute sécurité", le narcotrafiquant Mohamed Amra est arrivé à Paris pour être entendu pour la première fois

À 7 h 30 ce mardi, le détenu a été extrait de son établissement pénitentiaire par hélicoptère.

Le narcotrafiquant **Mohamed Amra**, poursuivi pour meurtres en bande organisée en récidive, est arrivé mercredi matin au tribunal de Paris (Île-de-France) **pour son premier interrogatoire devant les juges d'instruction** chargés des investigations sur son évasion meurtrière en mai 2024, a indiqué une source proche du dossier à l'AFP.

Extraction de Mohamed Amra : "Opération sous très haute sécurité" en cours... Un hélicoptère est parti de la prison de Cond-sur-Sarthe, le narcotrafiquant doit être entendu à Paris
<https://t.co/sslfrv4Q7e> via @lindependant

— L'Indépendant (@lindependant) June 11, 2025

Après une extraction par hélicoptère à 7 h 30 ce mardi et sous "*très haute sécurité*", le narcotrafiquant Mohamed Amra est arrivé au tribunal de Paris. Le Groupe d'intervention de la gendarmerie nationale (GIGN), unité d'élite spécialisée dans la gestion de crises et les missions dangereuses, a été chargé de la sécurité autour de cette extraction, selon la gendarmerie.

Son évasion s'était déroulée à Incarville (Eure) lors d'une précédente extraction et avait coûté la vie à deux agents pénitentiaires. Cette fois-ci, le suspect a été extrait par hélicoptère plus tôt dans la matinée de la prison de Condé-sur-Sarthe (Orne), puis conduit sous haute sécurité de la base aérienne de Vélizy-Villacoublay au tribunal de Paris, où il est arrivé escorté par un convoi de quatre véhicules et deux motards, a constaté une journaliste de

par Margaux Masson



France: Mohamed Amra est arrivé au tribunal à Paris en vue de son audition

Condé-sur-Sarthe (France), 11 juin 2025 (AFP) - Le narco-trafiquant Mohamed Amra, poursuivi pour meurtres en bande organisée en récidive, est arrivé mercredi matin au tribunal de Paris pour son premier interrogatoire sur son évasion meurtrière en mai 2024, a indiqué une source proche du dossier à l'AFP.

Son évasion s'était déroulée à Incarville (ouest) lors d'une précédente extraction, qui s'est transformée en véritable guet-apens, coûtant la vie à deux agents pénitentiaires et en blessant grièvement trois autres, le 14 mai 2024.

Celui qui est surnommé "La Mouche" se trouvait dans un fourgon pénitentiaire au péage d'Incarville quand un commando l'a libéré dans une attaque ultraviolente. Mohamed Amra était ensuite parti en cavale pendant neuf mois, mais a été arrêté le 22 février à Bucarest en Roumanie, puis remis à la France.

Mercredi, la nouvelle extraction a été réalisée sous haute sécurité, avec à la manoeuvre le Groupe d'intervention de la gendarmerie nationale (GIGN), unité d'élite spécialisée dans la gestion de crises et les missions dangereuses, selon la gendarmerie.

Peu après 5H30 GMT, Mohamed Amra a été extrait par hélicoptère de la prison de Condé-sur-Sarthe (Orne), ont constaté des journalistes de l'AFP.

A bord, il a été muni d'un casque antibruit et d'une cagoule "pour l'empêcher de mémoriser le trajet", a précisé une source proche du dossier.

Puis il a été conduit de la base aérienne de Vélizy-Villacoublay au tribunal de Paris, où il est arrivé vers 7H30 GMT escorté par un convoi de quatre véhicules et deux motards, a constaté un journaliste de l'AFP.

Il doit désormais être entendu par les juges de la Juridiction nationale de lutte contre le crime organisé (Junalco).

Selon la source proche du dossier, l'interrogatoire évoquera ses conditions de détention, que Mohamed Amra a déjà dénoncées par la voix de l'un de ses avocats.

Si le suspect a en revanche exprimé des réticences quant à s'exprimer sur le fond du dossier, d'après cette source, cette audition doit aussi permettre de poser de premières questions sur la

préparation de son évasion, sur le jour J de l'opération puis sur sa longue cavale.

Sollicités par l'AFP, ses avocats, Benoit David et Lucas Montagnier, n'ont pas souhaité s'exprimer en amont de l'audition.

Au moins quarante autres personnes sont inculpées dans cette affaire tentaculaire, dont l'arrestation a mobilisé des moyens exceptionnels et une coopération internationale.



Mohamed Amra, extrait de prison sous haute sécurité, est arrivé au tribunal de Paris

Paris, 11 juin 2025 (AFP) - Le narcotraquant Mohamed Amra, poursuivi pour meurtres en bande organisée en récidive, est arrivé mercredi matin au tribunal de Paris pour son premier interrogatoire sur son évasion meurtrière en mai 2024, a indiqué une source proche du dossier à l'AFP.

Son évasion s'était déroulée à Incarville (Eure) lors d'une précédente extraction, qui s'est transformée en véritable guet-apens, coûtant la vie à deux agents pénitentiaires et en blessant grièvement trois autres, le 14 mai 2024.

Celui qui est surnommé "La Mouche" se trouvait dans un fourgon pénitentiaire au péage d'Incarville quand un commando l'a libéré dans une attaque ultraviolente. Mohamed Amra était ensuite parti en cavale pendant neuf mois, mais a été arrêté le 22 février à Bucarest en Roumanie, puis remis à la France.

Mercredi, la nouvelle extraction a été réalisée sous haute sécurité, avec à la manoeuvre le Groupe d'intervention de la gendarmerie nationale (GIGN), unité d'élite spécialisée dans la gestion de crises et les missions dangereuses, selon la gendarmerie.

Peu après 7H30, Mohamed Amra a été extrait par hélicoptère de la prison de Condé-sur-Sarthe (Orne), ont constaté des journalistes de l'AFP.

A bord, il a été muni d'un casque antibruit et d'une cagoule "pour l'empêcher de mémoriser le trajet", a précisé une source proche du dossier.

Puis il a été conduit de la base aérienne de Vélizy-Villacoublay au tribunal de Paris, où il est arrivé vers 9H30 escorté par un convoi de quatre véhicules et deux motards, a constaté une journaliste de l'AFP.

Il doit désormais être entendu par les juges de la Juridiction nationale de lutte contre le crime organisé (Junalco).

Selon la source proche du dossier, l'interrogatoire évoquera ses conditions de détention, que Mohamed Amra a déjà dénoncées par la voix de l'un de ses avocats.

Si le suspect a en revanche exprimé des réticences quant à s'exprimer sur le fond du dossier, d'après cette source, cette audition doit aussi permettre de poser de premières questions sur la

préparation de son évasion, sur le jour J de l'opération puis sur sa longue cavale.

Sollicités par l'AFP, ses avocats, Benoit David et Lucas Montagnier, n'ont pas souhaité s'exprimer en amont de l'audition.

Au moins quarante autres personnes sont mises en examen dans cette affaire tentaculaire, dont l'arrestation a mobilisé des moyens exceptionnels et une coopération internationale.



: MEDIAPART.FR

Mohamed Amra, extrait de prison sous haute sécurité, est arrivé au tribunal de Paris

[//blogs.mediapart.fr/la-redaction-de-med\[...\]](https://blogs.mediapart.fr/la-redaction-de-med[...])¹

Le narcotraquant Mohamed Amra, poursuivi pour meurtres en bande organisée en récidive, est arrivé mercredi matin au tribunal de Paris pour son premier interrogatoire sur son évasion meurtrière en mai 2024, a indiqué une source proche du dossier à l'AFP.

Son évasion s'était déroulée à Incarville (Eure) lors d'une précédente extraction, qui s'est transformée en véritable guet-apens, coûtant la vie à deux agents pénitentiaires et en blessant grièvement trois autres, le 14 mai 2024.

Celui qui est surnommé « La Mouche » se trouvait dans un fourgon pénitentiaire au péage d'Incarville quand un commando l'a libéré dans une attaque ultraviolente. Mohamed Amra était ensuite parti en cavale pendant neuf mois, mais a été arrêté le 22 février à Bucarest en Roumanie, puis remis à la France.

Mercredi, la nouvelle extraction a été réalisée sous haute sécurité, avec à la manoeuvre le Groupe d'intervention de la gendarmerie nationale (GIGN), unité d'élite spécialisée dans la gestion de crises et les missions dangereuses, selon la gendarmerie.

Peu après 7H30, Mohamed Amra a été extrait par hélicoptère de la prison de Condé-sur-Sarthe (Orne), ont constaté des journalistes de l'AFP.

A bord, il a été muni d'un casque antibruit et d'une cagoule « pour l'empêcher de mémoriser le trajet », a précisé une source proche du dossier.

Puis il a été conduit de la base aérienne de Vélizy-Villacoublay au tribunal de Paris, où il est arrivé vers 9H30 escorté par un convoi de quatre véhicules et deux motards, a constaté une journaliste de l'AFP.

Il doit désormais être entendu par les juges de la Juridiction nationale de lutte contre le crime organisé (Junalco).

Selon la source proche du dossier, l'interrogatoire évoquera ses conditions de détention, que Mohamed Amra a déjà dénoncées par la voix de l'un de ses avocats.

Si le suspect a en revanche exprimé des réticences quant à s'exprimer sur le fond du dossier, d'après cette source, cette audi-

tion doit aussi permettre de poser de premières questions sur la préparation de son évasion, sur le jour J de l'opération puis sur sa longue cavale.

Sollicités par l'AFP, ses avocats, Benoit David et Lucas Montagnier, n'ont pas souhaité s'exprimer en amont de l'audition.

Au moins quarante autres personnes sont mises en examen dans cette affaire tentaculaire, dont l'arrestation a mobilisé des moyens exceptionnels et une coopération internationale.

par France-E

1 : [//blogs.mediapart.fr/la-redaction-de-mediapart/blog/070120/mediapart-confie-l-afp-son-fil-d-actualites](https://blogs.mediapart.fr/la-redaction-de-mediapart/blog/070120/mediapart-confie-l-afp-son-fil-d-actualites)



LINDEPENDANT.FR—AUDE

: LINDEPENDANT.FR

"Ce labo ne marchera pas si on reste entre élus" : Jean-Jacques Marty peine à faire connaître le laboratoire des ruralités aux acteurs Audois

Le maire de St-Ferriol et président de l'AMRA est également à la tête du laboratoire des ruralités, la deuxième structure du genre en France. Persuadé de l'utilité du dispositif, il tente de convaincre ses collègues élus de l'utilité de travailler en équipe avec les associations et entreprises du territoire.

Le premier laboratoire des ruralités a été fondé en 2023 dans les Vosges. Comment le département de l'Aude a-t-il désigné pour accueillir le second ?

Tout est venu d'une rencontre avec Jean-Marie Caillaud, conseiller territoires d'Emmanuel Macron, et Dominique Faure, ministre déléguée auprès du ministre de l'Intérieur, en février 2023. A cette occasion je leur ai fait part des problèmes de la ruralité, ce à quoi Jean-Marie Caillaud m'a répondu : 'on entend toujours parler des problèmes de la ruralité, mais aucune solution ne nous remonte'.

C'est là que nous avons évoqué la possibilité que l'Aude accueille le deuxième laboratoire des ruralités de France. Depuis, un troisième a également été créé en Saône-et-Loire. Le but de cette structure, c'est d'identifier les freins au développement de la ruralité et trouver des solutions à proposer à l'Etat.

Depuis le 24 décembre 2024, le laboratoire baptisé AU² est actif. Vous en êtes le président, et Franck Jubin le directeur de projet. Quelle est la situation aujourd'hui ?

Au cours de huit rencontres, nous avons présenté ce laboratoire à 150 élus de six intercommunalités. Les échanges y ont été francs, et nous avons établis des constats similaires sur certains sujets, notamment un profond sentiment de décalage entre cadre normatif et réalité communale. Nous avons aussi monté plusieurs commissions sur la santé, la gouvernance territoriale, le développement économique...

Pourtant ce laboratoire est rarement mentionné lors des débats politiques. Comment l'expliquez-vous ?

C'est lié d'une part à l'instabilité politique qu'a connu notre pays [référence à la censure du gouvernement Barnier, NDLR], et nous sommes dans une phase de consultation depuis octobre dernier. Il y

a aussi certains élus qui se complaisent dans le marasme dans lequel se trouve l'Aude.

Mais surtout, certains élus ont encore du mal à accepter qu'il y ait une passerelle entre le public et le privé. Or, ce labo ne marchera pas si on reste entre élus ! Il nous faut y intégrer des personnes issues de la société civile, des associations, des entreprises. Beaucoup ont déjà manifesté leur intérêt : des directeurs d'hôpitaux, d'anciens préfets, des magistrats à la retraite...

Ce n'est qu'ensemble que nous allons pouvoir travailler de manière très concrète et de proposer des solutions solides et réalisables au préfet. Les services de l'Etat ne peuvent plus être de simples courroies de transmission, mais des partenaires de transformation, et les élus doivent être des facilitateurs pour faire émerger des projets.

par Marie Dedeban



Trois points pour tout comprendre au laboratoire des ruralités de l'Aude

Lancé en décembre dernier, le dispositif est porté par la préfecture de l'Aude et l'Association des maires ruraux de l'Aude (Amra). Il vise à identifier, sur le terrain, les freins du développement de la ruralité et à proposer des solutions concrètes.

Aller au delà des dispositifs existants

Au cours des huit rencontres territoriales déjà organisées depuis octobre 2024, certains élus ont fait remonter une incompréhension : pourquoi créer un Laboratoire des ruralités pour résoudre des problèmes, là où il existe déjà des dispositifs créés par l'Etat ?

"Beaucoup de ces dispositifs sont soit méconnus, soit très lourds. Certains ne sont même plus adaptés du tout à notre société ou aux réalités de terrain", relève Jean-Jacques Marty, président du Laboratoire et de l'AMRA.

Proposer des solutions concrètes

Le principe du laboratoire, baptisé AU², est que les propositions qui émergeront des différentes commissions (santé, mobilité, développement économique et gouvernance territoriale), soient *"carrées et applicables"* pour pouvoir être *"rapidement étudiées par les services de l'Etat"*. *"Et peut-être qu'elles pourront servir d'exemple pour d'autres territoires"*.

"On a déjà été sollicités par les Architectes des Bâtiments de France, raconte Jean-Jacques Marty. C'est super, mais ça arrive beaucoup trop tôt : il faut que nous ayons des solutions à leur présenter pour pouvoir initier un débat."

Les problèmes déjà identifiés

Les élus ont fait remonter des freins récurrents au développement de leur territoire. Certains relèvent la complexité des procédures d'urbanisme, comme les ZAN ou les réglementations des ABE, là où d'autres pointent du doigt un déficit d'ingénierie face aux enjeux de santé, mobilité ou gestion de l'eau. Les injustices dans les retombées économiques des énergies renouvelables (EnR), l'absence de souplesse des réglementations et le décalage entre cadre normatif et réalité communale ressortent également.

par Marie Dedebar



A-LA-UNE—FRANCE

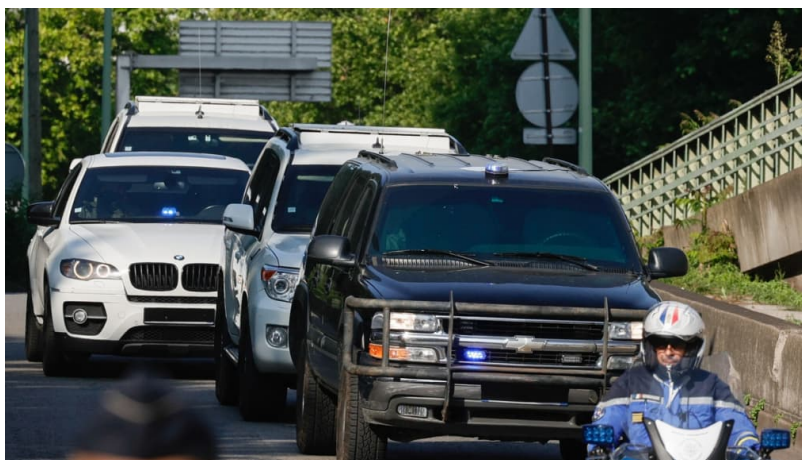
: LANOUELLEREPUBLIQUE.FR

Mohamed Amra, extrait de prison sous haute sécurité, est arrivé au tribunal de Paris

Home

A la Une

Mohamed Amra, extrait de prison sous haute sécurité, est arrivé au tribunal de Paris



Un convoi de véhicules de sécurité, dont l'un transporterait Mohamed Amra, arrivant au tribunal de Paris, mercredi 11 juin. © (Photo AFP, Geoffroy Van der Hasselt)

Arrêté en Roumanie au mois de février, le narcotrafiquant Mohamed Amra est arrivé ce mercredi 11 juin au tribunal de Paris pour son premier interrogatoire devant les juges d'instruction, depuis son évasion meurtrière il y a plus d'un an.

Le narcotrafiquant Mohamed Amra, poursuivi pour meurtres en bande organisée en récidive, est arrivé mercredi 11 juin 2025 au matin au tribunal de Paris pour son premier interrogatoire devant les juges d'instruction chargés des investigations sur son évasion meurtrière en mai 2024, a indiqué une source proche du dossier à l'AFP. Son évasion s'était déroulée à Incarville (Eure) lors d'une précédente extraction et avait coûté la vie à deux agents pénitentiaires.

Cette fois-ci, le suspect a été extrait par hélicoptère plus tôt dans la matinée de la prison de Condé-sur-Sarthe (Orne), puis conduit sous haute sécurité de la base aérienne de Vélizy-Villacoublay au tribu-

nal de Paris, où il est arrivé escorté par un convoi de quatre véhicules et deux motards.

Plus d'informations à venir...

par La Nouvelle Republique



Plus d'un an après son évasion, Mohamed Amra extrait de prison en hélicoptère en vue d'une audition

Un hélicoptère transportant Mohamed Amra a décollé tôt ce mercredi 11 juin de la prison de Condé-sur-Sarthe (Orne). Le narcotrafiquant, dont l'évasion en mai 2024 avait provoqué la mort de deux surveillants pénitentiaires, a été extrait de sa prison pour être interrogé par une juge d'instruction à Paris.

L'Agence France Presse annonce ce mercredi 11 juin 2025 qu'un hélicoptère avec Mohamed Amra à son bord a décollé à 7 h 30 de la prison de Condé-sur-Sarthe (Orne). L'appareil a ensuite pris la direction de la région parisienne, où le narcotrafiquant il devait être auditionné par les juges en charge de l'enquête sur son évasion sanglante de mai 2024. L'Agence France Presse a confirmé en milieu de matinée que Mohamed Amra était bien arrivé au tribunal judiciaire de Paris. Il y est arrivé escorté par un convoi de quatre véhicules et deux motards.

Un an après l'attaque d'Incarville

C'est le Groupe d'intervention de la gendarmerie nationale (GIGN), unité d'élite spécialisée dans la gestion de crises et les missions dangereuses, qui était chargé de la sécurité autour de cette extraction

Celle-ci est en effet loin d'être anodine puisque c'était lors d'une précédente extraction, il y a un peu plus d'un an, que Mohamed Amra, alors détenu pour plusieurs affaires, s'était évadé après l'attaque de son convoi au péage d'Incarville (Eure). Deux agents pénitentiaires, Fabrice Moello, 52 ans, et Arnaud Garcia, 34 ans, avaient perdu la vie, et trois autres avaient été grièvement blessés.

Le narcotrafiquant avait ensuite été en cavale pendant de longs mois, avant d'être arrêté en Roumanie à la fin du mois de février.

Polémique

Début juin, la nouvelle de cette future extraction avait créé la polémique dans le milieu pénitentiaire. « **Nous sommes outrés et scandalisés de cette extraction judiciaire** », avait alors réagi auprès de l'Agence France Presse Wilfried Fonck, secrétaire national Ufap Unsa Justice, déplorant que le « **principe du recours à la visioconférence** » soit « **bafoué** ».

La procureure de Paris, Laure Beccau, avait répondu que « **ça sera la première audition de Mohamed Amra. On va peut-être**

lui opposer des pièces de procédure, des scellés. Il faut qu'il soit enregistré », a-t-elle expliqué. « Et puis il faut aussi des conditions d'audition sur un interrogatoire qui va durer longtemps », avait-elle poursuivi.



Mohamed Amra à Bucarest (Roumanie), en février 2025.
Mohamed Amra à Bucarest (Roumanie), en février 2025.

OCTAV GANEA / ARCHIVES AFP



Mohamed Amra extrait de prison sous haute sécurité en hélicoptère pour se rendre au tribunal de Paris

Le narcotrafiquant Mohamed Amra, poursuivi pour meurtres en bande organisée en récidive, est arrivé mercredi matin au tribunal de Paris pour son premier interrogatoire devant les juges d'instruction chargés des investigations sur son évasion meurtrière en mai 2024, a indiqué une source proche du dossier à l'AFP.

Le narcotrafiquant Mohamed Amra, poursuivi pour meurtres en bande organisée en récidive, est arrivé mercredi matin au tribunal de Paris pour son premier interrogatoire devant les juges d'instruction chargés des investigations sur son évasion meurtrière en mai 2024, a indiqué une source proche du dossier à l'AFP.

Son évasion s'était déroulée à Incarville (Eure) lors d'une précédente extraction et avait coûté la vie à deux agents pénitentiaires. Cette fois-ci, le suspect a été extrait par hélicoptère plus tôt dans la matinée de la prison de Condé-sur-Sarthe (Orne), puis conduit sous haute sécurité de la base aérienne de Vélizy-Villacoublay au tribunal de Paris, où il est arrivé escorté par un convoi de quatre véhicules et deux motards, a constaté une journaliste de l'AFP.

>>Plus d'informations à venir

par Europe



France: Mohamed Amra est arrivé au tribunal à Paris en vue de son audition

Condé-sur-Sarthe (France), 11 juin 2025 (AFP) - Le narco-trafiquant Mohamed Amra, poursuivi pour meurtres en bande organisée en récidive, est arrivé mercredi matin au tribunal de Paris pour son premier interrogatoire devant les juges d'instruction chargés des investigations sur son évasion meurtrière en mai 2024, a indiqué une source proche du dossier à l'AFP.

Son évasion s'était déroulée à Incarville (ouest) lors d'une précédente extraction et avait coûté la vie à deux agents pénitentiaires. Cette fois-ci, le suspect a été extrait par hélicoptère plus tôt dans la matinée de la prison de Condé-sur-Sarthe (ouest), puis conduit sous haute sécurité de la base aérienne de Vélizy-Villacoublay, près de Paris, au tribunal de Paris, où il est arrivé escorté par un convoi de quatre véhicules et deux motards, a constaté une journaliste de l'AFP.

L'annonce de l'extraction pour un interrogatoire à Paris de Mohamed Amra, arrêté en février en Roumanie et détenu dans une prison ultrasécurisée de l'Orne, a suscité les réserves du ministre de l'Intérieur et les critiques de syndicats pénitentiaires.

Ceux-ci plaident plutôt pour un déplacement dans la prison de Condé-sur-Sarthe (Orne) des juges d'instruction de la Juridiction nationale de lutte contre le crime organisé (Junalco) ou une audition en visioconférence.

Après sa précédente extraction lors de laquelle il s'est évadé, celui qu'on surnomme "la Mouche" a passé neuf mois en cavale avant d'être arrêté le 22 février à Bucarest, en Roumanie.

Mohamed Amra est poursuivi notamment pour meurtres en bande organisée en récidive.

Une quarantaine de personnes, dont le narcotrafiquant de 31 ans, sont inculpées dans ce dossier tentaculaire.

mch-gus-jfm-all/et/pta/jp/cn



Mohamed Amra, extrait de prison sous haute sécurité en hélicoptère, est arrivé au tribunal de Paris



Mohamed Amra.

Le suspect a été extrait par hélicoptère plus tôt dans la matinée de la prison de Condé-sur-Sarthe (Orne), puis conduit sous haute sécurité de la base aérienne de Vélizy-Villacoublay au tribunal de Paris.

Le narcotrafiquant Mohamed Amra, poursuivi pour meurtres en bande organisée en récidive, est arrivé ce mercredi matin au tribunal de Paris pour son premier interrogatoire devant les juges d'instruction chargés des investigations sur son évasion meurtrière en mai 2024, a indiqué une source proche du dossier à l'AFP.

Son évasion s'était déroulée à Incarville (Eure) lors d'une précédente extraction et avait coûté la vie à deux agents pénitentiaires. Cette fois-ci, le suspect a été extrait par hélicoptère plus tôt dans la matinée de la prison de Condé-sur-Sarthe (Orne), puis conduit sous haute sécurité de la base aérienne de Vélizy-Villacoublay au tribunal de Paris, où il est arrivé escorté par un convoi de quatre véhicules et deux motards, a constaté une journaliste de l'AFP.

x

Il vous reste 89% à lire.

Envie de lire la suite ?

Inscrivez-vous pour poursuivre votre lecture et accéder à de nombreux services exclusifs.



Adresse email Mot de passe Je souhaite recevoir des communications informatives et commerciales de la part de La Provence En cliquant sur "S'inscrire", vous reconnaissez avoir pris connaissance des conditions générales d'utilisation et de la politique de protection des données, et les accepter. Déjà inscrit ? Connectez-vous.

Je préfère lire la suite de cet article gratuitement en regardant une publicité :

Connexion

Adresse email Mot de passe Pas encore inscrit ? Inscrivez-vous gratuitement.

par La Provence



mercredi 11 juin 2025 - 09:49 Europe/Paris
330 mots - ⌚ 1 min

POLITIQUE

: VALEURSACTUELLES.COM

Le narcotrafiquant Mohamed Amra transporté en hélicoptère à Paris pour son interrogatoire malgré les risques

Mercredi 11 juin, Mohamed Amra a quitté la prison de Condé-sur-Sarthe (Orne) à bord d'un hélicoptère. Le narcotrafiquant est convoqué à Paris pour être entendu par les juges en charge de l'enquête sur sa violente évasion survenue en mai 2024. *Mohamed*



Mohamed Amra arrêté en Roumanie, le 23 février dernier. Photo © Vadim Ghirda/AP/SIPA

Amra arrêté en Roumanie, le 23 février dernier. Photo © Vadim Ghirda/AP/SIPA

L'extraction de Mohamed Amra de la prison de Condé-sur-Sarthe (Orne) a eu lieu ce mercredi 11 juin. Peu après 7 h 30, un hélico-

ptère a quitté l'établissement de haute sécurité pour acheminer le narcotrafiquant à Paris, où il doit être entendu par les juges, comme le relaie *BFMTV*.

La présence de Mohamed Amra à bord de l'hélicoptère a été confirmée par une source proche du dossier. Selon la gendarmerie, la sécurité de l'opération est assurée par le Groupe d'intervention de la gendarmerie nationale (GIGN), une unité d'élite spécialisée dans les situations de crise et les missions à haut risque.

Une extraction largement contestée

Malgré les risques pointés par le ministre de l'Intérieur et les différents syndicats pénitentiaires, l'opération a donc bel et bien eu lieu. Pour mémoire, l'attaque survenue le 14 mai 2024 au péage d'Incarville (Eure) a coûté la vie à deux agents pénitentiaires et fait trois blessés graves. Après cet épisode, les syndicats réclamaient une audition des juges d'instruction de la Junalco directement à la prison de Condé-sur-Sarthe, ou bien par visioconférence. Le locataire de la place Beauvau, Bruno Retailleau, a lui aussi exprimé ses réserves sur *RTL*, jugeant que « *faire sortir des types aussi dangereux d'une prison, ce sont des risques majeurs* ».

Rappelons qu'après l'attaque du péage d'Incarville, Mohamed Amra est resté en fuite durant neuf mois, avant d'être arrêté le 22 février à Bucarest, en Roumanie. Dans le cadre de cette affaire, une quarantaine de personnes ont été mises en examen. Mohamed Amra, surnommé « *la Mouche* », est notamment poursuivi pour des meurtres en bande organisée, commis en récidive.

par 6s2



Mohamed Amra extrait de sa prison en hélicoptère en vue de son audition

Un hélicoptère, avec Mohamed Amra à bord, a décollé tôt mercredi matin de la prison de Condé-sur-Sarthe (Orne).

Le narcotrafiquant va être auditionné à Paris sur son évasion sanglante de mai 2024.

Une extraction judiciaire sous haute surveillance. Un hélicoptère, avec Mohamed Amra à bord, a décollé tôt ce mercredi 11 juin de la prison de Condé-sur-Sarthe (Orne), direction Paris. Le narcotrafiquant doit être auditionné avec les juges en charge de l'enquête sur son évasion sanglante de mai 2024.

L'hélicoptère a décollé peu après 7h30 de la prison de haute sécurité, ont constaté des journalistes de l'AFP. La présence de Mohamed Amra dans cet hélicoptère a ensuite été confirmée auprès de TF1-LCI. Le Groupe d'intervention de la gendarmerie nationale (GIGN), unité d'élite spécialisée dans la gestion de crises et les missions dangereuses, est chargé de la sécurité autour de cette extraction, selon la gendarmerie.

Retrouvez LCI sur le canal 15 de la TNT, et sur TF1info

L'annonce de l'extraction pour un interrogatoire à Paris de Mohamed Amra, arrêté en février en Roumanie et détenu dans une prison ultrasécurisée de l'Orne, a suscité les réserves du ministre de l'Intérieur et les critiques de syndicats pénitentiaires. Ceux-ci plaident plutôt pour un déplacement dans la prison de Condé-sur-Sarthe des juges d'instruction de la Juridiction nationale de lutte contre le crime organisé (Junalco) ou une audition en visioconférence.

Lors d'une précédente extraction, en mai 2024, de Mohamed Amra, multirécidiviste détenu pour d'autres affaires judiciaires, deux agents pénitentiaires ont été tués et trois grièvement blessés. Surnommé "La Mouche", l'homme a ensuite passé neuf mois en cavale avant d'être arrêté le 22 février à Bucarest, en Roumanie.

Mohamed Amra est poursuivi notamment pour meurtres en bande organisée en récidive. Une quarantaine de personnes, dont le narcotrafiquant de 31 ans, sont mises en examen dans ce dossier tentaculaire.



<https://photos.tf1info.fr/images/1280/720/mohamed-amra-extraction-9edcce-0@1x.jpeg?overlay-image=bG9nby10ZjFpbmZvLWRlZmF1bHQucG5n&overlayWidth=18&overlayGravity=northwest&s=78c802>



<https://www.tf1info.fr/images/tf1info-logo-square.png>



<https://photos.tf1info.fr/images/240/135/label-le-choix-des-familles-fae626-0@1x.jpeg>



<https://photos.tf1info.fr/images/240/135/mohammed-amra-arrete-en-roumanie-01552b-0@1x.jpeg>



<https://photos.tf1info.fr/images/240/135/soleil-unsplash-cha-leur-211-2f322d-1@1x.jpeg>



<https://photos.tf1info.fr/images/240/135/autriche-graz-fusillade-ecole-10-juin-2025-955f34-0@1x.jpeg>



<https://photos.tf1info.fr/images/240/135/francois-bayrou-de-cembre-2024-b944eb-0@1x.jpeg>



<https://photos.tf1info.fr/images/383/280/fond-cover-welcome-62c746-1@1x.jpeg>



FRANCE MONDE

: COURRIER-PICARD.FR

Mohamed Amra extrait par hélicoptère de Condé-sur-Sarthe pour être auditionné à Paris

Un hélicoptère, avec Mohamed Amra à bord, a décollé tôt mercredi matin de la prison de Condé-sur-Sarthe (Orne), d'où a été extrait le narcotrafiquant pour une audition à Paris avec les juges en charge de l'enquête sur son évvasion sanglante de mai 2024. L'hélicoptère a décollé peu après 7h30 de la prison de haute sécurité de Condé-sur-Sarthe (Orne).

La présence de Mohamed Amra dans cet hélicoptère a ensuite été confirmée à l'AFP par une source proche du dossier.

Le Groupe d'intervention de la gendarmerie nationale (GIGN), unité d'élite spécialisée dans la gestion de crises et les missions dangereuses, est chargé de la sécurité autour de cette extraction, selon la gendarmerie.

L'annonce de l'extraction pour un interrogatoire à Paris de Mohamed Amra, arrêté en février en Roumanie et détenu dans une prison ultrasécurisée de l'Orne, a suscité les réserves du ministre de l'Intérieur et les critiques de syndicats pénitentiaires.

Poursuivi pour meurtres en bande organisée

Ceux-ci plaident plutôt pour un déplacement dans la prison de Condé-sur-Sarthe des juges d'instruction de la Juridiction nationale de lutte contre le crime organisé (Junalco) ou une audition en visioconférence.

Lors d'une précédente extraction, en mai 2024, de Mohamed Amra, multirécidiviste détenu pour d'autres affaires judiciaires, deux agents pénitentiaires ont été tués et trois grièvement blessés. Surnommé «La Mouche», l'homme a ensuite passé neuf mois en cavale avant d'être arrêté le 22 février à Bucarest, en Roumanie.

À lire aussi Surveillante tuée à Nogent : une minute de silence dans tous les établissements scolaires jeudi midi¹

Mohamed Amra est poursuivi notamment pour meurtres en bande organisée en récidive.

Une quarantaine de personnes, dont le narcotrafiquant de 31 ans, sont mises en examen dans ce dossier tentaculaire.



Mohamed Amra a été extrait de la prison de Condé-sur-Sarthe en hélicoptère en vue de son audition

Le narcotrafiquant, qui doit être auditionné à Paris par les juges en charge de l'enquête sur son évasion meurtrière de mai 2024, a été extrait de la prison de Condé-sur-Sarthe en hélicoptère, ce mercredi 11 juin 2025.

Je m'abonne à la newsletter « Infos »

Mohamed Amra a été extrait de la prison de Condé-sur-Sarthe (Orne) et a décollé en hélicoptère en vue de son audition à Paris, ce mercredi 11 juin. Le narcotrafiquant doit être interrogé par les juges en charge de l'enquête sur son évasion de mai 2024 au cours de laquelle deux agents pénitentiaires ont été tués et trois grièvement blessés

L'hélicoptère a décollé peu après 7h30 de la prison de haute sécurité, ont constaté des journalistes de l'AFP. La présence de Mohamed Amra dans cet hélicoptère a ensuite été confirmée à l'AFP par une source proche du dossier. Le Groupe d'intervention de la gendarmerie nationale (GIGN), unité d'élite spécialisée dans la gestion de crises et les missions dangereuses, est chargé de la sécurité autour de cette extraction, selon la gendarmerie.

L'annonce de l'extraction pour un interrogatoire à Paris de Mohamed Amra, arrêté en février en Roumanie et détenu dans une prison ultrasécurisée de l'Orne, a suscité les réserves du ministre de l'Intérieur et les critiques de syndicats pénitentiaires. Sur RTL, le ministre de l'Intérieur, Bruno Retailleau, avait ainsi indiqué qu'il préférerait que le juge se déplace plutôt que Mohamed Amra soit extrait de sa prison.

Lors d'une précédente extraction, en mai 2024, de Mohamed Amra, multirécidiviste détenu pour d'autres affaires judiciaires, deux agents pénitentiaires ont été tués et trois grièvement blessés. Surnommé "La Mouche", l'homme a ensuite passé neuf mois en cavale avant d'être arrêté le 22 février à Bucarest, en Roumanie. Mohamed Amra est poursuivi notamment pour meurtres en bande organisée en récidive. Une quarantaine de personnes, dont le narcotrafiquant de 31 ans, sont mises en examen dans ce dossier tentaculaire.



<https://images.rtl.fr/~c/2000v2000/rtl/www/1760033-mohamed-amra-a-l-aeroport-de-bucarest-le-25-fevrier-2025.jpg>

par Eléanor Douet



FRANCE

: LAVOIXDUNORD.FR

Mohamed Amra a été extrait de la prison de Condé-sur-Sarthe, en hélicoptère, pour une audition

Amra extrait de la prison de Condé-sur-Sarthe en hélicoptère en vue de son audition

Un hélicoptère, avec Mohamed Amra à bord, a décollé tôt mercredi matin de la prison de Condé-sur-Sarthe (Orne), d'où a été extrait le narcotrafiquant pour une audition à Paris avec les juges en charge de l'enquête sur son évasion sanglante de mai 2024.

L'hélicoptère a décollé peu après 7h30 de la prison de haute sécurité, ont constaté des journalistes de l'AFP. La présence de Mohamed Amra dans cet hélicoptère a ensuite été confirmée à l'AFP par une source proche du dossier.

Le Groupe d'intervention de la gendarmerie nationale (GIGN), unité d'élite spécialisée dans la gestion de crises et les missions dangereuses, est chargé de la sécurité autour de cette extraction, selon la gendarmerie.

Extraction critiquée

L'annonce de l'extraction pour un interrogatoire à Paris de Mohamed Amra, arrêté en février en Roumanie et détenu dans une prison ultrasécurisée de l'Orne, a suscité les réserves du ministre de l'Intérieur et les critiques de syndicats pénitentiaires.

Ceux-ci plaident plutôt pour un déplacement dans la prison de Condé-sur-Sarthe des juges d'instruction de la Juridiction nationale de lutte contre le crime organisé (Junalco) ou une audition en visioconférence.

Lors d'une précédente extraction, en mai 2024, de Mohamed Amra, multirécidiviste détenu pour d'autres affaires judiciaires, deux agents pénitentiaires ont été tués et trois grièvement blessés. Surnommé «La Mouche», l'homme a ensuite passé neuf mois en cavale avant d'être arrêté le 22 février à Bucarest, en Roumanie.

Mohamed Amra est poursuivi notamment pour meurtres en bande organisée en récidive. Une quarantaine de personnes, dont le narcotrafiquant de 31 ans, sont mises en examen dans ce dossier tentaculaire.



FRANCE— JUSTICE

: HUFFINGTONPOST.FR

Mohamed Amra extrait de sa cellule par hélicoptère pour être entendu à Paris

Ce transfert pour l'audition du narcotrafiquant ce mercredi avait suscité des réserves, avec le souvenir du décès de deux agents pénitentiaires à Incarville.



Le narcotrafiquant multirécidiviste Mohamed Amra est transféré en hélicoptère ce mercredi 11 juin de la prison de Condé-sur-Sarthe au palais de justice de Paris, où il sera auditionné.

JEAN-FRANCOIS MONIER / AFP Le narcotrafiquant multirécidiviste Mohamed Amra est transféré en hélicoptère ce mercredi 11 juin de la prison de Condé-sur-Sarthe au palais de justice de Paris, où il sera auditionné.

FRANCE - D'importantes précautions, au vu de son passif. Un hélicoptère, avec Mohamed Amra à bord, a décollé tôt ce mercredi 11 juin au matin de la prison de Condé-sur-Sarthe (Orne), d'où a été extrait le narcotrafiquant pour une audition à Paris avec les juges en charge de l'enquête sur son évasion sanglante de mai 2024, a appris l'AFP de sources concordantes. L'agence a également confirmé plus tard dans la matinée que le multirécidiviste était bien arrivé au tribunal de Paris.

L'hélicoptère a décollé peu après 7 h 30 de la prison de haute sécurité, ont constaté des journalistes de l'AFP. La présence de Mohamed Amra dans cet hélicoptère a ensuite été confirmée à l'AFP par une source proche du dossier, avec une sécurité assurée par le Groupe d'intervention de la gendarmerie nationale (GIGN), unité d'élite spécialisée dans la gestion de crises et les missions dangereuses.

Selon ses avocats, Mohamed Amra n'a cependant pas répondu aux questions des juges sur son évasion durant ce premier interrogatoire. « Nous n'avons pas pu préparer cet interrogatoire dans des

conditions sereines et conformes des droits de la défense. (...) Amra répondra aux questions des juges lorsque la confidentialité de nos échanges sera parfaitement garantie », a indiqué à la presse Lucas Montagnier à l'issue de l'interrogatoire de son client. Le suspect a cependant évoqué devant les juges « ses conditions » de détention « au quotidien », a précisé son autre conseil Benoît David.

Une extraction critiquée

L'annonce de l'extraction pour un interrogatoire à Paris de Mohamed Amra, arrêté en février en Roumanie et détenu dans une prison ultra-sécurisée de l'Orne, a suscité les réserves du ministre de l'Intérieur et les critiques de syndicats pénitentiaires. Bien que le ministre de la Justice Gérard Darmanin ait assuré que toutes les mesures de sécurité nécessaires seraient mises en place, ceux-ci plaident plutôt pour un déplacement dans la prison de Condé-sur-Sarthe des juges d'instruction de la Juridiction nationale de lutte contre le crime organisé (Junalco), ou une audition en visioconférence.

Lors d'une précédente extraction, en mai 2024, de Mohamed Amra, multirécidiviste détenu pour d'autres affaires judiciaires, deux agents pénitentiaires ont été tués et trois grièvement blessés. Surnommé « *La Mouche* », l'homme a ensuite passé neuf mois en cavale avant d'être arrêté le 22 février à Bucarest, en Roumanie.

La procureure de Paris, Laure Beccau, avait défendu le choix des juges en affirmant que ces derniers « *veulent désormais que le dossier avance vite* ». « *Ça sera la première audition de Mohamed Amra [...] Ça va être le temps de ses premières déclarations. On va peut-être lui opposer des pièces de procédure, des scellés. Il faut qu'il soit enregistré* », a-t-elle expliqué sur RMC/BFM TV le 6 juin. « *Vous n' imaginez évidemment pas trois magistrats instructeurs se déplacer avec l'intégralité des scellés. Et puis il faut aussi des conditions d'audition sur un interrogatoire qui va durer longtemps* », a-t-elle poursuivi.

Mohamed Amra est poursuivi notamment pour meurtres en bande organisée en récidive. Une quarantaine de personnes, dont le narco-trafiquant de 31 ans, sont mises en examen dans ce dossier tentaculaire.

plus :

FranceJusticePrison

par Timothee Barnaud



LINDEPENDANT.FR—ACTU

: LINDEPENDANT.FR

Extraction de Mohamed Amra : "Opération sous très haute sécurité" en cours... Un hélicoptère est parti de la prison de Cond-sur-Sarthe, le narcotrafiquant doit être entendu à Paris

Un hélicoptère transportant Mohamed Amra a décollé tôt ce mercredi 11 juin de la prison de Condé-sur-Sarthe (Orne). Le narcotrafiquant, dont l'évasion en mai 2024 avait provoqué la mort de deux surveillants pénitentiaires, a été extrait de sa prison pour être interrogé par une juge d'instruction à Paris.

Un hélicoptère, avec Mohamed Amra à bord, a décollé tôt mercredi matin de la prison de Condé-sur-Sarthe (Orne), d'où a été extrait le narcotrafiquant **pour une audition à Paris avec les juges en charge de l'enquête sur son évasion sanglante de mai 2024**, a appris l'AFP de sources concordantes.

L'hélicoptère a décollé **peu après 7h30** de la prison de haute sécurité, ont constaté des journalistes de l'AFP.

La présence de Mohamed Amra dans cet hélicoptère a ensuite été confirmée à l'AFP par une source proche du dossier.

Extraction à haut risque

Le Groupe d'intervention de la gendarmerie nationale (GIGN), unité d'élite spécialisée dans la gestion de crises et les missions dangereuses, est chargé de la sécurité autour de cette extraction, selon la gendarmerie.

L'annonce de l'extraction pour un interrogatoire à Paris de Mohamed Amra, arrêté en février en Roumanie et détenu dans une prison ultrasécurisée de l'Orne, a suscité **les réserves du ministre de l'Intérieur et les critiques de syndicats pénitentiaires**.

Ceux-ci plaident plutôt pour **un déplacement dans la prison de Condé-sur-Sarthe des juges d'instruction de la Juridiction nationale de lutte contre le crime organisé (Junalco) ou une audition en visioconférence**.

Lors d'une précédente extraction, en mai 2024, de Mohamed Amra, multirécidiviste détenu pour d'autres affaires judiciaires, **deux agents pénitentiaires ont été tués et trois grièvement blessés**. Surnommé "La Mouche", l'homme a ensuite passé neuf mois en cavale avant d'être arrêté le 22 février à Bucarest, en Roumanie.

Mohamed Amra est poursuivi notamment pour meurtres en bande organisée en récidive.

Une quarantaine de personnes, dont le narcotrafiquant de 31 ans,
sont mises en examen dans ce dossier tentaculaire.



: EPOCHTIMES

Mohamed Amra a été extrait de la prison de Condé-sur-Sarthe en hélicoptère, en vue de son audition

Un hélicoptère, avec Mohamed Amra à bord, a décollé tôt mercredi matin de la prison de Condé-sur-Sarthe (Orne), d'où a été extrait le narcotrafiquant

pour une audition à Paris avec les juges en charge de l'enquête sur son évasion sanglante de mai 2024, a appris l'AFP de sources concordantes.

L'hélicoptère a décollé peu après 7h30 de la prison de haute sécurité, ont constaté des journalistes de l'AFP.

La présence de Mohamed Amra dans cet hélicoptère a ensuite été confirmée à l'AFP par une source proche du dossier.

Le Groupe d'intervention de la gendarmerie nationale (GIGN), unité d'élite spécialisée dans la gestion de crises et les missions dangereuses, est chargé de la sécurité autour de cette extraction, selon la gendarmerie.

Son extraction de prison avait rencontré de vives critiques

L'annonce de l'extraction pour un interrogatoire à Paris de Mohamed Amra, arrêté en février en Roumanie et détenu dans une prison ultrasécurisée de l'Orne, a suscité les réserves du ministre de l'Intérieur et les critiques de syndicats pénitentiaires. Ceux-ci plaident plutôt pour un déplacement dans la prison de Condé-sur-Sarthe des juges d'instruction de la Juridiction nationale de lutte contre le crime organisé (Junalco) ou une audition en visioconférence.

Lors d'une précédente extraction, en mai 2024, de Mohamed Amra, multirécidiviste détenu pour d'autres affaires judiciaires, deux agents pénitentiaires ont été tués et trois grièvement blessés. Surnommé « La Mouche », l'homme a ensuite passé neuf mois en cavale avant d'être arrêté le 22 février à Bucarest, en Roumanie.

Mohamed Amra est poursuivi notamment pour meurtres en bande organisée en récidive.

Une quarantaine de personnes, dont le narcotrafiquant de 31 ans, sont mises en examen dans ce dossier tentaculaire.

Epoch Times est un média libre et indépendant, ne recevant aucune aide publique et n'appartenant à aucun parti politique ou groupe financier. Depuis notre création, nous faisons face à des at-

taques déloyales pour faire taire nos informations portant notamment sur les questions de droits de l'homme en Chine. C'est pourquoi, nous comptons sur votre soutien pour défendre notre journalisme indépendant et pour continuer, grâce à vous, à faire connaître la vérité.



<https://www.epochtimes.fr/assets/uploads/2025/06/Gettyimages-2218993982.jpg>



<https://www.epochtimes.fr/assets/uploads/2025/06/Gettyimages-2218993982-795x447.jpg>



Mohamed Amra extrait de la prison de Condé-sur-Sarthe : l'hélicoptère a décollé direction Paris en vue de l'audition du narcotrafiquant

L'hélicoptère a décollé peu après 7h30 de la prison de haute sécurité de Condé-sur-Sarthe (Orne). A son bord, le narcotrafiquant Mohamed Amra, convoqué pour une audition à Paris avec les juges en charge de l'enquête sur son évasion sanglante de mai 2024.

Le Groupe d'intervention de la gendarmerie nationale (GIGN), unité d'élite spécialisée dans la gestion de crises et les missions dangereuses, est chargé de la sécurité autour de cette extraction, selon la gendarmerie.

Une extraction critiquée

L'annonce de l'extraction pour un interrogatoire à Paris de Mohamed Amra, arrêté en février en Roumanie et détenu dans une prison ultrasécurisée de l'Orne, a suscité les réserves du ministre de l'Intérieur et les critiques de syndicats pénitentiaires.

Ceux-ci plaident plutôt pour un déplacement dans la prison de Condé-sur-Sarthe des juges d'instruction de la Juridiction nationale de lutte contre le crime organisé (Junalco) ou une audition en visioconférence.

Lors d'une précédente extraction, en mai 2024, de Mohamed Amra, multirécidiviste détenu pour d'autres affaires judiciaires, deux agents pénitentiaires ont été tués et trois grièvement blessés. Surnommé "La Mouche", l'homme a ensuite passé neuf mois en cavale avant d'être arrêté le 22 février à Bucarest, en Roumanie.

Mohamed Amra est poursuivi notamment pour meurtres en bande organisée en récidive.

Une quarantaine de personnes, dont le narcotrafiquant de 31 ans, sont mises en examen dans ce dossier tentaculaire.

par Ps



: TENDANCE OUEST

Mohamed Amra. Le narcotrafiquant a été extrait de la prison de Condé-sur-Sarthe à bord d'un hélicoptère

Tôt ce mercredi 11 juin, un hélicoptère a décollé de la prison de Condé-sur-Sarthe. Mohamed Amra serait bien présent à son bord pour être auditionné à Paris.

Faits Divers.

Le narcotrafiquant Mohamed Amra a été extrait tôt ce mercredi 11 juin de la prison de Condé-sur-Sarthe (Orne) pour être auditionné à Paris par les juges en charge de l'enquête sur son évasion meurtrière de mai 2024. Un hélicoptère, sécurisé par le GIGN, le Groupe d'intervention de la gendarmerie nationale, unité d'élite spécialisée dans la gestion de crises et les missions dangereuses, a décollé peu après 7h30, avec Mohamed Amra à son bord, selon la gendarmerie.

L'annonce de l'extraction de Mohamed Amra pour un interrogatoire à Paris, ce dernier ayant été arrêté en février en Roumanie et détenu dans une prison ultrasécurisée de l'Orne, a suscité les réserves du ministre de l'Intérieur et les critiques de syndicats pénitentiaires.

- A lire aussi. Extraction de Mohamed Amra. "Il n'y a rien de mieux que la visio", réagit un agent pénitentiaire de Condé-sur-Sarthe

Ceux-ci plaident plutôt pour un déplacement des juges d'instruction de la Juridiction nationale de lutte contre le crime organisé (Junalco) dans la prison de Condé-sur-Sarthe ou une audition en visioconférence.

- A lire aussi. Justice. "Des conditions de sécurité hors normes" pour le transfert de Mohamed Amra de la prison de Condé-sur-Sarthe

Lors d'une précédente extraction en mai 2024 de Mohamed Amra, multirécidiviste détenu pour d'autres affaires judiciaires, deux agents pénitentiaires ont été tués et trois grièvement blessés. Surnommé "La Mouche", l'homme a ensuite passé neuf mois en cavale avant d'être arrêté le 22 février à Bucarest, en Roumanie.

- A lire aussi. [Photos]. Un an après le drame d'Incarville, une série de mesures ont été instaurées "pour renforcer la sécurité de nos professionnels"

Mohamed Amra est poursuivi notamment pour meurtres en bande organisée en récidive. Une quarantaine de personnes, dont le nar-

cotrafiquant de 31 ans, sont mises en examen dans ce dossier tentaculaire.

Avec AFP



<https://medias.tendanceouest.com/photos/1200/429503/?v=1749624588>



FRANCE

: CNEWS.FR

Audition de Mohamed Amra : le narcotrafiquant extrait de la prison de Condé-sur-Sarthe en hélicoptère



Mohamed Amra doit être auditionné à Paris ce mercredi. [JEAN-FRANCOIS MONIER / AFP]

Un hélicoptère a décollé tôt mercredi matin de la prison de Condé-sur-Sarthe (Orne), avec Mohamed Amra à son bord. Le narcotrafiquant est attendu pour une audition à Paris avec les juges en charge de l'enquête sur son évasion sanglante de mai 2024.

Malgré les critiques émises par les syndicats pénitentiaires et les réserves du ministre de l'Intérieur, l'extraction de Mohamed Amra de la prison de Condé-sur-Sarthe (Orne) a été lancée ce mercredi 11 juin. Peu après 7h30, un hélicoptère a décollé de l'établissement de haute sécurité pour conduire le narcotrafiquant à Paris, où il doit être auditionné.

La présence de Mohamed Amra à bord de l'engin a été confirmée à l'AFP par une source proche du dossier. Le Groupe d'intervention de la gendarmerie nationale (GIGN) est chargé de la sécurité autour de cette extraction particulièrement sensible.

C'est en effet lors d'un précédent transfert du multirécidiviste que deux agents pénitentiaires ont été tués et que trois ont été grièvement blessés, le 14 mai 2024, lors d'un guet-apens au péage d'Incarville (Eure). Mohamed Amra est d'ailleurs attendu à Paris pour être entendu dans le cadre de l'enquête sur cette évasion sanglante.

un dossier qui doit «avancer vite»

Avec cette attaque en mémoire, les syndicats pénitentiaires plaident plutôt, cette fois-ci, pour un déplacement dans la prison de

Condé-sur-Sarthe des juges d'instruction de la Juridiction nationale de lutte contre le crime organisé (Junalco) ou pour une audition en visioconférence.

Mais la procureur de Paris, Laure Beccau, a défendu le choix de l'extraction, expliquant que les juges «veulent désormais que le dossier avance vite». «Ça sera la première audition de Mohamed Amra (...) Ça va être le temps de ses premières déclarations. On va peut-être lui opposer des pièces de procédure, des scellés. Il faut qu'il soit enregistré.»

«Vous n'imaginez évidemment pas trois magistrats instructeurs se déplacer avec l'intégralité des scellés, avait-elle ajouté. Et puis il faut aussi des conditions d'audition sur un interrogatoire qui va durer longtemps.»

Pour rappel, après l'attaque du péage d'Incarville, Mohamed Amra a passé neuf mois en cavale. Il a finalement été interpellé le 22 février à Bucarest, en Roumanie. Une quarantaine de personnes sont mises en examen dans ce dossier et le narcotrafiquant, lui, est notamment poursuivi pour meurtres en bande organisée en récidive.

par Cnews



Le narcotrafiquant Mohamed Amra extrait de la prison de Condé-sur-Sarthe en hélicoptère en vue de son audition

Un hélicoptère, avec Mohamed Amra à bord, a décollé tôt mercredi matin de la prison de Condé-sur-Sarthe, dans l'ouest de la France, d'où a été extrait le narcotrafiquant pour une audition à Paris avec les juges en charge de l'enquête sur son évasion sanglante de mai 2024, a appris l'AFP de sources concordantes.

L'hélicoptère a décollé peu après 7h30 de la prison de haute sécurité, ont constaté des journalistes de l'AFP. La présence de Mohamed Amra dans cet hélicoptère a ensuite été confirmée à l'AFP par une source proche du dossier.

Le Groupe d'intervention de la gendarmerie nationale (GIGN), unité d'élite spécialisée dans la gestion de crises et les missions dangereuses, est chargé de la sécurité autour de cette extraction, selon la gendarmerie.

L'annonce de l'extraction pour un interrogatoire à Paris de Mohamed Amra, arrêté en février en Roumanie et détenu dans une prison ultrasécurisée de l'Orne, a suscité les réserves du ministre de l'Intérieur et les critiques de syndicats pénitentiaires.

Ceux-ci plaident plutôt pour un déplacement dans la prison de Condé-sur-Sarthe (Orne) des juges d'instruction de la Juridiction nationale de lutte contre le crime organisé (Junalco) ou une audition en visioconférence.

```
var _ultimedia_host = "https://www.ultimedia.com";var _ultimedia_script = document.createElement("script");_ultimedia_script.setAttribute("type", "text/javascript");_ultimedia_script.setAttribute("src", _ultimedia_host + "/js/common/visible_player.js");document.getElementsByTagName('head')[0].appendChild(_ultimedia_script);
```

Lors d'une précédente extraction, en mai 2024, de Mohamed Amra, multirécidiviste détenu pour d'autres affaires judiciaires, deux agents pénitentiaires ont été tués et trois grièvement blessés. Surnommé "La Mouche", l'homme a ensuite passé neuf mois en cavale avant d'être arrêté le 22 février à Bucarest, en Roumanie.

Mohamed Amra est poursuivi notamment pour meurtres en bande organisée en récidive. Une quarantaine de personnes, dont le narcotrafiquant de 31 ans, sont mises en examen dans ce dossier tentaculaire.



france-crime-justice_7406396.jpeg



CONDE-SUR-SARTHE

Le narcotrafiquant Mohamed Amra extrait de la prison de Condé-sur-Sarthe en hélicoptère en vue de son audition

Un hélicoptère, avec Mohamed Amra à bord, a décollé tôt mercredi matin de la prison de Condé-sur-Sarthe, dans l'ouest de la France, d'où a été extrait le narcotrafiquant pour une audition à Paris avec les juges en charge de l'enquête sur son évasion sanglante de mai 2024, a appris l'AFP de sources concordantes.

L'hélicoptère a décollé peu après 7h30 de la prison de haute sécurité, ont constaté des journalistes de l'AFP. La présence de Mohamed Amra dans cet hélicoptère a ensuite été confirmée à l'AFP par une source proche du dossier.

Le Groupe d'intervention de la gendarmerie nationale (GIGN), unité d'élite spécialisée dans la gestion de crises et les missions dangereuses, est chargé de la sécurité autour de cette extraction, selon la gendarmerie.

L'annonce de l'extraction pour un interrogatoire à Paris de Mohamed Amra, arrêté en février en Roumanie et détenu dans une prison ultrasécurisée de l'Orne, a suscité les réserves du ministre de l'Intérieur et les critiques de syndicats pénitentiaires.

Ceux-ci plaident plutôt pour un déplacement dans la prison de Condé-sur-Sarthe (Orne) des juges d'instruction de la Juridiction nationale de lutte contre le crime organisé (Junalco) ou une audition en visioconférence.

```
var _ultimedia_host = "https://www.ultimedia.com";var _ultimedia_script = document.createElement("script");_ultimedia_script.setAttribute("type", "text/javascript");_ultimedia_script.setAttribute("src", _ultimedia_host + "/js/common/visible_player.js");document.getElementsByTagName('head')[0].appendChild(_ultimedia_script);
```

Lors d'une précédente extraction, en mai 2024, de Mohamed Amra, multirécidiviste détenu pour d'autres affaires judiciaires, deux agents pénitentiaires ont été tués et trois grièvement blessés. Surnommé "La Mouche", l'homme a ensuite passé neuf mois en cavale avant d'être arrêté le 22 février à Bucarest, en Roumanie.

Mohamed Amra est poursuivi notamment pour meurtres en bande organisée en récidive. Une quarantaine de personnes, dont le narcotrafiquant de 31 ans, sont mises en examen dans ce dossier tentaculaire.



france-crime-justice_7406396.jpeg



CONDE-SUR-SARTHE

Le narcotrafiquant Mohamed Amra extrait de la prison de Condé-sur-Sarthe en hélicoptère en vue de son audition

Un hélicoptère, avec Mohamed Amra à bord, a décollé tôt mercredi matin de la prison de Condé-sur-Sarthe, dans l'ouest de la France, d'où a été extrait le narcotrafiquant pour une audition à Paris avec les juges en charge de l'enquête sur son évasion sanglante de mai 2024, a appris l'AFP de sources concordantes.

L'hélicoptère a décollé peu après 7h30 de la prison de haute sécurité, ont constaté des journalistes de l'AFP. La présence de Mohamed Amra dans cet hélicoptère a ensuite été confirmée à l'AFP par une source proche du dossier.

Le Groupe d'intervention de la gendarmerie nationale (GIGN), unité d'élite spécialisée dans la gestion de crises et les missions dangereuses, est chargé de la sécurité autour de cette extraction, selon la gendarmerie.

L'annonce de l'extraction pour un interrogatoire à Paris de Mohamed Amra, arrêté en février en Roumanie et détenu dans une prison ultrasécurisée de l'Orne, a suscité les réserves du ministre de l'Intérieur et les critiques de syndicats pénitentiaires.

Ceux-ci plaidaient plutôt pour un déplacement dans la prison de Condé-sur-Sarthe (Orne) des juges d'instruction de la Juridiction nationale de lutte contre le crime organisé (Junalco) ou une audition en visioconférence.

```
var _ultimedia_host = "https://www.ultimedia.com";var _ultimedia_script = document.createElement("script");_ultimedia_script.setAttribute("type", "text/javascript");_ultimedia_script.setAttribute("src", _ultimedia_host + "/js/common/visible_player.js");document.getElementsByTagName('head')[0].appendChild(_ultimedia_script);
```

Lors d'une précédente extraction, en mai 2024, de Mohamed Amra, multirécidiviste détenu pour d'autres affaires judiciaires, deux agents pénitentiaires ont été tués et trois grièvement blessés. Surnommé "La Mouche", l'homme a ensuite passé neuf mois en cavale avant d'être arrêté le 22 février à Bucarest, en Roumanie.

Mohamed Amra est poursuivi notamment pour meurtres en bande organisée en récidive. Une quarantaine de personnes, dont le narcotrafiquant de 31 ans, sont mises en examen dans ce dossier tentaculaire.



france-crime-justice_7406396.jpeg



CONDE-SUR-SARTHE

Le narcotrafiquant Mohamed Amra extrait de la prison de Condé-sur-Sarthe en hélicoptère en vue de son audition

Un hélicoptère, avec Mohamed Amra à bord, a décollé tôt mercredi matin de la prison de Condé-sur-Sarthe, dans l'ouest de la France, d'où a été extrait le narcotrafiquant pour une audition à Paris avec les juges en charge de l'enquête sur son évasion sanglante de mai 2024, a appris l'AFP de sources concordantes.

L'hélicoptère a décollé peu après 7h30 de la prison de haute sécurité, ont constaté des journalistes de l'AFP. La présence de Mohamed Amra dans cet hélicoptère a ensuite été confirmée à l'AFP par une source proche du dossier.

Le Groupe d'intervention de la gendarmerie nationale (GIGN), unité d'élite spécialisée dans la gestion de crises et les missions dangereuses, est chargé de la sécurité autour de cette extraction, selon la gendarmerie.

L'annonce de l'extraction pour un interrogatoire à Paris de Mohamed Amra, arrêté en février en Roumanie et détenu dans une prison ultrasécurisée de l'Orne, a suscité les réserves du ministre de l'Intérieur et les critiques de syndicats pénitentiaires.

Ceux-ci plaident plutôt pour un déplacement dans la prison de Condé-sur-Sarthe (Orne) des juges d'instruction de la Juridiction nationale de lutte contre le crime organisé (Junalco) ou une audition en visioconférence.

```
var _ultimedia_host = "https://www.ultimedia.com";var _ultimedia_script = document.createElement("script");_ultimedia_script.setAttribute("type", "text/javascript");_ultimedia_script.setAttribute("src", _ultimedia_host + "/js/common/visible_player.js");document.getElementsByTagName('head')[0].appendChild(_ultimedia_script);
```

Lors d'une précédente extraction, en mai 2024, de Mohamed Amra, multirécidiviste détenu pour d'autres affaires judiciaires, deux agents pénitentiaires ont été tués et trois grièvement blessés. Surnommé "La Mouche", l'homme a ensuite passé neuf mois en cavale avant d'être arrêté le 22 février à Bucarest, en Roumanie.

Mohamed Amra est poursuivi notamment pour meurtres en bande organisée en récidive. Une quarantaine de personnes, dont le narcotrafiquant de 31 ans, sont mises en examen dans ce dossier tentaculaire.



france-crime-justice_7406396.jpeg



Le narcotrafiquant Mohamed Amra extrait de la prison de Condé-sur-Sarthe en hélicoptère en vue de son audition

Un hélicoptère, avec Mohamed Amra à bord, a décollé tôt mercredi matin de la prison de Condé-sur-Sarthe, dans l'ouest de la France, d'où a été extrait le narcotrafiquant pour une audition à Paris avec les juges en charge de l'enquête sur son évasion sanglante de mai 2024, a appris l'AFP de sources concordantes.

L'hélicoptère a décollé peu après 7h30 de la prison de haute sécurité, ont constaté des journalistes de l'AFP. La présence de Mohamed Amra dans cet hélicoptère a ensuite été confirmée à l'AFP par une source proche du dossier.

Le Groupe d'intervention de la gendarmerie nationale (GIGN), unité d'élite spécialisée dans la gestion de crises et les missions dangereuses, est chargé de la sécurité autour de cette extraction, selon la gendarmerie.

L'annonce de l'extraction pour un interrogatoire à Paris de Mohamed Amra, arrêté en février en Roumanie et détenu dans une prison ultrasécurisée de l'Orne, a suscité les réserves du ministre de l'Intérieur et les critiques de syndicats pénitentiaires.

Ceux-ci plaidaient plutôt pour un déplacement dans la prison de Condé-sur-Sarthe (Orne) des juges d'instruction de la Juridiction nationale de lutte contre le crime organisé (Junalco) ou une audition en visioconférence.

```
var _ultimedia_host = "https://www.ultimedia.com";var _ultimedia_script = document.createElement("script");_ultimedia_script.setAttribute("type", "text/javascript");_ultimedia_script.setAttribute("src", _ultimedia_host + "/js/common/visible_player.js");document.getElementsByTagName('head')[0].appendChild(_ultimedia_script);
```

Lors d'une précédente extraction, en mai 2024, de Mohamed Amra, multirécidiviste détenu pour d'autres affaires judiciaires, deux agents pénitentiaires ont été tués et trois grièvement blessés. Surnommé "La Mouche", l'homme a ensuite passé neuf mois en cavale avant d'être arrêté le 22 février à Bucarest, en Roumanie.

Mohamed Amra est poursuivi notamment pour meurtres en bande organisée en récidive. Une quarantaine de personnes, dont le narcotrafiquant de 31 ans, sont mises en examen dans ce dossier tentaculaire.



france-crime-justice_7406396.jpeg



Le narcotrafiquant Mohamed Amra extrait de la prison de Condé-sur-Sarthe en hélicoptère en vue de son audition

Un hélicoptère, avec Mohamed Amra à bord, a décollé tôt mercredi matin de la prison de Condé-sur-Sarthe, dans l'ouest de la France, d'où a été extrait le narcotrafiquant pour une audition à Paris avec les juges en charge de l'enquête sur son évasion sanglante de mai 2024, a appris l'AFP de sources concordantes.

L'hélicoptère a décollé peu après 7h30 de la prison de haute sécurité, ont constaté des journalistes de l'AFP. La présence de Mohamed Amra dans cet hélicoptère a ensuite été confirmée à l'AFP par une source proche du dossier.

Le Groupe d'intervention de la gendarmerie nationale (GIGN), unité d'élite spécialisée dans la gestion de crises et les missions dangereuses, est chargé de la sécurité autour de cette extraction, selon la gendarmerie.

L'annonce de l'extraction pour un interrogatoire à Paris de Mohamed Amra, arrêté en février en Roumanie et détenu dans une prison ultrasécurisée de l'Orne, a suscité les réserves du ministre de l'Intérieur et les critiques de syndicats pénitentiaires.

Ceux-ci plaidaient plutôt pour un déplacement dans la prison de Condé-sur-Sarthe (Orne) des juges d'instruction de la Juridiction nationale de lutte contre le crime organisé (Junalco) ou une audition en visioconférence.

```
var _ultimedia_host = "https://www.ultimedia.com";var _ultimedia_script = document.createElement("script");_ultimedia_script.setAttribute("type", "text/javascript");_ultimedia_script.setAttribute("src", _ultimedia_host + "/js/common/visible_player.js");document.getElementsByTagName('head')[0].appendChild(_ultimedia_script);
```

Lors d'une précédente extraction, en mai 2024, de Mohamed Amra, multirécidiviste détenu pour d'autres affaires judiciaires, deux agents pénitentiaires ont été tués et trois grièvement blessés. Surnommé "La Mouche", l'homme a ensuite passé neuf mois en cavale avant d'être arrêté le 22 février à Bucarest, en Roumanie.

Mohamed Amra est poursuivi notamment pour meurtres en bande organisée en récidive. Une quarantaine de personnes, dont le narcotrafiquant de 31 ans, sont mises en examen dans ce dossier tentaculaire.



france-crime-justice_7406396.jpeg



Le narcotrafiquant Mohamed Amra extrait de la prison de Condé-sur-Sarthe en hélicoptère en vue de son audition

Un hélicoptère, avec Mohamed Amra à bord, a décollé tôt mercredi matin de la prison de Condé-sur-Sarthe, dans l'ouest de la France, d'où a été extrait le narcotrafiquant pour une audition à Paris avec les juges en charge de l'enquête sur son évasion sanglante de mai 2024, a appris l'AFP de sources concordantes.

L'hélicoptère a décollé peu après 7h30 de la prison de haute sécurité, ont constaté des journalistes de l'AFP. La présence de Mohamed Amra dans cet hélicoptère a ensuite été confirmée à l'AFP par une source proche du dossier.

Le Groupe d'intervention de la gendarmerie nationale (GIGN), unité d'élite spécialisée dans la gestion de crises et les missions dangereuses, est chargé de la sécurité autour de cette extraction, selon la gendarmerie.

L'annonce de l'extraction pour un interrogatoire à Paris de Mohamed Amra, arrêté en février en Roumanie et détenu dans une prison ultrasécurisée de l'Orne, a suscité les réserves du ministre de l'Intérieur et les critiques de syndicats pénitentiaires.

Ceux-ci plaidaient plutôt pour un déplacement dans la prison de Condé-sur-Sarthe (Orne) des juges d'instruction de la Juridiction nationale de lutte contre le crime organisé (Junalco) ou une audition en visioconférence.

```
var _ultimedia_host = "https://www.ultimedia.com";var _ultimedia_script = document.createElement("script");_ultimedia_script.setAttribute("type", "text/javascript");_ultimedia_script.setAttribute("src", _ultimedia_host + "/js/common/visible_player.js");document.getElementsByTagName('head')[0].appendChild(_ultimedia_script);
```

Lors d'une précédente extraction, en mai 2024, de Mohamed Amra, multirécidiviste détenu pour d'autres affaires judiciaires, deux agents pénitentiaires ont été tués et trois grièvement blessés. Surnommé "La Mouche", l'homme a ensuite passé neuf mois en cavale avant d'être arrêté le 22 février à Bucarest, en Roumanie.

Mohamed Amra est poursuivi notamment pour meurtres en bande organisée en récidive. Une quarantaine de personnes, dont le narcotrafiquant de 31 ans, sont mises en examen dans ce dossier tentaculaire.



france-crime-justice_7406396.jpeg



CONDE-SUR-SARTHE

Le narcotrafiquant Mohamed Amra extrait de la prison de Condé-sur-Sarthe en hélicoptère en vue de son audition

Un hélicoptère, avec Mohamed Amra à bord, a décollé tôt mercredi matin de la prison de Condé-sur-Sarthe, dans l'ouest de la France, d'où a été extrait le narcotrafiquant pour une audition à Paris avec les juges en charge de l'enquête sur son évasion sanglante de mai 2024, a appris l'AFP de sources concordantes.

L'hélicoptère a décollé peu après 7h30 de la prison de haute sécurité, ont constaté des journalistes de l'AFP. La présence de Mohamed Amra dans cet hélicoptère a ensuite été confirmée à l'AFP par une source proche du dossier.

Le Groupe d'intervention de la gendarmerie nationale (GIGN), unité d'élite spécialisée dans la gestion de crises et les missions dangereuses, est chargé de la sécurité autour de cette extraction, selon la gendarmerie.

L'annonce de l'extraction pour un interrogatoire à Paris de Mohamed Amra, arrêté en février en Roumanie et détenu dans une prison ultrasécurisée de l'Orne, a suscité les réserves du ministre de l'Intérieur et les critiques de syndicats pénitentiaires.

Ceux-ci plaidaient plutôt pour un déplacement dans la prison de Condé-sur-Sarthe (Orne) des juges d'instruction de la Juridiction nationale de lutte contre le crime organisé (Junalco) ou une audition en visioconférence.

```
var _ultimedia_host = "https://www.ultimedia.com";var _ultimedia_script = document.createElement("script");_ultimedia_script.setAttribute("type", "text/javascript");_ultimedia_script.setAttribute("src", _ultimedia_host + "/js/common/visible_player.js");document.getElementsByTagName('head')[0].appendChild(_ultimedia_script);
```

Lors d'une précédente extraction, en mai 2024, de Mohamed Amra, multirécidiviste détenu pour d'autres affaires judiciaires, deux agents pénitentiaires ont été tués et trois grièvement blessés. Surnommé "La Mouche", l'homme a ensuite passé neuf mois en cavale avant d'être arrêté le 22 février à Bucarest, en Roumanie.

Mohamed Amra est poursuivi notamment pour meurtres en bande organisée en récidive. Une quarantaine de personnes, dont le narcotrafiquant de 31 ans, sont mises en examen dans ce dossier tentaculaire.



france-crime-justice_7406396.jpeg



FAITS DIVERS

: CNEWS.FR

Mohamed Amra : une extraction qui fait polémique



Mohamed Amra a été arrêté en Roumanie en février 2025 après 9 mois de cavale. [Octav Ganea / various sources / AFP]

Le narcotraffiquant Mohamed Amra a été extrait de sa cellule du centre pénitentiaire de Condé-sur-Sarthe dans les jours qui viennent. Une décision, défendue par la procureure de la République de Paris, mais qui déplaît fortement aux organisations syndicales.

C'est une décision qui suscite l'incompréhension des syndicats pénitentiaires. Ce mercredi, le narcotraffiquant Mohamed Amra, interpellé en Roumanie en février dernier après son évasion lors de l'attaque d'Incarville en mai 2024, au cours de laquelle deux agents pénitentiaires ont perdu la vie, a été extrait de sa cellule de centre pénitentiaire de Condé-sur-Sarthe, dans l'Orne.

C'est à la demande d'une des juges d'instruction que «La Mouche» est transférée, sous haute surveillance bien entendu en raison de son profil dangereux, au tribunal judiciaire de Paris. Le convoi est alors d'ailleurs piloté par le groupe d'intervention de la gendarmerie nationale (GIGN).

Bien que cette extraction suscite la polémique, notamment auprès des organisations syndicales qui ont dénoncé «un retour à la case départ», du côté de l'Unsa, et un «sang versé qui semble déjà oublié», pour FO Justice, le transfert de Mohamed Amra à Paris peut toutefois être considéré comme nécessaire pour les juges d'instruction. Et ce, pour éviter qu'ils se déplacent jusqu'à la prison de Condé-sur-Sarthe avec l'intégralité des pièces du dossier.

«Vous n' imaginez évidemment pas trois magistrats instructeurs se déplacer avec l'intégralité des scellés»

C'est en tout cas ce qu'a défendu la procureure de la République de Paris, Laure Beccuau, vendredi 6 juin, dans une interview accordée à RMC-BFM TV. «Ce sera la première audition de Mohamed Amra (...) Ca va être le temps de ses premières déclarations. On va peut-être lui opposer des pièces de procédure, des scellés. Il faut qu'il soit enregistré», a-t-elle dit.

«Vous n' imaginez évidemment pas trois magistrats instructeurs se déplacer avec l'intégralité des scellés. Et puis il faut aussi des conditions d'audition sur un interrogatoire qui va durer longtemps», a-t-elle poursuivi.

La magistrate n'a pas fermé la porte à une nouvelle extraction de Mohamed Amra, plus tard au cours de l'instruction, notamment si le narcotrafiquant devait être confronté à d'autres mis en examen.

«Il y aura Mohamed Amra (et les autres suspects, ndlr), leurs avocats, les escortes, les trois juges d'instruction, les greffiers, une caméra qui doit filmer tout le monde», a-t-elle décrit avant de préciser : «Je ne connais pas les conditions d'audition à la prison de Condé-sur-Sarthe, mais je doute qu'il y ait une pièce qui soit faite à cet effet».

Durant sa prise de parole, Laure Beccuau a dit «comprendre» les craintes exprimées par les syndicats pénitentiaires. Or, dans ce dossier, des membres du gouvernement ont, eux aussi, exprimé leur «inquiétude» quant à l'extraction du narcotrafiquant, à l'instar du ministre de l'Intérieur Bruno Retailleau.

«Faire sortir des individus aussi dangereux d'une prison, ce sont des risques majeurs»

Sur RTL, le locataire de la Place Beauvau a expliqué que «c'est au juge de se déplacer» pour interroger Mohamed Amra. «On voit bien que chaque extraction consomme des moyens du ministère de l'Intérieur, et par conséquent cela coûte cher aux contribuables, et pose, à chaque fois, des risques», a-t-il dit.

Mohamed Amra bientôt extrait de sa prison pour être interrogé par la justice : "C'est au juge de se déplacer ou par visioconférence"@BrunoRetailleau dans #RTLMatin avec @ThomasSottopic.twitter.com/wdNHVQk7MM

— RTL France (@RTLFrance) June 4, 2025

«Dans la loi contre le narcotrafic, il y a un dispositif qui rendra obligatoire l'audition de ces gens-là par visioconférence. C'est fondamental. Sinon, nos policiers, nos gendarmes et les agents de

l'administration pénitentiaire peuvent risquer leur vie. Faire sortir des individus aussi dangereux d'une prison, ce sont des risques majeurs. Il faut que nous nous y adaptions et que l'on attende, soit que le juge se déplace, soit qu'il y ait une visioconférence», a ajouté Bruno Retailleau.

A noter que la loi visant à lutter contre le narcotrafic, adoptée définitivement fin avril et sur lequel doit se prononcer très prochainement le Conseil constitutionnel, prévoit une généralisation de la visioconférence pour les personnes détenues dans les nouveaux quartiers de lutte contre la criminalité organisée, qui ne pourront pas s'y opposer comme c'est le cas pour l'instant.

Mais le texte précise aussi que «le juge des libertés et de la détention, le juge d'instruction ou la juridiction saisie peut, à la demande du ministère public ou d'office, décider de sa comparution physique», s'il juge celle-ci plus adaptée.

par Khalil Rajehi



: VARMATIN

Mohamed Amra extrait de la prison de Condé-sur-Sarthe en hélicoptère en vue de son audition

Un hélicoptère, avec Mohamed Amra à bord, a décollé tôt mercredi matin de la prison de Condé-sur-Sarthe (Orne), d'où a été extrait le narcotrafiquant

pour une audition à Paris avec les juges en charge de l'enquête sur son évasion sanglante de mai 2024, a appris l'AFP de sources concordantes.

L'hélicoptère a décollé peu après 7h30 de la prison de haute sécurité, ont constaté des journalistes de l'AFP.

La présence de Mohamed Amra dans cet hélicoptère a ensuite été confirmée à l'AFP par une source proche du dossier.

Le Groupe d'intervention de la gendarmerie nationale (GIGN), unité d'élite spécialisée dans la gestion de crises et les missions dangereuses, est chargé de la sécurité autour de cette extraction, selon la gendarmerie.

L'annonce de l'extraction pour un interrogatoire à Paris de Mohamed Amra, arrêté en février en Roumanie et détenu dans une prison ultrasécurisée de l'Orne, a suscité les réserves du ministre de l'Intérieur et les critiques de syndicats pénitentiaires

Dossier tentaculaire

Ceux-ci plaident plutôt pour un déplacement dans la prison de Condé-sur-Sarthe des juges d'instruction de la Juridiction nationale de lutte contre le crime organisé (Junalco) ou une audition en visioconférence.

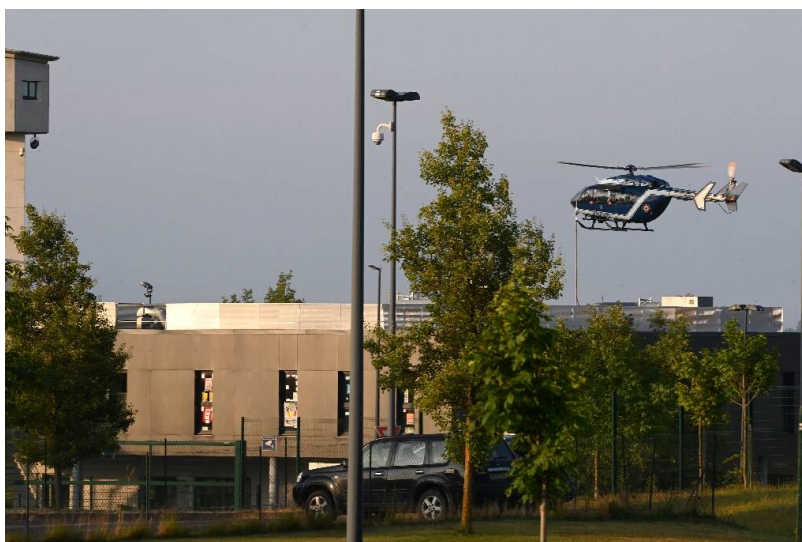
Lors d'une précédente extraction, en mai 2024, de Mohamed Amra, multirécidiviste détenu pour d'autres affaires judiciaires, deux agents pénitentiaires ont été tués et trois grièvement blessés. Surnommé "La Mouche", l'homme a ensuite passé neuf mois en cavale avant d'être arrêté le 22 février à Bucarest, en Roumanie.

Mohamed Amra est poursuivi notamment pour meurtres en bande organisée en récidive.

Une quarantaine de personnes, dont le narcotrafiquant de 31 ans, sont mises en examen dans ce dossier tentaculaire.

S'abonner, c'est accéder à une information de proximité. Votre soutien garantit un journalisme de qualité et vous place au cœur d'une

communauté engagée, contribuant ainsi à façonner l'avenir de votre région.



https://fyooyzbm.filerobot.com/v7/afp/20689953b76331a331d33e189aedc11c7fbf1c34-8pnkYUkt.jpg?vh=4a4e39&ci_seal=5b379c4e9c



JUSTICE

: MONACOMATIN.MC

Mohamed Amra extrait de la prison de Condé-sur-Sarthe en hélicoptère en vue de son audition

FranceJustice

Un hélicoptère, avec Mohamed Amra à bord, a décollé tôt mercredi matin de la prison de Condé-sur-Sarthe (Orne), d'où a été extrait le narcotrafiquant pour une audition à Paris avec les juges en charge de l'enquête sur son évasion sanglante de mai 2024, a appris l'AFP de sources concordantes.

AFP Publié le 11/06/2025 à 08:40, mis à jour le 11/06/2025 à 08:43
L'hélicoptère a décollé peu après 7h30 de la prison de haute sécurité, ont constaté des journalistes de l'AFP.

La présence de Mohamed Amra dans cet hélicoptère a ensuite été confirmée à l'AFP par une source proche du dossier.

Le Groupe d'intervention de la gendarmerie nationale (GIGN), unité d'élite spécialisée dans la gestion de crises et les missions dangereuses, est chargé de la sécurité autour de cette extraction, selon la gendarmerie.

L'annonce de l'extraction pour un interrogatoire à Paris de Mohamed Amra, arrêté en février en Roumanie et détenu dans une prison ultrasécurisée de l'Orne, a suscité les réserves du ministre de l'Intérieur et les critiques de syndicats pénitentiaires.

Dossier tentaculaire

Ceux-ci plaident plutôt pour un déplacement dans la prison de Condé-sur-Sarthe des juges d'instruction de la Juridiction nationale de lutte contre le crime organisé (Junalco) ou une audition en visioconférence.

Lors d'une précédente extraction, en mai 2024, de Mohamed Amra, multirécidiviste détenu pour d'autres affaires judiciaires, deux agents pénitentiaires ont été tués et trois grièvement blessés. Surnommé "La Mouche", l'homme a ensuite passé neuf mois en cavale avant d'être arrêté le 22 février à Bucarest, en Roumanie.

Mohamed Amra est poursuivi notamment pour meurtres en bande organisée en récidive.

Une quarantaine de personnes, dont le narcotrafiquant de 31 ans,
sont mises en examen dans ce dossier tentaculaire.



JUSTICE

: NICEMATIN.COM

Mohamed Amra extrait de la prison de Condé-sur-Sarthe en hélicoptère en vue de son audition

L'hélicoptère a décollé peu après 7h30 de la prison de haute sécurité, ont constaté des journalistes de l'AFP.

La présence de Mohamed Amra dans cet hélicoptère a ensuite été confirmée à l'AFP par une source proche du dossier.

Le Groupe d'intervention de la gendarmerie nationale (GIGN), unité d'élite spécialisée dans la gestion de crises et les missions dangereuses, est chargé de la sécurité autour de cette extraction, selon la gendarmerie.

L'annonce de l'extraction pour un interrogatoire à Paris de Mohamed Amra, arrêté en février en Roumanie et détenu dans une prison ultrasécurisée de l'Orne, a suscité les réserves du ministre de l'Intérieur et les critiques de syndicats pénitentiaires.

Dossier tentaculaire

Ceux-ci plaident plutôt pour un déplacement dans la prison de Condé-sur-Sarthe des juges d'instruction de la Juridiction nationale de lutte contre le crime organisé (Junalco) ou une audition en visioconférence.

Lors d'une précédente extraction, en mai 2024, de Mohamed Amra, multirécidiviste détenu pour d'autres affaires judiciaires, deux agents pénitentiaires ont été tués et trois grièvement blessés. Surnommé "La Mouche", l'homme a ensuite passé neuf mois en cavale avant d'être arrêté le 22 février à Bucarest, en Roumanie.

Mohamed Amra est poursuivi notamment pour meurtres en bande organisée en récidive.

Une quarantaine de personnes, dont le narcotrafiquant de 31 ans, sont mises en examen dans ce dossier tentaculaire.



FAITS-DIVERS - JUSTICE—FRANCE - MONDE

: C.ESTREPUBLICAIN.FR

Justice. Mohamed Amra a été extrait de la prison de Condé-sur-Sarthe en hélicoptère pour être ...

Le narcotrafiquant doit être auditionné à Paris avec les juges en charge de l'enquête sur son évvasion sanglante de mai 2024.



L'hélicoptère a décollé mercredi peu après 7h30 de la prison de haute sécurité de Condé-sur-Sarthe. Photo AFP/Jean-François Monier

Un hélicoptère, avec Mohamed Amra à bord, a décollé tôt mercredi matin de la prison de Condé-sur-Sarthe (Orne), d'où a été extrait le narcotrafiquant pour une audition à Paris¹ avec les juges en charge de l'enquête sur son évvasion sanglante de mai 2024.¹

L'hélicoptère a décollé peu après 7h30 de la prison de haute sécurité, ont constaté des journalistes. La présence de Mohamed Amra dans cet hélicoptère a ensuite été confirmée à l'AFP par une source proche du dossier.

Le GIGN en charge de l'extraction

Le Groupe d'intervention de la gendarmerie nationale (GIGN), unité d'élite spécialisée dans la gestion de crises et les missions dangereuses, est chargé de la sécurité autour de cette extraction, selon la gendarmerie.

L'annonce de l'extraction pour un interrogatoire à Paris de Mohamed Amra, arrêté en février en Roumanie et détenu dans une prison ultrasécurisée de l'Orne, a suscité les réserves du ministre de l'Intérieur Bruno Retailleau¹ et les critiques de syndicats pénitentiaires¹.

Ceux-ci plaident plutôt pour un déplacement dans la prison de Condé-sur-Sarthe des juges d'instruction de la Juridiction nationale de lutte contre le crime organisé (Junalco) ou une audition en visioconférence.

Lors d'une précédente extraction, en mai 2024, de Mohamed Amra, multirécidiviste détenu pour d'autres affaires judiciaires, deux agents pénitentiaires ont été tués et trois grièvement blessés.

Surnommé « La Mouche », l'homme a ensuite passé neuf mois en cavale¹ avant d'être arrêté le 22 février à Bucarest¹, en Roumanie. Mohamed Amra est poursuivi notamment pour meurtres en bande organisée en récidive. Une quarantaine de personnes, dont le narcotrafiquant de 31 ans, sont mises en examen dans ce dossier tentaculaire.



Justice. Mohamed Amra a été extrait de la prison de Condé-sur-Sarthe en hélicoptère pour être ...

Le narcotrafiquant doit être auditionné à Paris avec les juges en charge de l'enquête sur son évasion sanglante de mai 2024.



L'hélicoptère a décollé mercredi peu après 7h30 de la prison de haute sécurité de Condé-sur-Sarthe. Photo AFP/Jean-François Monier

Un hélicoptère, avec Mohamed Amra à bord, a décollé tôt mercredi matin de la prison de Condé-sur-Sarthe (Orne), d'où a été extrait le narcotrafiquant pour une audition à Paris¹ avec les juges en charge de l'enquête sur son évasion sanglante de mai 2024.¹

L'hélicoptère a décollé peu après 7h30 de la prison de haute sécurité, ont constaté des journalistes. La présence de Mohamed Amra dans cet hélicoptère a ensuite été confirmée à l'AFP par une source proche du dossier.

Le GIGN en charge de l'extraction

Le Groupe d'intervention de la gendarmerie nationale (GIGN), unité d'élite spécialisée dans la gestion de crises et les missions dangereuses, est chargé de la sécurité autour de cette extraction, selon la gendarmerie.

L'annonce de l'extraction pour un interrogatoire à Paris de Mohamed Amra, arrêté en février en Roumanie et détenu dans une prison ultrasécurisée de l'Orne, a suscité les réserves du ministre de l'Intérieur Bruno Retailleau¹ et les critiques de syndicats pénitentiaires¹.

Ceux-ci plaidaient plutôt pour un déplacement dans la prison de Condé-sur-Sarthe des juges d'instruction de la Juridiction nationale de lutte contre le crime organisé (Junalco) ou une audition en visioconférence.

Lors d'une précédente extraction, en mai 2024, de Mohamed Amra, multirécidiviste détenu pour d'autres affaires judiciaires, deux agents pénitentiaires ont été tués et trois grièvement blessés.

Surnommé « La Mouche », l'homme a ensuite passé neuf mois en cavale¹ avant d'être arrêté le 22 février à Bucarest¹, en Roumanie. Mohamed Amra est poursuivi notamment pour meurtres en bande organisée en récidive. Une quarantaine de personnes, dont le narcotrafiquant de 31 ans, sont mises en examen dans ce dossier tentaculaire.



Justice. Mohamed Amra a été extrait de la prison de Condé-sur-Sarthe en hélicoptère pour être ...

Le narcotrafiquant doit être auditionné à Paris avec les juges en charge de l'enquête sur son évvasion sanglante de mai 2024.



L'hélicoptère a décollé mercredi peu après 7h30 de la prison de haute sécurité de Condé-sur-Sarthe. Photo AFP/Jean-François Monier

Un hélicoptère, avec Mohamed Amra à bord, a décollé tôt mercredi matin de la prison de Condé-sur-Sarthe (Orne), d'où a été extrait le narcotrafiquant pour une audition à Paris¹ avec les juges en charge de l'enquête sur son évvasion sanglante de mai 2024.¹

L'hélicoptère a décollé peu après 7h30 de la prison de haute sécurité, ont constaté des journalistes. La présence de Mohamed Amra dans cet hélicoptère a ensuite été confirmée à l'AFP par une source proche du dossier.

Le GIGN en charge de l'extraction

Le Groupe d'intervention de la gendarmerie nationale (GIGN), unité d'élite spécialisée dans la gestion de crises et les missions dangereuses, est chargé de la sécurité autour de cette extraction, selon la gendarmerie.

L'annonce de l'extraction pour un interrogatoire à Paris de Mohamed Amra, arrêté en février en Roumanie et détenu dans une prison ultrasécurisée de l'Orne, a suscité les réserves du ministre de l'Intérieur Bruno Retailleau¹ et les critiques de syndicats pénitentiaires¹.

Ceux-ci plaidaient plutôt pour un déplacement dans la prison de Condé-sur-Sarthe des juges d'instruction de la Juridiction nationale de lutte contre le crime organisé (Junalco) ou une audition en visioconférence.

Lors d'une précédente extraction, en mai 2024, de Mohamed Amra, multirécidiviste détenu pour d'autres affaires judiciaires, deux agents pénitentiaires ont été tués et trois grièvement blessés.

Surnommé « La Mouche », l'homme a ensuite passé neuf mois en cavale¹ avant d'être arrêté le 22 février à Bucarest¹, en Roumanie. Mohamed Amra est poursuivi notamment pour meurtres en bande organisée en récidive. Une quarantaine de personnes, dont le narcotrafiquant de 31 ans, sont mises en examen dans ce dossier tentaculaire.



Justice. Mohamed Amra a été extrait de la prison de Condé-sur-Sarthe en hélicoptère pour être ...

Le narcotrafiquant doit être auditionné à Paris avec les juges en charge de l'enquête sur son évasion sanglante de mai 2024.



L'hélicoptère a décollé mercredi peu après 7h30 de la prison de haute sécurité de Condé-sur-Sarthe. Photo AFP/Jean-François Monier

Un hélicoptère, avec Mohamed Amra à bord, a décollé tôt mercredi matin de la prison de Condé-sur-Sarthe (Orne), d'où a été extrait le narcotrafiquant pour une audition à Paris¹ avec les juges en charge de l'enquête sur son évasion sanglante de mai 2024.¹

L'hélicoptère a décollé peu après 7h30 de la prison de haute sécurité, ont constaté des journalistes. La présence de Mohamed Amra dans cet hélicoptère a ensuite été confirmée à l'AFP par une source proche du dossier.

Le GIGN en charge de l'extraction

Le Groupe d'intervention de la gendarmerie nationale (GIGN), unité d'élite spécialisée dans la gestion de crises et les missions dangereuses, est chargé de la sécurité autour de cette extraction, selon la gendarmerie.

L'annonce de l'extraction pour un interrogatoire à Paris de Mohamed Amra, arrêté en février en Roumanie et détenu dans une prison ultrasécurisée de l'Orne, a suscité les réserves du ministre de l'Intérieur Bruno Retailleau¹ et les critiques de syndicats pénitentiaires¹.

Ceux-ci plaident plutôt pour un déplacement dans la prison de Condé-sur-Sarthe des juges d'instruction de la Juridiction nationale de lutte contre le crime organisé (Junalco) ou une audition en visioconférence.

Lors d'une précédente extraction, en mai 2024, de Mohamed Amra, multirécidiviste détenu pour d'autres affaires judiciaires, deux agents pénitentiaires ont été tués et trois grièvement blessés.

Surnommé « La Mouche », l'homme a ensuite passé neuf mois en cavale¹ avant d'être arrêté le 22 février à Bucarest¹, en Roumanie. Mohamed Amra est poursuivi notamment pour meurtres en bande organisée en récidive. Une quarantaine de personnes, dont le narcotrafiquant de 31 ans, sont mises en examen dans ce dossier tentaculaire.



Justice. Mohamed Amra a été extrait de la prison de Condé-sur-Sarthe en hélicoptère pour être ...

Le narcotrafiquant doit être auditionné à Paris avec les juges en charge de l'enquête sur son évvasion sanglante de mai 2024.



L'hélicoptère a décollé mercredi peu après 7h30 de la prison de haute sécurité de Condé-sur-Sarthe. Photo AFP/Jean-François Monier

Un hélicoptère, avec Mohamed Amra à bord, a décollé tôt mercredi matin de la prison de Condé-sur-Sarthe (Orne), d'où a été extrait le narcotrafiquant pour une audition à Paris¹ avec les juges en charge de l'enquête sur son évvasion sanglante de mai 2024.¹

L'hélicoptère a décollé peu après 7h30 de la prison de haute sécurité, ont constaté des journalistes. La présence de Mohamed Amra dans cet hélicoptère a ensuite été confirmée à l'AFP par une source proche du dossier.

Le GIGN en charge de l'extraction

Le Groupe d'intervention de la gendarmerie nationale (GIGN), unité d'élite spécialisée dans la gestion de crises et les missions dangereuses, est chargé de la sécurité autour de cette extraction, selon la gendarmerie.

L'annonce de l'extraction pour un interrogatoire à Paris de Mohamed Amra, arrêté en février en Roumanie et détenu dans une prison ultrasécurisée de l'Orne, a suscité les réserves du ministre de l'Intérieur Bruno Retailleau¹ et les critiques de syndicats pénitentiaires¹.

Ceux-ci plaident plutôt pour un déplacement dans la prison de Condé-sur-Sarthe des juges d'instruction de la Juridiction nationale de lutte contre le crime organisé (Junalco) ou une audition en visioconférence.

Lors d'une précédente extraction, en mai 2024, de Mohamed Amra, multirécidiviste détenu pour d'autres affaires judiciaires, deux agents pénitentiaires ont été tués et trois grièvement blessés.

Surnommé « La Mouche », l'homme a ensuite passé neuf mois en cavale¹ avant d'être arrêté le 22 février à Bucarest¹, en Roumanie. Mohamed Amra est poursuivi notamment pour meurtres en bande organisée en récidive. Une quarantaine de personnes, dont le narcotrafiquant de 31 ans, sont mises en examen dans ce dossier tentaculaire.



FAITS-DIVERS - JUSTICE—FRANCE - MONDE

: C.REPUBLICAIN-LORRAIN.FR

Justice. Mohamed Amra a été extrait de la prison de Condé-sur-Sarthe en hélicoptère pour être ...

Le narcotrafiquant doit être auditionné à Paris avec les juges en charge de l'enquête sur son évvasion sanglante de mai 2024.



L'hélicoptère a décollé mercredi peu après 7h30 de la prison de haute sécurité de Condé-sur-Sarthe. Photo AFP/Jean-François Monier

Un hélicoptère, avec Mohamed Amra à bord, a décollé tôt mercredi matin de la prison de Condé-sur-Sarthe (Orne), d'où a été extrait le narcotrafiquant pour une audition à Paris¹ avec les juges en charge de l'enquête sur son évvasion sanglante de mai 2024.¹

L'hélicoptère a décollé peu après 7h30 de la prison de haute sécurité, ont constaté des journalistes. La présence de Mohamed Amra dans cet hélicoptère a ensuite été confirmée à l'AFP par une source proche du dossier.

Le GIGN en charge de l'extraction

Le Groupe d'intervention de la gendarmerie nationale (GIGN), unité d'élite spécialisée dans la gestion de crises et les missions dangereuses, est chargé de la sécurité autour de cette extraction, selon la gendarmerie.

L'annonce de l'extraction pour un interrogatoire à Paris de Mohamed Amra, arrêté en février en Roumanie et détenu dans une prison ultrasécurisée de l'Orne, a suscité les réserves du ministre de l'Intérieur Bruno Retailleau¹ et les critiques de syndicats pénitentiaires¹.

Ceux-ci plaidaient plutôt pour un déplacement dans la prison de Condé-sur-Sarthe des juges d'instruction de la Juridiction nationale de lutte contre le crime organisé (Junalco) ou une audition en visioconférence.

Lors d'une précédente extraction, en mai 2024, de Mohamed Amra, multirécidiviste détenu pour d'autres affaires judiciaires, deux agents pénitentiaires ont été tués et trois grièvement blessés.

Surnommé « La Mouche », l'homme a ensuite passé neuf mois en cavale¹ avant d'être arrêté le 22 février à Bucarest¹, en Roumanie. Mohamed Amra est poursuivi notamment pour meurtres en bande organisée en récidive. Une quarantaine de personnes, dont le narcotrafiquant de 31 ans, sont mises en examen dans ce dossier tentaculaire.



Justice. Mohamed Amra a été extrait de la prison de Condé-sur-Sarthe en hélicoptère pour être ...

Le narcotrafiquant doit être auditionné à Paris avec les juges en charge de l'enquête sur son évvasion sanglante de mai 2024.



L'hélicoptère a décollé mercredi peu après 7h30 de la prison de haute sécurité de Condé-sur-Sarthe. Photo AFP/Jean-François Monier

Un hélicoptère, avec Mohamed Amra à bord, a décollé tôt mercredi matin de la prison de Condé-sur-Sarthe (Orne), d'où a été extrait le narcotrafiquant pour une audition à Paris¹ avec les juges en charge de l'enquête sur son évvasion sanglante de mai 2024.¹

L'hélicoptère a décollé peu après 7h30 de la prison de haute sécurité, ont constaté des journalistes. La présence de Mohamed Amra dans cet hélicoptère a ensuite été confirmée à l'AFP par une source proche du dossier.

Le GIGN en charge de l'extraction

Le Groupe d'intervention de la gendarmerie nationale (GIGN), unité d'élite spécialisée dans la gestion de crises et les missions dangereuses, est chargé de la sécurité autour de cette extraction, selon la gendarmerie.

L'annonce de l'extraction pour un interrogatoire à Paris de Mohamed Amra, arrêté en février en Roumanie et détenu dans une prison ultrasécurisée de l'Orne, a suscité les réserves du ministre de l'Intérieur Bruno Retailleau¹ et les critiques de syndicats pénitentiaires¹.

Ceux-ci plaident plutôt pour un déplacement dans la prison de Condé-sur-Sarthe des juges d'instruction de la Juridiction nationale de lutte contre le crime organisé (Junalco) ou une audition en visioconférence.

Lors d'une précédente extraction, en mai 2024, de Mohamed Amra, multirécidiviste détenu pour d'autres affaires judiciaires, deux agents pénitentiaires ont été tués et trois grièvement blessés.

Surnommé « La Mouche », l'homme a ensuite passé neuf mois en cavale¹ avant d'être arrêté le 22 février à Bucarest¹, en Roumanie. Mohamed Amra est poursuivi notamment pour meurtres en bande organisée en récidive. Une quarantaine de personnes, dont le narcotrafiquant de 31 ans, sont mises en examen dans ce dossier tentaculaire.

Articles les plus lus

1

Vosges. Un camion transportant des produits à base de chlore se couche dans un champ près ...

¹ 2

Haute-Marne. Mère d'un petit garçon, ancienne coiffeuse... Qui était Mélanie, la surveillante ...

¹ 3

Vosges. "La douleur est là à vie" : le poignant témoignage d'une Vosgienne touchée par le ...

1



Justice. Mohamed Amra a été extrait de la prison de Condé-sur-Sarthe en hélicoptère pour être ...

Le narcotrafiquant doit être auditionné à Paris avec les juges en charge de l'enquête sur son évvasion sanglante de mai 2024.



L'hélicoptère a décollé mercredi peu après 7h30 de la prison de haute sécurité de Condé-sur-Sarthe. Photo AFP/Jean-François Monier

Un hélicoptère, avec Mohamed Amra à bord, a décollé tôt mercredi matin de la prison de Condé-sur-Sarthe (Orne), d'où a été extrait le narcotrafiquant pour une audition à Paris¹ avec les juges en charge de l'enquête sur son évvasion sanglante de mai 2024.¹

L'hélicoptère a décollé peu après 7h30 de la prison de haute sécurité, ont constaté des journalistes. La présence de Mohamed Amra dans cet hélicoptère a ensuite été confirmée à l'AFP par une source proche du dossier.

Le GIGN en charge de l'extraction

Le Groupe d'intervention de la gendarmerie nationale (GIGN), unité d'élite spécialisée dans la gestion de crises et les missions dangereuses, est chargé de la sécurité autour de cette extraction, selon la gendarmerie.

L'annonce de l'extraction pour un interrogatoire à Paris de Mohamed Amra, arrêté en février en Roumanie et détenu dans une prison ultrasécurisée de l'Orne, a suscité les réserves du ministre de l'Intérieur Bruno Retailleau¹ et les critiques de syndicats pénitentiaires¹.

Ceux-ci plaident plutôt pour un déplacement dans la prison de Condé-sur-Sarthe des juges d'instruction de la Juridiction nationale de lutte contre le crime organisé (Junalco) ou une audition en visioconférence.

Lors d'une précédente extraction, en mai 2024, de Mohamed Amra, multirécidiviste détenu pour d'autres affaires judiciaires, deux agents pénitentiaires ont été tués et trois grièvement blessés.

Surnommé « La Mouche », l'homme a ensuite passé neuf mois en cavale¹ avant d'être arrêté le 22 février à Bucarest¹, en Roumanie. Mohamed Amra est poursuivi notamment pour meurtres en bande organisée en récidive. Une quarantaine de personnes, dont le narcotrafiquant de 31 ans, sont mises en examen dans ce dossier tentaculaire.

Newsletter. L'essentiel de la semaine Chaque samedi
Inscrivez-vous à "L'essentiel de la semaine", et retrouvez notre sélection des articles qu'il ne fallait pas rater lors des sept derniers jours.

Voir mes newsletters¹ Ca y est ! Vous êtes inscrit Peut contenir des publicités. Vous pouvez vous désinscrire à tout moment depuis votre espace client¹.



FRANCE

: LETELEGRAMME.FR

Mohamed Amra extrait de la prison de Condé-sur-Sarthe en hélicoptère en vue de son audition

Un hélicoptère, avec Mohamed Amra à bord, a décollé tôt mercredi matin de la prison de Condé-sur-Sarthe (Orne), d'où a été extrait le narcotrafiquant pour une audition à Paris avec les juges en charge de l'enquête sur son évasion sanglante de mai 2024. Le Groupe d'intervention de la gendarmerie nationale (GIGN), unité d'élite spécialisée dans la gestion de crises et les missions dangereuses, est chargé de la sécurité autour de cette extraction, selon la gendarmerie.

L'annonce de l'extraction pour un interrogatoire à Paris de Mohamed Amra, arrêté en février en Roumanie et détenu dans une prison ultrasécurisée de l'Orne, a suscité les réserves du ministre de l'Intérieur et les critiques de syndicats pénitentiaires. Ceux-ci plaident plutôt pour un déplacement dans la prison de Condé-sur-Sarthe des juges d'instruction de la Juridiction nationale de lutte contre le crime organisé (Junalco) ou une audition en visioconférence.

par Le Télégramme



Mohamed Amra a été extrait en hélicoptère de la prison de Condé-sur-Sarthe



Un hélicoptère a décollé tôt ce mercredi matin de la prison de Condé-sur-Sarthe (Orne), avec à son bord le narcotrafiquant Mohamed Amra qui doit être entendu à Paris par les juges en charge de l'enquête sur son évasion sanglante de mai 2024.

Le Groupe d'intervention de la gendarmerie nationale (GIGN), unité d'élite spécialisée dans la gestion de crises et les missions dangereuses, est chargé de la sécurité autour de cette extraction, selon la gendarmerie.

L'annonce de l'extraction pour un interrogatoire à Paris de Mohamed Amra, arrêté en février en Roumanie et détenu dans une prison ultrasécurisée de l'Orne, a suscité les réserves du ministre de l'Intérieur et les critiques de syndicats pénitentiaires.

Ceux-ci plaident plutôt pour un déplacement dans la prison de Condé-sur-Sarthe (Orne) des juges d'instruction de la Juridiction nationale de lutte contre le crime organisé (Junalco) ou une audition en visioconférence.

Lors d'une précédente extraction, en mai 2024, de Mohamed Amra, multirécidiviste détenu pour d'autres affaires judiciaires, deux agents pénitentiaires ont été tués et trois grièvement blessés. Surnommé « La Mouche », l'homme a ensuite passé neuf mois en cavale avant d'être arrêté le 22 février à Bucarest, en Roumanie.

Mohamed Amra est poursuivi notamment pour meurtres en bande organisée en récidive. Une quarantaine de personnes, dont le

narcotrafiquant de 31 ans, sont mises en examen dans ce dossier tentaculaire.

par Le Parisien Avec Afp



SOCIÉTÉ

: 20MINUTES.FR

Mohamed Amra extrait de sa prison en hélicoptère en vue de son audition ultra-sécurisée

L'hélicoptère a décollé ce mercredi peu après 7h30 de la prison de haute sécurité de Condé-sur-Sarthe (Orne). A son bord, Mohamed Amra, extrait de la prison en vue de son audition à Paris. Le narco-trafiquant doit y être entendu par les juges en charge de l'enquête sur son évasion sanglante de mai 2024.

Le Groupe d'intervention de la gendarmerie nationale (GIGN), unité d'élite spécialisée dans la gestion de crises et les missions dangereuses, est chargé de la sécurité autour de cette extraction, selon la gendarmerie.

A bord, il a été muni d'un casque antibruit et d'une cagoule « pour l'empêcher de mémoriser le trajet », a précisé une source proche du dossier. Puis il a été conduit de la base aérienne de Vélizy-Villacoublay au tribunal de Paris, où il est arrivé vers 9h30 escorté par un convoi de quatre véhicules et deux motards, pour son premier interrogatoire devant les juges d'instruction chargés des investigations.

Neuf mois en cavale

L'annonce de l'extraction pour un interrogatoire à Paris de Mohamed Amra, arrêté en février en Roumanie et détenu dans une prison ultra-sécurisée de l'Orne, a suscité les réserves du ministre de l'Intérieur et les critiques de syndicats pénitentiaires. Ceux-ci plaident plutôt pour un déplacement dans la prison de Condé-sur-Sarthe des juges d'instruction de la Juridiction nationale de lutte contre le crime organisé (Junalco) ou une audition en visioconférence.

Lors d'une précédente extraction, en mai 2024, de Mohamed Amra, multirécidiviste détenu pour d'autres affaires judiciaires, deux agents pénitentiaires ont été tués et trois grièvement blessés. Surnommé « La Mouche », l'homme a ensuite passé neuf mois en cavale avant d'être arrêté le 22 février à Bucarest, en Roumanie.

Mohamed Amra est poursuivi notamment pour meurtres en bande organisée en récidive. Une quarantaine de personnes, dont le narco-trafiquant de 31 ans, sont mises en examen dans ce dossier tentaculaire.

Société Mohamed Amra Prison Evasion Bruno Retailleau GIGN

par Mickael Bosredon



Évasion de Mohamed Amra : le détenu quitte la prison de Condé-sur-Sarthe en hélicoptère, pourquoi quitte-t-il sa cellule ?

Mohamed Amra, surnommé "La Mouche", a été extrait mercredi matin de la prison de Condé-sur-Sarthe pour une audition à Paris dans le cadre de l'enquête sur son évasion meurtrière de mai 2024. L'opération, placée sous haute sécurité avec le GIGN, suscite des critiques syndicales sur les risques encourus.

Un hélicoptère, avec Mohamed Amra à bord, a décollé tôt mercredi matin de la prison de Condé-sur-Sarthe (Orne), d'où a été extrait le narcotrafiquant pour une audition à Paris avec les juges en charge de l'enquête sur son évasion sanglante de mai 2024, a appris *l'AFP* de sources concordantes.

Amra quitte sa cellule

L'hélicoptère a décollé peu après 7 h 30 de la prison de haute sécurité, ont constaté des journalistes de *l'AFP*. La présence de Mohamed Amra dans cet hélicoptère a ensuite été confirmée à *l'AFP* par une source proche du dossier.

Le Groupe d'intervention de la gendarmerie nationale (GIGN), unité d'élite spécialisée dans la gestion de crises et les missions dangereuses, est chargé de la sécurité autour de cette extraction, selon la gendarmerie.

Interrogatoire à Paris

L'annonce de l'extraction pour un interrogatoire à Paris de Mohamed Amra, arrêté en février en Roumanie et détenu dans une prison ultra-sécurisée de l'Orne, a suscité les réserves du ministre de l'Intérieur et les critiques de syndicats pénitentiaires.

Ceux-ci plaident plutôt pour un déplacement dans la prison de Condé-sur-Sarthe des juges d'instruction de la Juridiction nationale de lutte contre le crime organisé (Junalco) ou une audition en visioconférence.

Lors d'une précédente extraction, en mai 2024, de Mohamed Amra, multirécidiviste détenu pour d'autres affaires judiciaires, deux agents pénitentiaires ont été tués et trois grièvement blessés. Surnommé "La Mouche", l'homme a ensuite passé neuf mois en cavale avant d'être arrêté le 22 février à Bucarest, en Roumanie.

Mohamed Amra est poursuivi notamment pour meurtres en bande organisée en récidive. Une quarantaine de personnes, dont le nar-

cotrafiquant de 31 ans, sont mises en examen dans ce dossier tentaculaire.

par Midi Libre



Amra extrait de la prison de Condé-sur-Sarthe en hélicoptère en vue de son audition

Un hélicoptère, avec Mohamed Amra à bord, a décollé tôt mercredi matin de la prison de Condé-sur-Sarthe (Orne), d'où a été extrait le narcotrafiquant pour une audition à Paris avec les juges en charge de l'enquête sur son évasion sanglante de mai 2024, a appris l'AFP de sources concordantes.

L'hélicoptère a décollé peu après 7h30 de la prison de haute sécurité, ont constaté des journalistes de l'AFP.

La présence de Mohamed Amra dans cet hélicoptère a ensuite été confirmée à l'AFP par une source proche du dossier.

Le Groupe d'intervention de la gendarmerie nationale (GIGN), unité d'élite spécialisée dans la gestion de crises et les missions dangereuses, est chargé de la sécurité autour de cette extraction, selon la gendarmerie.

L'annonce de l'extraction pour un interrogatoire à Paris de Mohamed Amra, arrêté en février en Roumanie et détenu dans une prison ultrasécurisée de l'Orne, a suscité les réserves du ministre de l'Intérieur et les critiques de syndicats pénitentiaires.

Ceux-ci plaident plutôt pour un déplacement dans la prison de Condé-sur-Sarthe des juges d'instruction de la Juridiction nationale de lutte contre le crime organisé (Junalco) ou une audition en visioconférence.

Lors d'une précédente extraction, en mai 2024, de Mohamed Amra, multirécidiviste détenu pour d'autres affaires judiciaires, deux agents pénitentiaires ont été tués et trois grièvement blessés. Surnommé "La Mouche", l'homme a ensuite passé neuf mois en cavale avant d'être arrêté le 22 février à Bucarest, en Roumanie.

Mohamed Amra est poursuivi notamment pour meurtres en bande organisée en récidive.

Une quarantaine de personnes, dont le narcotrafiquant de 31 ans, sont mises en examen dans ce dossier tentaculaire.

mch-gus-jfm-all-mca/asl/sp

AFP / Condé-sur-Sarthe (France) (AFP) / © 2025 AFP



<https://www.sudradio.fr/wp-content/uploads/2025/06/655cb5a04e276a5a6e982263f823237f2b823392-560x373.jpg>



Audition de Mohamed Amra : le prisonnier a été extrait de la prison de Condé-sur-Sarthe en hélicoptère en vue de son audition



Mohamed Amra est poursuivi notamment pour meurtres en bande organisée en récidive. Une quarantaine de personnes, dont le narcotrafiquant de 31 ans, sont mises en examen dans ce dossier tentaculaire.

Le Groupe d'intervention de la gendarmerie nationale (GIGN), unité d'élite spécialisée dans la gestion de crises et les missions dangereuses, est chargé de la sécurité autour de cette extraction, selon la gendarmerie.

Un hélicoptère a décollé tôt ce mercredi matin de la prison de Condé-sur-Sarthe (Orne), d'où doit être extrait le narcotrafiquant Mohamed Amra pour une audition à Paris avec les juges en charge de l'enquête sur son évasion sanglante de mai 2024, selon des journalistes de l'AFP sur place.

La présence de Mohamed Amra dans cet hélicoptère, qui a décollé peu après 7h30 de la prison de haute sécurité, n'a pas été confirmée dans l'immédiat.

Le Groupe d'intervention de la gendarmerie nationale (GIGN), unité d'élite spécialisée dans la gestion de crises et les missions dangereuses, est chargé de la sécurité autour de cette extraction, selon la gendarmerie.

L'annonce de l'extraction pour un interrogatoire à Paris de Mohamed Amra, arrêté en février en Roumanie et détenu dans une pri-

son ultrasécurisée de l'Orne, a suscité les réserves du ministre de l'Intérieur et les critiques de syndicats pénitentiaires.

Deux agents pénitentiaires ont été tués et trois grièvement blessés

Ceux-ci plaidaient plutôt pour un déplacement dans la prison de Condé-sur-Sarthe (Orne) des juges d'instruction de la Juridiction nationale de lutte contre le crime organisé (Junalco) ou une audition en visioconférence.

Lors d'une précédente extraction, en mai 2024, de Mohamed Amra, multirécidiviste détenu pour d'autres affaires judiciaires, deux agents pénitentiaires ont été tués et trois grièvement blessés. Surnommé "La Mouche", l'homme a ensuite passé neuf mois en cavale avant d'être arrêté le 22 février à Bucarest, en Roumanie.

Mohamed Amra est poursuivi notamment pour meurtres en bande organisée en récidive.

Une quarantaine de personnes, dont le narcotrafiquant de 31 ans, sont mises en examen dans ce dossier tentaculaire.

Il vous reste 89% à lire.

Ceci n'est pas une offre d'abonnement

Continuez de lire tous les articles gratuits en vous inscrivant

c'est simple et gratuit !

Adresse email Mot de passe Je souhaite recevoir des communications informatives et commerciales de la part de La Provence En cliquant sur "S'inscrire", vous reconnaissez avoir pris connaissance des conditions générales d'utilisation et de la politique de protection des données, et les accepter. Déjà inscrit ? Connectez-vous.

Je préfère lire la suite de cet article gratuitement en regardant une publicité :

Connexion

Adresse email Mot de passe Pas encore inscrit ? Inscrivez-vous gratuitement.

par La Provence



France: Mohamed Amra extrait de prison en hélicoptère en vue de son audition

Condé-sur-Sarthe (France), 11 juin 2025 (AFP) - Un hélicoptère, avec Mohamed Amra à bord, a décollé tôt mercredi matin de la prison de Condé-sur-Sarthe, dans l'ouest de la France, d'où a été extrait le narcotrafiquant pour une audition à Paris avec les juges en charge de l'enquête sur son évvasion sanglante de mai 2024, a appris l'AFP de sources concordantes.

L'hélicoptère a décollé peu après 7h30 de la prison de haute sécurité, ont constaté des journalistes de l'AFP.

La présence de Mohamed Amra dans cet hélicoptère a ensuite été confirmée à l'AFP par une source proche du dossier.

Le Groupe d'intervention de la gendarmerie nationale (GIGN), unité d'élite spécialisée dans la gestion de crises et les missions dangereuses, est chargé de la sécurité autour de cette extraction, selon la gendarmerie.

L'annonce de l'extraction pour un interrogatoire à Paris de Mohamed Amra, arrêté en février en Roumanie et détenu dans une prison ultrasécurisée de l'Orne, a suscité les réserves du ministre de l'Intérieur et les critiques de syndicats pénitentiaires.

Ceux-ci plaident plutôt pour un déplacement dans la prison de Condé-sur-Sarthe (Orne) des juges d'instruction de la Juridiction nationale de lutte contre le crime organisé (Junalco) ou une audition en visioconférence.

Lors d'une précédente extraction, en mai 2024, de Mohamed Amra, multirécidiviste détenu pour d'autres affaires judiciaires, deux agents pénitentiaires ont été tués et trois grièvement blessés. Surnommé "La Mouche", l'homme a ensuite passé neuf mois en cavale avant d'être arrêté le 22 février à Bucarest, en Roumanie.

Mohamed Amra est poursuivi notamment pour meurtres en bande organisée en récidive.

Une quarantaine de personnes, dont le narcotrafiquant de 31 ans, sont mises en examen dans ce dossier tentaculaire.

mch-gus-jfm-all/et/pta/jp



France: un hélicoptère est parti de la prison d'où doit être extrait Mohamed Amra

Condé-sur-Sarthe (France), 11 juin 2025 (AFP) - Un hélicoptère a décollé tôt mercredi matin de la prison de Condé-sur-Sarthe (ouest de la France), d'où doit être extrait le narcotrafiquant Mohamed Amra pour une audition à Paris avec les juges en charge de l'enquête sur son évasion sanglante de mai 2024, selon des journalistes de l'AFP sur place.

La présence de Mohamed Amra dans cet hélicoptère, qui a décollé peu après 7h30 de la prison de haute sécurité, n'a pas été confirmée dans l'immédiat.

Le Groupe d'intervention de la gendarmerie nationale (GIGN), unité d'élite spécialisée dans la gestion de crises et les missions dangereuses, est chargé de la sécurité autour de cette extraction, selon la gendarmerie.

L'annonce de l'extraction pour un interrogatoire à Paris de Mohamed Amra, arrêté en février en Roumanie et détenu dans une prison ultrasécurisée de l'Orne, a suscité les réserves du ministre de l'Intérieur et les critiques de syndicats pénitentiaires.

Ceux-ci plaidaient plutôt pour un déplacement dans la prison de Condé-sur-Sarthe (Orne) des juges d'instruction de la Juridiction nationale de lutte contre le crime organisé (Junalco) ou une audition en visioconférence.

Lors d'une précédente extraction, en mai 2024, de Mohamed Amra, multirécidiviste détenu pour d'autres affaires judiciaires, deux agents pénitentiaires ont été tués et trois grièvement blessés. Surnommé "La Mouche", l'homme a ensuite passé neuf mois en cavale avant d'être arrêté le 22 février à Bucarest, en Roumanie.

Mohamed Amra est poursuivi notamment pour meurtres en bande organisée en récidive.

Une quarantaine de personnes, dont le narcotrafiquant de 31 ans, sont mises en examen dans ce dossier tentaculaire.

mch-gus-jfm-all/et/pta/jp



Amra extrait de la prison de Condé-sur-Sarthe en hélicoptère en vue de son audition

Condé-sur-Sarthe (France), 11 juin 2025 (AFP) - Un hélicoptère, avec Mohamed Amra à bord, a décollé tôt mercredi matin de la prison de Condé-sur-Sarthe (Orne), d'où a été extrait le narcotrafiquant pour une audition à Paris avec les juges en charge de l'enquête sur son évasion sanglante de mai 2024, a appris l'AFP de sources concordantes.

L'hélicoptère a décollé peu après 7h30 de la prison de haute sécurité, ont constaté des journalistes de l'AFP.

La présence de Mohamed Amra dans cet hélicoptère a ensuite été confirmée à l'AFP par une source proche du dossier.

Le Groupe d'intervention de la gendarmerie nationale (GIGN), unité d'élite spécialisée dans la gestion de crises et les missions dangereuses, est chargé de la sécurité autour de cette extraction, selon la gendarmerie.

L'annonce de l'extraction pour un interrogatoire à Paris de Mohamed Amra, arrêté en février en Roumanie et détenu dans une prison ultrasécurisée de l'Orne, a suscité les réserves du ministre de l'Intérieur et les critiques de syndicats pénitentiaires.

Ceux-ci plaident plutôt pour un déplacement dans la prison de Condé-sur-Sarthe des juges d'instruction de la Juridiction nationale de lutte contre le crime organisé (Junalco) ou une audition en visioconférence.

Lors d'une précédente extraction, en mai 2024, de Mohamed Amra, multirécidiviste détenu pour d'autres affaires judiciaires, deux agents pénitentiaires ont été tués et trois grièvement blessés. Surnommé "La Mouche", l'homme a ensuite passé neuf mois en cavale avant d'être arrêté le 22 février à Bucarest, en Roumanie.

Mohamed Amra est poursuivi notamment pour meurtres en bande organisée en récidive.

Une quarantaine de personnes, dont le narcotrafiquant de 31 ans, sont mises en examen dans ce dossier tentaculaire.

mch-gus-jfm-all-mca/asl/sp



: MEDIAPART.FR

Amra extrait de la prison de Condé-sur-Sarthe en hélicoptère en vue de son audition

[//blogs.mediapart.fr/la-redaction-de-med\[...\]](https://blogs.mediapart.fr/la-redaction-de-med[...])¹

Un hélicoptère, avec Mohamed Amra à bord, a décollé tôt mercredi matin de la prison de Condé-sur-Sarthe (Orne), d'où a été extrait le narcotrafiquant pour une audition à Paris avec les juges en charge de l'enquête sur son évasion sanglante de mai 2024, a appris l'AFP de sources concordantes.

L'hélicoptère a décollé peu après 7h30 de la prison de haute sécurité, ont constaté des journalistes de l'AFP.

La présence de Mohamed Amra dans cet hélicoptère a ensuite été confirmée à l'AFP par une source proche du dossier.

Le Groupe d'intervention de la gendarmerie nationale (GIGN), unité d'élite spécialisée dans la gestion de crises et les missions dangereuses, est chargé de la sécurité autour de cette extraction, selon la gendarmerie.

L'annonce de l'extraction pour un interrogatoire à Paris de Mohamed Amra, arrêté en février en Roumanie et détenu dans une prison ultrasécurisée de l'Orne, a suscité les réserves du ministre de l'Intérieur et les critiques de syndicats pénitentiaires.

Ceux-ci plaident plutôt pour un déplacement dans la prison de Condé-sur-Sarthe des juges d'instruction de la Juridiction nationale de lutte contre le crime organisé (Junalco) ou une audition en visioconférence.

Lors d'une précédente extraction, en mai 2024, de Mohamed Amra, multirécidiviste détenu pour d'autres affaires judiciaires, deux agents pénitentiaires ont été tués et trois grièvement blessés. Surnommé « La Mouche », l'homme a ensuite passé neuf mois en cavale avant d'être arrêté le 22 février à Bucarest, en Roumanie.

Mohamed Amra est poursuivi notamment pour meurtres en bande organisée en récidive.

Une quarantaine de personnes, dont le narcotrafiquant de 31 ans, sont mises en examen dans ce dossier tentaculaire.

mch-gus-jfm-all-mca/asl/sp

par France-E

1 : //blogs.mediapart.fr/la-redaction-de-mediapart/blog/070120/mediapart-confie-l-afp-son-fil-d-actualites



Audition de Mohamed Amra : le narcotraffiquant a refusé de répondre aux questions des juges

L'annonce de l'extraction pour un interrogatoire à Paris de Mohamed Amra avait suscité les réserves du ministre de l'Intérieur et les critiques de syndicats pénitentiaires

Le narcotraffiquant Mohamed Amra, extrait mercredi matin sous haute sécurité de la prison de Condé-sur-Sarthe (Orne), n'a pas répondu aux questions sur sa sanglante évasion en 2024 lors de son premier interrogatoire devant les juges d'instruction à Paris, selon ses avocats.

« Nous n'avons pas pu préparer cet interrogatoire dans des conditions sereines et conformes des droits de la défense. [...] M. Amra répondra aux questions des juges lorsque la confidentialité de nos échanges sera parfaitement garantie », a indiqué à la presse Lucas Montagnier à l'issue de l'interrogatoire de son client. Le suspect a cependant évoqué devant les juges « ses conditions » de détention « au quotidien », a précisé son autre conseil Benoît David.

« L'empêcher de mémoriser le trajet »

Au moins quarante autres personnes sont mises en examen dans cette affaire tentaculaire qui a mobilisé des moyens exceptionnels pour interpellier les suspects, dont certains étaient en fuite en Thaïlande, en Allemagne et au Maroc. L'évasion de celui qui est surnommé « La Mouche » s'était déroulée le 14 mai 2024 dans l'Eure lors d'une précédente extraction qui s'est transformée en véritable guet-apens, coûtant la vie à deux agents pénitentiaires et en blessant grièvement trois autres.

Mohamed Amra se trouvait dans un fourgon pénitentiaire au péage d'Incarville quand un commando l'a libéré dans une attaque ultra-violente. Il est ensuite parti en cavale pendant neuf mois, mais a été arrêté le 22 février à Bucarest avant d'être remis à la France.

Mercredi, cette nouvelle extraction a été réalisée sous haute sécurité, avec à la manœuvre le Groupe d'intervention de la gendarmerie nationale (GIGN), unité d'élite spécialisée dans la gestion de crises et les missions dangereuses.

Peu après 7 h 30, Mohamed Amra a été extrait par hélicoptère de la prison de Condé-sur-Sarthe (Orne), a indiqué une autre source proche du dossier, comme avaient pu le constater des journalistes sur place. À bord, il était équipé d'un casque antibruit avec une cagoule sur la tête « pour l'empêcher de mémoriser le trajet », a précisé l'une des sources proches du dossier. Puis il a été conduit de la

base aérienne de Vélizy-Villacoublay au Tribunal de Paris, où il est arrivé vers 9 h 30 escorté par un convoi de quatre véhicules et deux motards.

« Ils veulent que le dossier avance vite »

La révélation par la presse de cette extraction prochaine avait suscité l'indignation de syndicats pénitentiaires, appelant à une audition en visioconférence ou à un déplacement des magistrats au sein même de la prison où est détenu Mohamed Amra, pour minimiser les risques. Mais la procureure de Paris, Laure Beccau, a défendu le choix des juges de le faire venir à Paris.

« Lorsqu'on parle de Mohamed Amra, l'idée qu'on l'extraie pour le faire voyager dans un véhicule pénitentiaire, c'est la reviviscence de l'attaque effroyable » lors de son évasion, avait-elle reconnu. « C'est, chez les agents pénitentiaires, la crainte que les faits se reproduisent ». Mais si les juges ont choisi de le faire venir, c'est « parce qu'ils veulent désormais que le dossier avance vite », avait affirmé Laure Beccau sur RMC/BFM.

« On va peut-être lui opposer des pièces de procédure, des scellés. [...] Vous n'imaginez évidemment pas trois magistrats instructeurs se déplacer avec l'intégralité des scellés. Et puis il faut aussi des conditions d'audition sur un interrogatoire qui va durer longtemps », avait-elle relevé.

Les sujets associés

Justice

France

Prison

par Sudouestfr



Audition d'Amra: un hélicoptère est parti de la prison de Condé-sur-Sarthe

Un hélicoptère a décollé tôt mercredi matin de la prison de Condé-sur-Sarthe (Orne), d'où doit être extrait le narcotrafiquant Mohamed Amra pour une audition à Paris avec les juges en charge de l'enquête sur son évasion sanglante de mai 2024, selon des journalistes de l'AFP sur place.

La présence de Mohamed Amra dans cet hélicoptère, qui a décollé peu après 7h30 de la prison de haute sécurité, n'a pas été confirmée dans l'immédiat.

Le Groupe d'intervention de la gendarmerie nationale (GIGN), unité d'élite spécialisée dans la gestion de crises et les missions dangereuses, est chargé de la sécurité autour de cette extraction, selon la gendarmerie.

L'annonce de l'extraction pour un interrogatoire à Paris de Mohamed Amra, arrêté en février en Roumanie et détenu dans une prison ultrasécurisée de l'Orne, a suscité les réserves du ministre de l'Intérieur et les critiques de syndicats pénitentiaires.

Ceux-ci plaident plutôt pour un déplacement dans la prison de Condé-sur-Sarthe (Orne) des juges d'instruction de la Juridiction nationale de lutte contre le crime organisé (Junalco) ou une audition en visioconférence.

Lors d'une précédente extraction, en mai 2024, de Mohamed Amra, multirécidiviste détenu pour d'autres affaires judiciaires, deux agents pénitentiaires ont été tués et trois grièvement blessés. Surnommé "La Mouche", l'homme a ensuite passé neuf mois en cavale avant d'être arrêté le 22 février à Bucarest, en Roumanie.

Mohamed Amra est poursuivi notamment pour meurtres en bande organisée en récidive.

Une quarantaine de personnes, dont le narcotrafiquant de 31 ans, sont mises en examen dans ce dossier tentaculaire.

mch-gus-jfm-all/et/pta

AFP / Condé-sur-Sarthe (France) (AFP) / © 2025 AFP



<https://www.sudradio.fr/wp-content/uploads/2025/06/655cb5a04e276a5a6e982263f823237f2b823392-560x373.jpg>



LOUVIERS

: PARIS-NORMANDIE.FR

Audition d'Amra : en hélicoptère et sous escorte du GIGN, le narcotrafiquant vient d'arriver à Paris

Un hélicoptère a décollé tôt dans la matinée du mercredi 11 juin 2025 de la prison de Condé-sur-Sarthe, d'où a été extrait le narcotrafiquant Mohamed Amra pour une audition à Paris avec les juges en charge de l'enquête sur son évasion sanglante de mai 2024.

/id637478/article/2025-06-11/audition-da[...]¹

Extrait par hélicoptère vers 07h30 de la prison de haute-sécurité Condé-sur-Sarthe, Mohamed Amra a ensuite été conduit sous haute sécurité de la base aérienne de Vélizy-Villacoublay au tribunal de Paris, où il est arrivé escorté par un convoi de quatre véhicules et deux motards peu avant 10 heures, a constaté une journaliste de l'AFP.

Le GIGN

Un extraction sous haute-sécurité puisque le Groupe d'intervention de la gendarmerie nationale (GIGN), unité d'élite spécialisée dans la gestion de crises et les missions dangereuses, est en charge du déplacement pour y assurer sa sécurité et son bon déroulé.

Peu après 7H30, Mohamed Amra a été extrait par hélicoptère de la prison de Condé-sur-Sarthe (Orne), ont constaté des journalistes de l'AFP.

A bord, il a été muni d'un casque antibruit et d'une cagoule « *pour l'empêcher de mémoriser le trajet* », a précisé une source proche du dossier.

À lire aussi Extraction de Mohamed Amra : Bruno Retailleau préférerait que le juge se déplace²

Puis il a été conduit de la base aérienne de Vélizy-Villacoublay au tribunal de Paris, où il est arrivé vers 9H30 escorté par un convoi de quatre véhicules et deux motards, a constaté une journaliste de l'AFP.

Ne veut pas parler du fond

Il doit désormais être entendu par les juges de la Juridiction nationale de lutte contre le crime organisé (Junalco).

Selon la source proche du dossier, l'interrogatoire évoquera ses conditions de détention, que Mohamed Amra a déjà dénoncées par la voix de l'un de ses avocats.

À lire aussi Mohamed Amra va être extrait de sa prison en Normandie « la semaine prochaine » selon son avocat²

Si le suspect a en revanche exprimé des réticences quant à s'exprimer sur le fond du dossier, d'après cette source, cette audition doit aussi permettre de poser de premières questions sur la préparation de son évasion, sur le jour J de l'opération puis sur sa longue cavale.

Sollicités par l'AFP, ses avocats, Benoit David et Lucas Montagnier, n'ont pas souhaité s'exprimer en amont de l'audition.

Une extraction mortelle en mai 2024

L'annonce de l'extraction pour un interrogatoire à Paris de Mohamed Amra, arrêté en février en Roumanie et détenu dans une prison ultra-sécurisée de l'Orne, avait suscité les réserves du ministre de l'Intérieur et les critiques de syndicats pénitentiaires. Ceux-ci plaidaient plutôt pour un déplacement dans la prison de Condé-sur-Sarthe (Orne) des juges d'instruction de la Juridiction nationale de lutte contre le crime organisé (Junalco) ou une audition en visioconférence.

À lire aussi Extraction de Mohamed Amra de sa prison normande : la procureure de Paris défend la décision des magistrats²

Lors d'une précédente extraction, en mai 2024, de Mohamed Amra, multirécidiviste détenu pour d'autres affaires judiciaires, deux agents pénitentiaires ont été tués et trois grièvement blessés au péage d'Incarville. Surnommé « La Mouche », l'homme a ensuite passé neuf mois en cavale avant d'être arrêté le 22 février 2025 à Bucarest, en Roumanie.

À lire aussi Évasion de Mohamed Amra : une rue et une plaque au nom d'Arnaud Garcia dans le Calvados²

Mohamed Amra est poursuivi notamment pour meurtres en bande organisée en récidive. Une quarantaine de personnes, dont le narco-trafiquant de 31 ans, sont mises en examen dans ce dossier tentaculaire.

1 : /id637478/article/2025-06-11/audition-damra-paris-un-helicoptere-decolle-de-la-prison-de-conde-sur-sarthe-ou



Audition d'Amra: un hélicoptère est parti de la prison de Condé-sur-Sarthe

Par AFP Un hélicoptère de la gendarmerie se prépare à atterrir à la prison de Condé-sur-Sarthe, en vue du transfert du trafiquant de drogue

Mohamed Amra depuis l'établissement situé dans le nord de la France, tôt le 11 juin 2025, pour une comparution au Palais...

PHOTO AFP / JEAN-FRANCOIS MONIER

Un hélicoptère a décollé tôt mercredi matin de la prison de Condé-sur-Sarthe (Orne), d'où doit être extrait le narcotrafiquant Mohamed Amra pour une audition à Paris avec les juges en charge de l'enquête sur son évasion sanglante de mai 2024, selon des journalistes de l'AFP sur place

La présence de Mohamed Amra dans cet hélicoptère, qui a décollé peu après 7h30 de la prison de haute sécurité, n'a pas été confirmée dans l'immédiat.

Le Groupe d'intervention de la gendarmerie nationale (GIGN), unité d'élite spécialisée dans la gestion de crises et les missions dangereuses, est chargé de la sécurité autour de cette extraction, selon la gendarmerie.

L'annonce de l'extraction pour un interrogatoire à Paris de Mohamed Amra, arrêté en février en Roumanie et détenu dans une prison ultrasécurisée de l'Orne, a suscité les réserves du ministre de l'Intérieur et les critiques de syndicats pénitentiaires.

Ceux-ci plaident plutôt pour un déplacement dans la prison de Condé-sur-Sarthe (Orne) des juges d'instruction de la Juridiction nationale de lutte contre le crime organisé (Junalco) ou une audition en visioconférence.

Lors d'une précédente extraction, en mai 2024, de Mohamed Amra, multirécidiviste détenu pour d'autres affaires judiciaires, deux agents pénitentiaires ont été tués et trois grièvement blessés. Surnommé "La Mouche", l'homme a ensuite passé neuf mois en cavale avant d'être arrêté le 22 février à Bucarest, en Roumanie.

Mohamed Amra est poursuivi notamment pour meurtres en bande organisée en récidive.

Une quarantaine de personnes, dont le narcotrafiquant de 31 ans, sont mises en examen dans ce dossier tentaculaire.

mch-gus-jfm-all/et/pta

Votre opinion compte pour nous. Rejoignez la communauté corse-matin .com en réagissant sur l'article Audition d'Amra: un hélicoptère est parti de la prison de Condé-sur-Sarthe



<https://pictures.corsematin.com/cdn-cgi/image//media/afp/20689953b76331a331d33e189aedc11c7fbf1c34.jpg>



ACTUALITÉ—SOCIÉTÉ

: LEFIGARO.FR

Mohamed Amra, extrait de la prison de Condé-sur-Sarthe en hélicoptère en vue de son audition, est arrivé au tribunal de Paris

Lors d'une précédente extraction, en mai 2024, du multirécidiviste détenu pour d'autres affaires judiciaires, deux agents pénitentiaires ont été tués et trois grièvement blessés.

Le narcotraquant Mohamed Amra, poursuivi pour meurtres en bande organisée en récidive, est arrivé mercredi matin au tribunal de Paris pour son premier interrogatoire devant les juges d'instruction chargés des investigations sur son évasion meurtrière en mai 2024, a indiqué une source proche du dossier à l'AFP.

Son évasion s'était déroulée à Incarville (Eure) lors d'une précédente extraction et avait coûté la vie à deux agents pénitentiaires. Cette fois-ci, le suspect a été extrait par hélicoptère plus tôt dans la matinée de la prison de Condé-sur-Sarthe (Orne), puis conduit sous haute sécurité de la base aérienne de Vélizy-Villacoublay au tribunal de Paris, où il est arrivé escorté par un convoi de quatre véhicules et deux motards, a constaté une journaliste de l'AFP.

» **LIRE AUSSI** - 284 jours de traque : d'Incarville à Bucarest, les secrets de la folle « cavale fantôme » de Mohamed Amra

Amra est poursuivi notamment pour meurtres en bande organisée en récidive

L'annonce de l'extraction pour un interrogatoire à Paris de Mohamed Amra, arrêté en février en Roumanie et détenu dans une prison ultra-sécurisée de l'Orne, a suscité les réserves du ministre de l'Intérieur et les critiques de syndicats pénitentiaires. Ceux-ci plaident plutôt pour un déplacement dans la prison de Condé-sur-Sarthe (Orne) des juges d'instruction de la Juridiction nationale de lutte contre le crime organisé (Junalco) ou une audition en visioconférence.

Lors d'une précédente extraction, en mai 2024, de Mohamed Amra, multirécidiviste détenu pour d'autres affaires judiciaires, deux agents pénitentiaires ont été tués et trois grièvement blessés. Surnommé «*La Mouche*», l'homme a ensuite passé neuf mois en cavale avant d'être arrêté le 22 février à Bucarest, en Roumanie. Mohamed Amra est poursuivi notamment pour meurtres en bande organisée en récidive. Une quarantaine de personnes, dont le narcotraquant de 31 ans, sont mises en examen dans ce dossier tentaculaire.

par Le Figaro Avec Afp



Audition d'Amra: un hélicoptère est parti de la prison de Condé-sur-Sarthe

Condé-sur-Sarthe (France) (AFP) - Un hélicoptère a décollé tôt mercredi matin de la prison de Condé-sur-Sarthe (Orne), d'où doit être extrait le

narcotrafiquant Mohamed Amra pour une audition à Paris avec les juges en charge de l'enquête sur son évasion sanglante de mai 2024, selon des journalistes de l'AFP sur place.

La présence de Mohamed Amra dans cet hélicoptère, qui a décollé peu après 7h30 de la prison de haute sécurité, n'a pas été confirmée dans l'immédiat.

Le Groupe d'intervention de la gendarmerie nationale (GIGN), unité d'élite spécialisée dans la gestion de crises et les missions dangereuses, est chargé de la sécurité autour de cette extraction, selon la gendarmerie.

L'annonce de l'extraction pour un interrogatoire à Paris de Mohamed Amra, arrêté en février en Roumanie et détenu dans une prison ultrasécurisée de l'Orne, a suscité les réserves du ministre de l'Intérieur et les critiques de syndicats pénitentiaires.

Ceux-ci plaident plutôt pour un déplacement dans la prison de Condé-sur-Sarthe (Orne) des juges d'instruction de la Juridiction nationale de lutte contre le crime organisé (Junalco) ou une audition en visioconférence.

Publicité

Lors d'une précédente extraction, en mai 2024, de Mohamed Amra, multirécidiviste détenu pour d'autres affaires judiciaires, deux agents pénitentiaires ont été tués et trois grièvement blessés. Surnommé "La Mouche", l'homme a ensuite passé neuf mois en cavale avant d'être arrêté le 22 février à Bucarest, en Roumanie.

Mohamed Amra est poursuivi notamment pour meurtres en bande organisée en récidive.

Une quarantaine de personnes, dont le narcotrafiquant de 31 ans, sont mises en examen dans ce dossier tentaculaire.

mch-gus-jfm-all/et/pta

© 2025 AFP



[https://s.france24.com/media/display/
137b3012-4688-11f0-984e-005056bf30b7/w:1280/p:
16x9/20689953b76331a331d33e189aedc11c7fbf1c34.jpg](https://s.france24.com/media/display/137b3012-4688-11f0-984e-005056bf30b7/w:1280/p:16x9/20689953b76331a331d33e189aedc11c7fbf1c34.jpg)



Audition d'Amra: un hélicoptère est parti de la prison de Condé-sur-Sarthe

Condé-sur-Sarthe (France), 11 juin 2025 (AFP) - Un hélicoptère a décollé tôt mercredi matin de la prison de Condé-sur-Sarthe (Orne), d'où doit être extrait le narcotrafiquant Mohamed Amra pour une audition à Paris avec les juges en charge de l'enquête sur son évasion sanglante de mai 2024, selon des journalistes de l'AFP sur place.

La présence de Mohamed Amra dans cet hélicoptère, qui a décollé peu après 7h30 de la prison de haute sécurité, n'a pas été confirmée dans l'immédiat.

Le Groupe d'intervention de la gendarmerie nationale (GIGN), unité d'élite spécialisée dans la gestion de crises et les missions dangereuses, est chargé de la sécurité autour de cette extraction, selon la gendarmerie.

L'annonce de l'extraction pour un interrogatoire à Paris de Mohamed Amra, arrêté en février en Roumanie et détenu dans une prison ultrasécurisée de l'Orne, a suscité les réserves du ministre de l'Intérieur et les critiques de syndicats pénitentiaires.

Ceux-ci plaident plutôt pour un déplacement dans la prison de Condé-sur-Sarthe (Orne) des juges d'instruction de la Juridiction nationale de lutte contre le crime organisé (Junalco) ou une audition en visioconférence.

Lors d'une précédente extraction, en mai 2024, de Mohamed Amra, multirécidiviste détenu pour d'autres affaires judiciaires, deux agents pénitentiaires ont été tués et trois grièvement blessés. Surnommé "La Mouche", l'homme a ensuite passé neuf mois en cavale avant d'être arrêté le 22 février à Bucarest, en Roumanie.

Mohamed Amra est poursuivi notamment pour meurtres en bande organisée en récidive.

Une quarantaine de personnes, dont le narcotrafiquant de 31 ans, sont mises en examen dans ce dossier tentaculaire.

mch-gus-jfm-all/et/pta



FRANCE

: CNEWS.FR

Audition de Mohamed Amra : un hélicoptère est parti de la prison de Condé-sur-Sarthe



Mohamed Amra doit être auditionné à Paris ce mercredi. [JEAN-FRANCOIS MONIER / AFP]

Un hélicoptère a décollé tôt mercredi matin de la prison de Condé-sur-Sarthe (Orne), d'où doit être extrait le narcotrafiquant Mohamed Amra pour une audition à Paris avec les juges en charge de l'enquête sur son évasion sanglante de mai 2024.

Plus d'informations à venir

par Cnews



Amra extrait de la prison de Condé-sur-Sarthe en hélicoptère en vue de son audition



Un hélicoptère de la gendarmerie se prépare à atterrir à la prison de Condé-sur-Sarthe, en vue du transfert du trafiquant de drogue Mohamed Amra depuis l'établissement situé dans le nord de la France, tôt le 11 juin 2025, pour une comparution au Palais...

Un hélicoptère, avec Mohamed Amra à bord, a décollé tôt mercredi matin de la prison de Condé-sur-Sarthe (Orne), d'où a été extrait le narcotrafiquant pour une audition à Paris avec les juges en charge de l'enquête sur son évasion sanglante de mai 2024, a appris l'AFP de sources concordantes

L'hélicoptère a décollé peu après 7h30 de la prison de haute sécurité, ont constaté des journalistes de l'AFP.

La présence de Mohamed Amra dans cet hélicoptère a ensuite été confirmée à l'AFP par une source proche du dossier.

Le Groupe d'intervention de la gendarmerie nationale (GIGN), unité d'élite spécialisée dans la gestion de crises et les missions dangereuses, est chargé de la sécurité autour de cette extraction, selon la gendarmerie.

L'annonce de l'extraction pour un interrogatoire à Paris de Mohamed Amra, arrêté en février en Roumanie et détenu dans une pri-

son ultrasécurisée de l'Orne, a suscité les réserves du ministre de l'Intérieur et les critiques de syndicats pénitentiaires.

Ceux-ci plaidaient plutôt pour un déplacement dans la prison de Condé-sur-Sarthe des juges d'instruction de la Juridiction nationale de lutte contre le crime organisé (Junalco) ou une audition en visio-conférence.

Lors d'une précédente extraction, en mai 2024, de Mohamed Amra, multirécidiviste détenu pour d'autres affaires judiciaires, deux agents pénitentiaires ont été tués et trois grièvement blessés. Surnommé "La Mouche", l'homme a ensuite passé neuf mois en cavale avant d'être arrêté le 22 février à Bucarest, en Roumanie.

Mohamed Amra est poursuivi notamment pour meurtres en bande organisée en récidive.

Une quarantaine de personnes, dont le narcotrafiquant de 31 ans, sont mises en examen dans ce dossier tentaculaire.

mch-gus-jfm-all-mca/asl/sp

x

Il vous reste 89% à lire.

Envie de lire la suite ?

Inscrivez-vous pour poursuivre votre lecture et accéder à de nombreux services exclusifs.

Adresse email Mot de passe Je souhaite recevoir des communications informatives et commerciales de la part de La Provence En cliquant sur "S'inscrire", vous reconnaissez avoir pris connaissance des conditions générales d'utilisation et de la politique de protection des données, et les accepter. Déjà inscrit ? Connectez-vous.

Je préfère lire la suite de cet article gratuitement en regardant une publicité :

Connexion

Adresse email Mot de passe Pas encore inscrit ? Inscrivez-vous gratuitement.

par Import



Audition d'Amra: un hélicoptère est parti de la prison de Condé-sur-Sarthe

Condé-sur-Sarthe (France), 11 juin 2025 (AFP) - Un hélicoptère a décollé tôt mercredi matin de la prison de Condé-sur-Sarthe (Orne), d'où doit être extrait le narcotrafiquant Mohamed Amra pour une audition à Paris avec les juges en charge de l'enquête sur son évasion sanglante de mai 2024, selon des journalistes de l'AFP sur place.

La présence de Mohamed Amra dans cet hélicoptère, qui a décollé peu après 7h30 de la prison de haute sécurité, n'a pas été confirmée dans l'immédiat.

Le Groupe d'intervention de la gendarmerie nationale (GIGN), unité d'élite spécialisée dans la gestion de crises et les missions dangereuses, est chargé de la sécurité autour de cette extraction, selon la gendarmerie.

L'annonce de l'extraction pour un interrogatoire à Paris de Mohamed Amra, arrêté en février en Roumanie et détenu dans une prison ultrasécurisée de l'Orne, a suscité les réserves du ministre de l'Intérieur et les critiques de syndicats pénitentiaires.

Ceux-ci plaident plutôt pour un déplacement dans la prison de Condé-sur-Sarthe (Orne) des juges d'instruction de la Juridiction nationale de lutte contre le crime organisé (Junalco) ou une audition en visioconférence.

Lors d'une précédente extraction, en mai 2024, de Mohamed Amra, multirécidiviste détenu pour d'autres affaires judiciaires, deux agents pénitentiaires ont été tués et trois grièvement blessés. Surnommé "La Mouche", l'homme a ensuite passé neuf mois en cavale avant d'être arrêté le 22 février à Bucarest, en Roumanie.

Mohamed Amra est poursuivi notamment pour meurtres en bande organisée en récidive.

Une quarantaine de personnes, dont le narcotrafiquant de 31 ans, sont mises en examen dans ce dossier tentaculaire.

mch-gus-jfm-all/et/pta



SOCIÉTÉ

: LEXPRESS.FR

Amra extrait de la prison de Condé-sur-Sarthe en hélicoptère en vue de son audition

L'hélicoptère a décollé peu après 7h30 de la prison de haute sécurité, ont constaté des journalistes de l'AFP.

La présence de Mohamed Amra dans cet hélicoptère a ensuite été confirmée à l'AFP par une source proche du dossier.

Le Groupe d'intervention de la gendarmerie nationale (GIGN), unité d'élite spécialisée dans la gestion de crises et les missions dangereuses, est chargé de la sécurité autour de cette extraction, selon la gendarmerie.

L'annonce de l'extraction pour un interrogatoire à Paris de Mohamed Amra, arrêté en février en Roumanie et détenu dans une prison ultrasécurisée de l'Orne, a suscité les réserves du ministre de l'Intérieur et les critiques de syndicats pénitentiaires.

Ceux-ci plaident plutôt pour un déplacement dans la prison de Condé-sur-Sarthe des juges d'instruction de la Juridiction nationale de lutte contre le crime organisé (Junalco) ou une audition en visioconférence.

Lors d'une précédente extraction, en mai 2024, de Mohamed Amra, multirécidiviste détenu pour d'autres affaires judiciaires, deux agents pénitentiaires ont été tués et trois grièvement blessés. Surnommé *La Mouche*, l'homme a ensuite passé neuf mois en cavale avant d'être arrêté le 22 février à Bucarest, en Roumanie.

Mohamed Amra est poursuivi notamment pour meurtres en bande organisée en récidive.

Une quarantaine de personnes, dont le narcotrafiquant de 31 ans, sont mises en examen dans ce dossier tentaculaire.

mch-gus-jfm-all-mca/asl/sp

par L'express



PARIS

Fermetures administratives près de la gare de Clermont-Ferrand, mort de Brian Wilson... L'actu marquante de ce mercredi

Balayez en un coup d'œil l'essentiel de l'actualité de ce mercredi 11 juin 2025 en Auvergne et en Limousin, mais aussi en France et dans le monde.

Auvergne et Limousin

Coups de couteau mortel dans le Cantal : la thèse d'une rivalité amoureuse se confirme

Le mis en cause a reconnu avoir donné les coups de couteau mortels à Fabien Pichot, au cours de sa garde à vue, lundi 9 juin. La victime de 30 ans, bien connue à Riom-ès-Montagne, voulait rejoindre son ex-copine malgré une interdiction d'entrer en contact avec elle. Lire l'article

L'autopsie du corps découvert dans un appartement d'Issoire écarte la thèse criminelle

Deux jours après la découverte du corps sans vie d'un homme de 44 ans dans un appartement d'Issoire (Puy-de-Dôme), l'autopsie pratiquée ce mercredi 11 juin au matin à l'institut médico-légal de Clermont-Ferrand a permis d'écarter définitivement toute hypothèse criminelle pour expliquer le décès. Lire l'article

Fermeture administrative pour trois épiceries du quartier de la gare à Clermont-Ferrand

La préfecture du Puy-de-Dôme a annoncé, ce mercredi 11 juin, trois fermetures administratives dans le quartier de la gare, à Clermont-Ferrand. Il s'agit de trois épiceries. Notre article

Brian Wilson, chanteur et cofondateur des Beach Boys, est mort

Le cofondateur du célèbre groupe de musique The Beach Boys, Brian Wilson, est décédé à l'âge de 82 ans, a annoncé mercredi sa famille dans un communiqué. "C'est avec tristesse que nous annonçons le décès de notre père bien-aimé, Brian Wilson. Les mots nous manquent. Veuillez respecter notre vie privée pendant cette période difficile pour notre famille. Nous savons que nous partageons notre peine avec le monde entier", a déclaré la famille dans un bref communiqué. Notre article

Surveillante d'un collège tuée : l'interdiction de la vente de couteaux aux mineurs effective "dans les 15 jours"

L'interdiction de la vente de couteaux aux mineurs sera mise en oeuvre par un arrêté "pris dans les 15 jours", a précisé, ce mercredi, Matignon après l'annonce de François Bayrou consécutive à l'agression mortelle d'une surveillante par un collégien de 14 ans. Notre dossier spécial

```
var _ultimedia_host = "https://www.ultimedia.com";var _ultimedia_script = document.createElement("script");_ultimedia_script.setAttribute("type", "text/javascript");_ultimedia_script.setAttribute("src", _ultimedia_host + '/js/common/visible_player.js');document.getElementsByTagName('head')[0].appendChild(_ultimedia_script);
```

Mohamed Amra, extrait de prison sous haute sécurité

Le narcotraquant Mohamed Amra, poursuivi pour meurtres en bande organisée en récidive, est arrivé ce mercredi matin au tribunal de Paris pour son premier interrogatoire devant les juges d'instruction chargés des investigations sur son évasion meurtrière en mai 2024. Le suspect a été extrait par hélicoptère plus tôt dans la matinée de la prison de Condé-sur-Sarthe (Orne), puis conduit sous haute sécurité de la base aérienne de Vélizy-Villacoublay au tribunal de Paris. Lire l'article

Pourquoi le ciel de France est-il autant voilé en ce moment ?

Résidus des fumées des mégafeux au Canada, sable du Sahara : aucun département français n'est épargné par un ciel voilé. On fait le point. Notre article

Top 14 : l'ASM Clermont prépare son barrage à Bayonne au son de la Peña Baiona, l'hymne officiel de l'Aviron !

L'ASM Clermont ne laisse rien au hasard avant son barrage à Bayonne, vendredi (21h05). Pendant l'entraînement ouvert au public, les enceintes du stade Michelin ont passé inlassablement l'hymne de la Peña Baiona. Une façon de se préparer à l'ambiance incandescente de Jean-Dauger. Notre dossier spécial

Athlétisme : engagé à Oslo et Stockholm, Renaud Lavillenie vise haut en Diamond League

Après son profitable doublé polonais, le Clermontois Renaud Lavillenie se projette sur celui de cette fin de semaine en Scandinavie dans la même dynamique. Interview à lire ici

Athlétisme : le Français Gabriel Bordier réalise la deuxième performance mondiale de tous les temps sur 5.000 m marche

Le marcheur français Gabriel Bordier a réalisé mardi soir à Montreuil la deuxième meilleure performance mondiale de tous les temps sur 5.000 mètres marche, explosant au passage le record de

France de la distance que détenait Yohann Diniz depuis 2014. Lire l'article



l-essentiel-de-l-info_7406387.jpeg



FAITS DIVERS

: CNEWS.FR

Mohamed Amra : le narcotrafiquant extrait de prison dans les jours qui viennent ?



Mohamed Amra a été arrêté en Roumanie en février 2025 après 9 mois de cavale. [Octav Ganea / various sources / AFP]

Le narcotrafiquant Mohamed Amra pourrait être extrait de sa cellule du centre pénitentiaire de Condé-sur-Sarthe dans les jours qui viennent. Une décision, défendue par la procureure de la République de Paris, mais qui déplaît fortement aux organisations syndicales.

C'est une option qui suscite l'incompréhension des syndicats pénitentiaires. Dans les jours, voire les heures qui viennent, le narcotrafiquant Mohamed Amra, interpellé en Roumanie en février dernier après son évasion lors de l'attaque d'Incarville en mai 2024, au cours de laquelle deux agents pénitentiaires ont perdu la vie, pourrait être extrait de sa cellule de centre pénitentiaire de Condé-sur-Sarthe, dans l'Orne.

C'est à la demande d'une des juges d'instruction que «La Mouche» pourrait ainsi être transféré, sous haute surveillance bien entendu en raison de son profil dangereux, au tribunal judiciaire de Paris. Le convoi serait alors d'ailleurs piloté par le groupe d'intervention de la gendarmerie nationale (GIGN).

Bien que cette possible extraction suscite la polémique, notamment auprès des organisations syndicales qui ont dénoncé «un retour à la case départ», du côté de l'Unsa, et un «sang versé qui semble déjà oublié», pour FO Justice, le transfert de Mohamed Amra à Paris peut toutefois être considéré comme nécessaire pour les juges d'instruction. Et ce, pour éviter qu'ils se déplacent jusqu'à la prison de Condé-sur-Sarthe avec l'intégralité des pièces du dossier.

«Vous n'imaginez évidemment pas trois magistrats instructeurs se déplacer avec l'intégralité des scellés»

C'est en tout cas ce qu'a défendu la procureure de la République de Paris, Laure Beccuau, vendredi 6 juin, dans une interview accordée à RMC-BFM TV. «Ce sera la première audition de Mohamed Amra (...) Ca va être le temps de ses premières déclarations. On va peut-être lui opposer des pièces de procédure, des scellés. Il faut qu'il soit enregistré», a-t-elle dit.

«Vous n'imaginez évidemment pas trois magistrats instructeurs se déplacer avec l'intégralité des scellés. Et puis il faut aussi des conditions d'audition sur un interrogatoire qui va durer longtemps», a-t-elle poursuivi.

La magistrate n'a pas fermé la porte à une nouvelle extraction de Mohamed Amra, plus tard au cours de l'instruction, notamment si le narcotrafiquant devait être confronté à d'autres mis en examen.

«Il y aura Mohamed Amra (et les autres suspects, ndlr), leurs avocats, les escortes, les trois juges d'instruction, les greffiers, une caméra qui doit filmer tout le monde», a-t-elle décrit avant de préciser : «Je ne connais pas les conditions d'audition à la prison de Condé-sur-Sarthe, mais je doute qu'il y ait une pièce qui soit faite à cet effet».

Durant sa prise de parole, Laure Beccuau a dit «comprendre» les craintes exprimées par les syndicats pénitentiaires. Or, dans ce dossier, des membres du gouvernement ont, eux aussi, exprimé leur «inquiétude» quant à l'extraction du narcotrafiquant, à l'instar du ministre de l'Intérieur Bruno Retailleau.

«Faire sortir des individus aussi dangereux d'une prison, ce sont des risques majeurs»

Sur RTL, le locataire de la Place Beauvau a expliqué que «c'est au juge de se déplacer» pour interroger Mohamed Amra. «On voit bien que chaque extraction consomme des moyens du ministère de l'Intérieur, et par conséquent cela coûte cher aux contribuables, et pose, à chaque fois, des risques», a-t-il dit.

Mohamed Amra bientôt extrait de sa prison pour être interrogé par la justice : "C'est au juge de se déplacer ou par visioconférence"@BrunoRetailleau dans #RTLMatin avec @ThomasSottopic.twitter.com/wdNHVQk7MM

— RTL France (@RTLFrance) June 4, 2025

«Dans la loi contre le narcotrafic, il y a un dispositif qui rendra obligatoire l'audition de ces gens-là par visioconférence. C'est fondamental. Sinon, nos policiers, nos gendarmes et les agents de

l'administration pénitentiaire peuvent risquer leur vie. Faire sortir des individus aussi dangereux d'une prison, ce sont des risques majeurs. Il faut que nous nous y adaptions et que l'on attende, soit que le juge se déplace, soit qu'il y ait une visioconférence», a ajouté Bruno Retailleau.

A noter que la loi visant à lutter contre le narcotrafic, adoptée définitivement fin avril et sur lequel doit se prononcer très prochainement le Conseil constitutionnel, prévoit une généralisation de la visioconférence pour les personnes détenues dans les nouveaux quartiers de lutte contre la criminalité organisée, qui ne pourront pas s'y opposer comme c'est le cas pour l'instant.

Mais le texte précise aussi que «le juge des libertés et de la détention, le juge d'instruction ou la juridiction saisie peut, à la demande du ministère public ou d'office, décider de sa comparution physique», s'il juge celle-ci plus adaptée.

par Khalil Rajehi



LA LOUPE

: LEXPRESS.FR

Dans les prisons françaises, l'empire des narcotrafiquants

14 mai 2024. Un détenu sort du tribunal de Rouen et monte dans un fourgon pénitentiaire. Un deuxième véhicule l'accompagne, en escorte. Le prisonnier doit être raccompagné à la maison d'arrêt d'Evreux, à une cinquantaine de kilomètres. Mais à mi-chemin, au niveau du péage d'Incarville, dans l'Eure, une voiture noire arrive à contresens. Elle bloque le passage des deux fourgons. Plusieurs hommes cagoulés sortent du véhicule. Lourdement armés, ils ouvrent le feu, récupèrent le détenu et prennent la fuite.

Les agents pénitentiaires n'ont rien pu faire. Deux d'entre eux ont perdu la vie, et trois autres sont blessés. Les images de cette évasion spectaculaire secouent le milieu carcéral et la France entière prend conscience du niveau de violence du narcobanditisme.

Vous avez certainement deviné de quelle évasion il s'agit : celle du narcotrafiquant Mohamed Amra. 9 mois plus tard, celui qu'on surnomme "la mouche" est retrouvé en Roumanie. Ses cheveux teints en roux, il affiche un grand sourire à son arrivée au tribunal de Bucarest. Après cette arrestation, le ministre de la Justice Gérard Darmanin prend la parole et décrit les conditions de détention qui attendent Mohamed Amra à la prison de Condé-sur-Sarthe.

Le garde des Sceaux se sert donc de cette attaque pour justifier son projet de prisons de haute-sécurité. Mais comment le narcotrafic est-il devenu si puissant au point de faire vaciller le système carcéral français ?

RETROUVEZ TOUS LES EPISODES DE LA LOUPE

Écoutez cet épisode et abonnez-vous à La Loupe sur Apple Podcasts, Spotify, Deezer, Google Podcasts, Podcast Addict et Amazon Music.

Inscrivez-vous à notre newsletter.

Cet épisode a été écrit par Solène Alifat, présenté par Charlotte Baris, monté par Emeline Dulio et réalisé par Jules Krot.

Crédit : TF1, BFMTV, France Info, INA, RTL

Musique et habillage : Emmanuel Herschon/Studio Torrent

Logo : Jérémy Cambour

Comment écouter un podcast ? Suivez le guide.

Pour aller plus loin :

Baudouin Thouvenot : "Le narcotrafic est une réelle menace pour la démocratie en Europe"

Envoyer ses prisonniers à l'étranger ? La face cachée d'une option qui séduit en Europe

Comment Gérard Darmanin façonne sa prison anti-narcos : "Et s'ils mettent 100 000 euros sur notre tête ?"

par Charlotte Baris et Celine Delbecq



Le journal de 5h - Surveillance poignardée : quelles sont les propositions de l'exécutif pour lutter contre ces violences chez les jeunes

Après la mort d'une surveillante de collègue en Haute-Marne, l'exécutif cherche les bonnes réponses pour bannir ces violences chez les jeunes. Impossibilité de vendre des couteaux aux mineurs, mise en place de portiques de sécurité à l'entrée des établissements ou réseaux sociaux interdits avant 15 ans ont été des solutions suggérées.

Le journal RTL de 5h du 11 juin 2025

Je m'abonne à la newsletter « Politique »

Le choc est toujours présent à Nogent, après la mort d'une assistante d'éducation. Les cours ne reprendront que demain au collège Françoise Dolto de Nogent, en Haute-Marne. L'établissement a été le théâtre, mardi 10 juin, de la mort d'une surveillante, tuée à coup de couteau par l'un des élèves lors d'un contrôle de sac en tout début de journée.

Elle s'appelait Mélanie, elle avait 31 ans et elle est décrite ce matin comme l'une des figures emblématiques de sa commune. Maman d'un petit garçon de quatre ans, c'était "une femme engagée, pétillante, bienveillante, remplie d'énergie", décrivent ses proches. L'ancienne coiffeuse était même devenue conseillère municipale dans son village natal. Son agresseur, un adolescent âgé de 14 ans, n'avait pas d'antécédent judiciaire. Il était même ambassadeur harcèlement dans sa classe.

François Bayrou, le Premier ministre, a annoncé hier soir l'expérimentation de portiques de détection d'armes à l'entrée des établissements scolaires et l'interdiction aussi sans délai de la vente de couteaux aux mineurs : "On va élargir la liste des armes. Pour l'instant, il n'y a que les poignards, pour simplifier, qui sont interdits. Nous allons interdire tout couteau qui peut constituer une arme sur le contrôle de l'âge."

Un peu plus tard dans la soirée, Emmanuel Macron a, quant à lui, affirmé que la France allait interdire les réseaux sociaux aux enfants de moins de 15 ans d'ici quelques mois, même si l'Union Européenne ne suit pas cette décision.

À écouter également dans le journal

Voilier Madleen - Greta Thunberg a été expulsée vers la France après son arrestation par l'armée israélienne. Quatre Français pré-

sents également sur le bateau arrêté par Israël attendent toujours leur sort, comme la députée européenne insoumise Rima Hassan. Ils ont refusé de signer un document stipulant qu'ils étaient rentrés illégalement dans les eaux israéliennes, ce qui est faux.

Pic de chaleur - Le thermomètre va dépasser les 35 degrés ce mercredi. Le pic de chaleur est attendu dans toute la France, particulièrement dans le sud-ouest où il fera jusqu'à 36 degrés à Bordeaux cet après-midi. Alors, forcément, certains métiers en extérieur doivent s'adapter.

Transfert ultra sécurisé Mohamed Amra doit être extrait de sa cellule de la maison d'arrêt de Condé-sur-Sarthe en vue d'une audition à Paris, ce mercredi 11 juin. Un transfert encadré par le GIGN créant l'émoi au sein de l'administration pénitentiaire et l'incompréhension au sein des syndicats.



<https://images.rtl.fr/~c/2000v2000/rtl/www/1759136-francois-bayrou-mercredi-28-mai.jpg>

par Teddy Perez, Arthur Pereira





FAITS DIVERS - JUSTICE

Extraction de Mohamed Amra : les syndicats pénitentiaires sont « outrés et scandalisés »

Mohamed Amra doit être extrait de la prison de Condé, où il est incarcéré depuis février, pour être interrogé à Paris. Une extraction qui scandalise les syndicats après l'évasion sanglante du narcotrafiquant à Incarville.



Mohamed Amra doit être entendu par un juge à Paris mais le sujet fait polémique alors que c'est précisément lors d'une de ses extractions que deux agents pénitentiaires ont été tués il y a un an.
Octav Ganea / AFP

?CONDÉ-SUR-SARTHE

Le narcotrafiquant Mohamed Amra, remis fin février à la France par la Roumanie après une évasion sanglante lors d'une extraction en mai 2024, doit être de nouveau extrait de la prison ultra-sécurisée de Condé-sur-Sarthe pour être interrogé, a indiqué son avocat à l'AFP, mardi 3 juin.

L'interrogatoire du narcotrafiquant de 31 ans, prévu cette semaine, doit se tenir dans le bureau des juges d'instruction de la Juridiction nationale de lutte contre le crime organisé, au tribunal de Paris.

Indignation des syndicats

L'un de ses avocats, Lucas Montagnier, a confirmé à l'AFP cette information du journal *Le Parisien* mais a refusé de préci-

ser le jour ou de commenter cette extraction, qui suscite l'indignation de syndicats pénitentiaires français. « **Nous sommes outrés et scandalisés de cette extraction judiciaire** », a réagi auprès de l'AFP Wilfried Fonck, secrétaire national du syndicat Ufap Unsa Justice, déplorant que le « **principe du recours à la visioconférence** » soit « **ba-foué** ».

« **Si l'on peut comprendre les nécessités de l'instruction et de la présence physique de l'individu, le magistrat aurait très bien pu se déplacer sur son lieu d'incarcération** » à Condé-sur-Sarthe, a-t-il estimé. « **C'est incompréhensible et inadmissible envers nos collègues morts et blessés à Incarville.** »

Mercredi 4 juin, « **le magistrat décide si on doit lui présenter le détenu ou non** », a pesté Emmanuel Baudin, secrétaire général de FO-Justice, considérant que les magistrats ne prenaient pas « **la mesure du danger des extractions de ce type de détenus** ».

Deux agents tués lors d'une extraction

Car c'est lors d'une précédente extraction de Mohamed Amra, déjà détenu pour d'autres affaires judiciaires et poursuivi notamment pour meurtres en bande organisée en récidive, que deux agents pénitentiaires ont perdu la vie, le 14 mai 2024 et que trois autres ont été grièvement blessés.

Extrait, Mohamed Amra, surnommé « La Mouche », se trouvait dans un fourgon pénitentiaire arrêté sur l'autoroute au péage d'Incarville, en Normandie, quand un commando l'a libéré dans une attaque ultraviolente.

Mohamed Amra était ensuite parti en cavale pendant neuf mois, mais a été retrouvé et arrêté le 22 février à Bucarest, en Roumanie. Depuis, il est placé à l'isolement dans la prison de Condé-sur-Sarthe, l'une des deux prisons les plus sécurisées de France.

Darmanin et Retailleau à contre-courant

Sur TF1, le ministre de la Justice Gérard Darmanin a réagi en se disant certain « **qu'il ne se passera rien** » et assurant que le ministère de l'Intérieur, « **qui aura la responsabilité de ce transfert, le fait dans de magnifiques conditions,**

que ce soit le GIGN ou le Raid ».

Il a dit attendre « **la décision du Conseil constitutionnel qui permettra de faire (les interrogatoires, ndlr) en visio et empêchera peut-être [...] ces efforts d'argent déployés pour ce monsieur qui ne mérite pas** ».

Mercredi 4 juin, le ministre de l'Intérieur Bruno Retailleau a pris le contre-pied de son homologue de la Justice en décrivant « **des risques majeurs** » et en indiquant qu'il préférerait que le juge se déplace plutôt que d'extraire Mohamed Amra de sa prison ultra-sécurisée. « **Faire sortir des types aussi dangereux d'une prison, ce sont des risques majeurs. Il faut que nous nous y adaptions et qu'on entende soit**

que le juge se déplace, soit qu'il y ait une visioconférence », a exprimé Bruno Retailleau sur RTL. Il a ensuite ajouté : « **Chaque extraction consomme des moyens du ministère de l'Intérieur - et ça coûte cher aux contribuables - mais surtout, à chaque fois, ce sont des risques et nous nous sommes battus sur la loi narcotrafic pour qu'il y ait précisément un dispositif qui rend obligatoire l'audition de ces gens-là par visioconférence. C'est fondamental parce que sinon nos policiers, gendarmes, les agents de la pénitentiaire peuvent risquer leur vie** ».

Dossier judiciaire tentaculaire

Mohamed Amra est soupçonné d'avoir tenté plusieurs fois de s'évader, avant le drame d'Incarville : quelques jours plus tôt, déjà, deux tentatives d'évasion avaient avorté.

Le 7 mai au matin, la gendarmerie avait fait fuir quatre hommes cagoulés signalés dans un véhicule près d'Évreux (nord-ouest). Et la veille de la déflagration d'Incarville, un barreau scié avait été détecté dans la cellule de Mohamed Amra.

Trente-huit personnes, dont le narcotrafiquant, sont mises en examen dans ce dossier tentaculaire, qui a mobilisé des moyens policiers et judiciaires exceptionnels. ■

par •Antoine Sauvetre, Avec Afp





ÇA SE PASSE EN FRANCE

Mohamed Amra transféré à Paris en hélicoptère



Mohamed Amra est bien arrivé au tribunal de Paris ce matin, pour son premier

interrogatoire devant les juges d'instruction à propos de son évasion en mai 2024, au péage d'Incarville, qui avait coûté la vie à deux agents pénitenciers, Fabrice Moello et Arnaud Garcia. Cette fois, pas d'évasion : le narcotrafiquant a été transféré en hélicoptère. Mohamed Amra avait été retrouvé en Roumanie le 22 février dernier,

avant d'être placé dans une prison ultrasécurisée de l'Orne. "La Mouche" est poursuivie pour meurtres en bande organisée en récidive. Une quarantaine de personnes sont également mises en examen dans le cadre de ce dossier. ■





POLITIQUE

Romain Baubry en colère

DÉPUTÉ DE LA 15^e circonscription des Bouches-du-Rhône, le député Romain Baubry (RN) s'est élevé ces derniers jours sur la future extraction de la prison de Conde-sur-Sarthe, de Mohamed Amra, pour une audition à Paris. Le Sénassais, corapporteur de la mission sur les transfèrements et extractions, dénonce "une décision aussi incompréhensible qu'irresponsable". "Il y a un an, Amra organisait une évasion sanglante qui a coûté la vie à deux agents pénitentiaires, Fa-

brice Moello et Arnaud Garcia, et blessé grièvement trois autres. L'administration s'apprête à reprendre le risque, avec un dispositif lourd, coûteux et exposé. Et tout cela, alors qu'une visioconférence ou un déplacement du magistrat aurait su ", estime le député, qui fut, lui aussi, par le passé, fonctionnaire au sein des services pénitentiaires.

"L'extraction devait rester l'exception. La reconduire dans le cas Amra, c'est une honte et une insulte à la mémoire des

agents tombés sous les balles, déclare le député. La loi contre le narcotra c permet d'éviter ce type d'extraction. Elle n'est pas appliquée. Et comme souvent, le gouvernement se contredit".

Romain Baubry le résume : "on ne joue pas avec la vie des agents". Son rapport "portera des solutions concrètes avec une exigence simple : la sécurité des agents doit primer sur les décisions procédurières déconnectées du terrain". ■



Mohamed Amra garde le silence devant les juges après un transfert au tribunal sous haute protection

Cette extraction avait auparavant suscité l'indignation de syndicats pénitentiaires, appelant à une audition en visioconférence ou à un déplacement des magistrats au sein même de la prison de Condé-sur-Sarthe, pour minimiser les risques.

Véhicules blindés, casques lourds, appui aérien : si les préparatifs de l'extraction du narcotrafiquant Mohamed Amra se sont déroulés dans la plus grande discrétion, difficile d'en dire de même de son arrivée au tribunal judiciaire de Paris, dans la matinée du 11 juin, pour y subir son premier interrogatoire. Un an après sa dramatique évasion au péage d'Incarville (Eure), rendue possible par une sous-évaluation de sa dangerosité par les autorités, pas question de reproduire les mêmes erreurs, qui avaient coûté la vie à deux agents pénitentiaires.

Cette fois, ce sont donc les effectifs du groupe d'intervention de la gendarmerie nationale (GIGN) qui ont reçu la mission de sortir « La Mouche » - son surnom - du centre pénitentiaire de Condé-sur-Sarthe (Orne). Une escorte réservée aux détenus les plus dangereux, comme le terroriste Salah Abdeslam ou le braqueur multirécidiviste Antonio Ferrara. Un hélicoptère de la gendarmerie s'est d'abord posé sur le toit de la prison, à l'aube, pour récupérer son passager. Mohamed Amra a ensuite été déposé sur la base aérienne de Vélizy-Villacoublay (Yvelines), pour être pris en charge par les gendarmes d'élite et leurs véhicules blindés. Un pick-up Chevrolet équipé d'un imposant pare-buffle s'est chargé d'ouvrir la voie, suivi par deux Centigon Fortress, des 4 × 4 blindés de 5 tonnes, ainsi qu'un véhicule BMW de grosse cylindrée. Des motos ont encadré la colonne, sous la surveillance de l'hélicoptère.

Au tribunal, Mohamed Amra a été présenté aux trois juges d'instruction de la juridiction nationale de lutte contre la criminalité organisée (Junalco), chargée de l'information judiciaire sur son évasion mortelle. Ce n'est pas la première fois qu'ils se trouvaient face à face : à l'issue de son rapatriement de Roumanie, où il avait été arrêté, en février, le narcotrafiquant avait déjà été présenté aux juges parisiens pour être mis en examen.

Maigre résultat

Des fuites sur la programmation de ce transfert sous haute tension entre Condé-sur-Sarthe et Paris avaient entraîné une vive polémique entre les partisans du recours à la visioconférence et les défenseurs de la confrontation en face à face. Les représentants des syndicats de surveillants pénitentiaires s'offusquaient des risques

encourus par un personnel en sous-effectif et traumatisé par l'assaut d'Incarville.

En réponse, Laure Beccuau, procureure de Paris, soulignait, lors d'une interview sur BFM-TV, un autre aspect matériel : « On va peut-être lui opposer des pièces de procédure, des scellés, il faut qu'il soit enregistré. Vous n'imaginez évidemment pas trois magistrats instructeurs se déplacer avec l'intégralité des scellés de cette procédure. »

Les ministres de l'intérieur et de la justice eux-mêmes laissaient entendre une dissonance sur ce sujet sensible. « Il ne se passera rien », assurait le garde des sceaux, Gérard Darmanin, lors d'une interview au « 20 heures » de TF1, le 3 juin, évoquant les « magnifiques conditions » dans lesquelles se passerait le trajet, quand son collègue de la Place Beauvau, Bruno Retailleau, soulignait, sur RTL le lendemain matin, que « chaque extraction, non seulement consomme des moyens qui coûtent cher aux contribuables, mais, surtout, à chaque fois ce sont des risques ».

Le juge d'instruction ayant le dernier mot, le face-à-face eut bien lieu, sous haute sécurité, au tribunal judiciaire de Paris. Mohamed Amra est resté trois heures dans les bureaux des juges, mais pour un maigre résultat. « Nous n'avons pas pu préparer cet interrogatoire dans des conditions sereines et conformes aux droits de la défense, a déclaré l'un de ses avocats, Lucas Montagnier. M. Amra répondra aux questions des juges lorsque la confidentialité de nos échanges sera parfaitement garantie. » Le prévenu a donc quitté le tribunal sans avoir répondu aux questions des juges, en début d'après-midi, avec le convoi du GIGN.

Dans un communiqué diffusé mercredi en fin d'après-midi, Laure Beccuau, procureure de Paris et de la Junalco, a fait savoir que cet interrogatoire avait été préparé en amont « avec l'administration pénitentiaire », mais aussi avec la défense du mis en cause, « afin de s'assurer que l'intéressé était disposé à s'expliquer, afin que ces efforts ne soient pas déployés en vain ».

« Généraliser » le recours à la visioconférence

Malgré cette issue qui semble donner peu d'allant à l'enquête, la différence de qualité entre les interrogatoires en face-à-face et à distance est mise en avant par les magistrats. « Convoquer un prévenu pour un interrogatoire est une décision réfléchie, prise au cas par cas, et, en tant que réquisition judiciaire, c'est un ordre qui s'impose, souligne Frédéric Macé, président de l'Association française des magistrats instructeurs. La loi "narcotrafic" entend généraliser ce recours à la visioconférence pour les mis en examen détenus dans les quartiers de lutte contre la criminalité organisée, sauf sur décision "spécialement motivée" du juge, ce qui est inquiétant, car cela inverse la logique des choses. »

Le « cas » Amra, le plus sensible et le plus médiatique des narco-trafiquants actuellement visés par la loi contre le narcotrafic et la réforme du régime carcéral, augure au cours de l'été d'autres transferts sous haute tension. L'accueil, dans l'établissement de Vendin-le-Vieil (Pas-de-Calais), d'une centaine de trafiquants dits du « haut du spectre », à partir de la mi-juillet, va dans un premier temps multiplier les convois à haut risque, puis une succession de convocations devant des juges de ces détenus nécessitant une surveillance maximale.

par Arthur Carpentier Et Thomas Saintourens





ON REMBOBINE

JUSTICE

Le narcotrafiquant **Mo-**
hamed Amra a été re-
conduit à la prison de
Condé-sur-Sarthe dans
l'Orne cet après-midi, après
en avoir été extrait ce matin
pour être interrogé par le
tribunal de Paris sur son éva-

sion meurtrière lors d'une ex-
traction dans l'Eure en mai
2024, selon l'AFP. Le ministre
de l'Intérieur, Bruno Re-
tailleau, avait jugé mercredi
dernier cette nouvelle extrac-
tion risquée et avait dit souhai-
ter une autre solution, mais les

magistrats ont estimé qu'un in-
terrogatoire en sa présence
était nécessaire. ■

(P Lire notre article de 2024
sur son évasion.





Cover Page



DANS LA SARTHE, ENTRE SAINT-CÉNERI ET MOULINS Le corps d'un homme découvert dans la rivière **P. 8**

INCENDIE APRÈS LA VICTOIRE DU PSG « J'ai tout

perdu », témoigne Floria, l'étudiante locataire P. 9

DES RÉFUGIÉS ARMÉNIENS RÉUNIS À ALENÇON S'intégrer ? Un véritable défi **P. 4**

AFFAIRE MOHAMED AMRA Son extraction de la prison de Condé révolte les surveillants

P. 8 ALENÇON, SAMEDI 14 JUIN Violette, asexuelle de 28 ans, dans la marche des Fiertés **P. 5**

ORNE Le Département cède le Palais d'Argentré à la Ville de Sées **P. 6**

RÉNOVATION DE L'HABITAT Alençon promet des sanctions « jusqu'à l'expropriation » **P. 12**

SAINT-DENIS-SUR-SARTON Quand les aînés et les enfants se retrouvent à « la cantoché » **P. 26**

AVEC L'EHPAD DE CHAMPEFLEUR A Bicyclette ressort ses tuk-tuks **P.17**

D'ICI AU QUÉBEC Batiste concrétise son rêve de basket américain **P. 13 ■**





LOCALE

AU² en trois points

Lancé en décembre dernier, le dispositif est porté par la préfecture de l'Aude et l'Association des maires ruraux de l'Aude (Amra). Il vise à identifier, sur le terrain, les freins du développement de la ruralité et à proposer des solutions concrètes.



Aller au-delà des dispositifs existants

Si des dispositifs existent, ils sont «soient méconnus, soit très lourds, voire plus du tout adaptés aux réalités de terrain», souligne Jean-Jacques Marty. Le Laboratoire doit per-

mettre de les réajuster ou d'en créer d'autres.

Proposer des solutions concrètes

Les propositions qui émergeront des différentes commissions seront «carrées et applicables» pour pouvoir être «rapidement étudiées par les services de l'Etat». «Et peut-être qu'elles pourront servir d'exemple pour d'autres territoires».

Les problèmes déjà identifiés

Les élus ont pointé des freins récurrents au développement: la complexité des procédures d'urbanisme (ZAN, ABF), injustices dans les retombées économiques des énergies renouvelables (EnR), l'absence de souplesse des réglementations, le décalage entre cadre normatif et réalité communale... ■





LOCALE

AU² en trois points

Lancé en décembre dernier, le dispositif est porté par la préfecture de l'Aude et l'Association des maires ruraux de l'Aude (Amra). Il vise à identifier, sur le terrain, les freins du développement de la ruralité et à proposer des solutions concrètes.



Aller au-delà des dispositifs existants

Si des dispositifs existent, ils sont «soient méconnus, soit très lourds, voire plus du tout adaptés aux réalités de terrain», souligne Jean-Jacques Marty. Le Laboratoire doit per-

mettre de les réajuster ou d'en créer d'autres.

Proposer des solutions concrètes

Les propositions qui émergeront des différentes commissions seront «carrées et applicables» pour pouvoir être «rapidement étudiées par les services de l'Etat». «Et peut-être qu'elles pourront servir d'exemple pour d'autres territoires».

Les problèmes déjà identifiés

Les élus ont pointé des freins récurrents au développement: la complexité des procédures d'urbanisme (ZAN, ABF), injustices dans les retombées économiques des énergies renouvelables (EnR), l'absence de souplesse des réglementations, le décalage entre cadre normatif et réalité communale... ■





LOCALE

« Ça ne marchera pas si on reste entre élus »

Le maire de St-Ferriol et président de l'AMRA est également à la tête du laboratoire des ruralités, la deuxième structure du genre en France. Persuadé de l'utilité du dispositif, il tente de convaincre ses collègues élus de l'utilité de travailler en équipe avec les associations et entreprises du territoire.

Le 1^{er} laboratoire des ruralités a été fondé en 2023 dans les Vosges. Comment le département de l'Aude a-t-il été désigné pour accueillir le second ?

Tout est venu d'une rencontre avec Jean-Marie Caillaud, conseiller territoires d'Emmanuel Macron, et Dominique Faure, ministre déléguée auprès du ministre de l'Intérieur, en février 2023. À cette occasion, je leur ai fait part des problèmes de la ruralité, ce à quoi Jean-Marie Caillaud m'a répondu: «On entend toujours parler des problèmes de la ruralité, mais aucune solution ne nous remonte».

C'est là que nous avons évoqué la possibilité que l'Aude accueille le 2^e laboratoire des ruralités de France. Depuis, un 3^e a également été créé en Saône-et-Loire. Le but de cette structure, c'est d'identifier les freins au développement de la ruralité et trouver des solutions à proposer à l'Etat.

Depuis le 24 décembre 2024, le laboratoire baptisé AU² est actif. Vous en êtes le président, et Franck Jubin

le directeur de projet. Quelle est la situation aujourd'hui ?

Au cours de huit rencontres, nous avons présenté ce laboratoire à 150 élus de six intercommunalités. Les échanges y ont été francs, et nous avons établi des constats similaires sur certains sujets, notamment un profond sentiment de décalage entre cadre normatif et réalité communale. Nous avons aussi monté plusieurs commissions sur la santé, la gouvernance territoriale, le développement économique...

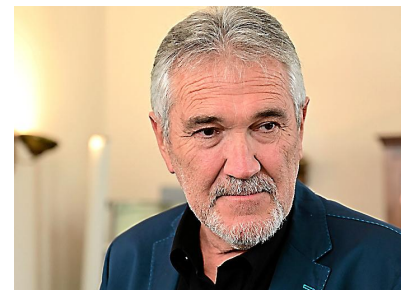
Pourtant ce laboratoire est rarement mentionné lors des débats politiques. Comment l'expliquez-vous ?

C'est lié d'une part à l'instabilité politique qu'a connue notre pays [référence à la censure du gouvernement Barnier, NDLR], et nous sommes dans une phase de consultation depuis octobre dernier. Il y a aussi certains élus qui se complaisent dans le marasme dans lequel se trouve l'Aude.

Mais surtout, certains élus ont encore du mal à accepter qu'il

y ait une passerelle entre le public et le privé. Or, ce labo ne marchera pas si on reste entre élus! Il nous faut y intégrer des personnes issues de la société civile, des associations, des entreprises. Beaucoup ont déjà manifesté leur intérêt: des directeurs d'hôpitaux, d'anciens préfets, des magistrats à la retraite...

Ce n'est qu'ensemble que nous allons pouvoir travailler de manière très concrète et de proposer des solutions solides et réalisables au préfet. Les services de l'Etat ne peuvent plus être de simples courroies de transmission, mais des partenaires de transformation, et les élus doivent être des facilitateurs pour faire émerger des projets. ■



Jean-Jacques Marty, président du laboratoire, souhaite que «tous les Audois s'emparent de ce formidable outil». Claude Boyer





LOCALE

« Ça ne marchera pas si on reste entre élus »

Le maire de St-Ferriol et président de l'AMRA est également à la tête du laboratoire des ruralités, la deuxième structure du genre en France. Persuadé de l'utilité du dispositif, il tente de convaincre ses collègues élus de l'utilité de travailler en équipe avec les associations et entreprises du territoire.

Le 1^{er} laboratoire des ruralités a été fondé en 2023 dans les Vosges. Comment le département de l'Aude a-t-il été désigné pour accueillir le second ?

Tout est venu d'une rencontre avec Jean-Marie Caillaud, conseiller territoires d'Emmanuel Macron, et Dominique Faure, ministre déléguée auprès du ministre de l'Intérieur, en février 2023. À cette occasion, je leur ai fait part des problèmes de la ruralité, ce à quoi Jean-Marie Caillaud m'a répondu: «On entend toujours parler des problèmes de la ruralité, mais aucune solution ne nous remonte».

C'est là que nous avons évoqué la possibilité que l'Aude accueille le 2^e laboratoire des ruralités de France. Depuis, un 3^e a également été créé en Saône-et-Loire. Le but de cette structure, c'est d'identifier les freins au développement de la ruralité et trouver des solutions à proposer à l'Etat.

Depuis le 24 décembre 2024, le laboratoire baptisé AU² est actif. Vous en êtes le président, et Franck Jubin

le directeur de projet. Quelle est la situation aujourd'hui ?

Au cours de huit rencontres, nous avons présenté ce laboratoire à 150 élus de six intercommunalités. Les échanges y ont été francs, et nous avons établi des constats similaires sur certains sujets, notamment un profond sentiment de décalage entre cadre normatif et réalité communale. Nous avons aussi monté plusieurs commissions sur la santé, la gouvernance territoriale, le développement économique...

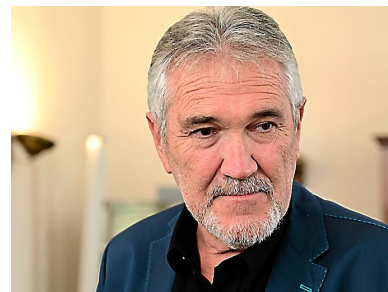
Pourtant ce laboratoire est rarement mentionné lors des débats politiques. Comment l'expliquez-vous ?

C'est lié d'une part à l'instabilité politique qu'a connue notre pays [référence à la censure du gouvernement Barnier, NDLR], et nous sommes dans une phase de consultation depuis octobre dernier. Il y a aussi certains élus qui se complaisent dans le marasme dans lequel se trouve l'Aude.

Mais surtout, certains élus ont encore du mal à accepter qu'il

y ait une passerelle entre le public et le privé. Or, ce labo ne marchera pas si on reste entre élus! Il nous faut y intégrer des personnes issues de la société civile, des associations, des entreprises. Beaucoup ont déjà manifesté leur intérêt: des directeurs d'hôpitaux, d'anciens préfets, des magistrats à la retraite...

Ce n'est qu'ensemble que nous allons pouvoir travailler de manière très concrète et de proposer des solutions solides et réalisables au préfet. Les services de l'Etat ne peuvent plus être de simples courroies de transmission, mais des partenaires de transformation, et les élus doivent être des facilitateurs pour faire émerger des projets. ■



Jean-Jacques Marty, président du laboratoire, souhaite que «tous les Audois s'emparent de ce formidable outil». Claude Boyer



ENTREPRISES

Le marché de la cyberassurance gagne en maturité en France

Selon la dernière étude Lucy, pilotée par l'Amrae, le marché de la cyberassurance vit une baisse des prix et une hausse de la souscription auprès des ETI et des entreprises moyennes. Mais, la fréquence des sinistres alerte et le marché n'est pas à l'abri d'un gros sinistre.

Les cyberattaques font désormais partie du lot quotidien des entreprises. En revanche, l'assurance qui couvre les risques cyber est encore loin d'être généralisée. Depuis la crise sanitaire, toutes (ou presque) les grandes entreprises disposent d'une couverture spécifique.

Lire aussi Pourquoi ces deux pépites de l'investigation cyber débarquent dans le French Tech 120 (lien : <https://www.latribune.fr/techno-medias/informatique/pourquoi-ces-deux-pepites-de-l-investigation-cyber-debarquent-dans-le-french-tech-120-1026699.html>)

Les progrès sont en revanche plus lents auprès des ETI (entreprises de taille intermédiaires) et des PME. La dernière étude Lucy, menée par l'Association pour le management des risques et des assurances de l'entreprise (Amrae) auprès des courtiers, présente ainsi un tableau contrasté du marché français : un marché mature, avec des prix qui baissent sur le segment des grandes entreprises (80 % du marché), de l'ordre de 18 % en moyenne, soit des renouvellements qui peuvent se faire avec 30 % ou 40 % de rabais, et une hausse de la souscription chez les ETI et les PME,

avec un montant moyen des primes bien plus faible.

Hausse de la fréquence

Résultat, le volume des primes recule légèrement en 2024 à 317 millions d'euros, contre 328 millions l'année précédente. Pourtant, la fréquence et l'intensité des risques augmentent à nouveau, après deux années de pause, soit 55 millions d'euros de sinistres indemnisés l'an dernier (+40 %), dont deux sinistres de plus de 10 millions d'euros. « C'est un point de vigilance », souligne Philippe Cotelte, président de la commission cyber de l'Amrae, par ailleurs risk manager d'Airbus Defense & Space, qui a piloté l'étude Lucy. À l'inverse des années précédentes, le nombre de petits sinistres - inférieurs à 300 000 euros -, augmente fortement, ce qui peut illustrer à la fois une hausse des attaques réussies, mais aussi une augmentation des déclarations.

L'assurance cyber reste néanmoins une activité lucrative pour les assureurs, avec un ratio de sinistres sur primes de seulement 17 %, de quoi faire pâlir les plus juteuses assurances affinitaires du marché. « Un rapport sinistre à primes durablement en deçà de 30 %

signale une situation en principe anormale », a récemment rappelé Jean-Paul Faugère, vice-président de l'ACPR, l'instance de supervision de l'assurance.

Marché émergent

« Le marché [du cyber, NDLR] est encore un marché émergent sur lequel il y a toujours beaucoup d'incertitudes sur les risques à venir, notamment à l'ère de l'intelligence artificielle. Nous constatons une certaine stabilité à court terme mais nous ne sommes pas à l'abri d'un gros sinistre », explique Benjamin Langlet, responsable du marché cyber chez Hiscox France. En clair, selon l'assureur, il ne serait pas prudent de tirer trop les prix vers le bas, sous peine de connaître un sérieux revirement des prix. La cyberattaque en avril dernier contre Marks & Spencer, au Royaume-Uni, aura ainsi causé plus de 350 millions d'euros de pertes au distributeur, dont 100 millions assurés. Le sinistre à 100 millions n'est pas donc pas exclu.

Du côté des grandes entreprises, la baisse des prix ne s'est pas traduite par une hausse des capacités (couverture) sur le risque cyber. « Les grandes entreprises ont profité

de cette baisse des prix pour réduire un peu leur budget, parfois pour le réallouer sur d'autres postes liés à la sécurité », observe Philippe Cotelle. C'est potentiellement un problème car il est toujours plus compliqué d'augmenter sa couverture lorsque les prix montent.

Une ETI sur cinq

Les signaux les plus positifs portent sur le développement des souscriptions chez les ETI et les entreprises moyennes, avec un taux d'augmentation de près d'un tiers en 2024. Mais le marché part de relativement bas. Selon les chiffres de Lucy, près de 1 150 ETI (sur 5 500 environ) disposent d'une couverture cyber, ainsi que près de 2 000 entreprises moyennes et quelque 4 000 petites entreprises. Le marché a d'ailleurs été plutôt « soft » pour les ETI, à l'instar des grandes entreprises, et c'est une première. C'est dire qu'un large éventail d'entreprises a bénéficié l'an dernier de la baisse des prix. Au total, les primes augmentent de 13 % sur les ETI (à 55 millions d'euros) et de 66 % sur les entreprises moyennes à 13 millions d'euros.

« L'enjeu est d'augmenter le taux de pénétration [de l'assurance cyber, NDLR] sur tous les segments de l'entreprise et c'est un travail de longue haleine, surtout sur les PME et les TPE », confie Philippe Cotelle, qui salue au passage le rôle des courtiers pour populariser l'assurance cyber auprès de leurs clients.

Contrat de confiance

Il faut toujours en effet convaincre, d'autant que malgré la baisse des prix, la perception d'une assurance onéreuse (et complexe) demeure. « L'assurance cyber est-elle chère ? J'aurais répondu oui en 2021 ou 2022, mais aujourd'hui, les prix se sont rééquilibrés à la baisse, en l'absence de gros sinistre », avance un assureur. Ce qui diffère des autres contrats dommages est sans doute sa composante conseil et services en cas d'attaque. Comme, par exemple, trouver une assistance 24 heures/24, 7 jours/7 dans toutes les langues. « Le maître mot est réactivité », insiste Benjamin Langlet.

La promesse n'est pas toujours au rendez-vous. « Sept mois après la cyberattaque, nous n'avons toujours pas été remboursés. On a l'impression que l'assureur cherche à chaque fois de nouveaux détails pour complexifier l'affaire », souffle un cadre d'une société de conseil. Son entreprise, touchée en 2024 par une attaque par ransomware - un logiciel malveillant capable de bloquer tous les documents d'un système - se remet encore difficilement de la catastrophe numérique.

« Nous avons signé avec confiance avec un grand acteur du secteur en plus. Maintenant, nous hésitons à mettre un terme au contrat pour ne pas perdre l'éventualité d'un remboursement. » Son cas est loin d'être isolé.

Contestations à gogo

Pour Stéphane Astier, avocat spécialisé en droit du numé-

rique et familial de ces conflits entre victimes et assureurs, les compagnies ont commis l'erreur de communiquer sur leurs offres sans en clarifier les conditions. « Les groupes d'assurance, probablement attirés par ce marché florissant, ont chacun proposé leur offre dans un secteur encore nouveau pour les entreprises, sans pour autant être clairs sur leurs modalités », estime-t-il. Dans tous les cas qu'il a rencontrés, le bras de fer avec l'assureur porte sur les pertes d'exploitation. Naturellement, la principale demande d'une entreprise est de récupérer les revenus potentiels non perçus à cause de la cyberattaque.

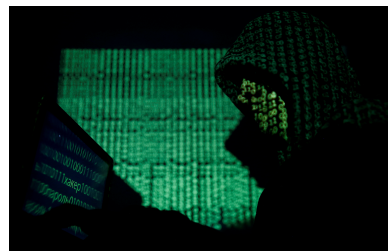
« Si l'infiltration a eu lieu via un programme qui n'était pas présent au moment de la signature du contrat, l'assurance peut considérer qu'elle n'a pas à rembourser », ajoute-t-il. Une entreprise qui aurait, par exemple, déployé un service cloud pour développer une nouvelle activité pourrait se voir opposer une fin de non-recevoir si l'attaque provenait de ce service. « Dans certains cas, les assureurs exigent même des preuves détaillées sur les systèmes... Alors que l'entreprise n'a plus accès à ses données ! », ironise maître Astier.

Un marché encore en devenir

Résultat : six entreprises sur dix déclarent ne pas être satisfaites du montant du remboursement, d'après un sondage mené par Citalid et le Cesin, le Club des experts de la sécurité de l'information et du numérique.

Selon, Pouya Canet, expert en cyberassurance chez Citalid, une partie du problème vient des formulaires initiaux : « *Les questionnaires de souscription sont souvent trop vagues. On demande par exemple à l'entreprise si elle met ses logiciels à jour. Elle répond "oui", bien sûr. Mais dans les faits, sur une infrastructure complexe, les mises à jour peuvent prendre des semaines à se déployer. Pendant ce temps, elle reste vulnérable... Et peut se voir refuser toute indemnisation en cas d'attaque.* »

Le marché doit encore gagner en maturité, reconnaissent à demi-mot, les assureurs. Et cela doit passer par une meilleure pénétration et donc une meilleure mutualisation. « *Les PME doivent avoir conscience qu'elles ont besoin de ces couvertures, surtout si elles n'ont pas les compétences en interne pour faire à une attaque* », alerte Philippe Cotelte. Ce dernier rappelle d'ailleurs que de plus en plus de donneurs d'ordres imposent à leurs sous-traitants d'être assurés. ■



Les indemnités au titre des sinistres cyber ont augmenté de 40 % en 2024, à 55 millions d'euros.

par
Eric Benhamou Et Bogdan Bodnar

